

# Le Monde

CINQUANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 15820 - 7 F

JEUDI 7 DÉCEMBRE 1995

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

## Paris et Bonn défendent leur projet commun pour l'Europe

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac et le chancelier Helmut Kohl doivent se retrouver, jeudi 7 décembre, à Baden-Baden (Allemagne) pour présider une rencontre de leurs deux gouvernements.

Pour l'un comme pour l'autre, il s'agit, à moins de quinze jours du conseil européen de Madrid, de réaffirmer que les sacrifices demandés aux citoyens de l'Union ne doivent pas remettre en cause la construction européenne. La crise sociale en France leur impose de défendre la pertinence de leur projet.

Les deux dirigeants ont l'intention de rendre publique une « Lettre » à leurs partenaires, marquant la volonté des signataires de rester le moteur de l'Union.

Lire page 2

## La relève du cinéma iranien



JAFAR PANAHİ

LAURÉAT de la Caméra d'or au Festival de Cannes et d'une véritable pluie de récompenses dans les festivals internationaux pour son premier film, *Le Ballon blanc*, qui sortait mercredi en France, Jafar Panahi incarne la relève de la féconde cinématographie iranienne.

Son film, fable quotidienne dans les rues de Téhéran aux côtés d'une petite fille, en témoigne d'autant mieux qu'il a été réalisé d'après un scénario d'Abbas Kiarostami, figure de proue du cinéma iranien, dont Panahi a été l'assistant. Ce cinéma se caractérise par une complicité avec la vie quotidienne qui lui permet, sur de très simples histoires, de susciter des réflexions complexes, entre fantaisie, critique sociale et comédie.

Avec ce film, les réalisateurs de Téhéran continuent de démontrer avec brio comment des récits ayant pour protagonistes des enfants leur permettent d'esquiver, malgré la richesse de leurs propos, les foudres de la censure, celle du pouvoir religieux. Comment, aussi, ce nouveau cinéma iranien réussit à développer un style « réaliste » d'une impressionnante richesse émotionnelle.

Lire page 30 et nos autres articles sur le cinéma pages 31 et 32

Allemagne, 3 DM; Autriche, 9 S; Belgique, 25 BF; Canada, 2,25 \$ CAN; Côte d'Ivoire, 800 F CFA; Danemark, 14 KRO; Espagne, 220 PTA; Grèce, 350 DR; Irlande, 1,40 £; Italie, 2.200 L; Luxembourg, 40 FF; Maroc, 3 DH; Norvège, 14 KRO; Pays-Bas, 3 FL; Portugal, 200 Esc; Royaume-Uni, 9 P; Suède, 10 KSE; Suisse, 2,50 FF; Tchécoslovaquie, 100 Kcs; USA, 2 \$; USA (hors), 2,50 \$.

M 0147 - 1207 - 7.00 F

## La plupart des syndicats font bloc contre M. Juppé

- Le premier ministre maintient ses réformes mais propose une concertation sur les retraites
- Nicole Notat accepte le dialogue, tandis que les autres centrales préparent une manifestation interprofessionnelle le 7 décembre
- La grève reste forte dans le secteur public et devait s'étendre jeudi dans l'éducation

MALGRÉ l'intervention du premier ministre, mardi 5 décembre à la télévision, le conflit social qui touche le secteur public continuait mercredi. En fin de matinée, les transports ferroviaires, notamment, restaient paralysés. La veille, à l'Assemblée nationale, Alain Juppé avait répondu directement à Laurent Fabius, président du groupe socialiste, qui avait ouvert le débat sur la motion de censure déposée par la gauche non communiste contre le gouvernement. Comme prévu, elle a été rejetée. Le chef du gouvernement a clos ce débat en réaffirmant la nécessité de procéder à la réforme de la protection sociale annoncée le 15 novembre, à l'origine de la crise en cours : « Je maintiendrai mes projets de réforme. Si nous les retirons, nous trahissons les intérêts de la France et des Français. » Il est clair qu'on ne peut pas négocier la réforme, a encore précisé Jacques Toubon mercredi à France-Inter en réponse aux syndi-

### Juppé optimiste



cats qui ont fait observer que le mot de « négociation » n'avait pas été prononcé par M. Juppé.

Les enseignants de la FSU ont envoyé une lettre aux autres confédérations syndicales, à la suite des interventions de M. Juppé. En fin de matinée, mercredi, on indiquait à la FSU qu'aucun appel n'avait été lancé pour une manifestation nationale regroupant, jeudi, les diverses organisations, mais que des contacts avaient été pris, en particulier entre la FSU, FO et la CGT. La journée d'action des enseignants

initialement prévue jeudi devait être élargie et se transformer en grande journée interprofessionnelle. Des appels parallèles pourraient être lancés par chacune des centrales. M. Juppé a annoncé en outre que la réforme fiscale se limitera, en 1996, à une refonte de la contribution sociale généralisée, qui va progressivement devenir déductible de l'impôt sur le revenu. En revanche, cet impôt ne sera pas profondément « toiletté » l'an prochain. L'abattement de 20 % des salariés sera maintenu.

- La contre-attaque de M. Juppé et les réponses des syndicats p. 6 et 7
- Le discours du premier ministre et le débat parlementaire p. 8 et 9
- Report de la réforme fiscale, table ronde sur le service public et redéploiements budgétaires pour les universités p. 10
- Reportages sur les manifestations à Paris et en province p. 11 et 12
- Les points de vue de MM. Cahen, Trigano et Naulot p. 17
- Editorial, analyses et revue de presse p. 18
- Les craintes du secteur privé et le sort du franc p. 19 et 21
- Transports de remplacement et informations pratiques p. 29
- La poursuite de la grève dans le secteur public p. 30

## « Comme il a l'air de s'en foutre, le maire de Bordeaux ! »

LE PIQUET DE GRÈVE des cheminots, à la gare Montparnasse à Paris, occupe, mardi 5 décembre, les locaux de la commande du personnel. Une dizaine de personnes se relaient en trois fois huit. Des affiches dessinées à la main proclament l'unité d'action CGT-CFDT. On joue au tarot à l'ombre des ordinateurs, sur le bureau des « grosses légumes » de la SNCF. On ne peut pas dire que les grévistes soient rongés de curiosité en attendant le discours du premier ministre. « Ah bon, il va parler ? Il faut aller l'écouter ? J'ai faim. Si vous n'êtes pas venus, je crois pas qu'on serait restés à regarder Juppé... » Le journal télévisé diffuse des images de casseurs et de CRS dans des nuées de larmes. Hurllements dans le local du piquet. « C'est pas nous, ça, pourquoi est-ce que tu télé montres toujours ces types-là ? » Le présentateur donne des extraits du discours d'Alain Juppé devant l'Assemblée. Quelques noms d'oiseaux fusent (« Conard ! », « Enfoiré ! »), mais on ne retient qu'une chose, sa fermeté (« Puisque c'est comme ça, on va continuer ! Ah ! comme il a l'air de s'en foutre, le maire de Bordeaux ! »).

Les images des bancs de l'Assemblée, claires, mé, et les sourires approbateurs des élus de la majorité font un effet désastreux. Le son du té-

léviseur est couvert par les sifflets. Le silence revient pour écouter quelques mots de Louis Vianet. La moitié du piquet est à la CGT et plus remontée que l'autre moitié, CFDT. Puis Nicole Notat parle, drapée dans une robe rouge. Là, on est moins respectueux. « T'es vu ce qu'elle dit ? Arrête le chichon, Nicole. » Montparnasse étant une gare bretonnante, il y a aussi une variante : « Arrête le chouchou, Nicole », suivie du même constat : « Elle o rien dit. On dirait Mitterrand pendant la guerre du Golfe... »

Enfin, Alain Juppé paraît. On sort les hamburgers et les frites achetées à côté, chez l'impérialiste yankee du coin, et on écoute sans éternement, sans intérêt manifeste. Quand le premier ministre parle des dettes de la SNCF, on rectifie : « L'optionnaire principal de la SNCF, c'est l'Etat. Si on nous avait prêté au même taux qu'à Mickey (Eurodisney), on n'en serait pas là. »

Quand il parle du bonheur d'être en France, le piquet unanime lui répond : « Mais oui, on l'aime, la France. » Puis la communication se casse entre le téléviseur et les spectateurs, sur une remarque désabusée : « Y veut te faire travailler plus longtemps et réduire le chômage en

même temps, alors... » On n'écoute plus. Le premier ministre sourit difficilement dans le téléviseur. La moitié CGT du piquet s'est levée pour aller au « chinois » de la rue Pernety. Quatre militants restent, dont deux CFDT. Philippe, trente-six ans, hausse les épaules : « Il n'a rien dit, il ne dit rien. Il pédale... » Georges, quarante-huit ans, estime qu'Alain Juppé a fait une fausse marche arrière sur les retraites : « Vous avez noté ? Il a dit qu'il n'y touchait pas à priori. A priori, d'accord, mais après ? C'est un discours destiné aux non-grévistes, pas à nous. » Pascal, trente et un ans, pense qu'on devrait taxer le capital plutôt que les salaires. Les autres approuvent. Christophe explique longuement que les retraites, c'est bien joli, mais qu'il n'est en grève à cause du plan-contract. « Et ça, c'est pas une question de rentabilité, c'est un choix de société. Remarque bien, par ailleurs, comme les socialistes sont discrets, en ce moment. Ils auraient bien aimé faire le même plan que Juppé... »

L'Assemblée du personnel devait décider mercredi à 11 heures de la poursuite de la grève.

Michel Braudeau

## La première révolte contre la mondialisation

DÉCEMBRE 1995 n'est pas mai 1968. Malgré sa force et sa diversité, le mouvement social qui agite la France depuis deux semaines n'a atteint, pour l'instant, ni l'ampleur, ni l'unité du soulèvement d'alors. Comme en 1968, les manifestations d'aujourd'hui révèlent une même crise, profonde, de la société française - un « malaise fin de siècle », selon l'expression du magazine américain *Newsweek*. Derrière des préoccupations disparates - crédits pour l'université, retraite à cinquante ans pour les conducteurs de rames de métro, défense des services publics... - s'exprime une peur commune face au monde incertain qui émerge.

Pour la première fois dans un pays riche, on assiste aujourd'hui, en réalité, à une grève contre la « mondialisation », à une réaction massive et collective contre la « globalisation » financière et ses conséquences. Comme les autres grandes nations industrielles, la France se trouve plongée dans un véritable maelström, une révolution, celle, pour simplifier, des deux « M » : le Marché, omniprésent, et les Multimédias. Cette double mutation provoque un craquement des institutions et appelle la création de nouvelles régulations sociales et économiques. Elle inquiète une opinion mal préparée. Le mouvement actuel pourrait déboucher sur la contestation d'un autre « M » : Maastricht.

L'Europe est en effet souvent perçue en France comme le symbole de cette mondialisation redoutée. Cette crise est, en tout cas, d'ores et déjà, une sanction terrible pour les élites françaises.

Deux forces animent la révolution en cours dans l'économie mondiale : la généralisation des rapports

marchands d'une part, le développement des technologies de l'information de l'autre. Il y a cinq ans encore, l'économie de marché n'englobait que 600 millions de personnes dans le monde, soit, grosso modo, les populations des pays développés. Dans cinq ans, le marché couvrira plus de six milliards d'êtres

humains. Cette extension du marché et son unification s'accompagne d'une autre mutation profonde : l'émergence de la société de la communication et de l'information.

Erik Izraelewicz

Lire la suite page 18

## Un demi-siècle de GOSPEL



LES PLUS IMPORTANTS ENREGISTREMENTS D'AVANT-GUERRE

Collecté 2 CDs - Livret de 112 pages

France Telecom Fondation

MÉLODIE

## OTAN : Washington salue le geste de Paris

La décision de la France de participer de nouveau, avec voix délibérative, au Comité militaire de l'OTAN a été saluée par le secrétaire d'Etat américain. Paris continue cependant de prôner une « identité européenne » de sécurité et de défense.

p. 3

## Les sans-abri au péril de l'hiver

Le retour du froid, l'approche de l'hiver, la fermeture des stations de métro à Paris et la désorganisation des transports accroissent les difficultés des sans-abri. Le gouvernement a arrêté des mesures d'urgence.

p. 14

## Un ancien ministre condamné

Jean de Boishue, ancien secrétaire d'Etat (RPR) à l'enseignement supérieur, a été condamné, mardi 5 décembre, pour complicité de diffamation raciale. Une plainte avait été déposée contre son livre *Banlieue, mon amour*.

p. 15

## Les brouillons de Valérie Lemerrier

Fine observatrice et curieuse de tout, l'artiste adore croquer son époque, les gens, les mots. Des milliers de cahiers témoignent de ses goûts éclectiques pour le cinéma, le théâtre, la chanson et les rencontres.

p. 16

## L'avenir des véhicules électriques

Les constructeurs français s'efforcent d'aligner le prix des voitures électriques sur celui des versions à essence. Leur faible autonomie et le coût des batteries freinent la diffusion de ces véhicules.

p. 25

International	2	annonces classées	27
France	6	Agenda	28
Société	14	Abonnements	29
Carnet	15	Météorologie	29
Horizons	16	Mots croisés	29
Entreprises	20	Culture	30
Finances/marchés	22	Communication	34
Aujourd'hui	24	Radio-Télévision	35



**SOMMET** Jacques Chirac et le chancelier Helmut Kohl doivent se rencontrer le 7 décembre à Baden-Baden où ils présideront une réunion de leurs deux gouvernements.

Face à la crise sociale en France, aux craintes suscitées en Allemagne par la future monnaie européenne, ils devront défendre la crédibilité de leur projet commun. ● UNE

« LETTRE » commune à l'intention des capitales européennes doit être rendue publique par les deux dirigeants. Dans ce document, ils préciseront leurs vues sur les réformes

qui leur paraissent indispensables pour préparer l'Union européenne à s'élargir vers l'Est et vers la Méditerranée, tout en gardant une capacité de décision. ● LA VOLONTÉ de Pa-

ris et de Bonn d'approfondir leur coopération doit être concrétisée par deux accords sur le satellite militaire Helios et sur la création de commissariats interfrontaliers communs.

## Jacques Chirac et Helmut Kohl se rencontrent à Baden-Baden

Confrontés aux craintes de leurs opinions publiques, les deux dirigeants doivent réaffirmer leur volonté de travailler ensemble pour préserver la crédibilité de leur projet européen

A DIX JOURS du conseil européen de Madrid, qui doit décider du mandat de la conférence sur la réforme des institutions européennes ainsi que du scénario de passage à la monnaie unique, le sommet franco-allemand, qui se tient jeudi 7 décembre à Baden-Baden, avait été prévu pour réaffirmer solennellement le rôle moteur de l'axe Paris-Bonn dans la perspective des prochaines échéances européennes. L'intention demeure, mais les circonstances, surtout en France, pourraient faire douter certains de leur capacité à l'assumer. Le président Chirac peut compter sur la solidarité du chancelier Kohl, qui doit résister lui-même à domicile au scepticisme de son opinion publique sur l'Union économique et monétaire. Les deux dirigeants devront donc jouer serré, jeudi, pour préserver la crédibilité de leur projet.

La volonté affichée mardi 5 décembre par Alain Juppé, le premier ministre, de maintenir le cap, était attendue de nos partenaires et des marchés financiers. Mais la puissance de « la révolte » française,

pour reprendre un titre du quotidien britannique *The Independent*, inquiète désormais suffisamment en Europe pour relancer les interrogations, notamment sur la faisabilité de la monnaie commune. Il faut à nouveau convaincre que l'engagement pris par le chef de l'Etat français, le 26 octobre, de réduire le déficit budgétaire français et d'entreprendre les réformes nécessaires pour que la France soit prête pour la monnaie unique le 1<sup>er</sup> janvier 1999, peut être tenu.

Cet engagement avait fait forte impression outre-Rhin. Suffisamment pour rassurer ceux qui, à Bonn, attendaient depuis six mois cette confirmation et qui commençaient à s'inquiéter de la cohérence de la politique française. A la rentrée de septembre, le climat de part et d'autre du Rhin commençait à sentir le roussi. La campagne lancée par le ministre allemand des finances pour exiger des engagements de discipline budgétaire à long terme pour la monnaie unique visait en priorité la France, sans laquelle l'Allemagne ne peut envisager d'Union monétaire.



Les motifs de mécontentement de Bonn ne s'arrêtaient pas là. Même si le chancelier Kohl ne l'a pas fait savoir publiquement, la manière dont le président Chirac a procédé à la reprise des essais nu-

cléaires français, comme ses tergiversations sur l'application des accords de Schengen en matière de libre circulation des personnes, lui ont posé problème.

L'ampleur du mouvement social

en France vient surprendre tout le monde alors que l'on croyait désormais que les Français avaient fait leur choix. Tout n'était pas complètement réglé. Mais la volonté affichée par Paris de travailler main dans la main avec les Allemands sur la réforme des institutions, la proposition française, même tardive, de relancer le débat sur la défense européenne et d'y inclure une réflexion sur le rôle qu'y auraient les forces de frappe française et britannique, ont en un effet positif. L'assouplissement progressif de l'attitude de la France dans ses relations avec l'organisation militaire intégrée de l'Otan, confirmé solennellement par le ministre des affaires étrangères, M. de Charette, le 5 décembre à Bruxelles, a été accueilli à Bonn comme un changement important, de nature à faciliter la réflexion sur la configuration de cette défense européenne.

Tout a été fait pour que le sommet de Baden-Baden réaffirme en fanfare la volonté de la France et de l'Allemagne de travailler plus que jamais de concert. Le président Chirac et le chancelier Kohl,

qui seront accompagnés de plusieurs de leurs ministres, doivent y présenter dans une « lettre » commune à leurs partenaires leurs vues sur les réformes jugées indispensables des institutions européennes. Deux négociations importantes vont en outre être officiellement scellées dans la petite ville rhénane, où le général de Gaulle s'était rendu en 1963 rencontrer le général Massu au siège du commandement militaire français en Allemagne : celle sur la participation de l'Allemagne au satellite de renseignement militaire Helios et la création de commissariats de police communs dans les zones frontalières pour éviter les effets pervers de la suppression des contrôles aux frontières. De tels commissariats doivent également être créés avec l'Espagne et la Belgique. Il s'agit d'une des mesures réclamées par le président Chirac pour que la France puisse appliquer complètement, quand il en estimera le moment venu, les accords de Schengen, entrés en vigueur en mars dernier.

Henri de Bresson

## Les Etats-Unis cherchent à désagréger l'Europe du renseignement spatial

Sous la pression, de plus en plus directe et insistante, des Etats-Unis, qui cherchent à les en dissuader, les Allemands et les Français devraient à Baden-Baden le sort qu'ils réserveront à une politique conjointe de renseignement d'origine spatiale, bilatérale d'abord, européenne à terme. C'est un projet ambitieux qui met en jeu, s'il n'est pas une nouvelle fois retardé, des intérêts militaires et industriels majeurs de part et d'autre du Rhin.

Après la reconnaissance, par les deux pays, que l'Eurocorps, composé en grande partie d'unités allemandes et françaises, est désormais une formation opérationnelle et avant que les deux mêmes pays ne se lancent dans la création d'une agence bilatérale de l'armement comme il en question, l'attitude de Bonn et de Paris sur ces satellites-espions communs est attendue avec attention.

L'idée de départ est d'associer l'Allemagne et la France dans la mise au point de deux satellites militaires : Helios 2, pour une observation optique et infrarouge, et Horus (l'ancien Osiris), pour le renseignement radar tout temps. Dans cette éventualité, la France aurait la maîtrise du premier satellite - auquel l'Espagne et l'Italie, qui participent à la première version Helios 1, mise en service en juillet 1995, pourraient se joindre -, et l'Allemagne aurait la direction du second programme. En service en 2001, Helios 2 reviendrait à 11 ou 12 milliards de francs, et Horus, prêt pour

2004-2005, est évalué à quelque 13 milliards de francs.

Entre l'Allemagne et la France, des difficultés d'ordre financier sont apparues, notamment pour tout ce qui a trait au partage des charges selon la responsabilité technique attribuée à chaque pays. En termes de crédits budgétaires, les Français souhaiteraient obtenir de leur partenaire une contribution financière supérieure à leur participation industrielle - de l'ordre de 10 à 12 %, soit un écart portant sur 2 milliards de francs - compte tenu des investissements que la France a déjà consentis, depuis des décennies, en matière d'espace, et qu'elle voudrait rentabiliser.

### UNE QUERELLE FRANCO-FRANÇAISE

De son côté, l'Allemagne doit réunir des sources de financement qui sont éparpillées, venant autant de la défense que des affaires étrangères, de la recherche, voire des Länder, ce qui n'est pas un montage commode.

L'accord inter-étatique est accompagné d'un projet industriel qui aboutit à rapprocher les activités « satellites » et « missiles » de DASA (Allemagne) et d'Aérospatiale (France) dans une entreprise commune où il reste à régler, dans le détail, les modalités pratiques de part et de part des pouvoirs et de la majorité des droits économiques. L'opération a le soutien des deux Etats. Elle a été vivement combattue par Matra-Défense, qui est déjà associée à Aérospatiale dans le programme Helios 1. Le

groupe privé, qui a tenté une alliance avec des Britanniques pour les missiles, craint qu'un accord entre DASA et Aérospatiale ne le place en dehors du marché.

Dans ce contexte est intervenue la proposition, fort alléchante, du groupe américain Lockheed Martin de livrer à l'Allemagne un système d'observation « clé en main », pour une somme modique, dès lors que le renseignement reste un domaine privilégié de la coopération entre les deux alliés de l'OTAN et qu'une autonomie de l'Europe spatiale est de mauvais augure pour Washington.

Un temps, Bonn a considéré cette offre, puis l'a déclinée. Depuis, la pression américaine s'est exercée sur un plan plus politique. Bill Clinton, avant son récent voyage en Europe, est intervenu auprès du chancelier Helmut Kohl et de Jacques Chirac pour leur demander d'utiliser, en matière de renseignement radar, les capacités existantes des Etats-Unis ou, à défaut, d'oser imaginer une opération triangulaire sur le programme Horus.

Nul doute que le « sommet » de Baden-Baden ne soit l'occasion de clarifier ce point particulier, les Français ayant le souci de préserver leur libre accès aux informations recueillies pour éviter des « cachotteries » de Washington comme ce fut le cas dans le Golfe, durant la campagne contre l'Irak, et aujourd'hui en Bosnie.

Jacques Isnard

## Un front commun

JACQUES CHIRAC et Helmut Kohl vont prendre, à l'occasion du sommet franco-allemand de Baden-Baden, une initiative commune pour la Conférence intergouvernementale de 1996 (CIG), qui rappelle celle lancée par François Mitterrand et le chancelier allemand, en avril

1990, prélude au traité de Maastricht. Il ne s'agit pas de proposer à leurs partenaires un accord en bonne et due forme, mais de montrer que, sur les questions essentielles, les deux pays sont sur la même ligne.

Alors que l'Union européenne doit faire face, dans les cinq prochaines années, à des échéances difficiles - CIG, monnaie unique, élargissement et financement de l'Union -, Paris et Bonn sont convenus de ne pas tomber dans des querelles théologiques, mais d'avancer de manière pragmatique, afin de rendre la construction européenne à la fois plus efficace et plus démocratique, sur les trois « piliers » de Maastricht : économie, politique étrangère, sécurité intérieure.

Ainsi, la CIG ne devrait pas traîner en longueur au-delà du printemps 1997. Elle devrait se concentrer sur un objectif bien précis : accroître l'efficacité des institutions communautaires dans la perspective de l'élargissement, avec une Commission « plus ramassée » (c'est le souhait français) et une évolution vers des votes à la majorité qualifiée de manière quasi systématique. La France s'est, sur ce point, rapprochée des positions allemandes. Encore faut-il que la pondération des voix reflète la réalité des rapports de force au sein de l'Union européenne. Le France n'est pas, a priori, favorable au système de la double majorité (nombre d'Etats et population) et serait plutôt pour une seule majorité tenant compte de la population des Etats-membres, de leur poids économique et de leur contribution au budget communautaire ; un tel calcul donnerait à l'Allemagne plus de voix qu'à tout autre partenaire, mais c'est une hypothèse « tout à fait envisageable », dit-on à Paris. Le « compromis de Luxembourg » de 1966, qui permet à un Etat d'invoquer ses intérêts vitaux pour obtenir un vote à l'unanimité serait cependant maintenu.

Jacques Chirac et Helmut Kohl sont en outre d'accord pour accroître le contrôle parlementaire sur les décisions, d'abord en permettant au Parlement européen

d'exercer les pouvoirs accrus prévus dans le traité de Maastricht, ensuite en associant plus étroitement les Parlements nationaux, par exemple - c'est une proposition française - par la création d'un haut conseil parlementaire, qui serait une sorte de seconde Chambre, à côté de l'Assemblée de Strasbourg. A propos de la politique étrangère et de sécurité commune (PESC) qui vivote depuis Maastricht, Français et Allemands tentent de concilier trois objectifs : faire des progrès dans la définition d'une politique commune, maintenir une perspective européenne et ne pas se laisser entraver par les réticences de tel ou tel Etat-membre. Ils envisagent donc la possibilité de donner le label européen à des actions communes qui ne bénéficieraient pas du soutien unanime des Quinze ; les Etats qui ne souhaitent pas y participer seraient libres de s'abstenir, mais ils ne pourraient pas empêcher les autres de s'engager.

### DOUBLE EMPLOI

A la veille de la rencontre de Baden-Baden, les dirigeants français n'avaient pas réussi à convaincre leurs partenaires allemands qu'il était nécessaire de nommer un président ou un secrétaire général pour la politique extérieure et de sécurité commune, comme l'avait proposé M. Chirac pendant la campagne électorale. Bonn craint que ce « M. PESC » fasse double emploi avec le président du Conseil européen ou, en matière de compétences de la Commission de Bruxelles. Aussi Jacques Chirac et Helmut Kohl devraient-ils se limiter à « insister », à terme, de l'UEO (Union de l'Europe occidentale), qui devrait être « le bras armé » de l'Europe, sans parler d'une « insertion », à terme, de l'UEO dans l'UE. Ils sont d'accord sur cette idée, mais celle-ci heurte les Britanniques, qui craignent le moindre contact entre les affaires de défense et les affaires communautaires.

Ces subtilités soulignent la prudence dont doivent faire preuve Jacques Chirac et Helmut Kohl ; il leur faut masquer autant que possible leurs dissensions et ne pas trop insister sur les points d'accord, pour ne pas donner l'impression de placer leurs partenaires devant des faits accomplis.

Daniel Vernet

## Les nuances franco-allemandes sur la monnaie unique

### BONN

de notre correspondant  
A Bonn, on affecte de garder son sang-froid devant les grèves qui paralysent la France. « La question d'un éventuel report de la monnaie unique ne se posera pas avant 1997 », affirme-t-on dans les milieux gouvernementaux. Ce qui n'empêche pas les experts de s'interroger. « La France a perdu deux ans. Les efforts qu'elle réalise aujourd'hui pour entrer à temps dans l'Union économique et monétaire sont à la limite du compatible avec les réalités économiques », ainsi s'exprime-t-il, vendredi 1<sup>er</sup> décembre, à Bonn, le très influent Norbert Walter, économiste en chef de la Deutsche Bank.

Prenant la parole lors d'un sé-

minaire franco-allemand organisé par l'Institut de Ludwigshafen sur les enjeux de la construction monétaire, ce représentant éminent de la communauté des économistes allemands a dénoncé à posteriori « le laxisme d'Edouard Balladur », « les faux espoirs suscités par la campagne de Jacques Chirac », et rappelé que sans la France et l'Allemagne, le passage à la troisième phase de l'UEM (qui devrait également associer les pays du Bénélux et l'Autriche) ne se fera pas.

L'Allemagne sera-t-elle elle-même prête à temps ? Norbert Walter considère que les promesses de croissance pour 1996 devraient être révisées à la baisse tant pour son propre pays que pour la France, et n'exclut pas que Bonn, en 1996, ait « beaucoup de difficultés » à remplir le critère du déficit public (qui doit être inférieur à 3 % du PIB selon le traité de Maastricht). L'Allemagne devrait friser dangereusement l'an prochain les maximums autorisés par Maastricht (déficit budgétaire à 3 % du PIB et dette publique à 60 %), selon les chiffres présentés par le secrétaire d'Etat aux finances Jürgen Stark, venu défendre le projet allemand de « pacte de stabilité ». Après avoir été de 2,9 % du PIB en 1995, les déficits publics allemands attein-

dront 2,6 % en 1996, sur la base d'un pronostic de croissance optimiste de +2,5 %. Le niveau de la dette, actuellement de 58,5 % du PIB, serait de 59 % en 1996.

Mais l'hypothèse majeure concernant l'Allemagne n'est pas tant de caractère économique que politique : tout indique qu'elle avance à reculons vers la monnaie unique. Elle s'est en outre dotée de ce que Norbert Walter appelle une clause non officielle d'« opt-out » - une délibération parlementaire avant le passage à la troisième phase, dont le résultat ne pourra pas être ignoré par le gouvernement de Bonn.

### QUERELLES D'EXPERTS

A en juger par le fort scepticisme manifesté par les journalistes allemands présents lors de ce séminaire, on se dit déciddément que l'opinion publique allemande (dont les deux tiers s'opposeraient à la monnaie unique) n'a aucune raison de soutenir le projet, même si le gouvernement s'apprete à lancer, dès le début de 1996, une vaste campagne en faveur de... l'euro. Pour les Allemands, cette nouvelle appellation semble déjà être entrée dans les faits.

D'innombrables nuances d'approche, voire de querelles d'experts, séparent encore la France et

Lucas Delattre

**USA**  
Dans grande université  
California  
Opportunité exceptionnelle pour Bac, Bac +1 et +2  
Spécialisation en pub, marketing, management avec stage entreprise inclus.  
12 mois (15, 6 anglais inclus)  
+ poss. emploi rémunéré 1 an.  
Cours, logement, repas inclus.  
(Prix : 10.900 \$)  
UNIVERSITY STUDIES IN AMERICA  
CEPEX (T) 45.51.23.23



## La France reprend sa place au Comité militaire de l'OTAN

Depuis 1966, le ministre de la défense et le chef d'état-major des armées n'étaient plus membres de droit de cet organisme. Avec ce retour, Paris semble vouloir transformer l'Organisation de l'intérieur

BRUXELLES (OTAN)

de notre correspondant  
Warren Christopher, le secrétaire d'Etat américain, a salué comme « une claire manifestation d'unité », à un moment crucial pour les alliés, l'annonce par la France, mardi 5 décembre, à Bruxelles, qu'elle reprend toute sa place au Comité militaire de l'OTAN. Porteur de cette nouvelle, Hervé de Charette, à l'ouverture de la conférence des ministres des affaires étrangères de l'Alliance, a fait sensation. Au point d'éclipser la nomination définitive de Javier Solana, chef de la diplomatie espagnole, au poste de secrétaire général de l'OTAN, et l'avait donné par les ministres à la planification militaire de l'opération « Effort concerté » en Bosnie. Néanmoins, quelques imprécisions dans la position de la France incitent à relativiser un peu cet événement.

« Le ministre français de la défense pourra participer régulièrement aux travaux de l'Alliance, aux côtés de ses collègues », a dit M. de Charette. Depuis 1966, année où le général de Gaulle avait décidé de ne plus soumettre les forces françaises aux commandements de l'OTAN dès le temps de paix, Paris n'était plus représenté aux réunions formelles des ministres de la défense. En raison du rôle de la France dans les opérations en Bosnie, une exception à cette règle avait été faite pour des réunions informelles, puis, le 28 novembre, pour la conférence ad hoc sur le déploiement de la force de paix en Bosnie.

### VOIX DÉLIBÉRATIVE

De source française, on précise que la décision ministérielle permet de généraliser le recours aux conférences ad hoc autant que de besoin. Mais, poursuit-on, « il ne faut pas en conclure que la France participera automatiquement aux conférences semestrielles des ministres de la défense dans le cadre du Comité des plans de défense (CPD) et du Groupe des plans militaires (GPM), deux instances atlantiques contraignantes au niveau des ministres de la défense et des ambassadeurs, desquelles la France est absente ».

En revanche, une chose est acquise : Paris retrouve toute sa place au Comité militaire et au sein des différentes agences mili-

taires qui en dépendent. La France est représentée au siège de l'Alliance par une simple « mission », forte de deux généraux et de huit officiers supérieurs. Désormais, le chef de cette « mission » participera, avec voix délibérative égale à celle des autres, à tous les travaux du Comité. En fait, ce changement avait été préparé par une présence active, déjà avec voix délibérative, chaque fois qu'il était question de la Bosnie.

En raison du retrait de ses forces en 1966, la France n'a aussi qu'une simple mission (un général et sept officiers) au Sbae, le quartier général du commandement suprême allié en Europe (SACEUR), situé près de Mons, à une cinquantaine de kilomètres de Bruxelles. « Nous entamerons un processus de nature à améliorer nos relations de travail avec le Sbae », a dit M. de Charette. Cela, aussi,

sideotale (UEO), Paris semble vouloir la transformer de l'intérieur, à pas prudents. « Notre initiative, a dit M. de Charette, ne signifie pas la réintégration dans le dispositif intégré [les grands commandements auxquels sont affectées des forces dès le temps de paix], et cela pour une raison simple : notre demande de renforcement du pilier européen implique un réexamen des structures de l'Alliance ».

« IDENTITÉ EUROPÉENNE »  
Le ministre a invoqué le sommet atlantique qui, en 1994, avait engagé l'Alliance dans de nouvelles missions, découlant des bouleversements en Europe, et qui avait fait reconnaître aux Américains la nécessité d'une « identité européenne » de sécurité et de défense. « Depuis lors, a affirmé le chef de la diplomatie française, ces deux

### La plus haute instance

Le Comité militaire (CM), créé en octobre 1949, est la plus haute instance militaire de l'OTAN, placée sous l'autorité politique du Conseil de l'Atlantique nord et du Comité des plans de défense (CPD). Il comprend les chefs d'état-major des armées de pays membres, à l'exception, jusqu'à présent, de la France, qui y était représentée par une mission militaire dirigée par le général Jean-Paul Pellissier. Il se réunit au moins trois fois par an ou chaque fois que le besoin l'exige. En temps de paix, il prépare les mesures jugées nécessaires à la défense commune de la zone de l'OTAN en Europe.

Disposant d'un état-major international qui en est l'exécutif, le CM a sous sa responsabilité le commandement suprême des forces alliées en Europe (SACEUR), en Belgique ; le commandement suprême allié de l'Atlantique (SACLANT), aux États-Unis ; le commandement en chef allié de la Manche (CINCHAN), en Grande-Bretagne ; et le groupe de planification régionale Canada-Etats-Unis (CURPG), aux États-Unis.

avait été amorcée lors de l'étroite coopération France-OTAN pour les opérations militaires en Bosnie. « Ce retour partiel de la France au cercle atlantique va lui permettre de prétendre à des fonctions importantes au sein de la haute administration de l'Alliance, qu'elle occupait en fort petit nombre. Ce la devrait commencer par une place dans le cabinet du nouveau secrétaire général de l'OTAN, ce qui constitue une bonne source d'information ».

Plutôt que d'essayer de contourner l'OTAN de l'extérieur par le seul développement des moyens de l'Union de l'Europe oc-

aspect n'ont pas évolué de façon équilibrée. [...] L'adoption de l'Alliance et son soutien au développement de l'identité européenne de sécurité et de défense n'ont pas suffisamment progressé ».

A cause de cette lenteur, François Mitterrand était resté prudent et réservé quant à une participation régulière de la France au Comité militaire. En avril 1994, informé avec retard, il avait exigé que le chef d'état-major des armées du moment, l'amiral Jacques Lanade, quitte la réunion du Comité militaire consacrée à la Bosnie, où il avait été invité.

Jean de la Guérivière

## Les Bosniaques dénoncent la fiction des « quartiers serbes » de Sarajevo

Ces parties de la ville ont été « nettoyées » de leurs anciens habitants

Le général Bachelet, commandant la Forpro dans le secteur de Sarajevo, qui avait critiqué l'accord de Dayton devant des journalistes, restera à Paris. Rappelé

par le ministre de la défense, Charles Millon pour « explications », il ne sera pas remplacé dans son poste, et pourrait être mis à la disposition de l'état-major.

### SARAJEVO

de notre correspondant  
Sur les terres de l'actuel Sarajevo, dont les autorités serbes de Pale soutiennent qu'il « appartient au peuple serbe depuis sept siècles », il y avait, avant la guerre, une majorité de Musulmans bosniaques. Depuis trois ans et demi, près de quarante mille personnes attendent ainsi de retrouver leur maison, d'où elles furent chassées par l'armée serbe. Les anciens habitants d'Ildiza, de Grbavica ou de Vogosca vivent misérablement dans le centre-ville de Sarajevo, entassés dans des appartements, des hôtels ou des écoles. Presque tous espèrent pouvoir de nouveau coexister avec leurs anciens voisins serbes, lorsque Sarajevo sera réunifiée. Mais ils soulignent le problème majeur : l'armée serbe a, depuis 1992, repeuplé ces trois quartiers en amenant de force des réfugiés serbes originaires des campagnes.

Depuis dix jours, les réfugiés regardent à la télévision serbe les manifestations contre l'accord de Dayton. Les séparatistes serbes qui ont peuplé Ildiza et les autres quartiers refusent de réintégrer un Sarajevo multiraciale et souhaitent une modification de la carte de partage de la Bosnie-Herzégovine afin de demeurer en « République serbe ». « Dans ces manifestations retrasmises à la télévision, nous n'avons reconnu aucun visage, certifié Diza, ex-citoyen d'Ildiza en 1992. Ces Serbes sont venus avec la guerre. Nos anciens voisins, eux, sont peut-être partis, ou alors ils ne vont pas manifester pour un « Sarajevo serbe ».

Beaucoup de Musulmans et de Croates réfugiés à Sarajevo furent chassés dès le déclenchement de la guerre. D'autres restèrent prisonniers de l'armée serbe durant plusieurs semaines ou plusieurs mois, avant d'être échangés contre des soldats serbes prisonniers de l'armée bosniaque. Ceux-là se souviennent qu'à l'époque de la terreur, lorsque les miliciens les maltraitaient, leurs voisins teo-taient de leur porter assistance. « Nous étions tous effrayés lorsque l'armée serbe est arrivée, y compris les Serbes, raconte un homme. Quelques-uns ont rejoint les rangs de cette armée, mais la plupart se sont tenus, ou sont partis pour Belgrade. Les gens qui occupent nos maisons ne sont pas originaires de ces quartiers, ce sont des campagnes ou des extrémistes ».

« Évidemment, je vivrai encore avec des Serbes ! » s'exclame Behar,

un Musulman chargé du faubourg d'Hadzici. Nos voisins serbes sont restés très corrects lorsque la guerre a démarré. Des soldats venus d'ailleurs m'ont maltraité, emprisonné, puis jeté dans un camp de prisonniers. Ces soldats ont amené des familles paysannes afin de peupler nos maisons. Je n'ai aucune haine pour les vrais Serbes d'Hadzici, et je pense que nous devrions reprendre la vie commune ».

### IDÉE STUPIDE

Behar et ses amis campent depuis des années dans une piteuse (l'Hôtel Central de Sarajevo, partiellement incendié par les bombardements. Ils ont salué l'accord de Dayton et la volonté occidentale de réunifier la capitale bosniaque. « Diviser Sarajevo fut l'idée la plus stupide de cette guerre », murmure Behar.

« Grbavica était un quartier mul-

Le problème de l'actuel « Sarajevo serbe » est qu'il n'est quasiment plus peuplé par les « bons voisins » que décrivent les réfugiés musulmans. En comparant les différentes statistiques émanant du gouvernement bosniaque, du fief serbe de Pale et du Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), on peut estimer qu'environ 80 % des Serbes vivant actuellement à Ildiza, Grbavica et Vogosca, sont arrivés depuis 1992. Les 20 % originaires de ces trois quartiers peuvent y rester sans problème, puisque leurs anciens - et futurs - voisins les y invitent. Les autres, si l'accord de Dayton est appliqué, doivent partir.

Chacun est conscient, à Sarajevo, que l'armée serbe organisera elle-même le retrait de la population, afin de ne pas permettre aux Bosniaques de démontrer qu'il est toujours possible de vivre en-

### Débat à Washington sur l'armement des Bosniaques

La Maison Blanche a rejeté, mardi 5 décembre, des appels des républicains à armer l'armée gouvernementale bosniaque. Le Congrès devait entamer mercredi un débat sur l'envoi de vingt mille hommes en Bosnie. Le sénateur républicain Robert Doole avait déclaré que l'approbation du Congrès dépendrait d'un engagement à armer et entraîner l'armée bosniaque. Le porte-parole de la Maison Blanche a rappelé que l'accord de Dayton prévoit « un effort pour diminuer les potentiels militaires afin de parvenir à une certaine parité ». « Le gouvernement bosniaque est désavantagé, et un effort pour améliorer son accès aux armes et à l'entraînement pourrait être nécessaire, a déclaré M. McCurry. Nous nous sommes engagés à y veiller, mais nous ne pensons pas qu'il soit prudent pour le moment que la force internationale y participe. » Par ailleurs, la Maison Blanche a démenti que Bill Clinton ait l'intention de se rendre en Bosnie en décembre.

ethnique, explique Meho, les Serbes qui y vivaient ont été mobilisés de force par l'armée serbe et nous, Musulmans et Croates, avons été chassés. Les premières semaines de la guerre furent déchirantes, car nous vivions sous la menace permanente des milices venues de Serbie. » Comme les autres, Meho veut retourner à Grbavica et retrouver ses anciens voisins serbes, afin de reconstruire le tissu multiraciale d'avant-guerre. Les réfugiés des quartiers contrôlés par l'armée serbe souffrent de l'attention accordée aux « Serbes de Sarajevo » par la France, la Forpro et la presse internationale. Ils souffrent de l'injustice que représente un soutien aux extrémistes qui ont assiégé la ville, tandis qu'ils vivent dans des conditions effroyables depuis de longues années et réclament de retrouver leurs appartements occupés.

Rémy Ourdan

## Les sociaux-démocrates suédois ont enfin trouvé en Göran Persson un successeur à l'actuel premier ministre

### STOCKHOLM

de notre correspondant

Après de nombreux rebondissements, le Parti social-démocrate suédois a finalement trouvé un successeur au premier ministre actuel, Ingvar Carlsson, qui, cet été, avait annoncé sa décision d'abandonner la vie politique en mars 1996 « pour enfin mener (à soixante ans) une existence normale ». En déclarant, mardi 5 décembre, qu'il était prêt à prendre le relais, à la tête du parti et du gouvernement, le ministre des finances, Göran Persson, a mis fin au feuilleton politique local de l'automne.

Feuilleton, car M. Carlsson pensait sincèrement, il y a moins de trois mois, avoir réglé le problème « en douceur ». Le dauphin désigné s'appelait alors Mona Sahlin, vice-premier ministre, chargée notamment de l'égalité entre les sexes au sein du gouvernement. Mais cette femme de trente-huit ans s'est vue, début novembre, dans l'obligation de se retirer de la course à la suite d'un petit scandale. La presse avait révélé qu'elle avait utilisé à plusieurs reprises sa carte de crédit de fonction pour couvrir des dépenses personnelles (vêtements, locations de voiture, concheculottes, etc.).

Les sommes en question n'étaient pas gigantesques - moins de 45 000 francs au total depuis 1991 - et les dettes avaient été intégralement remboursées après quelques rappels à l'ordre. Mais la

« morale » politique nordique, et social-démocrate en particulier, n'autorise pas ce genre de pratiques, commises de surcroît par une personnalité politique qui demandait des sacrifices à ses concitoyens et estimait « chouette » de payer beaucoup d'impôts. M. Sahlin, qui fait l'objet d'une information judiciaire, a donc décidé de jeter l'éponge, et le plus grand parti suédois, qui a été le pivot de la politique intérieure depuis plus d'un demi-siècle, s'est ainsi trouvé dans une situation inédite : personne ne voulait devenir premier ministre et succéder à Ingvar Carlsson.

### « LE ROULEAU COMPRESSEUR »

Avant même d'être pressenti, les autres candidats potentiels, invoquant des raisons familiales ou personnelles, affirmaient qu'ils n'étaient pas « intéressés ». Ces discussions illustraient également les divisions qui existent au sein du parti entre « traditionalistes » et « rénovateurs », entre partisans et adversaires de l'adhésion de la Suède à l'Union européenne. Après avoir maintes fois déclaré, lui aussi, « je ne suis pas candidat », Göran Persson a donc finalement accepté, mardi, de prendre la tête du mouvement social-démocrate et du gouvernement à compter du printemps 1996. Il sera élu lors d'un congrès extraordinaire qui doit notamment examiner « les questions d'avenir ».

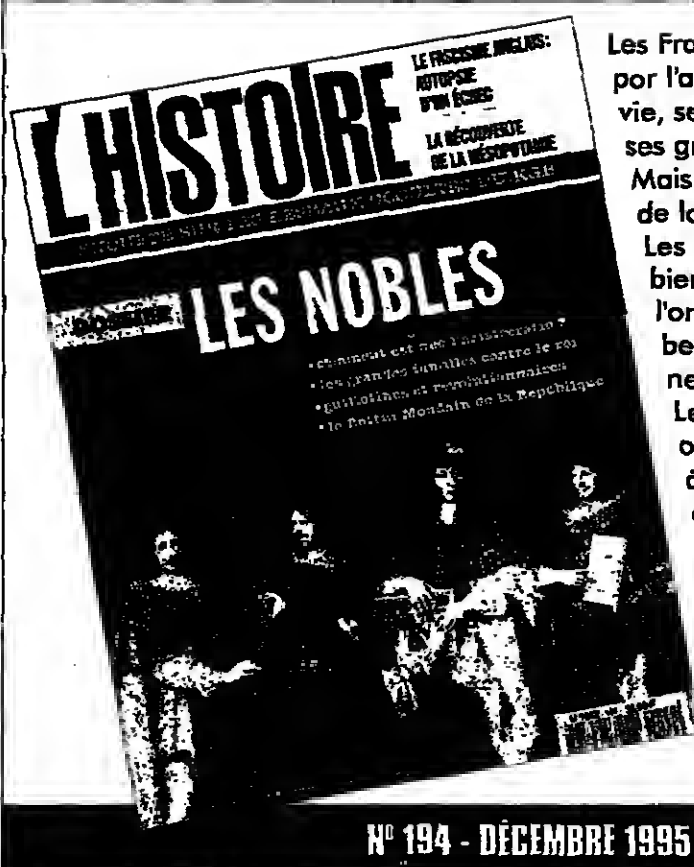
A quarante-six ans, M. Persson

était incontestablement l'homme fort du gouvernement. Comme ministre des finances, il a imposé depuis septembre 1994 une sévère cure d'austérité pour remettre de l'ordre dans les comptes publics. En un an, le déficit budgétaire est passé de 13 % à 7 % du produit intérieur brut. Tirant un trait sur leurs promesses électorales, les sociaux-démocrates ont mené une politique économique résolument libérale en s'attaquant notamment au fameux système de protection sociale suédoise. Les allocations chômage, logement et familiales seront ainsi réduites à partir de janvier 1996, et d'autres bénéfices liés, par exemple, au congé parental seront révisés à la baisse.

Autant dire que Göran Persson, surnommé parfois le « rouleau compresseur », n'a pas que des amis au sein de son propre parti. Partisan de la participation de la Suède à l'Union économique et monétaire (UEM), il est un peu la bête noire des nombreux sociaux-démocrates « eurosceptiques » qui voient en lui un représentant du « grand capital ». « Mon premier objectif », a-t-il déclaré mardi soir pour rassurer ses troupes, sera de préserver l'unité du parti et d'améliorer les relations entre le parti et les syndicats. » On assure enfin dans son entourage que M. Persson a minutieusement vérifié ses cartes de crédit avant d'accepter de succéder à Ingvar Carlsson.

Alain Debove

## Enquête sur la noblesse française



Les Français sont fascinés par l'aristocratie, son mode de vie, ses châteaux, ses grandes familles... Mais que sait-on vraiment de la noblesse ? Les historiens contestent ici bien des idées reçues : l'ordre nobiliaire était beaucoup plus ouvert qu'on ne le croit généralement. Les Grands du Royaume ont su combattre, à l'occasion, la monarchie absolue. Et ont été nombreux parmi les ocieurs de la Révolution.

N° 194 - DÉCEMBRE 1995 - EN KIOSQUE - 35 F



## La couche d'ozone reste très menacée malgré les efforts de protection internationaux

Dix ans après la signature de la convention de Vienne, le bilan est nuancé

Les délégués des 150 pays signataires de la convention de Vienne, signée en 1985 pour protéger la couche d'ozone, se sont à nouveau réu-

nis dans la capitale autrichienne. Mardi 5 décembre, ils ont fait un bilan plutôt positif de dix ans d'application de cette convention. Toutefois,

la couche d'ozone reste très vulnérable, et plusieurs délégués ont souligné que les dix prochaines années seront déterminantes.

VIENNE

de notre envoyé spécial

Il est exceptionnel que l'ONU puisse se vanter d'un succès en matière de protection de l'environnement. Pourtant, la convention de Vienne, signée en 1985 pour protéger la couche d'ozone, suivie en 1987 par le fameux protocole de Montréal, peut être considérée à juste titre comme une grande victoire de l'institution mondiale.

C'était la première fois, en effet, qu'une convention internationale fixait un calendrier pour réduire les émissions polluantes - en l'occurrence les « substances affectant la couche d'ozone » - et prévoyait une procédure pour aider à s'y conformer. Et c'est également la première fois que, dix ans seulement après sa signature, une convention apparaît aussi bien suivie d'effets.

DES CANCERS DE LA PEAU

Les CFC (chlorofluorocarbones) ont été abandonnés dans la plupart des pays et remplacés par des hydrocarbures (butane, propane), que ce soit pour les bombes aérosols, la fabrication de mousses de polyuréthane et les liquides de réfrigération. Seuls quelques emplois très limités (solvants pour matériel informatique et gaz extincteur pour l'aéronautique) ont encore droit de cité. Nombre de pays (Etats-Unis, Alle-

magne, Suède, Suisse, etc.) ont même anticipé sur le calendrier onusien. Quant aux pays en développement, ils ont pu bénéficier du Fonds multilatéral, mis en place dès 1990, pour les aider à adopter des technologies plus propres et souvent plus coûteuses. Mais les jurés du prix Nobel de chimie, en récompensant

150 pays signataires, réunis à Vienne pour leur 7<sup>e</sup> conférence, se soient mutuellement congratulés, mardi 5 septembre. Mais le représentant de la Chine, pourtant réservé sur la capacité des pays pauvres à suivre le mouvement, a eu ce mot : « La protection de la couche d'ozone est la chose la plus utile que nous pouvons

### La nouvelle terreur du bromure de méthyle

Après les CFC (chloro-fluoro-carbone), les HCFC et les HSC, voici venu le tour du bromure de méthyle (CH<sub>3</sub>Br), « cinquante fois plus agressif que les CFC pour la couche d'ozone ». Ce bromure est couramment utilisé pour la fumigation des cultures sous serre en zone méditerranéenne, afin de détruire les parasites en fin de saison et d'assurer la quarantaine réglementaire avant exportation. Les Etats-Unis, le Canada et l'Union européenne demandent sa mise à l'index avant 2001. Beaucoup de pays du tiers-monde renâclent devant ce nouvel obstacle à leur développement. « Les bromures protègent 70 % de nos récoltes, a expliqué le délégué du Kenya. Il faut tenir compte des difficultés particulières de l'agriculture en zone tropicale ». Les Australiens et les Colombiens, pour leurs exportations de fleurs coupées, auraient trouvé la parade. Comme d'ailleurs les acheteurs hollandais, qui n'utilisent plus le bromure dans leurs propres serres. Mais c'est un secret commercial.

cette année les trois « inventeurs » du phénomène de destruction de la couche d'ozone (Crutzen, Molina et Rowlands en 1974), se sont mis de la partie.

Il n'est pas surprenant que, dans ces conditions, les délégués des

faire pour l'environnement. » Toutefois, l'heure de l'émotion n'est pas définitivement passée, a rappelé Elizabeth Dowdeswell, directrice exécutif du Programme des Nations

unies pour l'environnement (PNUE), et le commissaire à l'environnement de la Commission européenne, la Danoise Ritt Bjerregaard, a souligné que, selon toutes les études scientifiques, « le niveau de chlore et de bromure dans l'atmosphère augmente. Il n'y a donc pas lieu de se féliciter de la situation actuelle. La couche d'ozone est menacée ».

De fait, les deux experts appelés à la tribune ont été très mesurés dans leur enthousiasme. Daniel Albritton, directeur du laboratoire d'aéronomie de l'Agence américaine d'études océaniques et atmosphériques (NOAA), a expliqué que la quantité de chlore dans les hautes couches sera « à son sommet au début du siècle prochain » et que, par conséquent, « la couche d'ozone sera au maximum de sa vulnérabilité dans les dix ans à venir ». Quant à Jan Van Der Leun, professeur de climatologie à l'hôpital universitaire d'Utrecht, il a projeté des courbes éloquentes sur les taux de cancer de la peau, selon les cas de figure (avant le protocole de Montréal, après, et avec les amendements adoptés en 1992 à Copenhague). Pour lui, quel qu'on fasse aujourd'hui, le chlore est lâché, et « les enfants à naître seront touchés ». Les délégués ont parfaitement reçu le message.

Roger Cans

## Les élections législatives confirment la marginalisation des chrétiens d'Egypte

ASSIOUT (Egypte)  
de nos envoyés spéciaux

Coincée entre le gouvernement et les islamistes, engagés dans une lutte sévère pour le pouvoir, la minorité copte en est réduite à compter les coups. A Assiout, à 450 kilomètres au sud du Caire, dans cet ancien fief des extrémistes musulmans pacifiés par des forces de sécurité qui y patrouillent en permanence, les « chrétiens » ne se font guère d'illusions. « Nous sommes des citoyens de seconde zone », assure un notable qui tient à garder l'anonymat et qui évoque, à l'appui de ses dires, l'absence symbolique de tout copte parmi les quatre cent trente-neuf candidats du Parti national démocratique (PND) au pouvoir pour les élections législatives, dont le second tour devait avoir lieu mercredi 6 décembre.

Bien sûr, parmi les dix députés nommés ultérieurement par le président Hosni Moubarak, figureront certainement quelques coptes « de service », mais cette faveur mineure n'est pas de nature à rassurer les orthodoxes, très largement majoritaires, qui ont vu encore une trentaine des leurs tomber sous les balles depuis le début de l'année. « Par le passé, les islamistes s'en sont pris aux coptes qui ont servi de boucs émissaires pour mettre avant tout en difficulté le gouvernement. Inversement, les autorités n'ont commencé à réagir que lorsque les extrémistes se sont attaqués aux touristes, mettant ainsi en péril une partie de l'économie égyptienne », analyse Atef Fawzi, des Ecoles chrétiennes de Haute Egypte.

Estimée généralement à 15 % de la population par les autorités orthodoxes, mais à seulement 6,5 % par le gouvernement, cette vieille communauté fait les frais, depuis plus de vingt ans, de la réislamisation de la société égyptienne. « C'est clair depuis le début, estime le

pasteur Bakl Sadaka Girgis, le gouvernement n'accepte pas les islamistes parce qu'ils veulent le remplacer, mais il ne veut en aucun cas les offenser, notamment en défendant les chrétiens. Il ne fait rien pour nous ».

A Assiout, malgré le calme retrouvé, les petites vexations, les ségrégations sournoises à l'université ou sur le marché du travail sont restées quotidiennes. Elles s'ajoutent à des inégalités plus anciennes, tel l'indispensable blanchiment présidentiel nécessaire pour la construction ou la réfection d'une église. Dans la ville de Haute Egypte, les chrétiens coptes - orthodoxes, catholiques et protestants - étaient encore majoritaires lors de la révolution de 1952. Ils ne représentent plus aujourd'hui qu'un quart des habitants de la ville.

S'EN REMETTRE AU POUVOIR

« Avec le boom pétrolier, de nombreux musulmans ont pu s'enrichir en partant travailler dans les pays du Golfe. Aujourd'hui, ce sont ces mêmes personnes qui rachètent, de gré ou de force, les terres autrefois détenues par des chrétiens », analyse Atef Fawzi. La lente érosion de la situation sociale des orthodoxes s'est accélérée avec l'émigration, dopée par la violence. « Tout ceux qui ont pu partir l'ont fait », assure le pasteur Girgis. La Canada, les Etats-Unis et la France ont ainsi accueilli l'élite de la communauté copte.

« La répression a des effets, mais une génération entière de musulmans a subi, au cours de ces dernières années, un véritable lavage de cerveau de la part des islamistes qui contrôlaient l'enseignement. Il faudra du temps pour en effacer les traces », estime l'évêque catholique. Affaiblis, en proie aux doutes, les chrétiens sont contraints de s'en remettre, malgré tout, au pouvoir.

« Mieux vaut encore Moubarak que les islamistes ! », clament-ils d'une seule voix avant de

refuser, comme le président, d'établir des distinctions entre islamistes tolérants que « les Frères musulmans assurent être », et extrémistes qui multiplient les coups de main depuis maintenant plus de trois ans. « Ce sont les Frères qui tirent les ficelles des terroristes », assure le pasteur.

S'ils refusent tous la tentation de l'extrémisme, les chrétiens divergent sur l'attitude à suivre dans la vie au quotidien. « Il y a trois solutions : la ghetto, l'émigration, ou le dialogue », assure l'évêque catholique qui n'est pas loin de penser, comme les protestants, que les orthodoxes se laissent gagner par la tentation du repli sur soi et sur une piété dont témoigne la multiplication récente des apparitions de la Vierge. « Lorsque des oueds en cru ont dévasté plusieurs villages, l'an dernier, raconte-t-il, ils ont même refusé notre aide par crainte du prosélytisme, alors que nous avons parfaitement pu coopérer avec les musulmans ».

« On ne nous incite pas au contact et au dialogue », convient un laïc orthodoxe. Malgré son charisme, le pape Chénouda III n'a pas amélioré ses relations avec ses détracteurs lorsqu'il a demandé aux coptes qui venaient de se rendre en pèlerinage à Jérusalem, après les accords de paix israélo-palestiniens, de s'excuser publiquement dans des placards publicitaires achetés dans les journaux. Même si le pape tenait avant tout à ne pas froisser ses voisins arabes, cette initiative a consolidé une image autoritaire. « Notre sécurité, nous la trouvons en travaillant le plus possible avec nos amis musulmans », assure l'évêque et le pasteur, qui redoutent aujourd'hui que les orthodoxes s'enferment dans leurs églises et dans leurs monastères.

Alexandre Bucciantini  
et Gilles Paris

## L'assassin d'Yitzhak Rabin a été inculpé de meurtre avec préméditation

JÉRUSALEM

de notre correspondant

Yigal Amir, vingt-cinq ans, a tué seul le premier ministre Yitzhak Rabin, le 4 novembre, à Tel Aviv. Mais son frère, Hagai Amir, et leur ami, Dror Adani, connaissent avec précision ses intentions. Telles sont, selon le dossier d'accusation déposé, mardi 5 décembre, au greffe du tribunal de Tel Aviv, les conclusions de l'enquête préliminaire de la police. Arrêté sur les lieux et à l'instant de son crime, il a été inculpé, mercredi, de « meurtre au premier degré », soit avec préméditation, et de « conspiration en vue de commettre un meurtre ». Il risque la prison à perpétuité.

L'une des trois balles de 9 mm tirées sur Rabin ayant atteint l'épaule de l'un des gardes du corps de la victime, le jeune tueur est aussi inculpé pour coups et blessures. Finalement défendu par l'avocat Ray Goldberg, un colon américain financé par une riche et mystérieuse « association de défense d'Yigal Amir », il n'a pas nié les faits. Il les a revendiqués plutôt

avec force chaque fois que l'occasion lui en a été donnée, et la famille et des amis du disparu ont reproché aux médias de lui offrir une tribune.

Selon l'acte d'accusation, avant le jour fatidique, Yigal Amir avait déjà tenté de tuer le premier ministre, à trois reprises, depuis le début de l'année. Chaque fois, le cordon de sécurité autour du chef du gouvernement fut dissuadé. L'assassin aurait aussi évoqué, avec ses deux complices présumés, la possibilité d'éliminer Rabin par divers moyens : voiture piégée - d'où le stock impressionnant d'explosifs découvert dans la maison familiale -, nitroglycérine dans les tuyauteries de la résidence officielle du premier ministre à Jérusalem ou lance-roquettes.

Le jour du meurtre, affirme l'enquête de police, Yigal Amir a prévenu son frère Hagai, de sa décision. « C'est idiot, tu vas te faire prendre, aurait rétorqué celui-ci. Il te faudrait un fusil à lunette, et nous n'en avons pas. Mieux vaut attendre. » Yigal n'a pas écouté. Il a quitté le domicile familial, seul, à 19 h 45, avec son Beret-

ta 9 mm dans la poche droite. Il a ôté sa kippa pour ne pas se faire repérer dans la foule, essentiellement laïque, qui se pressait sur la place des Rois-d'Israël, à Tel Aviv, pour la manifestation pour la paix et il a attendu « le » bon moment, « le » concours de circonstances qui, selon les enquêteurs, lui a permis de s'approcher et d'exécuter Rabin à 21 h 45.

43 TÉMOINS A CHARGE

La police n'ayant pu établir la complicité matérielle des intéressés, ni Hagai ni Dror Adani ne sont accusés d'assistance directe à l'assassin, chef d'inculpation autrement plus lourde que celui de « conspiration » qui est finalement retenu contre eux. Hagai Amir, qui est aussi inculpé de détention et de fabrication illégale de munitions, a toujours maintenu qu'il avait préparé les balles dum-dum utilisées par son frère non pas précisément en vue de l'assassinat de Rabin, mais de manière quasi routinière.

Tous deux adeptes de l'idéologie

du « Grand Israël », les frères Amir, bien que résidant en Israël proprement dit, passaient beaucoup de temps avec leurs amis colons dans les territoires palestiniens occupés. Les balles meurtrières visaient simplement à faire plus de dégâts dans le corps d'un éventuel « assaillant arabe », a expliqué Hagai Amir, vingt-sept ans. Même motif invoqué par le troisième larron, Dror Adani, vingt-trois ans, inculpé lui aussi de détention illégale d'armes « en vue de commettre des attentats » anti-arabes.

Inculpé de détention illégale d'armes et de munitions, le 4 décembre, un quatrième homme, le sergent d'active Arif Shwartz, vingt et un ans, avait fourni aux trois autres, des armes et des centaines de balles 9 mm volées dans sa caserne. Le procès, qui s'ouvrira mercredi 20 décembre, pourrait durer plusieurs mois, la police tenant à la disposition de la justice quarante-trois témoins à charge.

Patrice Claude

## Nouvel assassinat d'une journaliste algérienne

ALGER. Une journaliste de vingt-huit ans, Khadidja Dahmani, a été tuée par balles, mardi 5 décembre, dans le quartier populaire de Baraki, à l'est d'Alger, où elle résidait. Son assassinat porte à quarante-six le nombre des journalistes tués en Algérie depuis mai 1993. Titulaire d'une licence en sciences islamiques, la jeune femme, très pieuse et portant le hijab (voile), aurait été victime d'un commando islamiste, selon la version officielle.

Bénéficiant d'un des plus forts tirages de la presse algérienne, l'hebdomadaire *Echourouk el Arabi*, pour lequel elle travaillait, est réputé pour la très large place accordée au courrier des lecteurs et pour ses éditoriaux à forte coloration religieuse. Une autre journaliste du même hebdomadaire avait été tuée, en mai. Ce nouvel assassinat est le troisième perpétré contre des journalistes en moins de quarante-huit heures. Un collaborateur du quotidien *Liberté* et son chauffeur avaient été tués, dans la nuit de samedi à dimanche, dans la banlieue ouest d'Alger. Les deux victimes avaient été torturées au couteau et à la tenaille, décapitées, et leurs têtes plantées sur des piquets. - (AFP, Reuters.)

## Lamberto Dini propose d'accélérer la réduction du déficit public italien

ROME. L'Italie doit « avancer d'un an le programme de réduction du déficit public » (qui prévoit actuellement de ramener celui-ci à 5,8 % du PIB fin 1996, à 4,4 % fin 1997, et à 3 % en 1998), afin d'être en mesure de participer à l'Union monétaire dès 1999, a déclaré, mardi 5 décembre, le président du conseil italien, Lamberto Dini. Parallèlement, M. Dini souhaite que l'Union monétaire « pleinement compte » des résultats de 1997 dans le choix des pays admis à entrer dans l'UEM dès 1999 : « Si les pays en règle sont trop peu nombreux, la valeur politique et économique de l'Union monétaire sera diminuée ». Le chef du gouvernement italien juge « nécessaire d'instaurer à la place de l'actuel système monétaire européen un mécanisme simplifié comportant des liaisons entre la Banque centrale européenne et celles des pays membres » ainsi que « des formes de coordination des politiques économiques, afin de s'assurer une meilleure stabilité des changes ». En revanche, il a invité à « une grande prudence » sur l'idée d'un pacte de stabilité avancée par le ministre des finances allemand Theo Waigel. - (AFP)

EUROPE

■ RUSSIE : une bombe a explosé à l'intérieur de la Douma, mardi 5 décembre à Moscou, dans le bureau du député d'extrême droite Nikolai Lyssenko. Le député ultra-nationaliste ne se trouvait pas dans la pièce au moment de l'explosion, qui a fait que des dégâts matériels. En septembre, M. Lyssenko s'était illustré à la Douma en agressant, avec l'aide de Vladimir Irlinovski, un député libéral en pleine séance. - (AFP)

■ AZERBAÏDJAN : 49 personnes ont été tuées et une trentaine d'autres blessées, mardi 5 décembre, dans l'accident d'un avion Tupolev 134 qui assurait un vol intérieur en Azerbaïdjan, selon un responsable de la commission d'enquête. L'avion s'est écrasé après avoir constaté une panne d'un de ses moteurs peu de temps après le décollage. - (AFP)

■ ITALIE-ESPAGNE : les polices espagnole et italienne ont arrêté 104 personnes (25 en Espagne et 79 en Italie) au cours d'une opération conjointe dans les milieux de la Mafia italienne, a déclaré, mardi 5 décembre, la police à Madrid. - (Reuters)

■ ITALIE : l'ancien ministre socialiste de la défense, Salvo Andò, a été condamné, mardi 5 décembre, à cinq ans et cinq mois de prison ferme pour corruption, à la fin d'un procès concernant une dizaine de responsables politiques siciliens. M. Andò, ainsi que l'ex-président démocrate-chrétien de la région de Catane, Rino Nicolosi, condamné à la même peine, ont été reconnus coupables d'avoir touché des pots-de-vin pour la construction d'écoles publiques en Sicile. - (AFP)

AFRIQUE

■ CÔTE-D'IVOIRE : le prix Félix-Hoophof-Boligny pour la recherche de la paix, décerné sous le patronage de l'Unesco, a été remis, mardi 5 décembre, à Yamoussoukro, à Juan Carlos, premier d'Espagne, pour son « rôle déterminant dans la consolidation d'une monarchie démocratique et moderne », et à Jimmy Carter en tant qu'« infatigable pèlerin de la paix ». Ce prix d'un montant annuel de 800 000 F, soit les intérêts d'un capital de 40 millions légué par le défunt président ivoirien, a été décerné en présence de dix chefs d'Etat, du secrétaire général de l'ONU et du directeur général de l'Unesco. Cette cérémonie marquait aussi le début des célébrations du deuxième anniversaire de la mort du « père de l'indépendance » ivoirienne. - (Corresp.)

ASIE

■ SRI LANKA : les Tigres tamouls ont tué vingt-trois policiers lors d'une embuscade, mardi 5 décembre à Batticaloa, dans l'est du pays. Un commando a tenté de faire pénétrer dans un campement des forces spéciales un camion d'explosifs ; bien que leur manœuvre ait échoué, le véhicule a explosé lorsque les policiers ont ouvert le feu ; d'autres Tigres s'en sont alors pris aux renforts arrivés sur les lieux. On ignore combien de guérilleros ont péri dans l'explosion et après. Ce coup de main a eu lieu peu après que forces sri-lankaises eurent hissé le drapeau sur Jaffna, marquant la reprise de ce bastion des Tamouls. - (AFP)

■ CORÉE DU SUD : l'ex-président Roh Tae-woo a été inculpé de corruption et accusé d'avoir reçu 369 millions de dollars de pots-de-vin en échange de la concession de contrats, a annoncé, mardi 5 décembre, le procureur Ahn Kang-min. Sept présidents de choebol (conglomérats) ont aussi été inculpés dans cette affaire, sans être placés en détention. Il s'agit des dirigeants de Daewoo, Samsung, Dong Ah, Jinro, Daewil, Dongbu et Daeho Constructions. M. Roh avait accepté de l'argent de trente-cinq chefs d'entreprise, a précisé le procureur. La justice demandera la confiscation des avoirs de l'ex-chef de l'Etat, détenu à Séoul depuis le 16 novembre. - (Reuters)

PROCHE ORIENT

■ ÉMIRATS ARABES UNIS : Sarah Balabagan, la domestique philippine condamnée initialement à mort, puis à un an de prison pour avoir tué son employeur, ne figure pas au nombre des prisonniers graciés le 2 décembre par le président pour le vingt-quatrième anniversaire de son pays. - (AFP)

■ SYRIE : le coordinateur américain Denis Ross s'est entretenu avec le président Hafez El Assad, puis avec son homologue israélien Shimon Peres, mardi 5 décembre, pour relancer les négociations bloquées sur le Golan occupé par les Israéliens. Le ministre israélien des affaires étrangères a proposé, mercredi 6 décembre, une négociation globale sur un traité de paix avec la Syrie et sur un retrait du Golan. - (AFP, Reuters)

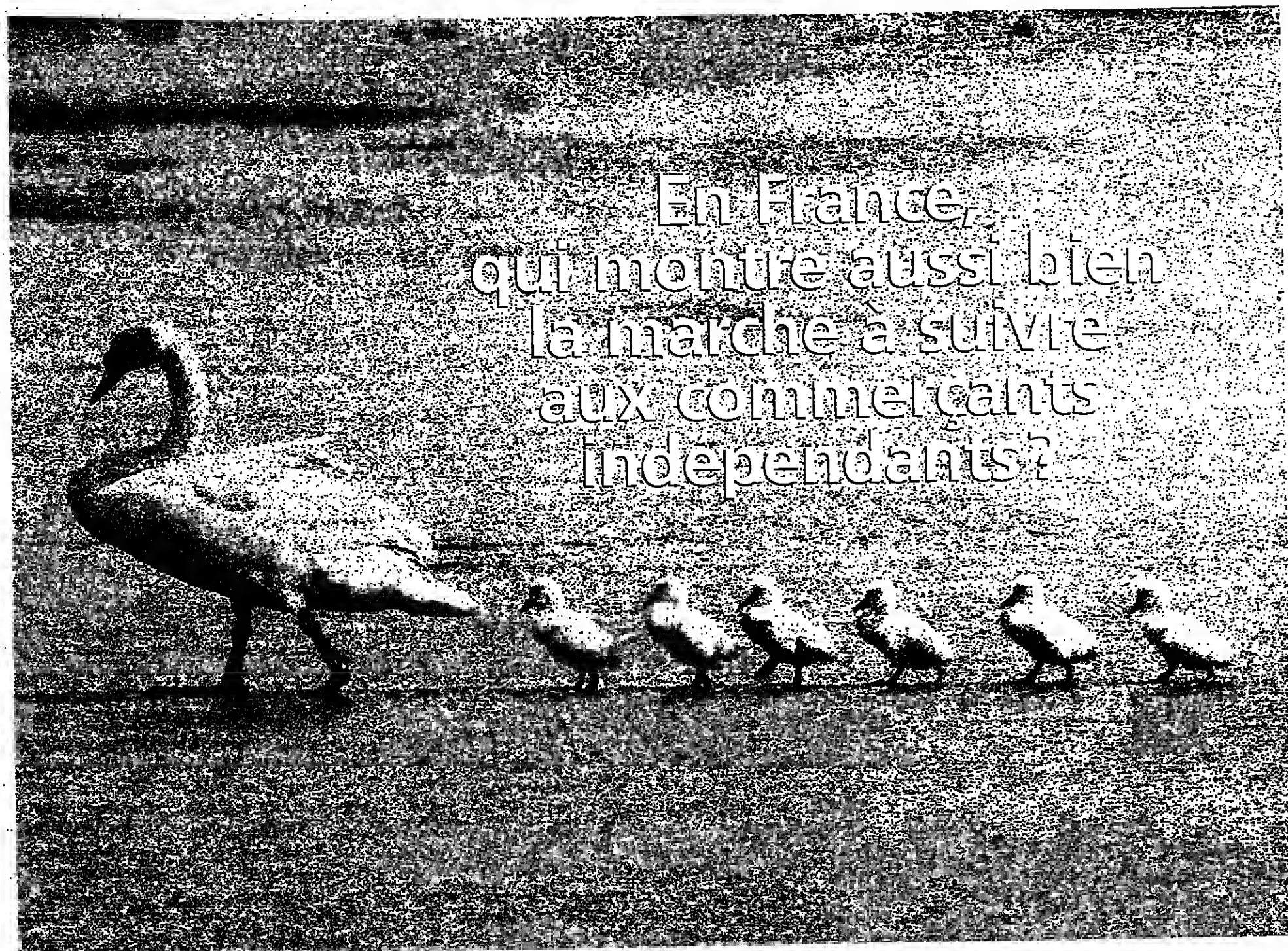
ÉCONOMIE

■ BELGIQUE : le chômage a légèrement diminué en novembre, revenant à 14,4 % de la population active contre 14,7 % en octobre (mais 14 % en novembre 1994), a annoncé, mardi 5 décembre, le ministre du travail. - (AFP)

■ ARGENTINE : le PIB a baissé de 4,6 % au troisième trimestre 1995, et pour l'année, le recul sera de 2,5 %, a indiqué mardi 5 décembre Juan Llach, secrétaire du gouvernement à la progression économique, alors que les prévisions officielles étaient de 3 % en début d'année. Par ailleurs, selon l'institut national des statistiques, les prix à la consommation ont baissé de 0,2 % en novembre, ramenant l'inflation sur onze mois, depuis janvier, à 1,5 %. - (AFP)



155



Aujourd'hui, pour servir les consommateurs à la mesure de leurs exigences, la seule marche à suivre, c'est la marche...en avant. "En avant les prix bas, en avant le choix, en avant les services": une philosophie engagée qui a fait du groupe français Promodès, notamment à travers ses enseignes Continent et Champion, et grâce à ses 60.000 professionnels, l'un des leaders européens de la distribution moderne. Mais on peut jouer dans la cour des grands et aimer prendre les plus petits sous son aile...

**Promodès, partenaire et solidaire de plus  
de 7000 commerçants indépendants de proximité.**

C'est en s'appuyant sur ses hypermarchés et supermarchés que Promodès peut soutenir chaque jour le commerce de proximité. Du fait de ses origines de grossiste et par conviction que le consommateur souhaite différentes formes de commerce, Promodès a créé Prodim, qui contribue au développement harmonieux de notre pays. Au cœur de nos villages et de nos villes, de nos quartiers comme de nos bourgs urbains, ruraux, touristiques, les quelque 2000 magasins déjà ouverts par Prodim et les 5000 régulièrement approvisionnés par le groupe sont devenus tout naturellement, au fil des années, des commerces modernes au service quotidien des consommateurs. Maintenir la vie dans la cité, n'est-ce pas le plus beau des combats ? Chez Shopi, Codec, 8 à Huit, Ami et Proxi-Services, l'accueil et la fraîcheur annoncent la couleur. Bienvenue, vous êtes chez vous !

 **Promodès**  
Vivons en partenaires

Avec Continent, Champion, Shopi, Codec, 8 à Huit, Ami et Proxi-Services.



## MOUVEMENTS SOCIAUX

Les syndicats réagissent négativement, mercredi 6 décembre, aux deux discours d'Alain Juppé maintenant, mardi, son plan sur la Sécurité

sociale et proposant une « concertation » sur les régimes spéciaux de retraite. Lionel Jospin a reproché au premier ministre de ne pas accepter de véritables négociations.

● LE DÉBAT à l'Assemblée, conduit par le vote des députés de gauche pour la motion de censure, a montré que l'UDF partage certaines critiques faites à M. Juppé (pages 7, 8 et 9).

● FISCALITÉ : la réforme fiscale, prévue pour 1996, est repoussée. L'abattement de 20 % des salariés sera maintenu et la CSG deviendra progressivement déductible (page 10)

● MANIFESTATIONS : plusieurs centaines de milliers de personnes ont défilé dans toute la France. La mobilisation est plus forte dans l'Ouest que dans l'Est du pays (page 11)

## Lionel Jospin reproche à Alain Juppé de refuser des négociations

Le maintien du plan de réforme de la Sécurité sociale et la seule « concertation » proposée par le premier ministre sur les retraites des fonctionnaires et des agents des services publics ne modifient pas l'attitude des syndicats. La grève s'étend chez les enseignants

LA JOURNÉE du mercredi 6 décembre marquera-t-elle un tournant dans l'épreuve de force qui oppose Alain Juppé aux syndicats ? A l'évidence, M. Juppé a tenté de retourner la situation en s'adressant par deux fois aux Français, mardi : la première fois par l'intermédiaire des députés, à l'occasion de la discussion de la motion de censure, déposée par le groupe socialiste et massivement rejetée - 88 voix pour (PS, PC, MDC et Radical) - par l'Assemblée ; la seconde par le biais d'une communication du gouvernement à la télévision, juste après les journaux de 20 heures.

Si la forme était différente, le message était bien sûr le même, articulé en trois temps : le gouvernement ne cédera pas ; son plan de réforme de la protection sociale est juste ; sur le reste, on peut discuter. Dans ce « reste », figure la réforme des régimes spéciaux de retraite des agents de l'Etat. Après le traumatisme qu'avait provoqué l'annonce de l'allègement des diverses catégories intéressées sur le régime général (retraite pleine après quarante ans d'ancienneté et non plus trente-sept et demi), M. Juppé a confirmé ce que plusieurs de ses ministres laissent entendre depuis quelques jours : les régimes spéciaux ne sont pas appelés à disparaître. Pour preuve, leur remise en cause ne figure pas explicitement dans la lettre de mission remise aux membres de la commission Le Vert, désormais chargée de rédiger, d'ici avril 1996, un livre blanc sur ce sujet.

Enfin, M. Juppé, évoluant par rapport à l'appel du RPR, qu'il préside, à la constitution de comités d'usagers opposés à la grève, a rejoint la position exprimée samedi par Philippe Séguin : le premier ministre a rendu un certain hommage au courage des grévistes, tout en refusant de monter les ca-

net (CGT) clament bien fort qu'ils n'en croient pas un mot et que la grève continue. Posture de combat classique en période de bras de fer social, ou vertueuse indignation destinée à ouvrir la voie à un repli en bon ordre ?

Les premières indications sur l'état de la grève mercredi matin

### Charles Pasqua : « Il faut changer de politique »

Dans un entretien que publie L'Express (daté 7-14 décembre), Charles Pasqua déclare : « Il y a sans doute un problème de méthode du gouvernement Juppé. Maintenant, il y a du courage, mais toujours pas d'horizon clairement défini. On explique aux Français que le seul objectif est de lutter contre les déficits et l'endettement. Tous les gouvernements doivent lutter contre l'endettement et les déficits, mais ce n'est qu'un moyen et, à lui seul, il ne constitue pas une politique. »

« On ne peut obtenir que les Français se mobilisent si on ne leur explique pas pourquoi », ajoute l'ancien ministre de l'Intérieur, en précisant : « D'abord, il faut dialoguer, ne pas mépriser - ou donner ce sentiment - ceux qui sont inquiets de leur avenir. » « Il faut avoir un premier ministre adapté à la politique que l'on veut conduire, conclut M. Pasqua. On ne peut pas mener ce pays comme on dirige un conseil d'administration. (...) Si, dans les mois qui viennent, on n'adresse pas aux Français un signal très fort, les choses risquent de mal se passer pour la majorité. Il faut donc changer de politique. »

tégories sociales les unes contre les autres.

Ce changement de ton, cette demi-annonce sont-ils suffisants pour évoquer un recul, alors même que le premier ministre n'a, à aucun moment, prononcé le mot de « négociation » ? Nicole Notat le pense. La secrétaire générale de la CFDT, il est vrai, se montre très compréhensive avec Alain Juppé depuis l'annonce de sa réforme. Marc Blondel (FO) et Louis Vian-

n indiquaient en tout cas aucune esquisse de fléchissement - ce qui ne suffit pas à préjuger de l'avenir - dans la grève de la RATP ou de la SNCF : pour cette dernière, au treizième jour de la grève des cheminots, le trafic était presque nul, à l'exception de quelques liaisons internationales. Au micro d'Europe 1, le secrétaire général de la fédération CGT des cheminots a demandé que, dans la journée de mercredi, le gouvernement précise sur

quoi porte son « offre de dialogue ». « Pour l'instant, a-t-il ajouté, j'ai peur que cela ne porte que sur l'accessoire et non pas sur le fondamental (...). J'ai tendance à penser que (...) le fait qu'il n'y a pas de réponse claire aux demandes qui ont été faites depuis treize jours démontre tend à démontrer que la grève peut éventuellement continuer. »

### « RIEN N'EST CHANGÉ »

Dès mardi soir, la CFDT-cheminots avait lancé un lapidaire : « Rien n'est changé », tandis que d'autres fédérations CFDT croyaient voir poindre la fin du mouvement dans leur secteur. La rumeur d'une entrevue de M. Juppé avec M. Blondel a été démentie catégoriquement, mercredi matin, par l'hôtel Matignon : c'est à Jacques Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, qu'il revient de proposer des rencontres aux dirigeants syndicaux.

Mardi après-midi, les manifestations organisées dans le cadre de la journée d'action de la CGT avaient montré, elles aussi, une mobilisation intacte, avec de très nombreux manifestants, même si, comme c'est le cas depuis le début du mouvement, la moitié Est du pays défile globalement moins que la moitié Ouest. Des étudiants s'étaient joints aux cortèges suivis par les habitués « casseurs », qui ont provoqué des incidents violents à Paris, Montpellier et Nantes.

Le secteur privé - que le secré-

taire général de la CGT, M. Vianet, avait appelé à rejoindre les débrayages de la fonction et du secteur publics - a répondu de manière très inégale mais globalement peu importante. Enfin, après douze ans de décentralisation, une page semble tournée dans les relations entre Paris et la province : désormais, ce n'est plus l'écho du pavé parisien qui sonne le glas d'un mouvement ou annonce, au contraire, sa victoire. Le nombre de manifestants en province - sans doute plus de 400 000 - dépassait largement le chiffre parisien (32 000 selon la police, 160 000 selon les organisateurs), avec des cortèges très fournis, de Marseille à Rouen en passant par Bordeaux, la ville du premier ministre.

Une nouvelle fois, d'ailleurs, M. Juppé a gagné le pari des chiffres : on est toujours loin de la barre des 2 millions de manifestants qu'il avait lui-même fixée pour déclarer forfait. Il est vrai qu'une telle sortie de crise ne semblait guère d'actualité pour M. Juppé mardi soir, même si, à en croire Lionel Jospin, « la réponse du premier ministre ne se situe pas à la hauteur des enjeux ». « Je pense personnellement, a ajouté, à Michel (Seine-et-Marne) le premier secrétaire du PS, qu'il lui faudra ou négocier ou reculer. Il ne pourra se satisfaire de laisser pourrir le conflit. » Lequel jettera, le premier, l'éponge ? Le premier ministre ou les syndicalistes ?

Jean-Louis Andréani

## Le chef du gouvernement ne convainc pas les syndicats d'arrêter la grève

AU TROISIÈME JOUR des travaux du congrès de la CGT, mardi 5 décembre, le moment le plus chaud a été la retransmission sur écran géant de la prise de parole de Louis Vianet à la tête du cortège parisien. L'impression entre la CGT et le gouvernement reste totale. Pour le secrétaire général, « l'intervention d'Alain Juppé mardi n'est pas une réponse, et il faut continuer la lutte ».

« Il n'y a rien à négocier », a ajouté M. Vianet. Nous n'avons jamais refusé de négocier, mais nous n'avons jamais été en situation de négocier. » Marc Blondel, secrétaire général de FO, estime lui aussi qu'« il n'y a pas d'ouverture » de la part de M. Juppé. Le premier ministre, a-t-il observé, s'est contenté de remplacer le mot « dialogue » par « concertation », « sans jamais parler de négociations ». « Pour moi, en ce moment, d'après ce que je viens d'entendre, la grève continue », a-t-il souligné.

En revanche, pour la CFDT, la CFTC et la CFE-CGE, le discours de M. Juppé offre la possibilité d'un apaisement. « Je considère que le gouvernement a reculé par rapport à sa décision et ses annonces du 15 novembre. L'épée de Damoclès est levée sur la question

des retraites des régimes spéciaux », juge Nicole Notat, secrétaire générale de la CFDT. Pour Alain Deleu, président de la CFTC, « une table ronde avec les partenaires sociaux s'impose le plus rapidement possible ».

Le clivage qui se dessinait entre les différentes fédérations de fonctionnaires, sur la question des retraites, avant le discours de politique générale du premier ministre (Le Monde daté 12-13 novembre), réapparaît au soir du 5 décembre. Ce clivage brouille l'opposition traditionnelle entre « modérés » et « contestataires ».

### DIVISION CHEZ LES FONCTIONNAIRES

Ceux qui, comme FO ou la CGT, refusent toute modification du code des pensions civiles et militaires, sous prétexte qu'elle porterait atteinte au statut général des fonctionnaires, campent sur leurs positions. Roland Gaillard, FO, s'est dit « très choqué ».

« Le 15 novembre, nous a-t-il déclaré, M. Juppé nous a clairement dit qu'il voulait aligner les régimes spéciaux sur le régime général, et il prétend aujourd'hui que ce n'est pas vrai ! »

Les fédérations dont la clientèle, essentiellement composée d'enseignants (FEN et

FSU), refuse tout allongement de la durée de cotisation se retrouvent aux côtés de la CGT et de FO. C'est ainsi que Guy Le Néouanic, secrétaire général de la FEN, se dit « très déçu par le ton inutilement provocateur » du premier ministre. « J'estime qu'il a maintenu son objectif. Alors, nous maintenons le nôtre : appel à la grève à partir du 7 décembre, participation aux manifestations qu'organise l'UNSA à Paris, Toulouse et Marseille, le 10 décembre. »

La Fédération générale autonome des fonctionnaires (FGAF), légèrement minoritaire par rapport à la FEN au sein de l'UNSA et dont la clientèle est composée de policiers et de fonctionnaires de la justice, est plus nuancée. Jean-Pierre Gualazzi, son secrétaire général, estime que l'intervention du premier ministre a « ouvert des pistes qui méritent d'être explorées ». Il fait notamment allusion au « nouveau cadre de travail » confié à la commission Le Vert. Ces divergences laissent craindre une scission entre la FGAF et la FEN, qui a montré combien elle était partagée entre le désir de se retrouver aux côtés de ses alliés traditionnels modérés et le souci de ne pas céder du terrain à la

FSU. Michel Deschamps, secrétaire général de la FSU, estime que le premier ministre a choisi « la voie de l'affrontement, en faisant croire qu'il n'a pas pris de décision ». Il souhaite faire du 7 décembre une « grande journée de grèves et de manifestations interprofessionnelles ».

### UNE « PETITE OUVERTURE » POUR LA CFTC

Ceux qui admettent la nécessité de procéder à un « audit » des régimes spéciaux de retraite, comme la CFDT, la CGC ou la CFTC, ont des réactions plus favorables. L'UFA-CFDT devrait s'aligner sur sa confédération. Nicole Prudhomme, CFTC, juge qu'il y a « une petite ouverture » dans la mesure où M. Juppé ne propose plus d'aligner les régimes spéciaux sur le régime général. Charles Bonissol, CGC, constate une « volonté de concertation et de dialogue ». La CGC et la CFTC entendent négocier des contreparties à l'allongement de la durée de cotisation.

Alors que les manifestations à Paris et en province « dopaient » le moral des délégués réunis à Montreuil, c'est à une réflexion sur l'avenir du syndicalisme et de la CGT que

plusieurs intervenants ont invité, mardi, le congrès confédéral. Se félicitant de « l'euphorie du moment » qui place à la CGT à la pointe des conflits, Lydia Brovelli, trésorière de la confédération, a déclaré qu'« il serait dangereux de [se] positionner en considérant que les salariés ont enfin compris que nous avions raison ».

La contribution la plus riche au débat est venue de Jean-Christophe Le Duigou (secteur économique), dans un texte intitulé : « Pour un syndicalisme constructif ». « La crise économique bouscule la démarche classique du syndicalisme. Non seulement les acquis sont devenus plus rares, mais l'essentiel des actions vise avant tout à les préserver », a-t-il expliqué, avant de fixer au syndicalisme la tâche de dépasser cette contradiction. « Entre faire le dos rond, attendre le retour d'une hypothétique vague révolutionnaire, sans modifier nos analyses et nos références, et se rallier à la gestion des affaires telle qu'elle se développe, (...) il y a une autre voie », a-t-il ajouté.

Alain Beuve-Méry et Raphaële Rivals

## Le premier ministre tente de mettre la communication au service de la fermeté

« S'IL EST VRAI que le style, c'est l'homme, on retrouve Chirac tel qu'on l'imagine : énergique, sans fioritures, d'un enthousiasme contagieux. » Ainsi s'exprimait Alain



ANALYSE

Juppé dans Le Monde du 22 juin 1994 pour juger, au lendemain même de sa publication, le premier nuptiale pré-sidentiel. Une nouvelle France, Réflexions 1, écrit par Jacques Chirac. En se basant à plagier, ne serait-il pas interdit de dire que si le style, c'est l'homme, on retrouve Juppé tel qu'on le connaît : ferme, sûr de lui, d'une humeur dominante.

Comme le disent sévèrement ses détracteurs, M. Juppé est le premier de la classe - « le meilleur d'entre nous », a dit un jour, M. Chirac - il le sait, mais il éprouve la nécessité de le répéter régulièrement depuis six mois pour prendre sa revanche sur des éléments qui lui sont contraires. Le

plus grave, ajoutent ses censeurs, est que la France n'a pas besoin d'un premier de la classe, mais d'un maître d'école. L'a-t-elle trouvé, mardi 5 décembre ?

Passant de l'absence totale de communication à l'information coup de poing, qui l'a conduit à faire deux interventions dans la même journée, le chef du gouvernement a tenté de reprendre l'initiative pour offrir, pense-t-il, une porte de sortie à la crise sociale.

### PAS DE NÉGOCIATION

Après avoir privilégié, par délégation donnée au secrétaire général du RPR, la manière forte en confondant fermeté et provocation - M. Juppé, président du parti néogaulliste, ne craignait-il pas la création de comités d'usagers appelés à manifester contre les grévistes à une date précise ? - le même homme, premier ministre, a changé de registre, en élargissant son vocabulaire.

Une fois devant les députés à l'Assemblée nationale, dans l'après-midi, sur un ton de combat, une autre fois devant l'opinion pu-

blique, le soir, à la télévision, M. Juppé a utilisé les mots « urgence », « justice », « utilité » et, même, « concertation ». Sans aller, bien sûr, jusqu'à employer le vocabulaire de « négociation ». Les mots font l'homme.

A l'évidence, le chef du gouvernement, qui a donné un ton présidentiel à son allocution vespérale de l'hôtel Matignon, a fait un effort sur lui-même. S'il a pensé, en priorité, à « ceux qui veulent travailler », le premier ministre a eu aussi une pensée pour ceux qui contestent : « Je sais que ça n'est pas une décision facile que de décider la grève. Pour les plus modestes, cela implique des sacrifices. » Quant aux jeunes, ils manifestent, car « c'est de leur âge » : la maldresse n'est jamais loin.

Quoi qu'il en soit, il faut que cela cesse, assène, en substance, le premier ministre. Il donne, comme principal argument à sa requête, le bien-fondé de sa réforme. Sur le fond, il n'a rien cédé. Sur la forme, il a découvert que l'explication, sans cesse répétée, peut ne pas être inutile et que la concertation

peut précéder la décision. Devant la gravité de la situation, cependant, il ne juge pas utile de s'en saisir lui-même, déléguant la besogne, de façon un peu condescendante, à son ministre du travail, Jacques Barrot.

M. Juppé a certainement le sentiment de tendre une perche aux organisations syndicales et il doit même s'étonner que la CGT et Force ouvrière ne la saisissent pas au passage. Au moins officiellement, puisque, dans ce jeu de rôles, chacun tient le sien avec une merveilleuse constance.

### LE MÉDIUM ET LE MESSAGE

Il n'est pas certain, pourtant, que l'habillage conciliant de la fermeté - elle a été réaffirmée, mercredi matin, par Jacques Toubon : « Il est clair qu'on ne peut pas négocier la réforme » - opéré par M. Juppé soit suffisant pour convaincre une opinion publique qui, depuis six mois, doute de la méthode de gouvernement de ce premier ministre. Matignon pensait que l'impopularité permettrait de décider, voire de faire passer les réformes les plus

difficiles, ou les plus indispensables ; la réalité politique et sociale lui démontre qu'impopularité se confond avec même temps de crédibilité.

Les réformes les plus travaillées dans les fameux cabinets ministériels, dont le candidat Chirac souhaitait la disparition, ne sont pas forcément celles qui sont le mieux jugées par l'opinion, tant il est vrai que la technocratie est assez éloignée de la réalité quotidienne de la population.

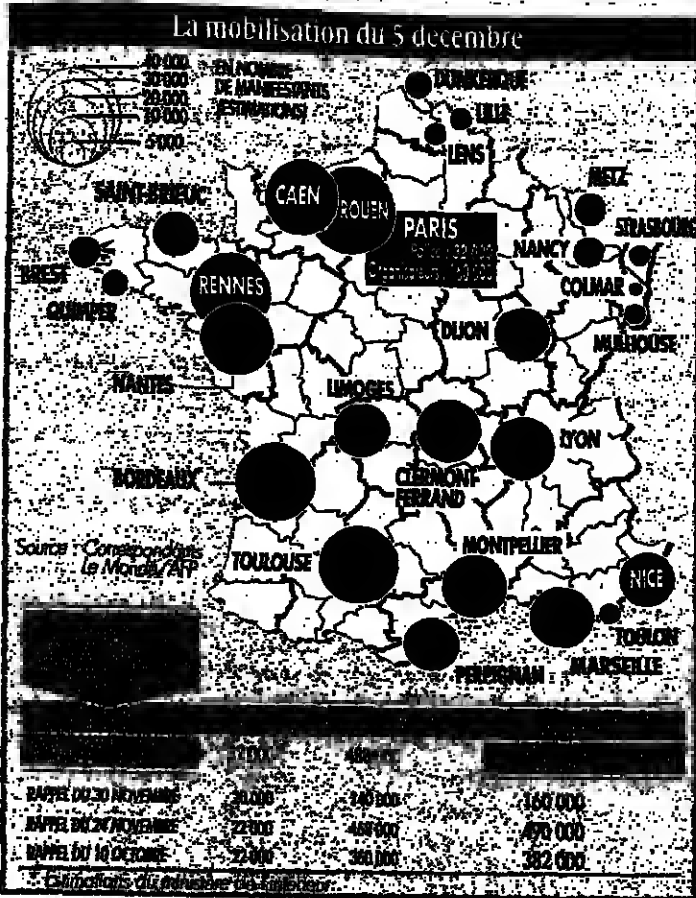
En réalité, M. Juppé, dont la bonne foi ne peut être mise en cause, mais dont la tâche n'est pas facilitée par les changements de pied de M. Chirac, ne sait toujours pas quelle politique doit être appliquée à la France. D'une campagne présidentielle très marquée par Philippe Séguin et par la « fracture sociale », où la lutte contre le chômage était la priorité, on est passé, depuis le 26 octobre, à une gestion marquée par l'empreinte d'Alain Madelin, où la lutte contre les déficits publics a pris le pas sur le reste. C'est dans cette politique-là, nécessaire en la circonstance, que le

premier ministre se sent le mieux. Le changement radical de priorité, pourtant, n'a pas empêché M. Juppé de déclarer : « J'avais fait de la bataille pour l'emploi la priorité des priorités de mon gouvernement, et je n'ai pas changé d'avis. » La lutte contre les déficits avant celle contre le chômage on l'inverse : les Français n'auront toujours pas compris quel est le vrai cap.

« On aimerait en savoir plus sur la manière dont Jacques Chirac conçoit la conduite de l'économie ou la réforme de notre système éducatif, mais ne soyons pas impatients ! », écrit encore M. Juppé dans sa critique d'Une nouvelle France, en juin 1994. Les Français risquent, eux, de devenir impatients de ne pas obtenir de réponse à ces pertinentes questions de fond. Il est impératif de les rassurer avant qu'ils ne considèrent, comme Marshall Mac Luhan, que « le médium, c'est le message ». Ne voulant pas de l'un, ils risquent de rejeter définitivement l'autre.

Olivier Biffaud





## M. Mazeaud au premier ministre : « Sois moins froid à la télé »

IL EST DES SÉANCES qui sentent le ring. Le premier ministre, aura respecté jusqu'à son terme son programme d'échauffement. Il avait décidé de rester muet jusqu'au débat, mardi 5 décembre, sur la motion de censure déposée par les socialistes. Lors de la séance des questions au gouvernement, Alain Juppé bronche d'autant moins que son heure va sonner. A cinq reprises, Jacques Barrot, le « super-ministre » du gouvernement « Juppé 2 » est envoyé au front. L'opposition tricolore. « On ne s'est pas quand on fait des choses auxquelles on croit », réplique l'inépuisable M. Barrot. Le matin même, une ultime mise en jambes lors d'un couloir de l'intergroupe UDF-RPR avait permis de tester la forme du combattant. M. Juppé y

avait mesuré la mobilisation de ses troupes. « Tenir, ne pas céder, mais discuter », tel avait été le message des parlementaires. Mais le chef de la majorité les avait prévenus : « Il faut faire les réformes que l'on peut. Je suis courageux, mais pas téméraire. Encore moins suicidaire. »

A 16 h 30, Laurent Fabius monte à la tribune de l'hémicycle. L'ancien premier ministre dresse un bilan peu glorieux des premiers mois de la présidence Chirac. Sur les bancs encore clairs de la majorité, on s'emploie déjà à l'interrompre. A la tribune, M. Fabius s'attaque au « manque de cohérence » qu'il relève entre les promesses du candidat Chirac et l'action gouvernementale. Le ton est calme, les mots, parfois, rudes, tels ceux qui évoquent « un véritable fossé qui met à mal la crédibilité de ceux qui ont pris ces engagements, mais aussi de toute parole publique, dérive qu'attendent un certain nombre de responsables

embusqués dans la démagogie. » « Agitateurs ! », lance-t-on à droite en direction des travées socialistes. Les puyères claquent. On ricane, on s'interrompt, on couine, on hue, sous le regard défilé de M. Juppé. Les députés socialistes, dont les paumes poussent vers le bas, cherchent à comprimer le brouhaha. Gilles de Robien se concentre. Le président du groupe UDF affine ses arguments. Il se lance, chemine vers la tribune quand M. Juppé le coupe dans son élan. Le premier ministre veut répondre. « Je salue votre exercice d'annésie ! », lance-t-il à M. Fabius. « Avez-vous oublié combien de manifestants vous avez attirés dans la rue ? ». Annésie. Le mot plaît bien à droite. A gauche, on burle. M. Juppé s'étonne ingénument de cette « excitation ».

Le président du groupe UDF s'est à nouveau placé sur rampe de lancement. « Comment ne pas être troublé par cette drôle de motion de censure ? », commence-t-il. « Ce n'est ni le moment, ni le sujet, ni le lieu d'en discuter ». Car, analyse gravement M. de Robien, cette motion de censure est en fait une motion de censure « interne » destinée « à mettre le silence rue de Solferino ». Et d'appuyer : « Les Français n'ont pas à subir le contre-coup des divisions partisans socialistes ». Il appelle les députés à transformer cette motion de censure en véritable nouvelle motion de confiance. Le débat était sonore, il devient visuel. Les députés socialistes, hilares, agitent chacun une feuille blanche sur laquelle a été dessiné un gros zéro.

évoque les cheminots : « La retraite, M. le premier ministre, c'est le patrimoine de ceux qui n'ont pas de patrimoine ». « Le gaspillage, ce n'est pas le maintien de la ligne Nancy-Belfort, via Epinal », glisse-t-il à l'attention de Philippe Séguin. Celui-ci soupire d'aise.

Assis aux premières loges, Pierre Mazeaud, le fort peu maastrichtien président RPR de la commission des lois, a approuvé ostensiblement cette intervention. D'une pirouette - « mauvaise conclusion » -, le député de Haute-Savoie ne peut s'empêcher de le faire savoir. Maastricht... Le thème s'est désormais imposé. André Fanton, orateur du groupe RPR, n'a jamais été un fervent partisan du traité. Evoquant le service public, le député de Lisieux est catégorique : « Ne laissons pas l'idéologie de la déréglementation nous corrompre. Ne succombons pas aux pressions de l'extérieur. Curieusement, la contradiction vient des bancs communistes. Jean-Claude Lefort (PC, Val-de-Marne) le taxe de « franchouillord ».

« Juppé ! Juppé ! Juppé ! ». Les rangs RPR et UDF scandent alors le nom de leur champion, moûté en tribune. Impossible de faire moins que le 15 novembre, lors de la présentation du plan Sécu. De plus en plus difficile de faire mieux. M. Mazeaud a conseillé au premier ministre de « faire porter son cœur ». Cela commence mal. « La France est à la croisée des chemins », « la France o rendez-vous avec l'histoire et les Français avec leur destin ». Autant d'expressions qui rafraîchissent l'ardeur du groupe RPR. M. Juppé réchauffe les cœurs et les chœurs en abordant le thème de la désinformatio-

tion. « Menteurs ! menteurs ! », clament les députés de la majorité. Et puis il y a LE lapsus. Celui qui dépasse le cafoillage verbal de Gilles Carrez (RPR, Val-de-Marne) donnant du « Monsieur le premier ministre » à un Philippe Séguin tout sourire. Alain Juppé y va franchement. « D'opres les chiffres que m'a communiqué le ministre de la fonction publique, explique-t-il, il y a aujourd'hui 210 000 chômeurs sur plus de 2 millions de fonctionnaires ». Il voulait dire « grévistes ». Tant pis !

La motion de censure est mise au vote. Faute de suspense, cette longue procédure ne semble devoir retenir l'attention que des services de l'Assemblée. Philippe Séguin en décide autrement, restant au perchoir de bout en bout, quitte à deviser avec Roger-Gérard Schwartzberg, devant des travées vides. Au même moment, Alain Juppé intervenait sur les écrans. « Sois moins froid à la télé ! », lui avait une nouvelle fois glissé Pierre Mazeaud, à la sortie de l'hémicycle.

Le vent de Maastricht se lève alors sur les travées. Il prend du poids, gonfle. Jean-Pierre Chevènement (MDC, Belfort) est à la tribune. Il tonne. L'occasion lui est donnée de condamner cette « politique d'argent-cher et d'emploi robe subie au nom d'une conception de l'Europe (...) codifiée dans le traité de Maastricht ». Les mots font mouche, jusque sur les bancs RPR qui se surprennent à applaudir l'ancien ministre socialiste, lorsque celui-ci joue « l'alternance » contre les « alternances successives ». « C'est très commode, l'alternance. On monte dans le train et on descend à la prochaine gare. Mais ce n'est pas ma conception de la République ! ». L'espace d'un instant, une nouvelle majorité se forme. M. Chevènement

Caroline Monnot et Jean-Baptiste de Montvalon

## Alain Juppé : « Une situation de blocage et d'affrontement »

APRÈS son discours devant les députés, le premier ministre a prononcé, mardi 5 décembre à 20 h 30, une allocution radiotélévisée. En voici les principaux extraits :

« Mes chers compatriotes, j'ai souhaité vous parler personnellement ce soir parce que je sais que la vie quotidienne de beaucoup d'entre vous est difficile et que, depuis quelques temps, elle est plus difficile encore. Je pense à ceux d'entre vous qui veulent travailler, qui doivent parfois se lever à 3 ou 4 heures du matin pour rejoindre leur bureau ou leur atelier. Dans les grandes villes, vous devez parfois faire des heures de marche et, avec le froid qui revient, c'est de plus en plus dur. Je pense aussi aux grévistes. Je sais que ça n'est pas une décision facile que de décider la grève. Pour les plus modestes, cela implique des sacrifices. Alors, il n'est plus possible de continuer comme cela. Nous sommes dans une situation de blocage et d'affrontement dont chacune et chacun va finir par pâtir. Il faut en sortir d'urgence et, pour ma part, je souhaite de tout cœur que les choses s'apaisent.

« Certains formulent des exigences. Ils disent : le préalable à toute discussion, c'est que le gouvernement retire son plan de réforme et de sa-

vegarde de la Sécurité sociale. Eh bien, je veux vous parler les yeux dans les yeux. Je ne retirerai pas le plan de réforme et de sauvegarde de la Sécurité sociale parce que ce serait une erreur, je dirais même une faute que de le faire. Cela irait contre l'intérêt de chacune et de chacun d'entre vous. Et contre l'intérêt de la France. (...) Ces réformes urgentes, elles sont aussi justes, et nous avons tout fait pour qu'elles le soient. Ne croyez pas tous les mensonges qu'on vous raconte depuis quinze jours, en vous expliquant que les efforts ne seront pas équitablement répartis. (...) Nous allons aussi faire [des réformes] dans la concertation. On vous dit parfois que le gouvernement va tout décider tout seul : ce n'est pas vrai. (...) Je suis persuadé que la France a, en elle-même, tous les atouts pour réussir. Je ne comprends pas cette espèce de sinistrose, de morosité qui est en train de s'installer. Est-ce que nous mesurons bien la chance d'être français ? Et je vous pose tout simplement la question : Y a-t-il un seul pays au monde où vous préféreriez vivre plutôt qu'en France ? Je dis cela tout particulièrement à nos jeunes. Ils se sont beaucoup exprimés depuis quelques temps, parfois dans la rue, parfois bruyamment - c'est de leur âge -, mais il faut essayer de comprendre. Il y a les attentes des lycéens et des étudiants. Et puis parfois l'angoisse des jeunes des quartiers en diffi-

culté. Nous les avons entendus, nous les avons compris. (...) J'ai bien conscience que derrière ces mesures d'urgence il y a quelque chose de plus grave et de plus profond. Ce phénomène plus grave et plus profond, c'est tout simplement l'angoisse de l'avenir. (...) La nous retrouvons ce qui est le fléau essentiel d'aujourd'hui. (...) Je fléau du chômage. Il faut donc que toute la nation se mobilise. (...) Il faut aussi que tous les employeurs se mobilisent, et je m'adresse là à toutes les entreprises, aux petites, aux moyennes, aux grandes. Nous avons fait beaucoup d'efforts envers elles depuis quelques mois. Nous avons allégé leurs charges et pris toute une série de décisions qui correspondent à ce qu'elles attendaient pour trouver un nouveau dynamisme. Eh bien, il faut qu'à leur tour maintenant elles tendent la main aux jeunes.

« (...) La France a besoin de réformes. Nous allons les faire. Nous allons les faire dans la concertation. Nous allons les faire pour réussir et nous réussirons si nous retrouvons entre nous, Français et Français, ce lien, cette fraternité qui font notre force. Il ne faut pas dresser les Français les uns contre les autres, les usagers contre les grévistes, les cheminots contre les salariés du secteur privé. Tout ceci, ce sont de vieux combats ou de vieux débats. Il faut se réunir, se rassembler, se mobiliser, pour réussir.

## A la RATP : « Maintenant, c'est trop tard »

LA TÊTE à demi sortie de sa guérite, le gardien gréviste du centre d'entretien de la RATP rue Championnet à Paris, est indigné et le fait savoir : « J'ai écouté l'autre à la télé, c'est vraiment un conard ! Il veut pas céder ! » Dans la cour, mardi soir 5 décembre, les autres rient un peu jaune. Ils ont beau dire qu'ils ne se faisaient pas d'illusion, le discours d'Alain Juppé les a déçus. « On est tous des imbéciles, on n'a rien compris ! », plaisante l'un. « Maintenant c'est diviser pour mieux régner. Il paraît qu'on gêne les travailleurs SDF ! », ajoute un autre. « Ah ! si ! Il a annoncé une CSG sur les revenus financiers. Ça me fait bien plaisir ! », renchérit un troisième.

Plus loin, sous la neige, un autre groupe discute, plus sérieux. « Rien, pas une avancée, c'était creux, très solennel », soupire une jeune femme. « A l'Assemblée, on le sentait quand même gêné. Il ne

levait pas les yeux de son papier. Il était moins arrogant », note sa voisine. « Il a parlé de dialogue, c'est un recul. » Elle est vite rembarrée. « C'est Boretra, le ministre de l'Industrie, qui rencontrera les syndicats ! Parler de concertation, c'est admettre qu'il n'y en a pas eu. Maintenant, c'est trop tard », réplique son voisin.

« Qu'il dise : "On paye les jours de grève, on retire le plan", là on négociera ! » Même l'annonce que les régimes spéciaux de retraite ne seraient pas alignés sur ceux du privé ne les fait pas broncher : « On ne touchera pas aux régimes particuliers mais tout le monde paiera. Il nous prend vraiment pour des idiots ! », dit un militant. « De toute façon, maintenant, ou il cède ou il part », tranche un jeune chevelu.

Le matin ils ont voté - pour la première fois à l'unanimité - la poursuite de la grève. L'après-midi, ils sont allés à la manif. Ce soir

ils sont plus déterminés que jamais. Juppé ou pas, ils front, disent-ils, jusqu'au bout. « Ce qu'on veut, c'est le retrait du plan. Tout est mauvais là-dedans », explique un leader syndical. « Et plus ça dure, plus ça fait naître d'autres revendications. Il faut que les patrons passent à la caisse. » Pour payer les journées de grève. Mais aussi pour tout ce qui a nourri l'explosion, bien avant le plan Séco : « Les soldes bloqués, le manque de personnel, les déqualifications, la dégradation des conditions de travail, le mal de vivre, l'angoisse. »

Cela fait maintenant une semaine et demie que les bus sont bloqués. Mais la durée, l'extension et l'étonnante popularité du mouvement les confortent. « On sait ce que ça coûte, mais on considère la grève comme un investissement. On touche à notre retraite, à notre pouvoir d'achat, on mesure bien ce que

ça vaut », explique un syndicaliste. Quant à la menace des autobus de remplacement, ça les ferait plutôt sourire. « Hier, à la République, il y a eu deux filles pour contenir la foule et l'installer dans un car, raconte un gréviste. Le car a finalement défilé et s'est mis dans les embouteillages. A Barbès, il n'y avait plus que deux personnes dedans. On allait plus vite à pied ! C'est ça, le service minimum... »

Véronique Maurus

## Marc Blondel aux cheminots : « Jusqu'au bout ! »

C'ÉTAIT, jusqu'à 500 arrivées, une AG très ordinaire. Dans une vaste tente dressée dans ce qui fut longtemps la cantine des cheminots de la gare du Nord, quatre cents à cinq cents grévistes munis de mégaphones et de cornes de brume s'échauffaient les esprits. Un leader CGT faisait applaudir les cheminots retraités venus soutenir le mouvement, puis les salariés de Paris Turf qui avaient piraté un coin de la « une » de leur journal pour adresser aux cheminots un message de sympathie ; une association d'usagers qui avait réuni pour eux 1 400 francs ; les copains des Postes, des Télécom et de la RATP. Claudio, leader FO, renchérit : « Un camarade m'a dit : "J'avais prévu de manger des pâtes et des pâtes le mois prochain. Eh bien, s'il le faut, je ne prendrai pas les pâtes !" Car la grève prendra le temps qu'il faudra : trois se-

maines, un mois, ou plus ! Mais le plan Juppé ne sera pas appliqué ! » C'est alors qu'il est arrivé. Martial, casquette beige assortie au polo, blazer marine, écharpe rouge. Installé sur une petite scène, Marc Blondel, secrétaire général de FO, s'est emparé d'un mégaphone. Il ne dit plus « cent francs » comme à la télévision, mais « cent balles ». Il ne dit plus « onormal » en parlant de la « contre-manifestation » des usagers du week-end dernier, il dit « c'est dégueulasse » et « ils se fontent de la gueule du monde ». Il multiplie les « mes chers camarades », prend des accents de tîd. Il est ardent et convaincant. « Il est clair que nous sommes partis pour une bataille difficile. Il est clair que nous avons toutes les raisons de nous mettre en grève. Il est clair aussi qu'une grève ne tient pas si elle n'est pas supportée par d'autres

camarades. » Non pas seulement ceux du secteur nationalisé et ceux de la fonction publique, mais ceux du privé, « en leur expliquant que le combat n'est pas égoïste, mais qu'il vise à défendre la Sécurité sociale et le service public. » Il cooivendra aussi qu'il est nécessaire de revendiquer des hausses de salaires.

La priorité, dit Marc Blondel, est d'étendre le mouvement grâce à la compréhension de l'opinion et au système de solidarité financière mis en place auprès du grand public. FO entend donc lancer « une souscription de soutien à la grève » qui fera comprendre que « on ne veut pas céder ». Toujours « prêt à négocier comme tout militant syndicaliste responsable », il réitère à la fois sa demande de retrait du plan Juppé et son engagement à « aller jusqu'au bout ».

Armick Cojean



PHILIPPE DELMAS

### LE BEL AVENIR DE LA GUERRE

« Un livre brillant, bourré de formules percutantes. »  
Daniel Vernet/Le Monde

« Rien de plus allégrement privé d'espérance, de plus glaçant mais de plus tonique à la fois que ce livre de Philippe Delmas. Depuis qu'il est paru, les amis se téléphonent pour vérifier, comment les uns et les autres l'ont lu. »  
Jean Daniél/Le Nouvel Observateur

« Avec Le bel avenir de la guerre, Philippe Delmas jette un beau pavé dans la mare. »  
Alexandre Adler/Le Point

« Voilà un bel essai, dense, acéré, panoramique, qui flamboie de tous les dangers de la planète. Enfin un peu de hauteur au-dessus du volcan. »  
Frédéric Pages/Le Canard Enchaîné

nrF essais

GALLIMARD



## M. Juppé : « La France n'a le choix qu'entre le changement ou le déclin »

NOUS publions ci-dessous l'essentiel du discours prononcé par Alain Juppé, mardi 5 décembre, à l'Assemblée nationale, lors du débat sur la motion de censure déposée par les députés socialistes.



« Oui, la France est à la croisée des chemins. Oui, la France n'a le choix qu'entre le changement ou le déclin. Oui, la France peut et doit s'engager résolument dans la voie des réformes trop longtemps différées. »

Telle est mon intime conviction. Telle est la mission que le président de la République a assignée au gouvernement. Telle est ma raison d'être au poste de premier ministre. Voilà pourquoi, je l'affirme tranquillement devant vous : je maintiendrai mes projets de réforme. Si nous les retirons, nous trahissons l'intérêt de la France et des Français. Il faut faire les réformes maintenant ! Il faut les faire ensemble !

Depuis quinze ans, on a trop « laissé le temps au temps ». La for-

mule était belle, mais elle cachait une réalité qui l'était moins. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus attendre. Je n'ai pas, vous le savez, un goût immodéré pour les formules emphatiques. J'exprime donc ce que je crois être une vérité toute simple en affirmant que d'ici deux ans la France a rendez-vous avec l'Histoire, et les Français avec leur destin. Il nous incombe d'écrire cette nouvelle page de notre commune aventure. Que se passera-t-il, en effet, dans les deux ans qui viennent ? Ou bien nous aurons rétabli la santé de notre économie et ressoudé le pacte républicain entre les Français, et alors tous les espoirs nous seront permis. Nous jouerons en première division, ou dans la cour des grands selon l'image que vous préférerez. La France, fidèle à elle-même, sera forte de ses propres forces, mais aussi de l'union avec ses grands partenaires européens. Les Français jouiront du bien-être et de l'harmonie que procure l'appartenance aux grands ensembles économiques mondiaux. Ou bien nous continuerons à jouer sous les déficits, nous ne serons pas prêts à rejoindre nos partenaires les plus dynamiques, nous décrocherons en deuxième division, bref nous aurons pris la pente du déclin, lentement mais sûrement.

### Changement de méthode pour les régimes spéciaux de retraite

Pour réformer les régimes spéciaux de retraite, le premier ministre a déjà usé de trois méthodes. Le 13 novembre, lors des arbitrages sur son plan pour la Sécurité sociale, il écarte la voie des ordonnances pour imposer l'allongement pur et simple de la durée de cotisation et prévoit de consulter les syndicats, les services de Maitignon préparent d'ailleurs un argumentaire indiquant les mesures nécessaires pour porter, « le cas échéant », de 37 ans et demi à 40 ans la durée de cotisation. Puis, lors du discours du premier ministre, le 15 novembre, à l'Assemblée nationale, la possibilité devient une certitude : « Au nom de la justice, nous engagerons la réforme des régimes spéciaux de retraite. Il s'agira de préciser les mesures nécessaires à l'équilibre de ces régimes, et notamment les modalités d'allongement de 37,5 ans à 40 ans de la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein. » Enfin, le 5 décembre, Alain Juppé assure qu'il y aura concertation et « qu'il n'est pas question d'aligner [les régimes spéciaux] sur le régime général ».

« Personne ne veut de ce deuxième scénario, ni vous ni nous. Nous avons tous les moyens de l'éviter. Nous sommes en bonne voie pour réussir. Si nous le voulons vraiment, nous pouvons être prêts au rendez-vous que le peuple de France s'est fixé à lui-même. »

« Certes, les choses ne se feront pas toutes seules. Il nous faudra, pour assurer la réussite, d'abord le courage de la lucidité. Osons regarder en face la situation financière de l'Etat, de la Sécurité sociale, des entreprises publiques, que ce soit Air France, la SNCF, ou nos industries d'armement... On a partout laissé se creuser des déficits abyssaux. Et qu'on ne vienne pas me dire qu'il s'agit là d'une approche comptable ou technocratique ! Le vrai lyrisme n'y trouve guère son compte, et l'illusion cache mal le mensonge. Je suppose que certains se réveilleront la nuit hantés par le cauchemar de Maastricht. Eh bien, Maastricht ou pas, il n'est pas vrai qu'un pays puisse vivre durablement libre et prospère quand il est perclus de dettes ! »

« Depuis plusieurs jours, on ment aux Français pour leur faire peur. Notre première tâche est de

rétablir la vérité. La réforme de la Sécurité sociale (...) a été précédée d'un large débat dans le pays et au Parlement. Il n'est pas vrai que le gouvernement cherche à passer en force. Nous avons mis tout notre cœur à concevoir une réforme juste, à répartir équitablement les efforts demandés. Il n'est pas vrai que les « petits » paieront, comme continuait à le prétendre les démagogues de tout poil. Chacun apportera une contribution proportionnée à ses moyens. A preuve : pas de renversement de la dette sociale pour les 5 millions de personnes les plus modestes ; pas d'augmentation de la cotisation maladie pour plus de 6 millions de retraités non imposables et pour 2,5 millions de chômeurs dont les ressources sont inférieures au SMIC.

« C'est une réforme nécessaire et urgente. Si nous ne faisons rien aujourd'hui, la Sécurité sociale sera en cessation de paiement demain et nous en souffrirons tous ! Si nous réalisons aujourd'hui la réforme que je vous propose, la Sécurité sociale sera sauvegardée. Où est l'alternative ? Où est l'autre réforme ? »

« Le choix proposé aux Français est clair : soit ne rien faire, soit appliquer la seule réforme qui vaille, celle dont vous avez massivement approuvé le principe. Il n'est pas question de supprimer les régimes spéciaux des fonctionnaires, des cheminots, des agents de la RATP etc. Il n'est pas question de les aligner sur le régime général, tout simplement parce que les métiers qu'ils concourent ont leur spécificité : la spécificité des services publics. Mais il n'est pas question non plus de ne rien faire. Il faudra donc une réforme, sans bouleversements brutaux, dans la durée et dans la concertation. (...) »

« Il n'est évidemment pas ques-

tion de porter atteinte au statut de la SNCF ni de remettre en cause sa mission de service public. Le contrat de plan dit le contraire ! J'ai été le premier à déclarer ici même que le gouvernement défendrait les « services publics à la française » à Paris comme à Bruxelles. La pugnacité des ministres qui expriment nos positions dans les instances communautaires ne saurait être mise en doute. Elle ne l'est en tout cas pas par nos partenaires européens !

« Le contrat de plan renvoie aux négociations annuelles la question des salaires, comme c'est la règle actuelle. Il ne fixe aucune liste de lignes à supprimer. Il s'en remet à la discussion avec les régions dans le cadre d'un schéma ferroviaire national qui déterminera les lignes prioritaires et celles qui sont d'intérêt local. Que demande-t-il à l'entreprise ? De se moderniser, de motiver tous ses collaborateurs, de développer son dynamisme commercial pour reconquérir des

des principes que vous avez adoptés, il leur proposera d'examiner les modalités d'application des réformes, les méthodes de consultation et de dialogue pour la mise au point des textes maintenant nécessaires. S'agissant en particulier des ordonnances (...), je me suis engagé à les élaborer en consultant les commissions parlementaires concernées. Les partenaires sociaux seront également consultés.

« Pour ce qui est des régimes spéciaux de retraite, je viens d'adresser au président de la commission de réforme une lettre de mission qui précise l'objectif de sa réflexion et son mode de travail, de telle façon que les partenaires sociaux trouvent leur place dans ce processus de mise à plat, préalable aux décisions qui seront arrêtées le moment venu, sur la base d'une discussion approfondie avec eux, pour parvenir à l'accord le plus large possible sur une réforme indispensable.

#### L'AVENIR DE FRANCE TÉLÉCOM

« S'agissant enfin de la défense du service public à la française, le gouvernement et le Parlement travaillent. Les organisations syndicales et professionnelles, notamment celles des entreprises de service public, seront associées, dans le cadre d'une table ronde autour du ministre de l'Industrie, à cette réflexion qui touche au cœur d'une réalité française dont toutes sensibilités confondues, nous sommes déterminés à préserver l'originalité. (...) Je pense à France Télécom. Il n'est pas question que l'Etat renonce à la majorité du capital de cette entreprise. Il n'est pas question que son personnel soit privé de son statut actuel.

« Mais, dans le même temps, l'entreprise doit adapter son organisation pour rester, dans la

### La lettre de mission de M. Le Vert

Alain Juppé a envoyé, le 5 décembre, une lettre de mission à Dominique Le Vert, président de la commission de réforme des régimes spéciaux de retraite. Ce texte ne fait aucune allusion à l'allongement de la durée de cotisation (Le Monde du 6 décembre). La commission devra « faire le point détaillé de la situation de chaque régime », puis proposer « toute mesure qu'elle aura jugée utile pour en améliorer progressivement l'équilibre et en assurer la sauvegarde ».

M. Juppé souhaite que la commission « s'attache à prendre pleinement en compte les contraintes de service public, les pénalités de métiers, les sujétions d'horaires propres à diverses catégories d'agents ». Elle devra recueillir « les avis et propositions de l'ensemble des organisations syndicales et des employeurs concernés ». Ses travaux déboucheront « sur un Livre blanc » devant être remis au début du mois d'avril. « Sur cette base, le gouvernement engagera une discussion approfondie avec les organisations syndicales concernées pour parvenir à un accord le plus large possible sur une réforme qui, en tout état de cause, s'échelonnait sur une longue période. »

S'il le faut, nous inscrirons la notion de « service public » dans nos textes fondamentaux, qu'ils soient nationaux ou européens. Il n'est pas question, par conséquent, de supprimer ou de diminuer les garanties statutaires des cheminots. Les rumeurs qu'on fait courir à ce sujet relèvent du fantasme ou du mensonge.

« Mais, à la SNCF aussi, il faut des réformes. Ne rien faire serait condamner l'entreprise à la faillite. On ne peut vivre indéfiniment avec 175 milliards de francs de dettes. (...) »

parts de trafic. N'est-ce pas la mince des choses ? (...) »

« Réussir la réforme, c'est aussi pratiquer la concertation. (...) Nous continuerons sans cesse à nous entendre. (...) »

« Puisqu'il subsiste des malentendus, je propose une relance de cette concertation selon les modalités suivantes : M. Barrot, ministre du travail et des affaires sociales, recevra à ma demande, dans les prochains jours, les dirigeants des grandes confédérations syndicales et des organisations professionnelles. Sur la base

## Le Parti républicain se veut attentif au mouvement social

DEPUIS LE DÉBUT des conflits sociaux, l'UDF s'est fait discrète. Les membres de la confédération libérale qui, depuis l'élection de Jacques Chirac, se voulaient l'égérie du gouvernement, le poussaient à s'engager plus rapidement et plus franchement dans la voie de la réforme et à s'attaquer avec énergie aux déficits de tous ordres, ont jusqu'à présent observé une certaine réserve devant la crise sociale à laquelle fait face le gouvernement. Des interrogations sur la méthode et le calendrier ont pourtant commencé de se faire entendre au Parti républicain.

Le silence des centristes se comprend aisément. Fortement représenté dans le gouvernement, l'UDF démocrate est d'autant plus tenue à une solidarité sans faille à l'égard de l'équipe d'Alain Juppé que les ministres qui sont en première ligne dans les conflits actuels - Jacques Barrot pour la réforme de la protection sociale, François Bayrou face aux étudiants, Jean Arthuis pour la réforme fiscale - sont issus de ses rangs. Les centristes sont donc contraints de s'en remettre à M. Barrot pour faire entendre leur propre musique dans le domaine du social qui est pourtant, avec l'économie, l'un de leurs terrains de prédilection. Seul Pierre Méhaignerie, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, qui s'avoue volontiers « le plus libéral des centristes », s'autorise quel-

ques piques de temps à autre. Le Parti républicain s'estimait également tenu à une certaine discrétion sur la réforme de la protection sociale. La formation de François Léotard, pourtant, n'avait pas ménagé le gouvernement depuis la rentrée de septembre. S'estimant tenu en lisière de l'équipe gouvernementale et réduit à la portion congrue dans la distribution des portefeuilles ministériels, le PR s'était réfugié dans une sorte de participation critique à la majorité. Sa médiocre humeur s'était traduite, lors de la discussion budgétaire, par la guérilla parlementaire livrée, notamment par Jean-Pierre Thomas, député des Vosges et ancien trésorier du PR, sur le thème de la réduction des déficits publics.

#### DÉFAUT D'EXPLICATION

En outre, on parle sous l'effet de l'attraction exercée par le discours d'Alain Madelin, François Léotard a promu le libéralisme et la réforme au premier rang de ses priorités. L'annonce par Alain Juppé du plan sur la réforme de la Sécurité sociale, dont le contenu avait été accueilli favorablement par les députés UDF, avait contraint les membres du Parti républicain à mettre une sourdine à leurs critiques. Aujourd'hui que le plan qu'ils n'avaient pu qu'approuver est en but à la contestation, il lui est difficile de se démarquer du gouvernement

à qui il n'a cessé de demander des réformes. Cela n'empêche pas les responsables du PR de commencer à explorer des interrogations sur la méthode d'Alain Juppé. Depuis la fin de la semaine dernière, le Parti républicain manifestait une certaine impatience et pressait le premier ministre de reprendre la main en « redonnant la grille de lecture de la réforme à l'opinion publique ». En appelant le gouvernement à « renouer les liens du dialogue qui ont tant fait défaut », mardi, Gilles de Robien, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, a publiquement regretté le défaut d'explication et de concertation dont souffre, selon le PR, la gestion du plan sur la Sécurité sociale.

Pascal Clément, secrétaire général du PR, n'a pas voulu dire autre chose en jugeant qu'il « fallait s'interroger sur l'intérêt de maintenir la commission Le Vert » sur les régimes spéciaux de retraite, dont l'existence est, selon lui, « géométrique de flou et d'ambiguïté ». « Pour susciter l'adhésion d'une opinion publique évidemment inquiète, il faut des priorités et un calendrier », a ajouté M. Clément. Le PR soutient, mais il marque sa différence, comme il le faisait en 1986 lorsque M. Léotard se voulait plus sensible que les « moines-soldats » du RPR aux évolutions de la société.

Cécile Chambrault

## Lionel Jospin et Laurent Fabius se partagent les rôles au PS

LE SCEPTICISME était de mise lorsque, le 3 octobre, dix-neuf jours avant que Lionel Jospin ne reprenne la tête du PS, Laurent Fabius s'était fait élire à la présidence du groupe socialiste de l'Assemblée nationale. Nombreux étaient ceux qui voyaient dans ce partage des rôles un retour à la compétition entre les deux bécotiers présumés de François Mitterrand. Deux mois après, M. Fabius est parvenu à faire réentendre la voix du PS à l'Assemblée, et le « couple » qu'il forme avec M. Jospin, handicapé par son absence de mandat parlementaire, fonctionne harmonieusement.

Bénéficiant à l'Assemblée de services moins en friche que ceux du parti, M. Fabius a réussi son examen de passage, tout en s'assurant une forte présence médiatique afin de réhabiliter son image. Le 17 octobre, pour son premier discours, il s'était fait applaudir aussi par la droite en adoptant une attitude de solidarité républicaine face aux attentats. Le 15 novembre, il s'était bien sorti d'un exercice difficile, consistant à improviser, sans fausse note par rapport au parti, une réaction à un plan sur la Sécurité sociale qui

avait peu à voir avec ce qui était attendu.

Mardi 5 décembre, face à une Assemblée hostile, cette fois, l'ancien premier ministre n'a pas hésité à assumer le bilan de la gauche (au risque de réveiller des souvenirs douloureux dans l'opinion), en se référant à l'action de Jacques Delors, de Pierre Mauroy, de Pierre Bérégovoy et à la sienne propre, sans oublier Michel Rocard ni, bien sûr, M. Jospin comme ministre de l'éducation nationale. Il a devancé aussi les critiques de la majorité, en esquissant les grandes lignes d'une politique alternative qui ressemblait étrangement à la plate-forme présidentielle du candidat Jospin. Ce discours a nubié M. Juppé à réagir immédiatement, provoquant dans l'hémicycle un effet auquel les socialistes n'étaient plus habitués depuis 1993.

Comme il le fait désormais chaque mardi, le premier secrétaire du PS était venu écouter, le matin, lors de la réunion du groupe, les « bonnes feuilles » du discours de l'ancien premier ministre. Il avait ainsi constaté l'identité de leurs positions : mise en garde contre la tentation de

« pourrissement » et demande insistante d'ouverture de négociations. La précipitation avec laquelle M. Fabius avait annoncé, le 29 novembre, le dépôt d'une motion de censure commune avec Radical, le MDC et le PCF (décision concertée avec M. Jospin et négociée lors d'une rencontre PS-PCF), amenant les communistes à s'abstenir de la censure, était presque oubliée.

LA GAUCHE SOCIALISTE CRITIQUE Conforté dans sa position par les bons résultats du PS aux élections législatives partielles du 3 décembre, M. Jospin doit résoudre une difficulté de communication : le chef de l'opposition ne doit pas se laisser doubler, quant à sa présence médiatique, par le président du groupe parlementaire. Sur la ligne qui se dessine, il n'y a pas de « future » avec les Fabius.

En revanche, le débat s'est tenu avec Jean Glavany, ancien porte-parole du PS, qui s'est interrogé sur l'opportunité de la motion de censure et, comme les responsables de la Gauche socialiste, a jugé plus utile de participer à la manifestation parisienne.

Brisant prématurément l'état de grâce interne, la Gauche socialiste a déjà basculé dans l'opposition. Le 22 novembre, elle a voté contre le rapport Guigou sur la protection sociale et, le 29 novembre, elle s'est abstenue sur un texte sur les mouvements sociaux jugé trop timoré, car il demandait à M. Juppé de « renoncer à ses projets » et non de retirer son plan. Privilegeant la solidarité de courants, Harlem Désir, chargé des relations avec le mouvement social au secrétariat national, s'est prononcé les deux fois comme ses amis.

Le 30 novembre, Julien Dray, Marie-Noëlle Lienemann et Jean-Luc Mélenchon ont écrit à M. Jospin pour critiquer sa « posture » et son « ambiguïté » face au mouvement social. « La ligne politique qui est suivie n'est pas la nôtre, affirme M. Lienemann. Il y a une autre voie que d'accompagner la déregulation libérale, c'est de résister au libéralisme. » Alors que, déjà, elle pressentait une « capitulation » de la direction du PS, la Gauche socialiste devait de nouveau faire entendre sa voix, le 6 décembre, au bureau national.

Michel Noblecourt

**Vos pieds ne vont pas tarder à manifester.**

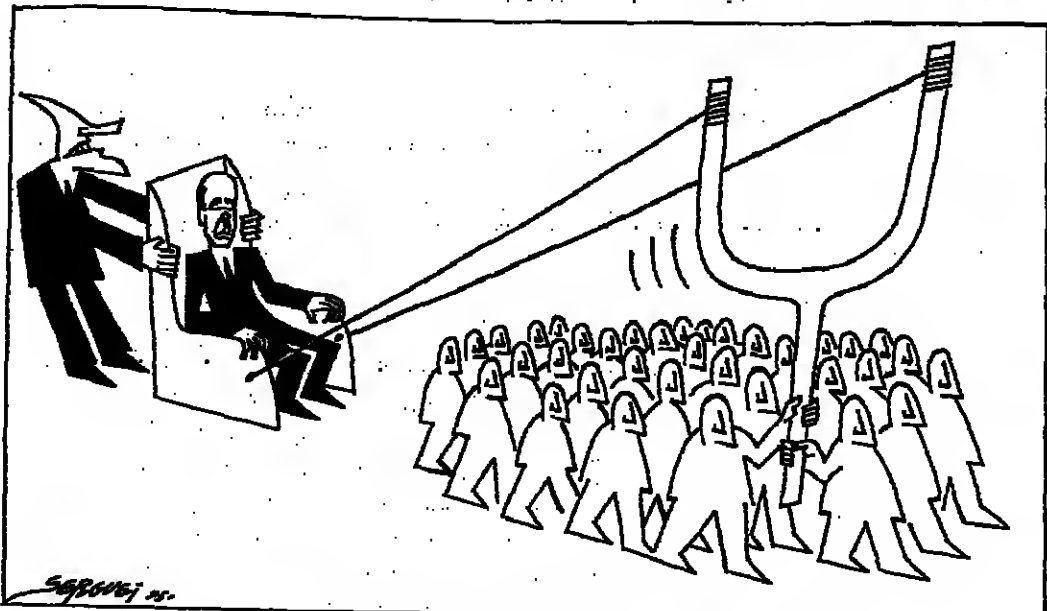


**Neutrogena®**

En pharmacie.



e déclin



## M. Fabius accuse le premier ministre de chercher le « pourrissement »

Le président du groupe socialiste défend le bilan de la gauche

LAURENT FABIOUS, président du groupe socialiste, a ouvert le débat de censure, mardi 5 décembre, à l'Assemblée nationale, en défendant la motion présentée par son groupe et par les députés appartenant à Radical et au Mouvement des citoyens. « Monsieur le premier ministre, a déclaré le député de Seine-Maritime, moins de sept mois après l'élection du président de la République, moins d'un mois après la formation de votre deuxième gouvernement, la majorité des Français en ont assez. Ils savent, bien sûr, que le monde est difficile, que les efforts sont indispensables, mais ils en ont assez d'une démarche gouvernementale qui met la France au point mort. »

« Pendant six mois, a continué M. Fabius, vous n'avez quasiment rien fait ; en six semaines, vous voulez tout bouleverser, et cela sans projet cohérent, sans justice, sans méthode. (...) Est-ce à dire que les réformes sont impossibles ou qu'elles sont injustifiées ? Au contraire ! (...) Le débat porte sur le contenu des réformes, sur leur justice, sur leur méthode. (...) Une politique responsable, ce n'est pas : "Ça passe ou ça casse". (...) La réforme est possible à condition que le cap soit clair, que le contenu soit juste et que la méthode soit souple. »

« Il est évident, a souligné l'ancien premier ministre, qu'il n'y a pas de réforme possible sans vrai dialogue. (...) Aujourd'hui, dialogue, cela veut dire négociation. Monsieur le premier ministre, ne vous contentez pas de porter de dialogue, négociez ! (...) Le chef du gouvernement que vous êtes célèbre le "dialogue", mais le président du RPR que vous êtes aussi donne l'instruction de faire monter la tension. (...) Votre stratégie n'est-elle pas d'abord le pourrissement et, ensuite, l'affaiblissement ? »

M. Fabius a préseauté les propositions du PS : « Pour la protection sociale, (...) la politique familiale ne serait pas la fiscalisation que vous souhaitez, mais, au contraire, une approche qui tienne compte des ressources. (...) Sur la retraite, pas de capitalisation, à la retraite, ruinerait la répartition. Enfin, les modes de financement devraient être étendus aux revenus du capital et ne pas pénaliser l'emploi, cependant que la gestion du système ne serait pas gouvernementalisée. Sur l'ensemble des questions posées par le statut et la modernisation du service public, (...) une vraie table ronde devrait être mise en place. »

« GILLES DE ROBEN (UDF). Les Français attendent de nous, sur le thème de la protection sociale,

que nous sachions sortir des querelles partisans pour trouver ensemble des solutions durables, a affirmé Gilles de Roben, président du groupe UDF. Les Français nous avaient demandé de sauver la Sécurité sociale en respectant les principes qui leur sont chers. Ce contrat est respecté (...), mais les Français nous adressent d'autres signes. C'est aussi notre devoir de répondre à ces signaux de détresse qui sont, en majeure partie, des angoisses face à l'avenir. »

**M. de Robien :**  
« Les salaires des cheminots et leurs conditions de travail sont-ils tels qu'on puisse parler de privilèges en évoquant leur retraite ? »

Le député de la Somme a ajouté : « Interrogation sur leur métier, avenir de leur entreprise, maintien du service public, rôle de l'Université, maintien des retraites et des régimes particuliers. Ne traitons pas à la légère ces inquiétudes, ne prenons pas l'attachement à une profession (...) pour l'expression bornée d'un corporatisme. Les salaires des cheminots et leurs conditions de travail sont-ils tels qu'on puisse, à la légère, parler de privilèges en évoquant leur retraite ? (...) C'est pourquoi les situations sociales méritent d'être examinées avec précision, quasiment au cas par cas, en particulier pour les régimes de retraite. (...) Il nous faut trouver les bons moyens de sortir de la crise [qui] a aujourd'hui trop duré pour des millions de Français. (...) Pour cela, un seul moyen : renouer les liens du dialogue, qui ont tant fait défaut. »

« JACQUES BRUNHES (PCF). Orateur du groupe communiste, Jacques Brunhes s'est adressé au premier ministre en déclarant : « Votre plan a joué le rôle de détecteur de mécontentements multiples, algébriques des inquiétudes ». « Cette crise politique tient fondamentalement à [la] soumission, pour ne pas dire à [la] capitulation en rase campagne [du gouvernement], aux pressions des marchés financiers et de tous ceux qui, de la Bundes-

bank à l'OCDE, entendent à marche forcée dicter ses choix à la France et imposer au passage les critères de convergence de Maastricht. » Accusant le gouvernement d'« avoir délibérément choisi la surdité au la confrontation » face au mouvement social, le député des Hauts-de-Seine a demandé au premier ministre de retirer sa copie et d'ouvrir de « vraies et nécessaires négociations » avec les grévistes.

« JEAN-PIERRE CHEVÈNE-MENT (MDC). S'exprimant non au titre de l'ensemble du groupe République et Liberté, mais au nom du Mouvement des citoyens, Jean-Pierre Chevènement a expliqué comment la crise actuelle provient « d'un mouvement profond de ras-le-bol de ceux (...) qui subissent depuis plus de vingt ans les conséquences d'une politique de rigueur, du nom d'une conception de l'Europe par la monnaie mise sur les rails par MM. Giscard d'Estaing et Barre en 1978 et codifiée dans le traité de Maastricht ». Le député de Belfort a invité le premier ministre à « changer de politique », car « il est temps de répondre à l'attente du pays et de faire passer les engagements du président de la République, c'est-à-dire de la démocratie, avant l'application aveugle d'un traité ».

« ANDRÉ FANTON (RPR). Orateur du groupe RPR, André Fanton s'est adressé aux socialistes en affirmant : « Vous voulez censurer le gouvernement parce qu'il entreprend enfin ce que vous avez si souvent annoncé et jamais accompli ! » « L'idéologie qui a dicté l'action des gouvernements socialistes des années 80, puis le laisser-aller qui a caractérisé le pouvoir socialiste des années 90 ont laissé la France exsangue et à demi ruinée », a-t-il ajouté. Sans le nommer, il s'en est pris au secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, qu'il a accusé de considérer la Sécurité sociale comme « sa chose ».

Se tournant vers le premier ministre, le député du Calvados a déclaré : « Sachez bousculer les conservatismes, sachez surmonter les obstacles qui sont dressés devant votre action par ceux qui se prétendent raisonnables (...) ! Prenez garde à tous ces bons apôtres qui, après vous avoir reproché pendant des semaines de ne pas agir, vous reprochent aujourd'hui d'agir trop vite ou d'agir trop fort ! » Il lui a demandé de réaffirmer son « attachement au service public », quitte à mécontenter « les idéologues de Bruxelles ou d'ailleurs, qui ne voient la solution à tous les problèmes (...) que dans la déréglementation. »

concurrence internationale, l'une des premières du monde.

« Réformer, c'est enfin agir dans la durée. Le gouvernement a une vision claire de ce qu'il faut faire et de ce qu'il veut faire pour donner à la France toutes ses chances de réussite. Ce plan d'ensemble devait être exposé à la représentation nationale et au pays. Il l'a été. Vous l'avez approuvé. Sa mise en œuvre doit évidemment s'étaler sur les mois qui viennent. (...) »

« Les dispositions fiscales qui conditionnent la mise en œuvre de la réforme de la protection sociale devront être prises pour que leur application intervienne dès le 1<sup>er</sup> janvier 1997. (...) Je peux dès aujourd'hui dire ce que ne sera pas la réforme fiscale dont on parle tant, souvent sur la base de rumeurs infondées : il ne saurait être question d'enlever aux salariés et aux contribuables d'ores et déjà des revenus dont ils ont besoin pour vivre, et cela afin de réduire les taux les plus élevés du barème de l'impôt sur le revenu. Le gouvernement n'a jamais eu cette intention. Il convient aujourd'hui de mettre un terme aux spéculations ou procès d'intention qui courent à ce sujet. (...) »

« VOILÀ MA MÉTHODE »

« Je peux également vous dire ce que prévoient à coup sûr le moment venu, les propositions fiscales du gouvernement : une réforme de la CSG, dont l'assiette sera élargie à tous les revenus, notamment à ceux des placements financiers ; un transfert, vers cette CSG rénovée, point par point et année après année, des cotisations maladie des travailleurs, actuellement assises sur les seuls salaires, ce qui pénalise l'emploi ; un plan

progressif de déductibilité de la CSG rénovée de sorte qu'elle devienne, comme je m'y suis engagé, une cotisation sociale à part entière.

« (...) Quand la commission de réforme des régimes spéciaux de retraite aura rendu son diagnostic, c'est-à-dire au printemps prochain, le gouvernement en tirera des propositions, qu'il soumettra alors à toutes les concertations utiles.

« Réformer dans la vérité, réformer dans la concertation, réformer dans la durée, mais réformer sans hésiter, voilà ma méthode. (...) »

« Notre ambition, notre idéal, c'est de rassembler [les Français], de ramener les exclus de la communauté nationale, de resserrer le lien de fraternité sans lequel notre peuple ne peut être fidèle à lui-même, à son histoire, à ses ambitions, à ses qualités foncières faites de générosité, d'enthousiasme, d'intelligence et d'invention. Pourquoi toutes ces forces qui sont en nous sont-elles aujourd'hui brisées ? Pourquoi nous abandonnons-nous au mauvais penchant de la division, de l'intolérance, et même de la violence qui est aussi dans notre nature ?

« Parce qu'une menace insidieuse pèse sur chacun d'entre nous, sur chacun de nos enfants, sur les jeunes des quartiers difficiles, sur les jeunes des lycées, sur les jeunes des universités. Cette menace, c'est le chômage. Le chômage, qui engendre la peur de l'avenir et qui dissuade donc le consommateur d'acheter, l'entrepreneur d'investir, l'épargnant de prendre des risques. La peur du chômage qui, à nouveau, compromet la croissance de notre économie. Plus que jamais, notre priorité doit rester celle que j'ai mise au premier rang des le mois de mai

dernier : la lutte contre le chômage, la bataille pour l'emploi. Depuis six mois, nous avons marqué quelques points : le chômage de longue durée a commencé à reculer ; le contrat initiative-emploi a réussi. En revanche, nous avons aussi subi des revers : le chômage des jeunes est à nouveau en progression. Ce n'est pas acceptable.

L'APPEL DES ÉTUDIANTS

« Les étudiants ont exprimé des demandes. Nous les avons écoutés et entendus. Avec mon accord, le ministre de l'Éducation nationale a précisé les mesures d'urgence que nous avions préparées. Elles ont été généralement bien accueillies. Je m'en réjouis. Mais qui ne voit que la racine du mal n'est pas là ? La véritable angoisse, la seule interrogation réelle qui nous est lancée, c'est celle du lendemain : « A quoi serviront les diplômes que nous étudions nous aurons permis d'acquiescer ? », nous disent les jeunes. C'est à cet appel qu'il faut répondre. D'où la nécessité, à l'encontre, de réformes profondes. Nous allons les engager, et je cite les trois principales : préparation au choix d'une formation, orientation dès l'entrée au lycée ; éducation d'une vraie filière technologique et professionnelle, à dignité égale avec les filières classiques ; diversification des premiers cycles universitaires.

« Il nous faut aussi entendre le cri des jeunes des quartiers difficiles, qui ne sont pas tous, loin s'en faut, dans nos universités. A ces jeunes aussi, il faut que nous donnions une perspective, et ce sera l'enjeu de notre programme d'intégration urbaine. (...) »

« Le droit de grève est l'une des libertés fondamentales que garantit la République. Je sais que, pour beaucoup de salariés modestes, s'engager dans la grève est un sacrifice et qu'on ne prend pas une telle décision à la légère. Je sais aussi que beaucoup de Français souhaitent travailler et qu'ils en sont aujourd'hui, de fait, empêchés. La liberté du travail est une autre liberté fondamentale.

« La situation de blocage et d'effacement qui s'est créée depuis quelques jours n'est donc bonne pour personne. Elle paralyse peu à peu nos entreprises. Et, de ce fait, elle va aggraver le chômage. Nous ressentons, derrière la bonne volonté et le courage des travailleurs, l'inquiétude, la souffrance croissante à regagner le lieu de travail. Il y a urgence. Chacun doit le comprendre. »

### Le satisfait de la Mutualité française

Alain Juppé, devant les députés, a fait état du soutien que lui avait apporté Jean-Pierre Davant, président de la Mutualité française. Effectivement, celui-ci se déclare satisfait d'avoir été « entendu ». « Nous demandons au gouvernement de dissocier le dossier des régimes spéciaux de retraite de celui de la réorganisation du système de soins, affirme au Monde M. Davant. La réforme de l'assurance-maladie est la plus urgente et le plan Juppé trace des perspectives intéressantes » : vote annuel par le Parlement d'objectifs de dépenses et de santé publique, création d'un régime universel d'assurance-maladie, dont le financement sera élargi à tous les revenus à travers une CSG déductible, maîtrise des dépenses de santé par un renforcement du rôle du généraliste.

Ces réformes-là correspondent aux propositions de la Mutualité française. Mais son président fait aussi remarquer que le plan gouvernemental souffre de « graves lacunes ». Il devrait, notamment, s'accompagner « d'une grande politique de santé publique » faisant une large place à la prévention.

« Je ne sais pas comment ils font, mais moi je m'y retrouve »

**LE QUEBEC A LA CARTE**  
HOTEL 6 NUITS  
+ VOITURE 7 JOURS  
**4 490 F**



NOUVELLES FRONTIÈRES

CANADA  
Un Grand Nord

Tout le monde s'y retrouve

Les dernières nouvelles sur les médias et la communication,

et ce qui est derrière.

News Stand:  
Vendredi 22h30 HCE  
(heure centrale européenne)

Media Report:  
21h00 HCE  
(heure centrale européenne)

Aujourd'hui, ce sont souvent les médias eux-mêmes qui sont à la une. C'est pourquoi, sur EBN : European Business News, la chaîne d'informations économiques permanentes, nous ne vous donnons pas simplement les dernières nouvelles de l'économie : nous vous alertons aussi sur ce qui se passe dans les salles de rédaction, à la direction des organes de presse et même dans les salles de conférence.

Nous vous aidons à comprendre où en sont la télévision, l'édition et la publicité, ce qu'elles ont été, et ce qu'elles nous réservent pour l'avenir. Demandez donc à votre installateur de réseau câblé, ou à votre hôtel, de recevoir EBN, ou branchez-vous sur 11,265 MHz, sur le satellite Hotbird, à 13° Est. Vous y trouverez des informations indispensables et qui sauront vous captiver, que vous travailliez ou non dans le secteur de la communication.

European Business News

\* Business as you've never seen it before.

Sur réseau câblé ou par satellite

\* EBN, le monde des affaires comme vous ne l'avez encore jamais vu.



## La réforme fiscale sera limitée en 1996 à la seule contribution sociale généralisée

La CSG va devenir progressivement déductible de l'impôt sur le revenu

M. Juppé a annoncé, mardi 5 décembre, que la réforme de l'impôt sur le revenu, qui devait initialement être présentée au Parle-

ment au printemps de 1996, était repoussée à plus tard. Il a précisé que l'abattement de 20 % dont bénéficient les salariés ne sera pas

supprimé. Pour ne pas multiplier des réformes politiquement sensibles, la refonte de la fiscalité se limitera, l'an prochain, à

celle de la CSG. Celle-ci se substituera progressivement aux cotisations des salariés dans le financement de l'assurance-maladie.

L'UNE DES grandes ambitions du gouvernement d'Alain Juppé a finalement été renvoyée à des jours meilleurs : la réforme fiscale a été partiellement enterrée par le premier ministre. Lors de son discours à l'Assemblée nationale, mardi 5 décembre, celui-ci a annoncé que, dans l'immédiat, il envisageait de ne mettre en œuvre que les mesures découlant du plan de redressement de la Sécurité sociale. En clair : la réforme de la contribution sociale généralisée (CSG), qui devait devenir une cotisation déductible de l'impôt sur le revenu.

Initialement, le gouvernement avait envisagé une réforme de grande ampleur. Il s'agissait de réorganiser la fiscalité directe autour d'un système à deux étages : un prélèvement proportionnel aux revenus, c'est-à-dire une CSG réformée ; et un prélèvement progressif simplifié. Dans ce dernier cas, Alain Juppé puis Jean Arthuis ont travaillé sur une réforme de l'impôt sur le revenu. Le but était de supprimer tous les abattements et dégrèvements qui existaient actuellement, et d'affecter les sommes ainsi dégagées à une baisse générale des taux d'imposition. En particulier, il était prévu d'abaisser le taux supérieur de l'impôt sur le revenu, de 56,8 % actuellement, à près de 40 %. Durant la campagne présidentielle, M. Juppé avait lui-même défendu cette piste, très critiquée par la gauche.

C'est dans le cadre de cette réflexion que le ministre des finances, Jean Arthuis, avait annoncé le 19 novembre dernier que l'abattement de 20 % dont bénéficient tous les salariés pourrait être supprimé, ce contre-pied d'une baisse des taux d'imposition. Cette annonce

avait suscité de très vives protestations. Même dans les rangs de la majorité, de nombreuses voix s'élevaient pour faire observer qu'en pleine crise sociale, il y avait sans doute plus urgent à faire que d'agiter la perspective d'une nouvelle réforme de nature à inquiéter les salariés.

M. Juppé a donc tranché : la ré-

baisse du barème de l'impôt sur le revenu, la diminution du nombre de tranches ainsi que la révision des autres abattements fiscaux existants ne seraient pas envisagées dans le proche avenir. Ce report sine die n'est pas une véritable surprise. En raison de la faiblesse des rentrées fiscales, le gouvernement était contraint d'envisager

et année après année », aux cotisations que les salariés paient aujourd'hui pour l'assurance-maladie. Le premier ministre a également annoncé « un plan progressif de déductibilité de la CSG rénovée, de sorte qu'elle devienne une cotisation sociale à part entière ».

### QUESTIONS D'ÉQUITÉ

Cette réforme de grande ampleur, qui s'étalera sur plusieurs années, était réclamée, notamment, par la CFDT et la Mutualité française. Elle est en parfaite cohérence avec la création d'un « régime universel » d'assurance-maladie, dont le financement reposera de moins en moins sur une logique professionnelle (cotisations salariales). Le bouleversement introduit par M. Juppé n'en pose pas moins plusieurs questions, qui tournent presque toutes autour de l'équité du nouveau prélèvement.

Quelle en sera l'assiette ? Reprendra-t-elle celle de la contribution au remboursement de la dette sociale (RDS), qui doit intégrer des revenus jusqu'à présent exonérés de la CSG : certaines prestations familiales, les indemnités journalières maladie, les indemnités légales de licenciement, les petites pensions au-delà de 3 500 francs par mois, les allocations-chômage au-delà de celle que touchent les chômeurs en fin de droits (environ 2 500 francs) ? Une telle assiette serait conforme aux recommandations du dernier rapport du Conseil

des Impôts, qui plaident pour un élargissement de la CSG à tous les revenus, à l'exception des minima sociaux (RMI, minimum vieillesse...). Sur la base du taux actuel de la CSG (2,4 %), cette étude estimait que le surplus de recettes ainsi obtenu atteindrait 24 milliards de francs par an.

Dans ce contexte, le RDS (0,5 % pendant treize ans) restera-t-il non-déductible, comme le gouvernement l'a dans un premier temps annoncé ? On peut aussi s'interroger sur les effets de la déductibilité de la nouvelle CSG. Le ministre du travail et des affaires sociales, Jacques Barrot, ne rappelle-t-il pas récemment que la déductibilité donnerait à la CSG un caractère dégressif « qui pénaliserait les titulaires de bas revenus » ?

Il est clair, aussi, que le fait de la rendre déductible va en réduire le rendement (d'environ 7,5 milliards de francs au taux actuel de la CSG, soit 2,4 %). De plus, le gouvernement avait expliqué que l'introduction des allocations familiales dans les revenus imposables n'était possible que dans le cadre d'une « réforme d'ensemble de l'impôt sur le revenu, et notamment de son barème ». En l'absence de celle-ci, et alors que M. Juppé, dans son plan pour la Sécurité sociale, prévoit la fiscalisation des allocations familiales, que va-t-il faire maintenant ?

Jean-Michel Bezat  
et Laurent Mauduit

### « Vous lisez trop la presse... »

En annonçant que l'abattement de 20 % des salariés assujettis à l'impôt sur le revenu ne sera pas supprimé, M. Juppé a affirmé que le gouvernement n'avait « jamais eu cette intention » et qu'il convenait « de mettre un terme aux spéculations ou procès d'intention ».

« Vous lisez trop la presse... », a-t-il lancé aux députés qui s'éclatèrent. En réalité, ce projet avait été annoncé par le ministre des finances, Jean Arthuis, au « Club de la presse d'Europe 1 », le 19 novembre. « Je confirme qu'il s'agit d'un projet faisant partie de la réforme fiscale », avait-il indiqué. Interrogé sur cette annonce, quelques minutes plus tard, le premier ministre, qui était l'invité de « 7 sur 7 », sur TF1, avait corrigé : il s'agit d'une « idée », pas d'un « projet ». Deux jours plus tard, il avait aussi précisé que la suppression de l'abattement ne pourrait être envisagée que dans le cadre d'une « réforme fiscale d'ensemble », dont il n'est plus question aujourd'hui.

forme fiscale ne verra pas le jour, en tout cas pas dans un proche avenir, sous la forme où elle avait été initialement envisagée. Comprenez qu'elle pourrait avoir des effets ravageurs sur l'opinion, il a annoncé qu'il était hors de question de supprimer l'abattement de 20 % afin de réduire les taux les plus élevés du barème, ce qui aurait évidemment fortement avantagé les plus hauts revenus, au détriment des plus faibles.

Le rapporteur général du budget à l'Assemblée nationale, Philippe Auberger (RPR, Yonne), qui a été reçu mardi matin par le premier ministre, a cru comprendre que la

une réforme à prélèvements constants, ce qui est pratiquement impossible.

Toute réforme n'est cependant pas enterrée. M. Juppé a confirmé, mardi, la « réforme de la CSG, dont l'assiette sera élargie à tous les revenus, notamment à ceux des placements financiers ». Cette CSG reprofilée se substituera progressivement, « point par point

## Des redéploiements budgétaires financeront l'essentiel du plan d'urgence pour les universités

ALORS QUE les mouvements de grève se poursuivent dans les universités, la coordination nationale étudiante devait se réunir, mercredi 6 décembre à 14 heures, à la faculté de Cergy, à Paris. Les délégués entendront examiner de près le plan d'urgence annoncé par François Bayrou, dimanche 3 décembre. Le ministre de l'Éducation ne s'était alors guère avancé sur la facture budgétaire réelle de ces mesures. Aucun chiffre n'avait été fourni sur le coût de la création de 2 000 emplois d'enseignants et de 2 000 postes pour le personnel administratif et technique (IATOS). La rallonge de 369 millions de francs de crédits de fonctionnement et l'annulation de 2 milliards de francs pour des travaux de sécurité n'avaient pas été plus détaillées.

De fait, ce plan d'urgence se révèle être le résultat d'un subtil montage financier qui n'aurait pas, outre mesure, la charge de l'État. L'amendement au projet de loi de finances, soumis lundi 4 décembre au Sénat (Le Monde du 6 décembre), précise ses conditions. Pour une très large part, le plan s'appuie sur des redéploiements et des transferts à l'intérieur du budget général du ministère de l'Éducation nationale.

Ainsi, les 262 nouveaux postes de maîtres de conférences prévus pour la rentrée 1996, qui s'ajoutent aux 738 emplois initialement prévus, proviennent de la transformation d'un nombre équivalent d'emplois de « congés de mobilité » de professeurs certifiés. Financière-

ment parlant, l'opération est « blanche ». Quant aux 1 000 emplois de professeurs agrégés créés dans l'enseignement supérieur, ils ont été puisés dans les postes « en surnombre » du secondaire.

### 2000 IATOS

Il en va de même pour les 2 000 créations d'emplois de personnels non enseignants prévues pour la prochaine rentrée universitaire. La moitié de ces créations sera financée par un transfert des crédits de vacations du secondaire vers le supérieur et ne portera que sur les quatre derniers mois de l'année.

Ce volet du plan Bayrou est sans conteste le plus spectaculaire. Le sous-encadrement de certaines universités comme à Paris, à Montpellier comme à Rennes, le conflit à démarré sous la pression des personnels IATOS. Dans cette dernière ville, la menace de suppression progressive des contrats emploi-solidarité (CES), près d'une centaine au total, avait aggravé la tension.

Malgré leur caractère temporaire, les 2 539 CES employés dans les universités représentent 6,2 % des 40 900 postes IATOS existants. Ils sont essentiellement affectés aux tâches de documentation et d'entretien. Dans certains services, leur nombre dépasse celui du personnel titulaire. Le recours à l'emploi précaire est d'ailleurs une constante dans l'enseignement supérieur, puisqu'aux CES s'ajoutent

près de 5 000 emplois sous des statuts divers. La création de ces 2 000 postes devrait accélérer les titularisations en cours.

Pour le budget 1996, la charge supplémentaire provient de la dotation de 369 millions de francs de crédits de fonctionnement, dont 69 millions sont issus de la transformation d'heures complémentaires en emplois. Enfin, le financement des 2 milliards de francs pour les travaux de sécurité et d'aménagement de locaux ne fera l'objet que d'un apport partiel. Dans l'immédiat, 500 millions de francs ont été inscrits à la loi de finances rectificative de 1995 qui doit être examinée, mercredi 6 décembre, à l'Assemblée nationale. Le reste sera assuré par la contribution des universités qui puiseront dans leurs réserves financières, et par un appel aux collectivités locales, selon la procédure contractuelle.

Sans minimiser l'ampleur du plan, qui dépasse les demandes formulées par les présidents d'université, force est de reconnaître qu'il tient tout autant à la gravité de la situation qu'à la capacité de persuasion de François Bayrou. Ce dernier a réussi à démontrer à Alain Juppé que, après l'allègement de la dette de la SNCF, son plan, in fine, n'aboutirait qu'à très faiblement la charge des finances publiques. Avec, à la clé, l'espoir de ramener le calme dans les campus et la promesse d'une vaste réforme de l'enseignement supérieur.

Michel Delberghe

## Les syndicats d'enseignants appellent à la grève à partir du 7 décembre

LA PLUPART des organisations syndicales d'enseignants ont appelé à la grève à partir du jeudi 7 décembre. Elles avaient déjà lancé un mot d'ordre de mobilisation dès mardi 5, voire lundi pour les sections parisiennes de ces syndicats. La FSU (Fédération syndicale unitaire) estime, après l'intervention du premier ministre, que celui-ci a « choisi la voie de l'affrontement » en confirmant « la totalité des agressions contre la protection sociale, le secteur public, les régimes spéciaux ». Elle avait appelé dès le 4 décembre à faire du jeudi 7 « une grande journée de grève dans l'éducation et la fonction publique » et s'adresse aux autres or-

ganisations pour « poursuivre et amplifier l'action ».

La FEN (Fédération de l'éducation nationale), « devant l'obstination » du premier ministre, a maintenu son appel à la grève pour les 7 et 8 décembre et s'engagera dans les manifestations à l'initiative de l'UNSA (Union nationale des syndicats autonomes) le 10 décembre. Le SCEN-CFDT maintient également son mot d'ordre de grève nationale à partir du 7, reconductible chaque jour par les syndicats départementaux.

Selon le ministère de l'Éducation nationale, le pourcentage moyen de grévistes s'élevait, mardi 5 décembre à la mi-journée, à un peu

moins de 11 %. Il précisait que 12 % des enseignants étaient en grève dans le premier degré, 8,5 % dans les collèges, 16,5 % dans les lycées et 16 % dans les lycées professionnels. L'académie de Paris donnait quant à elle 23 % de grévistes dans les écoles et 13 % dans le second degré. Le SNUipp (syndicat d'instituteurs, FSU) estimait entre 30 % et 50 % le pourcentage de grévistes dans 30 départements, avec 90 % en Haute-Loire, et entre 70 % et 80 % dans la Sarthe, les Pyrénées-Orientales et la Lozère. Le SNUipp prévoit que la grève du 7 « devrait être massivement suivie ».

B. G.

## Une « table ronde » sur le service public

AUTOUR du ministre de l'Industrie, Franck Borotra, une « table ronde » devrait réunir les organisations syndicales pour réfléchir à la préservation des « services publics à la française », a indiqué Alain Juppé mardi 5 décembre à l'Assemblée nationale. L'attachement du gouvernement et du Parlement à ces services publics ne peut être mise en doute, à voir « la pugnacité » que mettent à les défendre les ministres dans les instances communautaires. « S'il le faut, a ajouté M. Juppé, nous inscrivons la notion de service public dans nos textes fondamentaux, nationaux ou européens ».

Le gouvernement cherche à rassurer l'ensemble des agents de l'État et des services publics, qui craignent pour leur statut. Pour autant, les entreprises publiques « doivent évoluer », ajoute M. Juppé. Ne rien faire à la SNCF « serait la condamner à la faillite ». En argumentant ainsi, le gouvernement cherche à faire une voie médiane entre un statu quo destructeur et un libéralisme qui l'est tout autant, à ses yeux. M. Juppé veut s'inscrire dans la tradition française, qui confie à l'État une grosse part de la production des services publics, tout en insistant sur leur nécessaire modernisation.

Le thème du « service public à la française » est pourtant nouveau. C'est Lionel Jospin qui l'a utilisé le premier pendant la campagne pour l'élection présidentielle, alors que la gauche l'avait défendu de moins en moins vaillamment à Bruxelles dans les années 80. Tandis que le très libéral Lord Brittan, commissaire européen à la concurrence, poussait les feux, les gouvernements français de l'époque cédaient, morceau par morceau (télécommunications, transport aérien, énergie, courrier, doivent être libéralisés par étapes), passant les entreprises publiques par pertes et profits de la construction européenne. Jacques Chirac avait vite enfourché le cheval, en conformité avec sa fibre étatiste et sa volonté de se remémorer à Bruxelles.

Que Franck Borotra se voie

confier la présidence de la table ronde n'est pas un hasard. Député (RPR) des Yvelines, cet ardent défenseur des services publics avait déposé une résolution en ce sens, examinée à l'Assemblée le 30 novembre, alors qu'il était devenu ministre de l'Industrie. Le nouveau ministre a, depuis, précisé ses conceptions (Le Monde du 30 novembre) : estimant que les services publics sont « des garants du pacte républicain » et qu'ils servent à « lutter contre la fracture sociale », M. Borotra juge qu'il existe « des missions de services publics » que le pays confie à des entreprises, celles-ci pouvant être privées.

### HUIT MISSIONS

Ces missions concernent, notamment, la volonté d'indépendance (énergie), l'égalité d'accès (électricité, téléphone), la pérennité tarifaire (même tarif pour tous les citoyens), la continuité du service (jusque dans les zones éloignées), une contribution à l'aménagement du territoire et à la cohésion sociale, l'intérêt à long terme de la nation (approvisionnement en énergie), le respect du pluralisme (le transport de la presse par la Poste) ou la gestion de ressources rares (fréquences hertziennes).

Partant de là, le ministre distingue le « noyau dur », où il range La Poste et EDF dont toute privatisation, même partielle, est exclue à ses yeux ; puis la SNCF, qui a pour « missions » des tarifs sociaux, l'aménagement du territoire et la défense d'une technologie ferroviaire avancée, et GDF, dont les missions ne déterminent pas le statut. Enfin viennent France Télécom et plus encore Air France, dont la situation est concurrentielle.

La conception française est combattue par nombre de pays européens plus libéraux. L'idée de « service public » reposant sur celle d'intérêt général « a d'ailleurs fluctué avec le temps, preuve de sa nécessaire évolution avec les besoins et avec les technologies ».

Eric Le Boucher





# Des centaines de milliers de manifestants à Paris et en province

247 défilés ont rassemblé 520 000 personnes, selon le ministère de l'intérieur, 800 000 selon les organisations syndicales. Des incidents ont eu lieu à Nantes, Montpellier et dans la capitale

Les manifestations organisées mardi 5 décembre dans toute la France ont été un succès. Plus puissantes dans l'ouest que dans l'est du pays, elles ont rassemblé plusieurs centaines de milliers de personnes, y

compris des étudiants et des salariés du secteur privé. Les plus suivies ont eu lieu à Paris - 32 000 personnes selon la police, 160 000 selon les organisateurs -, Toulouse, Nantes, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Caen,

Rouen et Montpellier. A Bordeaux, dont le maire est Alain Juppé, le rassemblement a pris une ampleur inhabituelle : de 23 000 à 30 000 personnes selon les estimations. En revanche, la mobilisation a été relative-

ment modeste à Lyon et le mouvement semble s'aroder à Nancy et à Metz. A Nantes, où 25 000 personnes se sont rassemblées, de violents incidents se sont produits au terme de la manifestation et dans

la soirée. Des jeunes gens ont mis le feu à la gare routière et renversé quelques véhicules. Cinq d'entre eux ont été interpellés. A Paris, quelques voitures ont été renversées à la fin du défilé.

CE N'EST PLUS LA FÊTE, mais de guinguette et de calicots flottant au vent, mais un long, très long cortège de visages emmitouflés. Ce n'est plus l'insurrection, la confusion d'un mouvement qui se cherche. La grève est là. Elle s'étend, elle se sent à la manière de marcher, de crier les slogans. Elle flotte dans les fumées des torches, les flammes rouges que les cheminots tendent à bout de poing sous la neige. « Résistance ! », appelle une pancarte. « La force du nombre », souligne une autre. « Chirac, Juppé, on va vous licencier », scandent les manifestants de la région parisienne. Ils sont 32 000 selon la police, 160 000 selon les organisateurs, à marcher mardi dans les rues de Paris. Principalement issus de la CGT et, dans une moindre mesure, de Force ouvrière.

Tous défilent en attendant peu de la déclaration du premier ministre, Alain Juppé. D'ailleurs, au douzième jour du conflit, la colère contre le plan de réforme du financement de la Sécurité sociale semble, à les entendre, assez mi-

neure, ou du moins fait-elle fonction de révélateur d'une révolte plus profonde, diffuse. Ludovic, trente et un ans, monteur-électricien à EDF, syndiqué à la CGT, s'est dessiné une affiche avec une tête de mort et une inscription : « Enchaîné au bûcher jusqu'à soixante-dix ans ! » « C'est sans avenir. Au nom de l'Europe, on doit s'asseoir sur tout ce qui a fait la France. On vit un recul de société, on ne croit plus en rien. On ne se bat même pas pour aller plus loin mais pour conserver ce qu'on a. »

« MOUVEMENT DE DÉSAPRÉS » Derrière le plan Juppé et le plan de restructuration d'EDF, cet antimodernisme voit s'installer « une Europe financière à l'américaine, une fiscalité lourde pour ceux qui travaillent, une liberté totale pour les patrons. Si ça continue, il n'y aura plus de réponse collective, ce sera des réactions primaires, violentes ». Il a l'impression de vivre « Big Brother », dit-il, avec des médias qui « sont là pour imposer une vision du monde, une pédagogie du renoncement ». Il est persuadé qu'il y a du

« mensonge ». Quand il négocie avec son chef de centre, il aime relever les précautions sémantiques de celui-ci : « Il ne dit jamais qu'il va faire appel à la sous-traitance, non, il dit : « Nous allons externaliser. » Moi, je lui rappelle la situation actuelle de la France, le chômage, le SMIC, les SDF, il me répond : « C'est bien, vous faites votre travail de délégué syndical, moi je fais le mien. » Grévisse, il estime qu'on va lui amputer 3 000 francs sur son salaire de 8 000 francs. « Si on croit que ça nous fait rire... » Il est convaincu que ce mouvement est « un mouvement de désespoir ».

Plus loin, les adhérents de l'association de chômeurs Apels (Association pour l'emploi, l'information et la solidarité) défilent sous un seul mot : « Vivre ». Yassin, quarante-quatre ans, ancien magasinier de supermarché licencié depuis trois ans et demi, explique : « C'est le chômage qui pète au cerveau. » « Maintenant, les patrons ont cassé les gens. Tout le monde l'écrase avec le chômage. » Daniel, l'employé des Télécom

de Nantes-la-Jolie, fait un lapsus quand il confie : « Je comprends nos gamins qui font encore plus d'études. Ils ont retardé le moment d'arriver sur le marché du chômage, euh, pardon, du travail. » Un autre manifestant pense que ce mouvement n'a pas le parfum de 1968, mais plutôt celui de 1936. « On est en train de demander le minimum pour arrêter de survivre. »

Laurent, un facteur de trente-quatre ans, porte une casquette où il a écrit : « Chapeau, Juppé, tu n'as pas réveillé ! » Ancien mécanicien-taureau licencié, il est entré à La Poste en croyant que « ça allait être cool ». « Maintenant, c'est la compétition, la rentabilité, les dégraisages, il faut faire des efforts : c'est le discours tenu et on ne peut même pas en discuter », raconte-t-il. Il est déterminé : « Les gens en ont ras le bol, ils se sont préparés à ne pas avoir de Noël. Y en aura pas, c'est tout. »

Un jeune avec l'accent des cités est furieux de voir sa voiture bloquée dans le cortège : « Ils ne vont rien vous donner, de toute façon. Du

vent ! » Henri Emmanuelli, ancien premier secrétaire du PS, regarde le cortège défilé en compagnie des parlementaires socialistes Jean-Luc Mélenchon et Julien Dray. Un cheminot lui jette un regard noir et prend son mégaphone pour crier : « Les travailleurs dans la rue, les politiques au charbon ! »

« PRENONS LES CAMÉRAS » Une femme fait un premier tour devant les politiques. Elle tient un drapeau rouge entre ses mains et demande « un effort de solidarité pour les cheminots grévistes ». Henri Emmanuelli met la main à sa poche, hésite. Julien Dray donne 200 francs. La femme revient sur ses pas et fait une deuxième tentative. Finalement, Henri Emmanuelli donne 100 francs et il évalue l'accueil qu'on lui réserve. « Pour les trois quarts, c'est plutôt bon. L'autre quart, c'est moyen. Pas étonnant... », lâche l'ancien secrétaire, qui déclare attendre son fils parmi les étudiants.

Les étudiants de Censier et de Saint-Denis, eux, sont « contents » de voir leur coordination se radi-

caliser et échapper, pour l'instant, au contrôle de l'UNEF-ID (à majorité socialiste). La réquisition de la « foc Pasqua » demeure le slogan prisé ainsi que « De l'argent pour étudier pas pour faire la guerre ! » Une pancarte voudrait lancer un avertissement : « CNPF de tous les pays, unissez-vous, le vent tourne ! »

Et Maryline, vingt et un ans, étudiante « en art », regarde, un peu désespérée, le défilé des « travailleurs ». Elle a écrit sur une affiche : « Exagérer, voilà l'arme ! » Elle veut croire en l'utopie. Un autre défile en tenant sa pancarte, où l'on peut lire : « Non à la pensée unique des patrons, des politiques, des journalistes. Lisez Deleuze ! » Pendant la dispersion, certains scandent « Réquisition de l'information ! » ou « Prenons les caméras ! » Une poignée de jeunes à l'écharpe sur le visage ont renversé quatre voitures et mis le feu à une poubelle. Les CRS ont alors lancé quelques fusées fumigènes avant de charger devant la gare Saint-Lazare.

Dominique Le Guilledoux

## Le mouvement est plus suivi dans l'ouest du pays

SELON LE MINISTÈRE de l'intérieur, 247 manifestations ont eu lieu mardi 5 décembre à Paris et en province. Elles ont rassemblé un peu plus de 520 000 personnes selon la police et 800 000 selon les organisations syndicales. Cette très forte mobilisation a été surtout sensible à Toulouse, Nantes, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Caen, Rouen et Montpellier. Des incidents parfois violents ont eu lieu, non seulement à Paris mais à Nantes et à Montpellier.

L'ampleur du mouvement à Bordeaux, la ville dont Alain Juppé est le maire, a surpris. Malgré la grève des transports en commun, il a mobilisé des personnes venues de toute l'Aquitaine : 23 000 selon la police, environ 30 000 selon les manifestants. Comme dans d'autres agglomérations, le cortège, qui s'est étalé sur plus de trois heures, a rassemblé des militants de la CGT et de FO, mais comportait aussi de nombreuses banderoles CFDT. Plus discrets, les syndicats de policiers étaient cependant présents.

Dans la capitale du Languedoc-Roussillon, 20 000 à 25 000 personnes ont défilé, ce que l'oo n'avait plus vu depuis les grands rassemblements viticoles de 1976. En fin d'après-midi, des affrontements ont eu lieu dans plusieurs quartiers de Montpellier entre manifestants et forces de l'ordre, notamment au centre-ville, où 300 personnes se sont livrées à des actes de vandalisme. Treize personnes ont été interpellées. En Haute-Garonne, le mouvement est loin de s'essouffier. A Toulouse, derrière les cheminots qui ouvraient le cortège, environ 50 000 personnes, affirment les syndicats, dont bon nombre d'étudiants et de lycéens, se sont rassemblées. Des militants de la CFDT étaient présents. L'union départementale CFDT, qui avait réclamé la démission de Nicole Notat, s'était jointe au mouvement. Les deux cortèges - étudiants d'une part, salariés et agents publics de l'autre - n'ont pas fusionné.

**DRAPEAU ROUGE** De même, à Caen, où l'on a recensé environ 25 000 personnes (au lieu de quelques milliers lors des précédentes manifestations), l'union régionale CFDT de Basse-Normandie avait rejoint le cortège et appelé à un nouveau rassemblement jeudi 7 décembre. A Rouen - 30 000 à 40 000 personnes, une ampleur rarement atteinte -, le gros des troupes était composé de fonctionnaires, enseignants et agents des collectivités locales.

Vingt mille personnes environ se sont regroupées à Clermont-Ferrand. Comme ailleurs, les cheminots ouvraient la marche, devant les agents d'EDF-GDF, des télé-

coms, de La Poste, du Trésor, des douanes, des industries d'armement et du centre hospitalier. On notait aussi la présence d'une délégation de salariés de Michelin.

Comme en mai 1968, le drapeau rouge a été hissé sur le campanile de la gare des Bénédictins qui domine Limoges. Comme dans plusieurs autres villes, la référence au « printemps des étudiants » s'imposait, notamment chez les plus chevronnés des manifestants.

Un cortège de 20 000 à 30 000 personnes a parcouru toute la matinée le centre-ville, barré par des véhicules d'EDF et des services de l'équipement, dans une ambiance plutôt joyeuse. La mobilisation a aussi été forte dans l'ensemble du Limousin : Brive-la-Gaillarde (3 500), Saint-Junien (1 200), Tulle et Guéret (1 000).

**DÉLÉGATIONS DU PRIVÉ** En revanche, à Lyon, la mobilisation semble avoir été relativement plus modeste avec quelque 20 000 personnes dans les rues. Des délégations d'entreprises privées comme Elf-Atochem, Rhône-Poulenc, RVI et Alstom étaient présentes. Les lycéens et les étudiants étaient moins nombreux que lors des précédents défilés.

Vingt mille personnes selon la police, 50 000 selon les syndicats ont défilé dans le centre-ville de Marseille. FO fermait la marche et la CFDT était présente par l'intermédiaire de fortes délégations de La Poste, des hôpitaux et du personnel communal. Les dockers du port s'étaient joints pour la première fois au mouvement. Environ 300 étudiants ont aussi défilé. A Toulon, des piquets de grève ont, pour la première fois, été installés aux trois entrées principales de l'aéroport. A Nice, la mobilisation a été forte (quelque 15 000 personnes). Les manifestants ont promené un âne sur lequel avait été installé un mannequin en chiffon portant un écriteau avec l'inscription « échange une voiture premier ministre » surmontant un dessin d'Alain Juppé.

Globalement, l'ouest de la France reste en pointe du mécontentement, comme à Brest (6 000) et à Saint-Brieux (10 000), tandis que la situation est plus contrastée dans le Nord. Des manifestations importantes ont eu lieu dans plusieurs villes du Pas-de-Calais, mais elle n'ont rassemblé que 2 500 personnes à Dunkerque, et 2 000 à Lille. A l'est, le mouvement semble s'aroder nettement à Nancy, où 4 000 manifestants étaient dans les rues. Metz en a vu défilé autant. Des cheminots ont déposé des rails dans le centre de la ville. A Strasbourg, la mobilisation a été modeste.

Avec nos correspondants

# Un mois de communications

# en Plus

## Itineris

Abonnez-vous à Itineris de France Telecom entre le 15/11 et le 31/12/95, et bénéficiez d'un mois de communications offert soit 307 F. TTC.

On va beaucoup plus loin avec Itineris

N° Vert 05 10 07 07

255 F. HT (307,53 F. TTC) déduits d'une de vos premières factures. Calculé sur la moyenne des communications manuelles, nationales des abonnés Itineris du panel (vente directe septembre 1995). Dans les points de vente participant à l'opération.

France Telecom Mobiles



## A l'hôpital de la Pitié, à Paris, les personnels éprouvent la difficulté de faire grève avec un service minimum

Certains employés se contentent de porter un badge par solidarité

DANS LA VILLE-HÔPITAL de la Pitié-Salpêtrière, à Paris, le mouvement a du mal à prendre. Mardi matin 5 décembre, une soixantaine de personnes assistent à l'assemblée générale convoquée par l'intersyndicale (CGT-FO-CRC-CNT). L'inter, délégué CGT, tente de galvaniser les troupes. « On a l'air d'avoir déjà perdu ! On est vivant, merde ! Il faut imposer une vie à ce mouvement ! » Une infirmière prend la parole : « Évidemment, ce n'est pas l'euphorie. C'est difficile de convaincre les collègues. Pour elles, c'est soit faire la grève, soit assurer un service minimum. Il y a encore trop d'activité dans les services et les gens ne savent pas comment en diminuer. On nous répond "à part mettre un badge, on ne peut pas faire plus". »

D'autres constatent « un certain fatalisme », Jean-Pierre, cégétiste « de base », trouve que « les gens manifestent beaucoup de sympathie, mais qu'ils ont du mal à y croire ». Allez expliquer la différence entre la grève des transports et la grève à l'hôpital à des personnes qui se trouvent déjà de facto en service minimum ! Les arrêts de travail à la RATP et à la SNCF ont encore réduit des effectifs déjà jugés insuffisants. « Le problème est faussé, estime Barbara, secrétaire médicale. Les services tournent à 50 % des effectifs théoriques. Faire grève dans ces conditions, et en assurant un service minimum, ça n'est vraiment pas évident. »

Christiane, bouillante déléguée de FO, propose l'envoi de « brigades de trois ou quatre qui passent dans les services ». « Sinon, prévient-elle, le mouvement va s'étioler. » Un jeune employé de la

pharmacie se porte volontaire pour le piquet de grève de la nuit. Les cuisiniers du self-service, fermé pour la journée, demandent l'aval de l'assemblée pour servir des repas gratuits dès le lendemain. En stomatologie, en urologie, au centre de tri des laboratoires, une large majorité des personnels s'est mobilisée. « Si on fait tomber les solles de réveil et les blocs opératoires, on fera basculer la grève », prédit un représentant du syndicat Coordinateur-Rassembleur-Constructeur (CRC), dissidents exclus de la CFDT après le mouvement de l'autisme 1988.

« TOUT UN ÉTAT D'ESPRIT » La grève est reconduite, à l'unanimité et à main levée. Ludovic, agent au bloc du service de chirurgie digestive, syndiqué à l'anarchisme, syndiqué à la Confédération nationale du travail (CNT), implantée ici depuis la peine un mois, raconte comment il s'est « battu pour qu'ils obligent les programmes ». « On est obligé de voir le prof pour le convaincre d'arriver à ne plus prendre que les urgences. Il a annulé pratiquement 80 % des opérations. Sur quarante malades, il en reste huit ou dix. Il y a quand même des chirurgiens qui acceptent de défendre notre pain », se félicite le jeune homme.

A ses amis qui lui reprochent de ne pas être maladeux et d'avoir la sécurité de l'emploi, Ludovic répond : « Attends ! Je fais le boulot de quatre personnes ! » Barbara, « un père de droite et une mère de gauche », raconte les conversations avec ses frères et sœurs. « Ils veulent par rapport à eux, ils travaillent dans des petites entreprises, regrette-t-elle. Je ne dis pas que la

grève n'est pas grave pour l'économie du pays, je comprends leurs craintes, mais je ne peux pas accepter qu'ils me condamnent sans dialogue. » Au-delà des luttes syndicales ou catégorielles, le mot d'ordre unique « retrait du plan Juppé » joue pour l'instant son rôle fédérateur. Les cheminots des ateliers Massena sont passés par là, avec leurs bonnets, leurs banderoles et leurs vélos.

Sur les seize manipulatrices du plateau technique de radiothérapie où travaille Yvette, FO, treize sont en grève. « Mais tous les malades sont suivis. On est en grève, mais on continue à travailler. »

« L'hôpital public, c'est tout un état d'esprit, ajoute-t-elle. Le malade est prioritaire. La grève, c'est grave, il faut vraiment une bonne raison. » Des bonnes raisons, ils en ont des tas. Mais il émerge une peur diffuse et collective, un rejet commun de « toujours plus » de rigueur. « On va en venir à un principe de soins à l'américaine, prévient Barbara, alors que notre système garantit les soins pour tous. » L'heure du déjeuner, une cinquantaine de personnes s'agglutinent sur le boulevard de l'Hôpital, en direction du pont d'Austerlitz, où rendez-vous a été pris avec les étudiants de Jussieu, Transis, Nabalis, agent administratif, attend devant l'entrée du groupe hospitalier. Elle est la seule gréviste de son service. « Le chef du personnel fait des listes, dit-elle, les gens ont peur d'avoir des retraits sur salaire. Moi je leur explique que mieux vaut un petit retrait maintenant qu'un gros avec le plan Juppé ! »

Laurence Folléa

## Lettre ouverte au Ministre des Transports et au Président de la SNCF

Nous travaillons comme cadres et ingénieurs dans les directions centrales de la SNCF. Nous sommes solidaires de nos collègues employés, agents de maîtrise, cadres et ingénieurs du terrain, aujourd'hui en grève depuis plus de dix jours.

Nous n'ignorons certes pas les problèmes qui se posent au niveau des finances publiques, des régimes sociaux et de la SNCF.

Mais nous ne pouvons pas accepter ce projet de contrat de plan Etat-SNCF mis au point dans le secret de vos cabinets, présenté partout par vous comme celui de « la dernière chance », à signer les yeux fermés en vous remerciant humblement !

Vous n'avez jamais pris le temps d'une véritable concertation sur ce dossier avec tous les intéressés. Depuis votre arrivée, M. Bergougnoux, vous avez multiplié les prises de décisions en solitaire, vous avez imposé des objectifs et des thèmes de communication, mais vous n'avez jamais pris le temps d'une vraie discussion ouverte avec le personnel, pas même avec les cadres supérieurs... Cet état de fait, n'avez-vous pas décidé tout seul que les directions centrales étaient « pléthoriques », qu'il fallait diminuer les effectifs de 30 à 40 % en trois ans ? Les directeurs concernés n'ont été sommés de présenter les mesures d'application dans les trois mois ! Assez de ce corporatisme !

Assez aussi de cette politique de restructuration permanente, qui renforce peut-être les pouvoirs de certains, mais démolit le plus grand nombre et empêche finalement toute l'entreprise d'avoir une vraie stratégie globale. Un jour il faut faire le plus de trafic possible, le lendemain il n'y a que les résultats financiers qui comptent, un jour il faut être au service des conseils régionaux et s'inscrire dans une démarche d'aménagement du territoire, le lendemain on ne parle que de l'impérative nécessité pour la SNCF de supprimer des milliers de kilomètres de lignes régionales ou inter-régionales...

Comment pourrions-nous accepter ce contrat de plan de la part de représentants de l'Etat qui ne reconnaissent pas leurs responsabilités dans la dette actuelle, qui n'ont toujours pas de vraie politique d'aménagement du territoire, pas de vraie politique de protection de l'environnement, pas de stratégie de développement des complémentarités entre modes de transport et pas de définition claire du service public... ? Comment peut-on imaginer un plan rigoureux pour la SNCF sans des engagements précis sur ces sujets ?

Nous ne pouvons accepter non plus cette façon simultanée d'opposer les agents des services publics aux salariés du privé, en prétendant corriger « des inégalités injustifiées » et en parlant de revenir sur les engagements pris, sur les retraites notamment. Vous n'hésitez pas à dire qu'à la SNCF vous avez trouvé bien pratique de pousser vers la retraite le plus tôt possible des milliers d'agents, contre leur gré par ailleurs ! Vous n'hésitez pas à dire qu'au nom de ces « avantages maison », vous avez justifié, des décennies durant, des salaires plus bas que dans le privé, des démenagements familiaux répétitifs, des contraintes horaires multiples, des progressions de carrière au ralenti...

Nous comprenons et partageons les difficultés que cette grève occasionne à nos clients. Nous souhaitons donc comme eux une issue rapide et équitable et refusons la stratégie d'affrontement prolongé que certains dirigeants de l'entreprise semblent appeler de leurs vœux.

Cette insertion est financée par des adhérents CFDT des directions centrales SNCF.

UPR CFDT - 39 rue de Londres - 75008 Paris

## Le secteur privé a peu suivi les appels de la CGT et de FO

Les salariés ont surtout débrayé le temps des manifestations

La grève, mardi 5 décembre, est restée, pour l'essentiel, limitée au secteur public. Malgré les appels de la CGT et de FO à la généralisation et à l'extension au sec-

teur concurrentiel, les arrêts de travail ont été peu nombreux dans le privé, y compris dans des entreprises à forte tradition syndicale comme Renault.

LA CGT de Source Perrier, à Vergeze, ne cache pas sa satisfaction. « Grève, ce jour, Situation, équipe matin et jour, 96 % de grévistes », indique le syndicat dans un communiqué lacconique. Mardi 5 décembre, Perrier, qui est un bastion traditionnel de la CGT et dont les relations sont très tendues avec sa maison-mère, le groupe suisse Nestlé, faisait plutôt figure d'exception.

L'industrie automobile française n'a que peu suivi le mouvement de grève lancé par les fonctionnaires. Chez PSA Peugeot-Citroën, où la CGT n'est traditionnellement pas très influente, la journée s'est déroulée normalement. Chez Renault, où la confédération est bien mieux implantée, l'appel à la grève n'a pas pour autant été fortement suivi. A Cléon, 16 % des ouvriers ont débrayé une heure dans la

journée. An Mans, 33 % des opérateurs ont arrêté de travailler pendant trois heures. Des pourcentages relativement faibles dans des usines ultrasyndiquées. Les autres sites de Renault n'ont connu que des débrayages symboliques. Certains, comme Dnuaï du Dreux, n'ont pas du tout suivi les appels à la grève.

Les principaux débrayages ont été de courte durée, en général simplement le temps de permettre aux salariés et aux militants syndicaux de rejoindre les manifestations. Ainsi, à Clermont-Ferrand, 695 salariés de Michelin, soit 25 % de la première équipe selon la direction, ont débrayé pendant deux heures pour rejoindre le cortège des manifestants. Le plus fort contingent de ces grévistes venait de l'usine de Cateau où une récente note signée du directeur du groupe industriel CX2 (pneus motos et tourisme) a échauffé les esprits. Le directeur analyse dans ce texte destiné à l'affichage les incidences de ce qu'il qualifie d'un « comportement d'avant les grèves », en constatant que près de 50 % du personnel de l'usine s'est impliqué dans les manifestations des 14 et 24 novembre.

A Angers, 150 à 200 salariés de l'usine Bull, ont débrayé et rejoint les cortèges, tandis qu'à Casen, les salariés ont participé en masse à la manifestation, avec plusieurs milliers de salariés de Renault Véhicules Industriels de l'usine de Blainville-sur-Orne, des usines Moulinex, de Citroën, du Crédit lyonnais, du Crédit agricole et de Kodak.

Dans le Nord, l'appel à la généralisation de la grève et à l'extension du conflit a été relativement

peu entendu dans le secteur industriel, malgré la présence, dans les manifestations, de militants syndicaux de grandes entreprises du privé telles Lever (lessives) ou DMC à Lille, Aluminium Dunkerque ou encore Sella à Dunkerque. Dans cette ville, le personnel des écluses maritimes a observé vingt-quatre heures de grève. La CGT du port autonome avait aussi lancé un mot d'ordre d'arrêt de travail pour une journée mais pas le syndicat majoritaire chez les dockers.

TRAFFIC PORTUAIRE LIMITÉ

En fait, c'est essentiellement la paralysie de la SNCF qui perturbe et limite le trafic portuaire. Les ports de Marseille, Nantes, Bordeaux, La Rochelle, Sète et Bayonne ont également été touchés par des arrêts de travail des dockers mardi, à l'indiqué dans un communiqué l'UNIM (Union nationale des industries de la manutention dans les ports français), faisant état de grèves de grutiers dans dix ports.

A Toulouse, les entreprises privées ne sont contentes d'observer des débrayages localisés. On sent cependant comme un frémissement qui gagne le paratransit, ANPE et transports en commun, et touche déjà les banques. Un appel à la grève a été lancé à la Banque de France. A Metz, très peu de salariés d'entreprises privées ont participé à cette manifestation. Seuls quelques sidérurgistes et quelques salariés de Kodak, où un plan social est en cours, se sont joints aux représentants des différents services publics.

De nos correspondants

## A Dunkerque chez Pechiney, la mobilisation est prudente

DUNKERQUE

de notre envoyé spécial  
A l'Aluminium Dunkerque, filiale à 35 % de Pechiney, le ton est volontiers pessimiste : en ce mardi 5 décembre, premier jour de privatisation, la direction aurait pu choisir un meilleur contexte, éviter la baisse actuelle de la Bourse et les conflits sociaux. Mais qu'elle ne préfère brader les actions pour réduire son opération de dénationalisation. Dans les deux semaines qui ont précédé, le personnel a commenté l'événement, décidé dans son principe depuis longtemps. L'actuel devoir d'attitude 250 francs voire 300 francs, pensait-on alors sur les postes de travail. Le 5 décembre au matin, elle s'élève à 187 francs. Sur le site ultramoderne, ouvert fin 1991, la direction a installé des consoles invitant ses salariés à souscrire, sans attendre, en leur donnant une action gratuite et, d'ici trois ans, l'espoir d'une plus-value.

« A D », comme on dit ici familièrement, est déjà presque une firme privée, puisque les deux tiers de son capital échappent à Pechiney. La privatisation suscite plutôt de l'indifférence. « Nous préférons l'action revendicative », ironise Dominique Wally, le secrétaire du syndicat CGT, et militant de l'Inguette date à Lutte ouvrière. Il fut, l'an dernier, le leader de la première grève dans cette usine d'avant-garde où les « petits chefs » n'existent plus et qui compte seulement trois niveaux hiérarchiques. Cette grève de treize jours, en novembre 1994, avait permis d'obtenir, entre autres, 600 francs pour tous.

« QUI SAIT DÉJÀ ? »

Mardi 5 décembre, la moitié des 420 « opérateurs » - il faut comprendre les « ouvriers » - ont débrayé à l'appel de la CGT et de Force ouvrière pendant deux heures.

Ni la CFDT, peu puissante, ni la CGC, fortement majoritaire chez les 180 « plâtres, conseillers et superviseurs » (les cadres), n'ont jugé bon cette fois-ci de s'associer au mouvement, contrairement au 24 novembre, puis au 28.

Aluminium Dunkerque va-t-il basculer dans une grève reconductible, ainsi que d'autres entreprises privées que la CGT et certains syndicats Force ouvrière tentent de convaincre ? « Pour le moment non, mais qui sait demain ? », affirme prudemment Guy Maubernard, secrétaire de la CGC. « Oui, s'il le faut pour arracher le retrait du plan Juppé, FO défend l'assurance-maladie qu'elle a gérée », souligne Michel Marquant, délégué FO, « mais la mobilisation du privé doit être progressive ».

Danielle Rouart

## Lionel Jospin et Serge Klarsfeld dénoncent l'attitude du RPR

LIONEL JOSPIN, premier secrétaire du PS, qui est venu soutenir, mardi 5 décembre à Melun (Seine-et-Marne), en compagnie de Jean-Pierre Chevènement, le candidat du Mouvement des citoyens (MDC), Pierre Carassus, contre celui du Front national, Grégory Prost, au second tour de l'élection législative partielle de la 3<sup>e</sup> circonscription de Seine-et-Marne, a déclaré : « Jean-François Mancel ne sait pas dresser un barrage contre le Front national mais il sait dresser les catégories de Français les uns contre les autres. » M. Jospin faisait allusion au refus du secrétaire général du RPR de choisir entre les deux candidats et à sa volonté de créer des comités d'usagers contre les grévistes (Le Monde des 5 et 6 décembre).

Dans une lettre adressée, mardi, à M. Mancel, Serge Klarsfeld, président de l'Association des fils et filles de déportés juifs de France, a indiqué pour sa part que l'attitude du dirigeant RPR « constitue un déshonneur de la courageuse ligne d'action électorale du président de la République ».

■ LÉGISLATIVES : le Parti républicain refuse de choisir entre la gauche et le FN. « Appeler à voter PS, c'est choisir la stratégie du front républicain. La conséquence mécanique de cela, c'est dix points de plus pour le Front national », a expliqué, mardi 5 décembre, Pascal Clément, secrétaire général du PR.

■ FRONT NATIONAL : Bruno Mégret, délégué général du parti d'extrême droite, a observé, mardi 5 décembre à Marseille au cours d'une réunion publique, qu'il « y a en France une fracture ethnique et culturelle bien plus qu'une fracture sociale ». Evoquant le mouvement social, M. Mégret a estimé que « nous sommes dans une situation proche de la rupture, bien plus grave qu'en 1968 », en ajoutant que « Chirac n'a retenu du gaullisme que la charité ». Cette réunion publique s'est partiellement déroulée dans l'insécurité, en raison d'une coupure brutale et inexplicable d'électricité.

■ AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE : les sénateurs s'inquiètent de la réduction des crédits, qui s'élèvent à 1996 milliards de francs, dans le projet de loi de finances pour 1996, soit une baisse de 11,3 % par rapport à 1995. Au cours de la discussion, dans la nuit du 5 au 6 décembre, Jean-Claude Gaudin, ministre de l'aménagement du territoire et de la ville, a annoncé qu'il comptait présenter un projet de loi sur le développement rural au cours du deuxième semestre 1996. Le budget a été adopté par le RPR et l'UDF, le PS et le PCF se prononçant contre.

■ FINANCES LOCALES : un audit révèle un déficit de 63 MF à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine) dans les finances de la ville, pour un budget d'environ 260 MF. Georges Siffredi (RPR), qui a été élu maire en juin, a indiqué, lors d'une conférence de presse, mardi 5 décembre, qu'il avait saisi la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France. Il n'engagera toutefois pas de poursuites judiciaires à l'encontre de son prédécesseur, le rocardien Jean-François Merle.

■ SONDAGE : deux Français sur trois jugent « mauvaise » l'action de MM. Chirac et Juppé, selon le baromètre mensuel Louis Harris/Valéry actuelles et une très grande majorité (84 %) à le sentiment que la situation « va en se dégradant dans le pays ». Ce sondage a été réalisé pendant les mouvements sociaux, les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> décembre, auprès d'un échantillon national de 1 002 personnes représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus, selon la méthode des quotas.

■ CO-VOITURAGE : la société d'autoroute Cotissimo (qui gère le réseau Paris-Poitiers, Paris-Nantes, Orléans-Bourges et la Mans-Remes) a mis en place, mercredi 6 décembre, un service téléphonique gratuit de co-voiturage. Des bénévoles prennent note des offres et demandes de transport au 30-38-29-10 ou au 30-38-29-11.

Quelle qui



155 Miss Jij

LE MONDE / JEUDI 7 DÉCEMBRE 1995 / 13



## Quelle est donc cette politique qui met les gens dehors?

La passion pour réguler la vie des gens jusque dans ses moindres détails peut amener à des atteintes à la liberté individuelle. Avec courtoisie et respect, fumeurs et non-fumeurs peuvent trouver un terrain d'entente par eux-mêmes.

**Philip Morris Europe S.A.**

17.000 employés en Europe au service des 97 millions de fumeurs d'Europe.

Pour plus d'informations sur la façon dont les fumeurs et les non-fumeurs peuvent s'entendre, merci d'écrire à Philip Morris Corporate Affairs Europe, Rue Joseph II 166-1040 Bruxelles, Belgique.



**EXCLUSION** Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a décidé, mardi 5 décembre, une « mobilisation de crise » pour améliorer les dispositifs

d'accueil des sans-abri. La grève des transports en commun et la fermeture du métro empêchent en effet nombre de personnes de trouver un refuge, de faire la manche ou de

vendre des journaux de rue. ● La RATP a ouvert, mardi, la station de métro désaffectée Saint-Martin pour en faire un centre d'accueil de jour et faciliter l'orientation des

sans-domicile. Des bus doivent également assurer le transport vers des foyers d'hébergement. ● Plus de 2 000 lits sont disponibles à Paris, mais plusieurs foyers sont déjà saturés.

Le SAMU social de la capitale assurait pouvoir « faire face », alors que Médecins du monde souhaite l'ouverture nocturne des gares et des stations de métro.

## Des mesures d'urgence sont prises pour venir en aide aux sans-abri

La paralysie des transports en commun et la vague de froid rendent plus difficiles l'accueil et la prise en charge des personnes sans domicile fixe. A Paris, la station de métro désaffectée Saint-Martin a été ouverte, alors que les centres d'hébergement menacent d'être saturés

CONJUGUÉE à la paralysie des transports en commun, la brusque vague de froid risque de mettre en danger la vie même des sans-abri. Non seulement les personnes sans domicile ne peuvent plus trouver refuge dans le métro, mais encore elles n'ont la possibilité de rejoindre les centres d'hébergement qu'au prix d'épuisantes marches. Pas question, sans argent, de louer un vélo, de prendre un taxi, ni même, avec leurs pauvres dédaignes, de tenter l'auto-stop. A Paris, les errants sont, pour la plupart, condamnés à battre la semelle tout au long de la journée. Le SAMU social de jour est moins destiné que celui de nuit à les « ramasser », puisqu'en temps normal les transports en commun fonctionnent.

En raison de la grève à la RATP et à la SNCF, les travailleurs sociaux et les bénévoles des associations de solidarité n'ont pas non plus leur activité habituelle. C'est pourquoi le gouvernement a décidé, mardi 5 décembre, une « mobilisation de crise » en faveur des

plus défavorisés. Xavier Emmanuelli, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, a fait ouvrir la station de métro Saint-Martin, qui doit provisoirement servir de centre d'accueil et d'orientation pour les sans-logis.

Dans le même temps, le président de la République, Jacques Chirac, a appelé Dominique Versini, directrice générale du SAMU social parisien, pour lui assurer, selon elle, qu'il se tenait « à sa disposition, en cas de difficulté, pour accélérer la mise en œuvre des mesures d'urgence ».

### 2 145 LITS DISPONIBLES

Dans la région parisienne, M. Emmanuelli a demandé aux préfets de la petite couronne de coordonner leurs actions, selon les capacités de transport et d'hébergement de chaque département. Des consignes ont été données en province pour que les grandes villes aient la mise en place de leur dispositif hivernal. « Pour l'instant, nous faisons face », assure prudemment le secrétaire d'Etat.

De source officielle, 1 946 lits d'hébergement d'urgence ont été occupés dans la nuit de lundi à mardi, sur les 2 145 disponibles à Paris. Pourtant, certains sans-logis n'ont pas trouvé de place. Marc Thourmyre, directeur de la publication du mensuel *Faïm de siècle*, raconte : « Lundi soir, vingt de nos vendeurs se trouvaient à la rue. Nous ne pouvions en loger que trois dans nos locaux. Pour les autres, nous avons téléphoné partout : tout était plein. Ils ont dû dormir où ils ont pu, dans des cages d'escalier... »

Selon le secrétariat d'Etat à l'action humanitaire d'urgence, environ 800 lits vont s'ajouter, d'ici à la fin décembre, aux 2 145 déjà disponibles. Des initiatives sont prises. Jean Tiberi, qui a fait état, mardi, de 7 900 places dans la capitale – mais le maire de Paris englobe apparemment ceux qui logent en permanence dans les foyers d'urgence –, a indiqué que le ministère des finances et le centre d'action sociale de la Ville de Paris allaient, au total, mettre 100 places à disposition.

De leur côté, l'Armée du salut et Emmaüs doivent « ouvrir » 70 lits supplémentaires d'ici à la fin de la semaine. L'avenir dira si ce dispositif est suffisant ou non : les sans-abri affluent chaque année plus nombreux dans la capitale – sans que les autorités soient capables d'avancer un chiffre fiable – et l'ampleur de la demande d'hébergement dépendra aussi des conditions climatiques.

### MÉVENTE DES JOURNAUX DE RUE

Alors que l'association Médecins du monde a réclamé, mardi, « l'ouverture exceptionnelle de lieux publics, dont les gares et les stations de métro, entre 20 heures et 7 heures du matin », la grève à la RATP handicape aussi ceux des défavorisés qui trouvent leur gagne-pain dans le métro : vendeurs de journaux, musiciens, vendeurs de journaux de rue. Pour ces derniers, la situation est catastrophique : la plupart d'entre eux ont beaucoup de mal à rejoindre le siège de leurs entreprises pour y prendre les paquets de journaux,

et ils déplorent une mévente quasi totale « en surface ». La foule des piétons parisiens leur accorde peu d'attention. *Faïm de siècle* accuse une chute de ses ventes de l'ordre de 80 %. La Rue de plus de 50 %. Plusieurs centaines de ces marchands ambulants, payés à l'exemple vendu, sont ainsi privés de ressources.

Autre conséquence des grèves : les plus démunis craignent de ne pas toucher leurs prestations sociales dans les délais normaux. A Nîmes, une cinquantaine de RMistes ont, face à un bureau de poste fermé, bloqué la circulation mardi matin : dans l'après-midi, deux guichets ont été ouverts. De son côté, le Secours catholique a mis en place une « cellule d'urgence », en liaison avec les permanences régionales du Secours populaire français, pour intervenir auprès des divers organismes sociaux et trouver des palliatifs, comme des aides d'urgence, aux retards de paiement.

Michel Castaing

### 14 000 places de plus que l'hiver dernier

Le 11 octobre, le gouvernement avait indiqué que le dispositif de la campagne hiver 1995-1996 en faveur des sans-abri serait augmenté, pour l'ensemble de la France, de 14 000 lits par rapport à l'an passé : 10 000 logements d'urgence du plan Périssol, 1 000 places créées dans les centres d'hébergement et de réadaptation sociale (CHRS) et 3 000 lits d'hébergement d'urgence « en fonction des besoins et des conditions climatiques ».

Eric Raoult et Xavier Emmanuelli précisent que ces 14 000 places s'ajoutaient aux 48 500 existantes. Depuis le 27 novembre, un « numéro vert », relié au SAMU social de Paris, a été mis en place pour l'Île-de-France : le 05-306-306. Il devrait devenir national fin janvier.

## Chassés du métro par la grève, Christophe, Alain et les autres trouvent un peu de chaleur station Saint-Martin

ACCOUDE À UNE RAMBARDE, Christophe regarde les manifestants remonter le boulevard Saint-Martin dans une ambiance de kermesse. Sac sur le dos, solides chaussures de marche aux pieds, il leur crache au passage son opinion : la grève de la RATP le prive, comme tous les sans-abri de la capitale, d'une source de chaleur et d'un endroit propice pour faire la manche. Alerté par les flashes d'information de la radio, il attend que la station de métro désaffectée Saint-Martin ouvre ses grilles. Il y a deux ans, Christophe y avait trouvé un lit pendant les grands froids. Avec l'apparition de la neige, mardi matin, il s'est souvenu de l'endroit. Déception : cette année, la station ne propose qu'un accueil de jour.

Depuis mardi 15 heures, des employés de la RATP sont chargés de recevoir les sans-abri et de leur indiquer les foyers où des places restent disponibles. Dans la soirée, trois bus spéciaux viendront

les chercher pour les emmener dans les centres de Pereire, Ivry et Neuilly-sur-Marne. Ils s'arrêteront également sur les points de distribution de soupe afin d'alerter ceux à qui la nouvelle aurait échappé. Mais dès que la température remontera Saint-Martin reformera ses portes.

### MARCHES INÉVITABLES

Alain, trente-trois ans, et Jean-Baptiste, quarante-huit ans, sont arrivés en même temps que Christophe. Une assistante sociale leur a communiqué l'information, dans la rue. Depuis une bonne semaine, ils « visitent Paris » inlassablement, pour ne pas se laisser rattraper par le froid, leur « valise à la main ». Dans une petite salle bétonnée de la station, les trois compagnons de galère ne tiennent pas en place. Les suppositions sur l'endroit où ils passeront la nuit vont bon train. Ils craignent de se retrouver coincés en banlieue, sans possibilité de

rejoindre les distributions de soupe du centre de la capitale. On leur assure qu'ils seront transportés dans le sens inverse demain matin. « A 6 heures, on nous remettra dehors et on va encore bien se chauffer », râle Alain. « Ouais, et c'est le chaud et le froid qui o provoqué le mort des autres mecs, les autres onnés », rappelle Christophe, sans toit depuis six ans.

Il n'arrive pas à comprendre pourquoi il ne peut pas dormir dans l'un des quatre-vingt-neuf lits vides posés sur l'ancien quai de métro. Patrick Henry, du département environnement et sécurité de la RATP, est formel. « Le métro n'est pas un bon lieu d'hébergement pour les SDF, dit-il. Ce n'est pas un service à leur rendre que de leur permettre de s'allonger ici, alors qu'il reste des places dans les centres d'hébergement », plaide-t-il. Patrick Henry se souvient des conditions d'hygiène vite devenues déplorables en 1993. Avec ses deux douches, six toi-

lettes, quatre urinoirs et deux lavabos, le demi-tunnel mal aéré se prête encore mal à l'hébergement. Rouverte dans l'urgence, la station n'a d'ailleurs pas été nettoyée et l'épais nuage de poussière soulevé par deux balais lui donne raison. La manifestation a empêché les véhicules de nettoyage d'arriver à temps.

### LES PREMIÈRES ATTAQUES DU FROID

Au fil de la soirée, une petite vingtaine de personnes rejoignent la station. Les derniers la quittent vers 22 heures, assurés de dormir dans un lit. Mercredi, dès le milieu de l'après-midi, ils pourront à nouveau attendre à l'abri d'avoir le détail des lits disponibles en région parisienne. Ils seront plus nombreux sans doute, alertés par le bouche à oreille ou le SAMU social.

Trois hommes n'iront pas à Saint-Martin. A quelques centaines de mètres de là, dans le passage piétonnier souterrain de la place de l'Hôtel-de-Ville, ils

tâchent de caler leurs cartons et d'ajuster leur unique duvet au-dessus d'eux. Flor, Darius et Krizof fument comme la peste tout ce qui ressemble à un travailleur social ou à un policier. En situation irrégulière sur le territoire français, les trois Polonais craignent d'être fichés et reconduits à la frontière s'ils cèdent aux sirènes du vivre et du couvert.

Ils préfèrent encore payer l'entrée d'une piscine-pour prendre une douche et se contenter de leur piètre « source de chaleur », un litre de vin rouge. Flor ôte ses gants, retourne ses mains bleues. Quand il appuie du doigt sur le dos de sa main, la zone blanchie par la pression tarde à reprendre sa couleur initiale. Il dit espérer que la grève se termine, afin qu'il puisse retrouver la manche au chaud avec ses compatriotes.

Au-dessus de lui, la place de l'Hôtel-de-Ville brille des mille feux de Noël.

Aude Dassonville

## Les sauveteurs et EDF divergent sur les causes de la montée des eaux du Drac qui a noyé six enfants et une adulte près de Grenoble

### GRENOBLE

de notre bureau régional  
Les corps des quatre enfants – deux garçons et deux filles – disparus dans les eaux du Drac, lundi 4 décembre à Saint-Georges-de-Commières, près de Grenoble, ont été retrouvés non loin, enchevêtrés dans des branchages, mardi 5 décembre, en début d'après-midi. Après le décès, dans la nuit de lundi à mardi, de deux garçons et de l'accompagnatrice du groupe, Geneviève Jager, cinquante-sept ans, agent municipal à Grenoble, le bilan du drame s'établit à sept morts dont six enfants, âgés de sept à huit ans.

Les circonstances de ce tragique accident sont loin d'être entièrement éclaircies. Les vingt-deux élèves de la classe de CE1 de l'externat Notre-Dame de Grenoble – un établissement privé de 1 400 élèves – qui étaient venus, avec une accompagnatrice expérimentée et familière des lieux, observer

les castors, nombreux sur ce site sauvage, avaient, sans doute, traversé à gué une partie du lit de la rivière, en passant sur des graviers et en franchissant des bras à sec, quand leur retraite a été soudainement coupée par la montée des eaux. Des habitants de Saint-Georges-de-Commières, qui ont vu accourir vers le car scolaire une troupe de dix enfants éperdus et trempés des pieds à la tête, rapportent leurs récits terrifiés : « On était allé vers les arbres, on marchait sur des cailloux, tout à coup, ça a glissé sous nos pieds et ça s'est effondré... » L'institutrice, choquée et hospitalisée, n'avait pu, mercredi, retracer le déroulement exact des événements.

Les explications données par Electricité de France ne concordent pas avec les témoignages des sauveteurs. Le drame a été provoqué par l'ouverture, à quatre ou cinq kilomètres en amont, des vannes du barrage de

Notre-Dame-de-Commières, un petit réservoir de 18 millions de mètres cubes servant de bassin de compensation à une retenue beaucoup plus importante, celle de Monteynard, d'une capacité de 185 millions de mètres cubes. La centrale hydroélectrique de Monteynard turbinant ce jour-là à plein régime, en raison d'une pointe de demande d'électricité, la retenue de Notre-Dame-de-Commières arrivait à saturation et il fallait donc déverser le trop-plein d'eau.

### SIGNALISATION PEU DISSUASIVE

Ce « plein régime » était-il la conséquence de besoins accrus, notamment à cause du froid, ou des arrêts de travail qui réduisaient la production dans d'autres centrales ? A la direction régionale d'EDF Rhône-Alpes, on affirme qu'il n'y a aucun lien entre le drame et le mouvement social. Pour sa part, Philippe Duffoug, délégué syndical CGT d'EDF, observe qu'il n'y avait urgence à mettre « à plein régime » la centrale de Monteynard, puisque, au même moment, EDF fournissait de l'électricité à ses clients à l'étranger.

En tout état de cause, les dirigeants d'EDF assurent que l'eau déversée dans le Drac ne pouvait entraîner qu'une élévation de quelques centimètres – au pire de quelques dizaines de centimètres – du niveau du torrent. Or, le lieutenant Fernand Terras, qui dirigeait l'équipe de plongeurs, a constaté, lors de l'arrivée des premiers secours, que le niveau de l'eau attei-

gnait à certains endroits environ 1,5 mètre.

Plusieurs fois par an – et encore trois jours auparavant –, EDF procède à des lâchers d'eau. A plusieurs reprises, des personnes en difficulté ont été secourues par les pompiers, sans plus de dommages. Le drame du Drac ne résulterait-il donc que d'un malheureux concours de circonstances ? EDF et le maire de Saint-Georges-de-Commières assurent que l'établissement scolaire ne les avait pas informés de la venue d'élèves sur ce site dangereux qui accueille fréquemment des classes de nature. Quant aux nombreux panneaux parfois endommagés – qui avertissent les promeneurs que « l'accès est interdit » et les mettent en garde contre le « risque de noyade », ils ne sont guère dissuasifs. Ni pour les villageois qui viennent ici jeter leur ligne, ni pour les milliers de baigneurs grenoblois qui, l'été, se pressent autour du plan d'eau de la Rivoire, quelques dizaines de mètres en aval des graviers où les enfants se sont noyés.

Corinne Lepage, ministre de l'environnement, qui, avant le nouveau président d'EDF, Edmond Alphandery, s'était rendue sur place, mardi matin, a déclaré « ne pas être là pour chercher des responsables ». Elle a cependant envisagé, sans autre précision, « une modification de la réglementation afin qu'une telle catastrophe ne puisse plus se produire ».

Pierre Le Hir

**ADMISSIONS PARALLELES**  
• En année de Licence  
HEC-ESCP-ESC  
SCIENCES-PO  
JOURNALISME (CFJ, ESI, CELSA...)  
• En année de Maîtrise  
ESSEC - CRFPA  
**IPESUP**  
18 rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris - 43.25.63.30  
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR PRIVE

**francesco smalto**  
PARIS  
35 ans de sur-mesure au service du prêt-à-porter  
Homme : 44, rue François 1er  
Homme-Femme : 5, place Victor Hugo

FONDATION POUR L'INTEGRATION REPUBLICAINE

Les oiseaux migrateurs que sont les hommes se déplacent parfois seuls, parfois en famille, parfois en groupe mais toujours à la recherche d'un *eldorado* ou de meilleures conditions de vie.

Qui n'a pas comme origines, un autre village, une autre région, un autre pays ?

**Vous avez entre 16 et 25 ans, participez au**

**Concours Mémoire des Migrations**

A travers le concours qu'elle organise, la FONDATION POUR L'INTEGRATION REPUBLICAINE vous propose de remonter le temps, de raconter seul ou à plusieurs, sous la forme qui vous paraîtra la plus adaptée (nouvelle, scénario, pièce de théâtre, B.D., affiche, film vidéo, montage diapos, émission de radio...) le parcours migratoire sur plusieurs générations de votre famille ou celui d'un personnage public de votre choix.

**20 prix de 1 000 F à 20 000 F récompenseront les meilleurs travaux**

Pour recevoir un bulletin de participation, écrivez ou téléphonez à : FONDATION POUR L'INTEGRATION 62, boulevard Garibaldi - 75015 Paris Tél : (1) 43 06 91 03 - Fax : (1) 43 06 91 04 Fondation reconnue d'utilité publique par décret du 29 mars 1993



## Jean de Boishue est condamné pour complicité de diffamation raciale

Les associations antiracistes obtiennent un franc de dommages et intérêts

Jean de Boishue, ancien secrétaire d'Etat (RPR), a été condamné, mardi 5 décembre, par le tribunal correctionnel de Paris, pour complicité de diffamation raciale. Il devra payer 10 000 francs d'amende et verser 30 000 francs de dommages et intérêts à un chorégraphe mis en cause dans son livre, *Banlieue mon amour*.

LE TRIBUNAL correctionnel de Paris a condamné, mardi 5 décembre, Jean de Boishue, secrétaire d'Etat à l'Enseignement supérieur du premier gouvernement Juppé, à une amende de 10 000 francs pour s'être rendu coupable de complicité de diffamation raciale à l'encontre de Steeve Gustave, un chorégraphe de vingt-cinq ans dans un livre intitulé *Banlieue mon amour* publié au printemps (Le Monde du 9 novembre).

Une amende du même montant a été infligée pour diffamation raciale à Denis Tillinac, PDG de La Table Ronde, éditeur du livre et écrivain proche de Jacques Chirac. Les magistrats parisiens ont aussi condamné Jean de Boishue à réparer civilement le délit d'atteinte à la mémoire d'un mort — par ailleurs amnistié sur le plan pénal — en versant 30 000 francs de dommages et intérêts à Steeve Gustave. Le tribunal a aussi constaté le délit amnistié de « diffamation publique ».

Pour un autre passage du livre qui imputait la responsabilité d'une fraude électorale à Paul Simon, ancien adversaire de gauche de Jean de Boishue lors de l'élection municipale de Brétigny-sur-Orge (Essonne), les juges ont reconnu l'existence d'une diffamation et condamné Jean de Boishue à verser 8000 francs de dommages et intérêts.

L'affaire, fertile en rebondissements, a débuté avec la plainte déposée par M<sup>me</sup> Francis Terquem au nom de SOS-Racisme et de Steeve Gustave visant un livre provocateur sur la banlieue.

Sous couvert d'une ironie ambi-

gué, Jean de Boishue y décrit l'itinéraire des populations qui vivent dans les quartiers populaires de Paris et dans les cités de banlieue. Il évoque ainsi Vital « le juif errant » et « ses six frères et sœurs [qui] calanisaient déjà les quatre coins de la planète ». Il remarque qu'« il manque encore le sable et les chameaux » pour que « les Arabes » achètent la ZUP. Il s'en prend aussi à un Africain « grand inséminateur, [...] polygame qui procède à la chaîne ».

C'est dans les longs développements consacrés aux Noirs que Steeve Gustave, qui vit à Brétigny-sur-Orge, se reconnaît, sous les traits du personnage de Tom, lui dont le père martiniquais, adjudant de carrière, est mort en service commandé à Djibouti en 1983.

LE RETRAIT DE SOS-RACISME. Un passage de l'ouvrage de Jean de Boishue décrit avec précision ce décès dont il a eu connaissance en tant que maire de Brétigny: « Une balle a percé l'os de son nez épaté, le lui a brisé et s'est enfoncée sous la peau noire de son visage. » Tom, poursuit le livre, pensait que « si son père n'avait pas eu envie d'enfiler une paire de chaussures, il ne se serait jamais habillé en soldat ». Ce passage a été considéré par le tribunal comme injurieux à l'égard d'un mort.

Quant à la diffamation raciale, elle a été relevée dans les para-

graphes où l'auteur prétend, à propos de Tom, que « petit raper sachant raper », que « sa richesse était d'être noir et que, lui, avait décidé de vivre au noir ».

Les juges ont donc considéré que, en dépit des pseudonymes utilisés, les plaignants étaient aisément reconnaissables par les lecteurs du livre, ce que M<sup>me</sup> Bernard Prévost, avocat de Jean de Boishue, avait contesté à l'audience du 7 novembre.

En revanche, les nombreux passages de *Banlieue mon amour* concernant les Juifs et les Arabes n'ont pas été examinés par le tribunal.

En effet, SOS-Racisme, seule organisation antiraciste à avoir porté l'affaire en justice dans les délais légaux, avait finalement retiré sa plainte en parvenant à un compromis avec Jean de Boishue, négocié par l'entremise de l'écrivain Marek Halter et d'Eric Raoul, alors ministre de l'Intégration et de la lutte contre l'exclusion (Le Monde du 27 septembre).

L'issue judiciaire de l'affaire, au moins en première instance, favorable à la thèse défendue par SOS-Racisme cet été, éclaire, a posteriori, amèrement la décision de retrait de l'association.

D'autant que le tribunal a reconnu comme valables les plaintes déposées tardivement par trois autres associations de défense des droits de l'homme, le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Fédération des associations de soutien aux travailleurs immigrés (FASTI) et le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), qui se sont vu attribuer chacune le franc symbolique de dommages et intérêts.

Philippe Bernard

## Deux hauts responsables de Bouygues en examen

Le directeur général de Bouygues Télécom est soupçonné de corruption active, le trésorier du groupe de complicité

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL de Bouygues Télécom, Patrick Leleu, a été mis en examen pour « corruption active, abus de biens sociaux, faux et usage de faux », mardi 5 décembre. Le juge d'instruction versillais chargé de l'affaire des fausses factures du bâtiment et des travaux publics en Ile-de-France, Jean-Marie Charrier, lui reproche d'avoir versé au faux facturier Noël Girault une commission de 1,5 million de francs dans le cadre du marché de la Très Grande Bibliothèque. Cette transaction se serait déroulée en 1992, dans un hôtel de Genève, alors que M. Leleu était directeur général pour l'Ile-de-France de Bouygues Bâtiments Ouvrages fonctionnels.

Remise en argent liquide, la somme proviendrait des fonds d'une filiale du groupe Bouygues Uniservices implantée à Genève. L'administrateur de cette dernière société, qui est également le trésorier du groupe Bouygues, Philippe Renaud, a été mis en examen pour complicité. M. Leleu et Renaud ont été placés sous contrôle judiciaire. Patrick Leleu avait été placé en garde à vue le 21 mars dans les locaux de la police judiciaire de Versailles et interrogé sur cette affaire, mais il avait été remis en liberté le lendemain sans qu'aucune charge ait été retenue contre lui.

L'affaire des fausses factures du BTP en Ile-de-France a commencé par un contrôle fiscal chez un maître de l'Etang-la-Ville (Yvelines). Ce contrôle a permis aux enquêteurs de la division économique et financière de la direction régionale de la police judiciaire (DRPJ) de Versailles de mettre au

jour en 1994 un important système de fausse facturation dans les marchés du BTP en Ile-de-France.

Noël Girault, qui dirigeait depuis une vingtaine d'années une société « taxi » sous couvert d'un cabinet de services et d'études installé dans le 15<sup>e</sup> arrondissement de Paris, était à la tête de ce système. Mis en examen pour « recel graves d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux en écritures privées et de banque », et écroué à la maison d'arrêt de Bois-d'Arcy (Yvelines) le 2 décembre 1994, il a été remis en liberté et placé sous contrôle judiciaire le 15 novembre.

### FAUSSES FACTURES

Le magistrat instructeur le soupçonne d'avoir émis, de 1984 à 1994, plus de 60 millions de francs de fausses factures moyennant d'importantes commissions, en Ile-de-France et dans le sud-est de la France. Une quarantaine de chefs d'entreprise du BTP ayant bénéficié de ce système ont également été mis en examen.

C'est la deuxième fois en moins d'une semaine que des cadres du groupe Bouygues sont mis en examen par des juges d'instruction de Versailles. Le 30 novembre, Pierre Richard, vice-président du groupe Bouygues, a été mis en examen dans le dossier sur les atteintes à la concurrence des marchés publics et privés par l'utilisation de deux logiciels informatiques visant la concurrence (Le Monde du 2 décembre). Quatre cadres du groupe avaient également été mis en examen, dont deux avaient été écroués.

Jean-Claude Pierrette

## Henri Modiano mis en examen dans l'affaire de la Française des jeux

LE JUGE D'INSTRUCTION de Nanterre (Hauts-de-Seine), Gérard Poirotte, chargé de l'enquête sur les malversations imputées à Gérard Colé, ancien PDG de la Française des jeux, a mis en examen, le 30 novembre, l'homme d'affaires Henri Modiano, soixante-deux ans. Cet ancien député gaulliste de Paris, élu en 1968, est soupçonné de « recel et complicité d'abus de biens sociaux, faux et usage de faux en écritures privées, complicité de faux et usage de faux ». Son nom était apparu après la découverte, au domicile de l'ancienne compagne de Gérard Colé, d'un relevé bancaire émanant d'un établissement suisse, la Privat Kredit Bank de Lugano (Le Monde du 20 janvier). L'enquête a établi que M. Colé avait disposé, de 1991 à 1993, d'une procuration sur un compte ouvert par Henri Modiano au nom de la société panaméenne Bikis Inc.

Interrogé le 23 mars 1995 au titre de simple témoin, M. Modiano avait admis avoir « prêté » son compte à M. Colé, car celui-ci avait besoin d'argent pour acheter un appartement. Il déclarait avoir annulé la procuration en faveur de l'ancien PDG du Loto lorsqu'il avait constaté que ce dernier avait effectué un retrait d'espèces de 100 000 francs sans l'en aviser. De source proche de l'enquête, on indiquait, mercredi matin 6 décembre, que l'ancien député ne s'était guère montré plus loquace. Le juge l'a placé, la semaine dernière, sous contrôle judiciaire, avec interdiction de quitter la France. M. Modiano s'est, en outre, vu infliger une caution de 2 millions de francs.

### CARNET

#### AU CARNET DU « MONDE »

##### Naissances

Orléans, 26 novembre 1995.  
Aucune grève n'a pu empêcher

Louise

d'arriver à bon port chez  
Jean-Luc, Juliette et Pauline SAUCET.

##### Décès

M<sup>me</sup> Lucienne Chabrier-Moreau.  
Ses enfants et petits-enfants,  
ont la douleur de faire part du décès de

Roger CHABRIER-MOREAU,

dans sa soixante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le vendredi 8 décembre 1995, à 11 heures,  
en l'église Saint-Pierre du Gros-Cailhon,  
Paris-7.

146, boulevard du Montparnasse,  
75014 Paris.

M<sup>me</sup> François Danelon,  
sa belle-fille,  
M<sup>me</sup> Dominique Danelon,  
M<sup>me</sup> Catherine Danelon,

ses filles,  
Sophie, Olivier, Marion, Jean-Philippe,  
Anne-Laure, Simon, Clémence,  
ses petits-enfants,  
M. Peter Lewis,  
Les familles Rabault, Hodelin,  
Thibault, Alexandre,  
ont la très grande douleur d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Pierre DAMELON,

née Simone RABAUILL,  
survenu le 29 novembre 1995.

Selon sa volonté, ses obsèques ont eu lieu dans la plus stricte intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

30, avenue du Président-Wilson,  
75116 Paris.

« A tous,  
Je m'excuse, n'en accusez personne.  
Et puis de canticons.  
Le défunt avait horreur de ça. »

V. Malaković.

Frédéric DESENCLOS,

Port-au-Prince,  
11 juin 1946.  
Paris,  
2 décembre 1995.

De la part de  
Jean, Michel, Parthen, Nader, Ossiane,  
Jeanne, Marchand, Odile, Leclaire, Jean-  
Paul, Germond, Marie Jo Descotanges,  
Et de tous ses amis.

#### On nous prie d'annoncer le décès de

Maurice LAVAL,

survenu accidentellement le 4 décembre 1995.

De la part de  
Ses filles, grandes et petites-enfants,  
Familles Martin Laprade, Gobillard,  
Favard.

« Car l'anour est fort  
comme la mort. »  
Cantique des cantiques.

M<sup>me</sup> Marguerite Leroy,  
à la douleur de faire part du décès de son  
époux.

M. Etie LEROY,  
président d'honneur de l'Association  
philanthropique et philanthropique,  
médecin militaire,  
croix de guerre 1939-1945,  
médaillon des évadés,  
croix du combattant volontaire  
de la Résistance,  
chevalier de l'Ordre  
des Palmes académiques.

survenu le 24 novembre 1995, dans sa  
quatre-vingt-troisième année, entouré de  
l'affection de tous les siens et de ses amis.

Gardez de lui un bon souvenir !

De Monaco.

M<sup>me</sup> Laurence Loewy,  
à la grande peine de faire part du décès de  
sa très chère mère,

M<sup>me</sup> Raymond LOEWY,  
née Violette ERICKSON,

survenu en principauté de Monaco.

Les obsèques ont eu lieu dans la plus  
stricte intimité.

M<sup>me</sup> Pierre Navarre,  
son épouse,  
M<sup>me</sup> Jeanne Burdeyron,  
sa fille, et sa famille,  
M. Jean Martin,  
son cousin, et sa famille,  
Ainsi que tous ses amis,  
font part du décès de

M. Pierre, Henri, Engeline NAVARRE,  
ingénieur agronome,  
capitaine de réserve,  
croix de guerre 1939-1945,

survenu le 24 novembre 1995, à l'âge de  
quatre-vingt-quatre ans, en son domicile  
de Louveciennes.

L'incinération a eu lieu dans la plus  
stricte intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Aldes Paris - Ile-de-France,  
247, rue de Belleville,  
75019 Paris.  
(Le Monde du 6 décembre.)

#### On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Albert Seurin,

M<sup>me</sup> Jean-Louis Seurin,  
sa fille Hélène,  
M. et M<sup>me</sup> Xavier Clément,  
leur fils Louis,  
M<sup>me</sup> Elisabeth,  
M<sup>me</sup> Marguerite Seurin,  
ses sœurs,  
ont la douleur de faire part de la mort de

Jean-Louis SEURIN,  
professeur émérite de l'université  
Montesquieu, Bordeaux-M.

survenu à Charlevoix (Basse-Normandie),  
dans sa soixante-dixième année.

« Venet et marchons à la Lumière  
de l'Éternel »  
Ezéchiel, II, 5.

Un office religieux sera célébré ultérieurement.

21, avenue du Général-  
de-Lattre-de-Tassigny,  
33400 Talence.

Yvonne Teissier,  
son épouse,  
Et toute la famille,  
ont la douleur de faire part du décès de

Gaston TEISSIER.

La cérémonie religieuse sera célébrée  
le jeudi 7 décembre, à 9 h 15, en l'église  
Saint-Pierre-Saint-Paul d'Ivry-sur-Seine  
(Val-de-Marne).

Carole Pollet-Watine,  
Eric Blanc,  
Ses frères, beaux-frères, belles-sœurs,  
neveux et nièces,  
font part du décès de

Hervé WATINE,

survenu le lundi 4 décembre 1995.

L'incinération aura lieu au crématorium du Père-Lachaise le samedi 9 décembre, à 9 heures.

Témoignez votre sympathie à la famille  
en adressant vos dons à l'Association  
GIPIT, c/o P. de Truchis, HRP Garches  
(92380).

3, rue Victor-Diederich,  
Suresnes (Hauts-de-Seine).

#### CARNET DU MONDE

Télécopieur :

45-66-77-13

Téléphone :

40-65-29-94

40-65-29-96

#### Il y a un an

Jean-Pierre SÉRIS

nous quittait brusquement, nous laissant  
désespérés.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient  
une pensée pour lui (N.S.).

Gilbert MATHIEU,  
29-3-1928/7-12-1990

Merci à tous ceux qui, ayant aimé,  
connu, lu ou entendu, parlent de lui, et le  
gardent ainsi présent dans les mémoires.  
Je voudrais leur faire partager mon espé-  
rance d'une vie au-delà de la mort et pour  
toujours.

Maité Mathieu

#### Remerciements

M. Robert Juvin,  
M. et M<sup>me</sup> Didier Juvin,  
Antoine et Alice,  
M. et M<sup>me</sup> Pierre Calmette.

vous remercions du fond du cœur pour les  
preuves de sympathie et d'affection que  
vous leur avez témoignées par vos mes-  
sages, vos fleurs, votre présence, vos pa-  
roles, vos pensées, vos prières lors du  
décès de

docteur Denise JUVIN-CALMETTE.

#### Avis de messe

« On nous prie d'annoncer qu'une  
messe à la mémoire du

général (cr) René DOR,

décédé le 28 novembre, sera dite en  
l'église Saint-Louis des Invalides, le sa-  
med 9 décembre, à 11 heures.

Cet avis tient lieu de faire-part.

#### Anniversaires de décès

En souvenir de  
Damien VEYNE,  
7 juin-7 décembre 1995

« Sur les bords désolés quand passe l'hi-  
ver sombre/la te plains, o capitif solitaire  
du séculaire ce séculaire à deux qui fera  
notre orgueil/fidèle, du manque seul des  
lourds bouquets s'encombrent/Sans élever  
minut qui jeta son vain nombre/Une  
veille d'exalté à ne pas fermer l'œil/Avant  
que dans les bras de l'ancien fauve/Le  
suprême rayon n'ait éclairé mon Ombre.  
Qui veut souvent avoir la Vie ne doit  
Par trop de fleurs charger la pierre que  
mon doigt/soutève avec l'ennui d'une  
force défunte/Ame au si clair foyer trem-  
blante de m'asseoir/Pour revivre il suffit  
qu'à tes lèvres l'emprunte/Le souffle de  
mon nom murmure tout un soir. »

#### Communications diverses

« Musique baroque du XVII<sup>e</sup> et du  
XVIII<sup>e</sup> siècle

« Autour de la Nativité »  
Brossier, Bouzignac, Brossard. Du  
Mont-D. Mouty (soprano), S. Goubault  
(haute-contre), P. Aubailly (ténor),  
P. Mervant (basse), G. Harle (orgue).  
Chœur du Marais, Y. Muller. Eglise  
Sainte-Elisabeth, 195, rue du Temple, Pa-  
ris-3. Vendredi 15 décembre, 20 h 45,  
90 F et 70 F. (Fnac et sur place. Réserv. :  
43-26-72-67 apr. 18 heures).

L'Union des ingénieurs du Conservatoire national des arts et métiers s'adresse à ses adhérents le report, à une date ultérieure, de l'assemblée générale prévue pour le 9 décembre 1995.

#### Soutenances de thèses

Paul Gaudin soutiendra sa thèse en  
vue de l'obtention du nouveau doctorat  
d'Etat (Études italiennes) jeudi 11 janvier  
1996, à 15 heures, à l'université de Paris-  
Sorbonne, centre Malesherbes, amphi-  
théâtre D, 108, boulevard Malesherbes,  
75017 Paris. Le jury sera composé de  
M. Christian Bui, professeur à l'université  
de Paris-Sorbonne, directeur de thèse ;  
M. Jean-Michel Gardair, professeur à  
l'université de Paris-Sorbonne ; M. Fran-  
cesco La Braca, professeur à l'université  
François-Rabelais de Tours ; M. Antonio  
Stabile, professeur à l'université de Lau-  
sanne.

Sujet : Le statut socioprofessionnel  
des écrivains italiens nés entre 1370 et  
1450.

#### THÈSES

Tarif Étudiants  
65 F la ligne H.T.



# Les brouillons de Valérie Lemerrier

**Fine observatrice et curieuse de tout, l'artiste adore croquer son époque, les gens, les mots. Des milliers de cahiers témoignent de ses goûts éclectiques pour le cinéma, le théâtre, la chanson et les rencontres**

**C**est que Valérie Lemerrier a de la classe. C'est sa spécialité. « Moi ? Tu peux me coller dans un dîner avec plein de cons, je ne m'ennuie jamais. » La comédienne ne dissimule rien. Surtout pas les défauts. Elle se décrit comme grande, avec des petits yeux, et la tête toujours en avant « pour mieux voir les gens ».

Pour faire le comique, elle avait besoin de s'enlaidir. Aujourd'hui, quand ils la voient au naturel, les gens sont surpris de la trouver jolie. Depuis qu'elle a joué une scène en sous-vêtements dans *Les Visiteurs*, elle a remarqué que le regard des hommes a changé. Ils s'interrogent. « Comment s'appelle-t-elle déjà ? » A la ville, Valérie a l'air d'une jeune comédienne filiforme de 1,76 mètre perchée sur des talons carrés. Mais, justement, elle déteste les talons carrés. Ce sont des talons hypocrites. « Pas des talons de femme. » Et le temps de l'écrire, Valérie a déjà changé. Elle revient en jeune créatrice saisie dans son atelier. Un bandeau bleu pâle haut sur le front, des chaussettes de footballeur et des tennies aux pieds.

En début d'année, elle a réalisé une publicité BIC avec les frères Cantina. Eric l'a impressionnée. « C'est un artiste. Il a ça dans le sang. Ce qu'il fait, c'est très important. C'est pour ça qu'il se met dans des états pareils. » Valérie a aussi été fascinée par le trait unique qui barre le front du footballeur. Ce qu'elle appelle son « monosourcil ». Les disproportions, les anomalies, Valérie remarque tout. Trois ans après, elle se souvient de ce qu'elle portait. Elle passe les gens au scalpel du factuel avec un sens du détail qui effraie.

Valérie Lemerrier n'a pas la voix haut perchée de la bourgeoise que le public a découverte dans *Les Visiteurs*. La sienne est plutôt aérée et étonnée. Elle se plaint rarement mais elle proteste souvent. « C'est nul ! » De temps en temps, il y a de la nuance dans l'assurance. On entend une petite intonation de doute, un chuintement de chuchotement.

Depuis la sortie du film, les adolescents reprennent son imitation d'accent BCBG, prononcez « baise-beige ». La publicité copie sa voix affectée. Elle a hésité à accepter de tourner *Les Visiteurs* 2. Ce

n'est pas qu'elle n'ait pas joué les bourgeoises : « Il y en a de toutes sortes. » Mais elle s'ennuie un peu sur les tournages et elle voudrait obtenir le droit de donner son avis sur les costumes et les répliques : « J'ai envie d'apporter mon manger. »

Cette année, elle a tourné avec Sydney Pollack. Mais, être actrice de cinéma à plein temps, ça ne la fait pas tellement rêver. « Ce n'est pas une fin en soi. Ce n'est intéressant que par ce qu'on fait passer. L'acteur est dans l'état de l'enfant. Il ne s'occupe de rien d'autre que de jouer. » Sur les tournages, quand arrive le camion de la cantine, c'est l'heure de manger et ça l'attriste. Elle est étonnée par une entreprise de création qui respecte la pause-déjeuner. « On perd le fil mais on est rassuré. On a bossé, on va manger, on est comme tout le monde. » Dans le métier, c'est ce qu'elle déteste : « L'idée de métier. »

De son point de vue, Valérie fait rarement quoi que ce soit de génial. Elle estime même avoir tourné des « merdes », comme le film *Sexes faibles*, de Serge Méneard, qui est passé à la télévision. Ce soir-là, il n'y avait rien en face, sur les autres chaînes. « Et en plus, il pleuvait. » Le lendemain, elle a vu la mesure d'audience : 9,6 millions de téléspectateurs. Elle avait bûche. « Le public a raison, l'acteur est responsable de ce qu'il fait. » D'après elle, le réalisateur de *Sexes faibles* n'a pas su se faire comprendre. Quand elle l'a rencontré pour la première fois, il avait des pin's pleins sa veste. Elle déteste. Elle aurait dû se méfier. « Je me suis dit qu'il ne fallait pas s'arrêter à l'apparence. C'est man côté catho, ça. »

**V**ALÉRIE LEMERRIER a obtenu un Molière en 1990, six mois après ses débuts sur les planches au Théâtre du Splendid dans un spectacle qui a fait 350 000 entrées. One-woman-show, c'est ce qui rapporte le plus. « La pire, c'est de gagner plus que son père. » Ensuite, elle a obtenu le César du meilleur second rôle en 1993 pour *Les Visiteurs*.

Pourtant, elle n'a pas beaucoup exploité ses succès. Malgré les sollicitations, elle n'a pas commercialisé la vidéo de son premier spectacle. « J'ai un problème, je ne supporte pas qu'on me mette dans une boîte. » Régulièrement, des éditeurs lui réclament un texte, un journal, des chroniques, n'importe



qu'il pourvu que cela soit « marquant ». « Comique, c'est devenu le truc officiel. » Mais Valérie poursuit moins une carrière que sa vie. Et elle veut tout contrôler.

Valérie Lemerrier a une drôle de façon de parler. On dirait l'orthographe après la réforme : « On se file un rank ? » Elle croque l'époque, les gens, elle croque aussi les mots. Ce n'est pas sectaire, pas jargonn, et tout le monde peut participer. « Un

**Valérie Lemerrier a une drôle de façon de parler. On dirait l'orthographe après la réforme : « On se file un rank ? »**

endroit genre Connes ? Ou un peu moins prétense ? » Elle mélange les mondes, les styles. C'est simple, léger, pas « déprimé ». Elle évite les redondances. Essaie d'aller au plus simple, au plus immédiat. « Ça fait moins pléonasme. »

L'an dernier, elle a réalisé deux publicités cinéma pour *Le Nouvel*

*Observateur*. Deux parodies de bande-annonce. L'une s'appelle *Another Cannerie*, un détournement de James Ivory. L'autre est une parodie d'interview woody-allezienne. Deux jeunes comédiens « prise de tête » répondent aux questions sur leur premier film. Ils sont bouleversés, soupirent sur le canapé que c'est trop tôt pour en parler. Julie est « en état de s'il-vous-plait ». Elle cherche ses mots.

Valérie ne nie pas avoir gentiment participé à la décomposition de la langue et des mots. Dans son premier spectacle, elle apparaissait soudain dans l'obscurité, effrayée par l'obscurité ordinaire du langage, et le sens des mots qu'elle laisse résonner. Elle en avait toute une liste qu'elle déclamaient, terrorisée : « s'expatrier », « sarabande », « presbyte ». C'était comme un sous-titre lacanien au reste du spectacle. Mais sur quinze personnages, l'époque n'a retenu que la bourgeoise coincée. On l'a convoquée à la télé pour dire ses « mots dégueu ». « Ce sont les gens les plus coincés qui s'amusent à ça. » Christine Bravo a été ravie, par l'intermédiaire de Valérie, de pouvoir choquer sa maman. Mais c'est fini. « Ce ne semble plus me libérer. Il ne semble plus que cela soit nécessaire. »

A part sur Fun-Radio, qui continue à dérouler les « mots dégueu » au bulldozer, l'époque est plutôt déconçue. Maintenant que tout le monde dit ce que disait Valérie, que peut dire encore Valérie ?

dienne n'a pas du tout envie d'être de droite. « Ça ne m'adresse pas. » Mais, au même temps, la gauche catagnan l'exaspère. « La boucle d'oreille, le catogan, et le ruban rouge contre le sida et là, l'es tranquille, on peut rien te reprocher. » Valérie a le don de l'observation. D'après elle, ce don vient de Gonzeville, le village de cent soixante-dix habitants où elle a grandi. Après s'être beaucoup livrée sur le sujet, elle n'aime plus en parler. Quand elle évoque la ferme, les gens croient qu'elle gardait les vaches. Elle est obligée de préciser que la famille n'était pas misérable et organisait des sorties en théâtre. « Les gens veulent toujours que tu sortes d'un trou. Ça leur plaît, cette idée de village. »

**D**OUDEVILLE, le chef-lieu de canton, s'honore du titre de capitale du lin. Les champs sont tout bleus en mai ou en juin. A Gonzeville, il ne passait pas grand monde. Les enfants d'étaient pas abreuvés d'images ni de magasins. Ils avaient de l'imagination : « Quand on voyait passer un type, un représentant, on en faisait nos chaux gras pendant deux mois. » L'été, des petites du Secours populaire venaient en vacances. Dès qu'elles avaient des seins et commençaient à draguer, elles cessaient de faire l'unanimité. A l'époque du tout-humanitaire, les bons sentiments n'ont pas changé. « On aime bien avoir nos petits pauvres sous le coude. »

A neuf ans, Valérie a signé un papier, destiné à sa mère, comme quoi elle se maquillerait jamais. A quatorze ans, elle est arrivée à Rouen, en pension. Elle a adoré la ville. « Il y avait toutes sortes de gens. » Les passants la happaient. Un jour, elle a oublié de descendre du bus à force d'étudier la mine des passagers. Après, elle a fait le conservatoire de Rouen. En arrivant à Paris, à dix-huit ans, elle a chanté du Bourvil.

Des observations, Valérie en fait tout le temps. Il y a de l'effervescence dans l'air ces temps-ci, du nouveau. « Oui, même les premiers de la classe fument des pétards. » Sans avoir lu Pascal Bruckner, elle a remarqué que l'on voit des bébés partout. Jusque dans les publicités de parfum. Les hommes s'efforcent de voir leur petite fille dessiner. Dans une époque de doute, les enfants rassurent probablement. « C'est par un enfant, c'est mignon, ça n'a jamais basé. »

Les gens disent des gros mots, on les publie dans les journaux. On joue avec les noms propres. On fait des fautes de français exprès. Mais derrière le langage bête, il n'y a pas que des questions idiotes. « C'est quand qu'on arrive où ? »

Valérie ne nie pas avoir gentiment participé à la décomposition de la langue et des mots. Dans son premier spectacle, elle apparaissait soudain dans l'obscurité, effrayée par l'obscurité ordinaire du langage, et le sens des mots qu'elle laisse résonner. Elle en avait toute une liste qu'elle déclamaient, terrorisée : « s'expatrier », « sarabande », « presbyte ». C'était comme un sous-titre lacanien au reste du spectacle. Mais sur quinze personnages, l'époque n'a retenu que la bourgeoise coincée. On l'a convoquée à la télé pour dire ses « mots dégueu ». « Ce sont les gens les plus coincés qui s'amusent à ça. » Christine Bravo a été ravie, par l'intermédiaire de Valérie, de pouvoir choquer sa maman. Mais c'est fini. « Ce ne semble plus me libérer. Il ne semble plus que cela soit nécessaire. »

A part sur Fun-Radio, qui continue à dérouler les « mots dégueu » au bulldozer, l'époque est plutôt déconçue. Maintenant que tout le monde dit ce que disait Valérie, que peut dire encore Valérie ?

« Dire qu'on est comique, c'est déjà déprimant. » Les comiques font partie de l'établissement. De qui on va se moquer ? « Des comiques », dit Valérie. Et la boucle sera bouclée.

A une époque de consommation uniforme, Valérie dessine, coud et fait des tartes aux pommes. Le côté Valérie-qui-fait-tout-elle-même vient de Gonzeville. Dans la famille, le cadeau attentionné, c'était un collier de nouilles. Un dimanche, elle s'est réveillée à 4 heures du matin : « Et hop ! Je me suis fait une jupe. » C'est un trapèze de soie à carreaux, avec une fermeture sur le côté, pas trop courte. Peudant qu'elle coud, Valérie pense à ses chansons. Elle aime avoir plusieurs chantiers en route au cas où l'un, en avançant, ferait progresser les autres. « Si ça marche dans un domaine, ça me donne confiance pour le reste. Le plus dur, c'est de se dire : Allez, ça va comme ça. »

Pour avoir une idée précise de son image, Valérie se dessine. Elle voit mieux de loin, à grands traits. Cheveux longs ? Plus courts ? Dessin, dis-moi, est-ce que cette jupe me va ? Elle s'amuse à faire continuellement des nouveaux croquis. « Un dessin, c'est bien quand c'est du jour, je ne suis plus coiffée pareil. Je ne pense pas la même chose. » Un dessin, c'est un regard extérieur, sans que ce soit quelqu'un d'autre. Valérie croque aussi les gens qu'elle rencontre. « Pour voir à quel

**« Moi ? Tu peux me coller dans un dîner avec plein de cons, je ne m'ennuie jamais »**

ils ressemblent. » Et pour leur dire aussi que c'est tout vu.

Valérie fait aussi des paroles de chansons. Il y a de tout dans ses textes, de la chansonnette et du Gainsbourg, comme certains couplets de *Gottlieb* *mes frites*, une chanson d'époque. C'est l'histoire de deux copines qui se remontent le moral. « T'es vu ce veau ! Qu'est-ce que t'as pris ? Oublie ce type, oublie le vice, et gottlie mes frites. » Avant, Valérie essayait de faire des chansons qui ressemblaient à des chansons. Maintenant, elle écoute ses insomnies et elle écrit.

**Q**UAND elle travaille, Valérie Lemerrier écrit dans tous les sens, des milliers de brouillons dans des milliers de cahiers. Elle sort tout des armoires sans rien ranger. Ne refuse jamais une boîte. Quand elle est « dans ses trucs », la vie s'arrête. Le frigo est vide. Elle est tellement concentrée que le bruit du grille-pain la fait sursauter. « Alors que c'est moi qui ai mis la tartine trente secondes avant. » Avant de s'y mettre, elle hésite, retarde le moment, fait tous les magasins. Elle connaît « 80 % des boutiques parisiennes ». L'unique endroit où l'on vend des rubans est japonais. Dans les magasins, elle emmagasine. Un désespoir léger l'anime. « J'ai besoin d'être neuve pour me renouveler. »

Puis Valérie n'écoute plus que son impératif obsessionnel. Elle se met à ranger. Elle range comme elle dérange, avec excès. Par ordre de tailles, de couleurs. Non sans mal, elle se résout à jeter les échantillons de crème de beauté. Elle descend quinze poubelles et donne les vêtements à Emmaüs. « J'ai besoin d'être neuve pour me renouveler. »

Au printemps, elle a réussi à se séparer de son premier costume de scène. L'ensemble noir du Splendid, qu'elle avait conçu bien avant les textes. Une révolution. « Je l'ai mis à la poubelle. » Et quand la directrice du Théâtre de Paris a cherché à remplacer Belmondo au pied levé, les nouveaux sketches de Valérie étaient presque prêts.

La comédienne estime qu'elle a changé. Elle a grandi et s'aime un peu mieux. Elle habite un grenier des hauteurs de Pigalle qui n'a rien d'extravagant mais possède un joli ciel. Dans la rue, elle se promène sans lunettes noires, pour ne pas se faire remarquer. « C'est pire, les gens veulent savoir qui est derrière. » Et en rentrant, elle passe à l'épicerie arabe acheter un bonbon.

Corinne Lesné

Jeune fille 150



# Le nouveau prolétariat vous salue bien !

par Michel Cahen

**L**ES grèves actuelles représentent une étape décisive dans la tendance longue des peuples à la démocratie. Dendère la défense d'acquis sociaux chèrement obtenus, de services publics fondateurs de l'identité de notre République s'affirme certes le rejet massif du libéralisme maasrichien et de l'argent comme seul critère de régulation sociale. Mais aussi, à beaucoup plus long terme, l'irruption du nouveau prolétariat dans l'histoire.

Bien sûr, cela ne vient pas de rien : des précédents mouvements des infirmières et des grèves de cheminots, de l'hiver étudiant de 1986 à la levée en masse du 16 janvier 1994 contre l'aggravation des dispositions de la loi Falloux, on a vu des catégories entières de travailleurs entrer dans l'action, imposant leur point de vue à des syndicats hésitants (ou produisant de nouveaux syndicats). Aujourd'hui, même si l'on peut faire confiance aux pouvoirs établis pour tenter de casser le mouvement secteur par secteur (dominant aux uns pour mieux refuser aux autres), pour dresser les « usagers » contre les « grévistes » (comme s'il ne s'agissait pas des mêmes catégories so-

ciales et souvent des mêmes individus), même si la peur de la misère consécutive à une grève longue peut dans les prochains jours faire apparaître des divisions entre ceux qui voudront reprendre et ceux qui voudront poursuivre, le fait nouveau et majeur est que ces grèves recueillent une sympathie assez générale. Non, les fonctionnaires et travailleurs des services publics ne sont pas des « nantis ». S'ils sont battus, ce sont les droits de tous qui seront gravement entamés pour la prochaine décennie.

Confusément, les travailleurs de France sentent que la situation française est comparable à celle de la première année de Ronald Reagan, quand ce dernier réussit, pour faire passer ses « réformes », à casser la grève des aiguilleurs du ciel en licenciement 16 000, et fut dès lors tranquille pour la suite de ses deux mandats. Comparable à celle de la première année de Margaret Thatcher, quand elle parvint, pour faire passer ses « réformes », à casser la très grande grève des mineurs et fut dès lors libre de ses mouvements pour plus d'une décennie. Le président français sait qu'il doit, sans le dire ouvertement comme un Alain Madelin, provo-

quer un nouveau mai 68 pour cette fois l'écraser. Tel est le sens de sa « déclaration de Cotonou », dans laquelle il a insisté sur le contraste entre la durée, en semaines, des grèves actuelles, et la durée, en années, dont il croit pouvoir disposer. L'enjeu est donc considérable.

Le danger, pour ceux qui dominent cette République, est que l'identification d'une large partie

de 75 % de prolétaires, dites-vous ? Vous exagérez ? Mais non. Certes, dans le langage courant la notion de « prolétaire » a souvent été liée à tort à celle de « pauvre » : cela ne saurait exprimer la place *grosso modo* identique de vastes secteurs de la population dans le procès de production. Le prolétaire est souvent pauvre, cependant il n'est pas le seul dans ce cas. Parfois, il gagne dignement sa vie. Mais il est

tive ne vendait pas une objet-marchandise, mais un service-marchandise.

La deuxième révolution industrielle (*électricité, fordisme*) a provoqué le phénomène des cols blancs. Certains conclurent des quelques différences sociologiques entre cols bleus et cols blancs une différence de classes et non point une différenciation au sein de la classe prolétaire, et, déjà, à la minoration de la classe ouvrière.

La troisième révolution industrielle (atome, automatisme, informatisation) entraîna le développement massif des milieux des employés. Désormais, la classe ouvrière fut en « état de disparition progressive ».

C'est oublier que le vocabulaire « classe ouvrière » est, conceptuellement, tout à fait impropre à désigner ce qu'il représente. Le prolétariat ouvrier n'est pas une classe sociale, il est l'un des milieux sociaux de la classe prolétaire, aux côtés d'autres milieux sociaux prolétaires comme les employés, les infirmières, les instituteurs, etc. A n'en pas douter la quatrième révolution industrielle (multimédia, autoroutes de l'information, télé-travail) entraînera une nouvelle différenciation sociale au sein du prolétariat. A n'en pas douter il y aura, comme lors des précédentes révolutions industrielles, une nouvelle mode de la « disparition de la classe ouvrière ». Mais, pour prendre le cas - qui paraît fort charmant à certains analystes - du télé-travail, entre la jeune femme rivée chez elle à son écran d'ordinateur, « omnisé » dans la durée et la productivité de son travail par une direction qui la contrôlera dans tous ses mouvements quotidiens, quelle différence de classe avec l'ouvrière d'usine ?

Chaque révolution scientifique et industrielle a amené des modifications sociales au sein du prolétariat. Cela entraîne l'affaiblissement de certaines composantes plus anciennes, et de ce fait l'affaiblissement temporaire du syndicalisme qui est besoin de temps pour pénétrer les nouveaux milieux sociaux prolétaires. Puis ces nouveaux milieux prolétaires acquièrent l'essentiel des traditions sociales et de lutes des plus anciens, y adjoignant leur propre génie social créateur (par exemple la pratique des coordinations élies). De plus, l'évolution technico-scientifique faisait aussi évoluer les anciens milieux prolétaires, rapprochant les caractéristiques de leur travail de celles des nouveaux, « ré-homogénéisant » partiellement de la sorte une vaste classe prolétaire que chaque

choc scientifique avait quelque peu « hétérogénéisée ». Quelle différence entre l'employée de banque travaillant à la lecture optique des chèques et le métallurgiste tourneur sur sa machine numérique ?

Mais chacune de ces révolutions eut une conséquence similaire au moins sur un point : l'augmentation absolue et relative du nombre de prolétaires, la prolétarisation croissante (à ne pas confondre avec l'appauvrissement) de milieux issus de l'artisanat, du petit commerce, du paysan, de la petite bourgeoisie. Au point de créer dans les pays développés une situation où existe une large majorité sociale prolétaire. Le seul mythe trouvé par le capitalisme pour freiner cette tendance structurelle est le chômage de masse qui, partiellement, détruit physiquement le prolétariat. Mais cette tendance rencontre forcément des limites. Le cadre global de long terme n'est pas remis en cause.

Cette majorité prolétaire modifiera considérablement à l'avenir les conditions du combat politique. Anciennement, même nos plus grands mouvements sociaux prolétaires étaient minoritaires dans le pays. La Commune de Paris fut largement la dernière révolution du tiers-état. Le Front populaire acquit brièvement la sympathie d'une majorité de citoyens mais le nombre de grévistes tourna autour du million. En mai 68 ce fut bien plus. Désormais les conditions objectives permettent que des catégories encore plus massives de gens se mettent en mouvement. Or cela est potentiellement porteur d'une forte gigantesque pour la démocratie. On n'aura plus comme auparavant des secteurs semi-ruraux, semi-ouvriers, et artisans gagnés à la sympathie d'un secteur prolétaire en pointe mais cependant minoritaire dans sa lutte. On aura l'irruption de secteurs entiers, prolétaires et majoritaires, de la population, eux-mêmes directement et physiquement dans la lutte, déterminant leurs propres objectifs en raison de leurs intérêts de classe ! Voilà l'avenir proche. Et de quelle démocratie s'agit-il ? Pas de la démocratie « libérale » dont un malheureux adjectif vient atténuer la portée, mais de la démocratie sans adjectif, de la démocratie « tout court ».

Messieurs les dominants, le nouveau prolétariat vous salue bien !

Michel Cahen est chercheur ou CNRS (Institut d'études politiques de Bordeaux).

## Le besoin de communauté par Shmuel Trigano

**S**il le sociologue Duckbein revenait parmi les vivants, il ne manquerait pas de constater que la société française est agitée par un phénomène qui l'avait profondément intrigué dans *Les formes élémentaires de la vie religieuse*, au point d'induire toute une théorie de la vie sociale. Il avait remarqué que, dans les sociétés totémiques d'Australie, la vie collective était rythmée par deux séquences temporelles : des périodes durant lesquelles les membres du groupe vivaient à leurs occupations, dans la fragmentation, la grisaille du quotidien, et des périodes de rassemblement en masse, d'effervescence, durant lesquelles les tribus « gaillardes » des revenus considérables dans une surenchère du don, moments matriciels où la cohue informelle des hommes rassemblés se forgeait une idéologie dans une projection symbolique qui donnait naissance à la religion.

N'est-ce pas ce à quoi il nous est donné d'assister dans la crise présente où l'« effervescence » est en train de gagner progressivement tous les corps de la société, dans les manifestations de rue (désormais festives et gaies), mais aussi, de façon paradoxale, dans la cessation de toute activité, forme contemporaine inattendue du gaspillage. Dans une économie de production, la dépense somptuaire, c'est de ne plus produire !

Quelle est la raison de ce phénomène apparemment sans raison ? Pour Victor Turner (*Le phénomène rituel*), toute société traverse des phases successives durant lesquelles elle se comporte en sociétés ou en communautés. La société fait référence aux structures bureaucratiques, au classement hiérarchique, à la rationalité technocratique. Elle désigne les phases les plus longues de la vie collective, où chacun est absent à lui-même dans ses tâches les plus répétitives. A force de cette rationalité qui sépare plus qu'elle n'unit, on finit par ne plus savoir pourquoi on est ensemble, la vie semble désorienter les institutions et la société devenir implacable.

Alors, c'est l'explosion : on descend dans la rue, on ne travaille plus, on fait la fête pour retrouver des raisons de vivre ensemble, une fraternité que la concurrence pour le pouvoir avait terrassée, pour reforgé le lien social. La communauté entre alors en jeu : elle est toujours brève, car, très vite, l'hiver arrive, les ennemis sont aux portes et il faut bien se nourrir. La société se reforme alors sur des bases plus solides.

Nul ne doutera que nous vivions actuellement une telle phase de « rupture ». La paralysie qui gagne progressivement le pays est une folie économique pour les individus autant que pour la nation. Mais c'est le défi lancé par la « communauté » à la « société » ar-

togante, avec ses experts, ses technocrates et sa rationalité impitoyable, qui vise à couler la vie des gens dans un moule unique et prend son parti d'un chômage endémique. L'intérêt porté aux retraites et à l'Université, aux « vieux » et aux « jeunes », est ainsi un symptôme de ce que la société

A force de rationalité, qui sépare plus qu'elle n'unit, on finit par ne plus savoir pourquoi on est ensemble : la vie semble désorienter les institutions... Alors, c'est l'explosion

té essaie de ressusciter aujourd'hui le lien fondamental perdu. Regardons le miracle : soudain, dans la pagaille automobile on prend des auto-stoppeurs, les gens s'entraident, on se parle à nouveau et l'on retrouve les raisons minimales de la vie en commun. La communauté est toujours fracassante, sacrilège, iconoclaste. C'est le scandale permanent. Ses figures sont toujours marginales : le « mendiant sacré », le fou du roi, le hippie en rupture de ban, en un mot (très contemporain) : l'« exclu ».

La montée récente du thème de l'« exclusion » fut à cet égard significative. L'« exclu » est devenu le mot de passe de la communauté, l'incarnation de la valeur suprême : même les figures fortes de la société sont allées s'abreuver à son charisme (visite obligatoire, rue du Dragon), le côtoyer, pour se refaire une autorité morale.

La société, se rassemblant autour de ses exclus, s'est souvenue que ce qui fait l'humain, ce sont avant tout des besoins primaires (se vêtir, s'abriter du froid, se nourrir). Avec les « exclus », elle retrouvait sa virginité des origines, lorsque les hommes devaient se réunir pour faire front contre l'adversité de la nature. La popularité continuée de Coluche, inventeur des Restos du cœur, ne s'explique pas autrement, d'autant plus qu'il était dans le rôle du bouffon, celui qui peut tout dire contre la société, dans une impunité presque sacrée.

La communauté est une façon de s'abreuver à l'étranger, au sacré afin de sortir de la rationalité rationnelle de la société, oppressive et étouffante. C'est dans ce sacré, hors la société, que se forge le lien social et se fonde l'autorité (qui plus tard devra s'insérer dans la société). N'est-ce pas en se faisant le vecteur de la communauté retrouvée que Jacques Chirac (l'« exclu » des sondages, l'« éternel perdant ») s'est fait élire face à un Jospin trop « professoral », trop sociétal ?

Aujourd'hui, dans l'optique de la communauté, le président semble lointain et insensible. Il a peut-être fait trop vite et de façon trop abrupte sa mutation (inéluctable,

de toute façon) de la communauté vers la société, estimant sans doute avoir suffisamment revivifié le lien social durant la campagne. Il aurait fallu pourtant beaucoup plus de charisme « providentiel » pour maîtriser une telle mue. Le plan Juppé est tombé comme un couperet alors qu'il aurait fallu de

son égard ? - voir la mésaventure de Nicole Notat). Telle est la morale de l'histoire : la « société » ne peut survivre si elle n'est pas suffisamment portée par une « communauté », un lien humain en deçà de toute hiérarchie sociale.

Si la société française va très mal aujourd'hui, la communauté française, elle, se porte comme un charme : ses franges actuelles témoignent qu'elle est toujours en vie. On ne peut imaginer ainsi que la « société » passe en force contre la « communauté », est-elle pour elle les meilleures raisons économiques, techniques et constitutionnelles. Mais il ne faudrait pas non plus que la « communauté » croie trop à son autosuffisance triomphale et cède trop à tous ses désirs : il y a un moment où l'affirmation de trop de vie confine à la mort. Il faut savoir sortir de la communauté et stabiliser le lien social exceptionnel tissé dans la rupture. C'est la tessalon des deux phases qui fait la continuité d'une existence collective.

Shmuel Trigano est maître de conférences à l'université Paris-X-Nanterre.

## Mettre fin au « chemin de croix »

par Jean-Michel Naulot

**L**e plan Juppé est excellent. La classe politique l'a salué de manière unanime dans la majorité et parfois même dans l'opposition. Chacun sent que l'heure de la réforme est venue et que celle que nous proposons le gouvernement est courageuse et nécessaire.

Et pourtant chacun s'interroge dans le même temps sur la capacité des Français, affaiblis et angossés par cinq années de difficultés économiques et de chômage, à faire face à un plan de redressement d'une telle ampleur. Imposer un régime de rigueur à un corps bien portant est une chose désagréable mais supportable. S'agissant d'un corps anémié, c'est un art beaucoup plus difficile. La marche vers la monnaie unique est actuellement vécue, pour reprendre l'expression de Philippe Séguin, comme « un véritable chemin de croix ».

Nous avons été nombreux depuis quelques années à dénoncer le risque d'engrenage déflationniste qu'impliquait le traité de Maastricht, avec ses critères de convergence et sa vision purement monétariste de l'économie. Nous avons été nombreux depuis quelques mois à mettre en garde contre le risque d'explosion sociale que faisait courir à la France la combinaison d'une politique monétaire restrictive et d'une po-

litique budgétaire plus rigoureuse. Nous sommes aujourd'hui nombreux à nous interroger sur le rythme que nous imposons cette course effrénée vers les critères de convergence.

Certes, l'endettement de la France est insupportable et doit être résorbé. Il en va de notre indépendance nationale et de notre niveau de vie à tous. Mais est-ce en freinant sans cesse la crois-

se à accepter le plan très rude de 1992 que parce qu'ils avaient deux ans de croissance très forte derrière eux du fait de la réunification. En France, nous sommes exactement dans la situation inverse : le plan de redressement survient alors que la croissance tend vers zéro et que le chômage repart à la hausse.

Comment sortir de l'impasse dans laquelle nous sommes au-

### Il faut étaler l'effort demandé aux Français et demander aux Allemands de décaler l'entrée en vigueur de la monnaie unique

sance par des prélèvements accrus et par des taux d'intérêt réels exorbitants que nous y parviendrions ? Les Allemands n'ont pu commencer à rétablir leurs équilibres budgétaires que parce qu'ils ont maintenu pendant deux ans des taux d'intérêt réels à 0 %, ce qui a permis d'accélérer la croissance et les rentrées fiscales. Les Anglais ne s'approchent des critères de Maastricht que parce qu'ils ont baissé fortement leurs taux sans se soucier de leur parité monétaire. Autrement, ils seraient encore en quasi-récession et devraient faire face, comme nous, à de considérables déficits. Les Allemands eux-mêmes n'ont

aujourd'hui engagés ? Le premier ministre doit tenir bon sur l'aspect structurel des réformes qu'il propose. Les Français ne contestent pas, dans leur grande majorité, la nécessité de clarifier les responsabilités dans la gestion de la protection sociale, de mieux maîtriser les dépenses de santé, d'évoluer vers plus de solidarité entre les régimes spéciaux et les régimes normaux. En revanche, ils attendent un certain étalement de l'effort qui leur est demandé, effort pour lequel il faudra toujours veiller dans l'avenir à ce qu'il soit équitablement réparti.

Il faut également proposer à nos amis allemands de décaler

l'entrée en vigueur de la monnaie unique plutôt que de dramatiser cette échéance et de tenter d'atteindre un objectif qui semble hors de portée. Les Allemands eux-mêmes ne nous ont-ils pas envoyé récemment de nombreux messages dans ce sens ? Une refonte du traité de Maastricht se ferait aujourd'hui sans crise majeure car elle correspondrait à l'intérêt des deux parties. Rien ne serait plus dangereux que de croire que l'Europe se fera avec forceps. L'Europe ne pourra se faire que dans l'enthousiasme et avec le consentement des peuples.

Enfin, tout doit être mis en œuvre pour utiliser au plus vite le potentiel de baisse des taux, potentiel qui est aujourd'hui considérable, compte tenu de notre niveau d'inflation, de notre rythme de croissance très lent et de notre excédent extérieur.

Les Français sont aujourd'hui prêts à l'effort mais il ne faut pas leur demander l'impossible. Sans perspectives en matière de croissance et d'emploi, ils risquent de baisser les bras et de s'isoler dans le refus. Ceci serait désastreux pour notre avenir et pour l'image de la France dans le monde.

Jean-Michel Naulot est économiste et directeur de banque.



**Le Monde** est édité par la SA Le Monde.  
Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani.  
Directeur : Jean-Marie Colombani ; Dominique Adès, directeur général ; Noël-Jean Bessière, directeur de la rédaction ;  
Directeur adjoint de la rédaction : Edwy Plenel ;  
Rédacteurs en chef, adjoints à la direction de la rédaction : Thomas Ferey, Robert Solé ;  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges, Laurence Grellier, Danielle Heymann, Bertrand Le Gendre, Jean-Yves Lhonnès, Marcel Lucien, Luc Koenigsberg ;  
Directeur artistique : Dominique Roynet ;  
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ;  
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment ;  
Directeur de la gestion : Eric Plouffe ; Directeur délégué : Anne Chastagnier ;  
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Verret ;  
Médiateur : André Laurens ;  
Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Olivier Tiffaut, vice-président ;  
Anciens directeurs : Hubert Bonin-Méry (1944-1969), Jacques Rautet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lescourne (1991-1994) ;  
Le Monde est édité par la SA Le Monde.  
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.  
Capital social : 385 000 F. Principaux actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert Bonin-Méry Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprise, Jean-Marie Colombani, président du conseil d'administration ;  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL : 18, RUE FALGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. (01) 49 40 35 25 Télécopieur (01) 49 40 35 99 Fax : 01 49 40 35 95  
ADMINISTRATION : 1, place Hubert-Bonin-Méry 92401 NANTY-SEINE CEDEX  
Tél. (01) 49 40 35 25 Télécopieur (01) 49 40 36 46 Tél. 241 3117

## La première révolte contre la mondialisation

Suite de la première page

Cette double révolution d'où est qu'à ses tout débuts. Elle provoque pourtant déjà, dans les pays riches, et en Europe tout particulièrement, une profonde déstabilisation. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, les pays développés s'étaient dotés, tous et à des degrés divers, d'une organisation sociale et économique très particulière : un Etat-providence, un marché du travail structuré, des services publics développés... Celle-ci est aujourd'hui radicalement remise en cause par les nouvelles concurrences et les nouveaux métiers.

D'ores et déjà, les pays européens - et leurs populations - commencent à en ressentir, douloureusement, les premiers effets. Ce sont l'explosion du chômage, la stagnation du pouvoir d'achat, la dégradation de l'environnement, le développement des inégalités et la crise financière de la protection sociale. C'est, pour reprendre l'expression de *Newsweek*, la fin de la « belle vie » qui menace.

Le mouvement social actuel est une réaction face à cette mondialisation. Les revendications avancées par les conducteurs de la RATP, les étudiants de Jussieu et les médecins de province relèvent peut-être de comportements corporatistes : l'opinion ne les perçoit pas ainsi. Si les usagers des services publics et les salariés des secteurs « exposés » expriment, encore, une certaine sympathie à l'égard des grévistes, c'est qu'ils ont le sentiment qu'en défendant leurs « intérêts particuliers » les manifestants participent à la défense d'un modèle social menacé.

Cette grève contre la mondialisation menace de déboucher, maintenant et en France, sur une nouvelle remise en cause de Maastricht. La construction européenne y est en effet largement perçue comme le « cheval de Troie » de cette mondialisation.

Ce serait à cause de l'Europe que la France devrait réduire ses déficits publics et sociaux, libéraliser ses marchés et réformer ses services publics. Or il n'en est rien. La Suisse, la Malaisie et le Canada ont pas signé le traité de Maastricht. Aucun de ces pays ne revendique l'adhé-

sion à l'Union européenne. Ils n'en sont pas moins contraints à des efforts similaires.

Jacques Delors, l'ancien président de la Commission européenne, explique volontiers que l'Europe devrait être le bouclier avec lequel les pays du Vieux Continent peuvent défendre leur modèle économique et social. L'opinion n'y croit guère. Elle la ressent surtout comme une arme maniée par quelques technocrates et visant à instaurer dans les pays de l'Union un ordre ultra-libéral qui lui est étranger. La responsabilité des classes dirigeantes françaises est, à cet égard, considérable. Comme le souligne, pour le regretter, M. Delors, en France, « les élites ont la tête dans le monde global, la population dans le territoire national ».

Sûres de leur intelligence et de leur supériorité, les élites françaises - politiques, administratives et économiques - se sont en fait révélées incapables d'écouter leur peuple et de lui parler. Le divorce entre les classes dirigeantes et leur population est un trait commun des pays industrialisés. Il est cependant plus marqué en France qu'ailleurs, qu'en Allemagne notamment. L'enquête réalisée par la Sofres et publiée le 7 décembre par *L'Expansion* est symptomatique... et inquiétante. Les Français n'ont plus confiance dans les élites qui les dirigent. Ils les jugent « incompétentes, fermées sur elles-mêmes et peu honnêtes ». Elles seraient aussi peu soucieuses de l'intérêt général (pour 61 % des personnes interrogées) et feraient passer la construction de l'Europe avant les intérêts de la France (pour 49 %).

Par un attachement définitif à un jeu de rôles apparemment inébranlable - la majorité temporelle, l'opposition s'oppose, les syndicats s'accrochent à la défense d'intérêts catégoriels - les dirigeants français n'ont pas réussi à trouver, avec l'opinion, les voies d'une adaptation originale à l'inévitable mondialisation. Ils n'ont su ni expliquer les enjeux de cette double révolution, ni écouter les craintes qu'elle provoque dans les populations.

La crise d'aujourd'hui est l'enfant de ce divorce. Elle est peut-être l'occasion de redéfinir un nouveau contrat social et de créer de nouvelles institutions. Le modèle sera nécessairement européen, mais il suppose une réconciliation préalable entre les élites et l'opinion dont le moins que l'on puisse dire est qu'elle ne sera pas facile.

Erik Izraelewicz

## Le Monde

EDITORIAL

### Le petit pas de M. Juppé

**P**ROFITANT du débat sur la motion de censure, Alain Juppé a enfin rompu, mardi 5 décembre, le silence qu'il s'imposait depuis des jours. Cette occasion lui a d'abord permis de reconnaître l'erreur de méthode qui l'avait conduit à préférer le secret à la pédagogie. Toutefois, il n'est pas certain que le pas accompli puisse être jugé suffisant, au moment où le conflit cherche son second souffle.

Dans la forme, d'une raideur empreinte de technocratie, comme sur le fond, puisqu'il n'a renoncé à rien, le chef du gouvernement n'a pas fait l'ouverture susceptible de calmer le jeu rapidement. Au mieux, on verra dans les prochains jours si la démarche a permis de mettre un frein à une extension du mouvement, si elle participe d'une tentative de pourrissement ou si elle est, plus simplement, le moyen d'exploiter une division syndicale. Après six mois d'atermoiements qui ont affaibli son autorité, le premier ministre a donné l'impression, en haussant le ton, de céder à la tentation de l'autoritarisme.

A entendre les réactions de FO et de la CGT principalement, c'est ce message qui

a été entendu par les organisations syndicales. Il est clair en tout cas que l'inflexion, si inflexion il y a, manque de netteté. Séparer le dossier de la Sécurité sociale de celui des régimes spéciaux, ainsi que le réclamaient Jean Gandets, président du CNPF, et une partie de la majorité parlementaire, va dans le bon sens.

Il n'en reste pas moins que M. Juppé a laissé planer nombre d'ambiguïtés sur les garanties qu'il se dit prêt à accorder. S'engager à ne pas supprimer ces systèmes de retraite et à ne pas les aligner sur le régime général ne signifie pas que l'on est disposé à en maintenir les avantages spécifiques.

Or, même si elle est contestable du point de vue des salariés du privé, cette exigence se trouve au cœur des revendications actuelles. Elle ne se résume pas à des questions techniques. Elle révèle un

malaise plus profond, celui de la peur du lendemain, partagé par d'autres catégories, qui expliquerait l'attitude plutôt bienveillante des Français à l'égard de cette grève.

De la même manière, l'aménagement de la commission Le Vert ne signifie pas sa disparition. La « concertation » s'est substituée au « dialogue », mais ce n'est pas encore la « négociation », l'étape suivante indispensable. Louis Viamet (CGT) et Marc Blondel (FO) sont dans leur rôle quand ils soulignent que le mot a été soigneusement évité. Ils le sont encore quand ils assurent être disposés à discuter. Mais, pour l'heure, et pas simplement par orgueil, Alain Juppé ne semble pas vouloir s'engager dans cette voie.

Serait-il seulement trop tôt ? Alors que, sur la scène du théâtre social, le décor se met en place pour le deuxième acte, quelques considérations tactiques nécessitent de donner du temps au temps. La CGT est en congrès, FO ne peut pas perdre la face et les forces en présence n'ont peut-être pas épuisé leurs ressources. A supposer qu'il survienne, le second geste se fera encore attendre un peu. Que de temps perdu pour tous.

### Le chargé de mission par Philippe Bertrand



#### REVUE DE PRESSE

##### FINANCIAL TIMES

■ Il faut que le président [Chirac] explique clairement à ceux qui l'ont élu pourquoi il ne peut pas tenir immédiatement toutes ses promesses et pourquoi les sacrifices qu'il leur demande sont nécessaires non seulement pour répondre aux critères de Maastricht, mais pour accroître les chances d'une plus grande prospérité dans l'avenir.

##### THE INDEPENDENT

■ Certaines années de l'histoire de France - 1789, 1848, 1870, 1968 - font partie de la mémoire collective de l'Europe. Devons-nous nous préparer à ajouter 1996 à la liste ? (...) Vus dans une perspective européenne, les troubles ne représentent rien de moins qu'une protestation populaire contre le modèle de l'Europe dessinée à Maastricht.

##### LIBÉRATION

Paul Thébaud

■ Devant l'actuel retrait du peuple sur l'Avenir, sa sécession morale, cette incroyance dont les revendications ne sont que le mode d'expression, le gouvernement n'a pas d'autres ressources que celles de la démocratie. (...) Pour que l'enjeu soit le plus clair possible, il faut d'un référendum sur le projet de réforme de la Sécurité sociale.

##### EUROPE 1

Alain Duhamel

■ Alain Juppé a choisi une ligne qu'on peut définir par « fermeté sans fermeté ». (...) C'est la réaction de l'opinion dans les prochains jours qui tient la clé de tout.

##### FRANCE-INTER

Pierre Le Marc

■ Alain Juppé s'est efforcé de transformer la sympathie que l'opinion éprouve pour les grévistes en adhésion à sa démarche réformatrice. Les conséquences du conflit pourraient faciliter ce transfert plus certainement que le pouvoir de conviction du premier ministre.

### L'ombre des marchés sur la méthode Juppé

**L**A méthode... Dans le vocabulaire d'un premier ministre, ce mot-là a toujours une connotation magique. Ainsi il y a eu la méthode Rocard : sorte de doctrine de la modeste visant à s'occuper des problèmes quotidiens des Français, de la cage d'escalier à la boîte aux lettres. Il y a eu, ensuite, la méthode Balladur : sorte de réformisme tempéré, consistant, de l'affaire d'Alir France à celle du CIP, à faire un petit pas en avant, quand c'était possible, et deux en arrière, quand c'était nécessaire.

Alors que la crise sociale que traverse la France est vraisemblablement à un tournant depuis que le premier ministre a proposé, mardi, l'ouverture de négociations, on peut se poser la question : y a-t-il une méthode Juppé ? Pris dans un étau entre une possible sanction des marchés financiers et un avis de tempête dans la rue, le premier ministre a-t-il usé au mieux d'une marge de manœuvre qui était, de toute façon, étroite ?

En fait, avec le recul, on constate s'impose : le gouvernement s'est

mis lui-même dans une nasse dont il a les pires difficultés à sortir. Si l'on s'en tient aux stricts paramètres économiques de la réforme qui a mis le feu aux poudres, M. Juppé a commis une maladresse incontestable : le 15 novembre, à l'Assemblée nationale, il a annoncé deux réformes que rien ne le contraignait à mener conjointement. La première, qui vise à rétablir, dès 1997, l'équilibre des comptes de la Sécurité sociale, est assurément une réforme urgente. Si la France doit être présente au rendez-vous de la mondialisation de 1999, le gouvernement doit aller vite.

En revanche, la réforme des régimes spéciaux de retraite du secteur public aurait pu ne pas relever du même calendrier. Comme dans le cas du privé, une refonte de cette importance doit se préparer longtemps à l'avance, de sorte que le pays ne vive pas d'une solidarité à crédit, dont les générations futures feraient les frais. Il s'agit d'une réforme de long terme, dont la réussite n'exigeait pas qu'elle soit menée toutes affaires cessantes. D'autant que les

évolutions démographiques ne font peser une menace d'implosion qu'à l'horizon de 2005 ou 2010, voire 2015, selon les régimes. Le gouvernement avait donc un peu de temps devant lui pour étudier calmement le dossier, en préparant le terrain avec les partenaires sociaux.

Pourquoi Alain Juppé n'a-t-il pas dissocié ces deux projets ? Pourquoi, de surcroît, a-t-il cru utile d'engager, au même moment, des réformes importantes touchant plusieurs entreprises publiques, ce qui ne pouvait être perçu que comme des provocations ? Tout autre gouvernement aurait vraisemblablement opté pour la disjonction. Celui d'Alain Juppé n'a pas fait ce choix, qui était le plus raisonnable. Avec le recul, on comprend mieux pourquoi.

D'abord, il y a une raison économique. Après une campagne électorale au cours de laquelle le candidat Chirac a sans cesse répété son opposition à un plafonnement des « dépenses sociales, notamment les dépenses de santé, par rapport à la richesse nationale », puis six

mois d'action gouvernementale brouillonne, la politique économique a gravement souffert d'un manque de crédibilité, dont le franc a pâti. Pour regagner la confiance des marchés, le premier ministre n'a donc eu d'autre solution que celle, familièrement dit, d'en « rajouter » dans la rigueur et de présenter un plan pour la protection sociale allant au-delà de ce qui était nécessaire pour respecter les critères de Maastricht. Exagérément laxiste hier, il lui a fallu, du coup, être excessivement rigoureux aujourd'hui.

Ce choix-là a aussi été assumé par le gouvernement pour des raisons politiques. Pressé par une alle très convoitée de son électorat - les petits patrons, les commerçants ou les artisans que lui dispute Alain Madelin -, le gouvernement s'est vraisemblablement dit qu'il ne serait pas de mauvaises politique de faire mine d'en découler avec les fonctionnaires, eux qui sont souvent présentés comme des « nantis ». C'est clairement à cette stratégie, celle de la radicalisation et de l'affrontement, que répondait l'initiative du RPR

visant à appeler les « usagers » à manifester contre les grévistes.

Cette orientation était évidemment à haut risque, car elle limitait les portes de sortie possible du conflit. M. Juppé s'est laissé prendre en tenaille entre les marchés et les manifestants. Cet excès de rigueur auquel il a été contraint, le gouvernement en a été le prisonnier : céder aux grévistes - en tout cas trop visiblement - serait interprété par les marchés comme le signe d'un retour au laxisme : ne pas se montrer suffisamment ouvert à leurs revendications serait prendre le risque de voir durer le conflit.

C'est exactement ce qui s'est passé. De la réforme annoncée, le 15 novembre, qui visait à étudier « les modalités d'allongement de trente-sept ans et demi à quarante ans de la durée de cotisation requise pour bénéficier d'une retraite à taux plein » aux propos plus conciliants du porte-parole du gouvernement, Alain Lamassouire, le 5 décembre, excluant pas que certains agents puissent « partir à la retraite avant les soixante ans, à cinquante-cinq ans ou à cinquante

ans », il y a évidemment plus qu'une nuance, mais elle n'a pas été perçue comme telle.

Les petites ouvertures faites, mardi, par le premier ministre se sont-elles reçues différemment par ceux à qui elles s'adressent ? Dans tous les cas, la méthode Juppé ne se sera pas distinguée, jusqu'ici, par beaucoup de doigté.

Laurent Mauduit

#### PRÉCISION

##### INTELLECTUELS ET GRÉVISTES

Les initiateurs de l'appel de soutien aux grévistes, publié dans nos éditions du 6 décembre, nous demandent de préciser que leur texte « n'était pas conçu comme une réponse à celui de la revue *Esprit* », qu'il a été « revu dans sa dernière version par Pierre Bourdieu » et, enfin, qu'« aucune organisation n'est de près ou de loin responsable de son contenu ». (Appel de soutien aux grévistes, c/o Catherine Lévy, 4, rue Rambuteau 75003 Paris, CCP 2130516. J.)

Chirac 1995



**CONFLITS** L'appel lancé par le CGT et FO à la généralisation du conflit dans le secteur privé n'a quasiment pas été entendu. Chez Renault, les débrayages ont été soit

inexistants soit limités à deux ou trois heures. La production n'a pas été perturbée. Certaines directions sont même surprises du calme qui règne actuellement chez elles. ● LES

SYNDICATS du secteur privé hésitent à faire grève car ils sentent que le règlement du conflit se fera sur la base des revendications du secteur public. Lorsqu'ils se sont joints à la journée

d'action du 5 décembre, les syndicats du privé ont mis en avant des revendications spécifiques. ● LES DRH (directeurs des ressources humaines) ne sont pourtant pas optimistes. Un

sondage réalisé par leur association professionnelle prévoit une dégradation du climat social dans les entreprises. Les négociations salariales risquent d'être très tendues en 1996.

## Les entreprises privées redoutent une dégradation du climat social

Un sondage réalisé par les directeurs des ressources humaines estime que les salaires seront la principale revendication, loin devant l'emploi. Selon un syndicaliste, les salariés « ne savent plus pourquoi on leur demande des efforts »

**MALGRÉ** les appels à la généralisation du conflit, très peu de mouvements de grève ont affecté les entreprises privées le 5 décembre. Chez Renault, entreprise malgrée tout symbolique, la direction ne signale aucun mouvement. A Douai, A Fins 107 ouvriers sur 8 000 ont débrayé durant deux heures mardi 5 décembre. Au Mans, bastion cégétiste, un tiers des effectifs ont cessé le travail durant trois heures. Nulle part la production n'a été perturbée.

Certaines directions — comme celle de cette entreprise informatique qui s'apprête à annoncer un plan social le jeudi 7 décembre — sont même surprises du calme qui règne actuellement chez elles. Chez Via-GIT, entreprise privée de transports publics dont les cars servent

les syndicats de la Société générale appelant à la grève pour le 12 décembre. « Les grandes entreprises sont davantage inquiètes de l'amarisme du gouvernement en matière sociale que de l'élargissement du conflit au secteur privé », analyse le consultant Jean-Paul Jacquier.

**TENTATION** Dans un document interne, la fédération de la chimie CFDT explique pourquoi elle n'appelle pas à la grève dans le secteur privé : « Pour les salariés du privé, la réforme de la Sécurité sociale globale dans le bon sens, en dépit d'aspects

négligés que nous entendons bien voir remis en cause. L'Etat n'est pas leur patron et ne peut, de ce fait, répondre directement à leurs revendications en matière d'emploi, de conditions de travail, de salaire ou de maîtrise des politiques industrielles de leur entreprise. »

Pourtant la tentation est grande : « Reste l'idée de participer à un soulèvement social, justifié par un rai-le-bol que nous partageons tous et visant à obtenir de réelles transformations sociales. Jouer la chute du gouvernement dans ce cadre relève plus d'une démarche politicienne que syndicale et les effets en la ma-

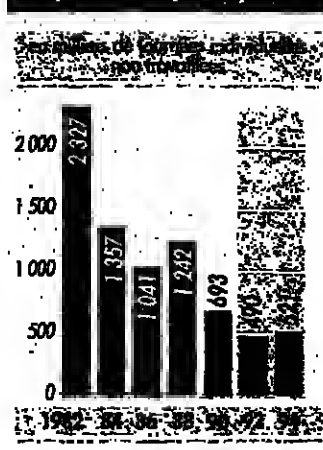
tière ne sont pas maîtrisés. » Un responsable de la CFDT-Bretagne le reconnaît : « Dans les boîtes, la pression est terrible mais on essaie de ne pas tout mélanger. »

Les embouteillages des potron-minet et la quasi-absence des salariés du privé de ce conflit ne signifient pas que ceux-ci soient satisfaits de leur sort. « Il y a un ras-le-bol général. Les gens ne savent plus pourquoi on leur demande des efforts », note Michel Huc, secrétaire général de FO Métaux. « C'est presque une grève par procuration. Dans nos secteurs, beaucoup de salariés sont à temps partiel et n'ont pas les moyens de descendre dans la rue. Mais le ras-le-bol est général », observe un responsable de la fédération Force ouvrière de l'agro-alimentaire, qui, pourtant, s'oppose publiquement à Marc Blondel sur la façon dont il mène ce conflit.

### REVENDEICATIONS SALARIALES

Les entreprises ne se font pas d'illusion. « Les salariés gardent leurs forces pour le jour où ils se sentent directement attaqués », observe la direction des Chantiers de l'Atlantique. « Il y a une espèce de malaise un peu mou, les gens ne sont pas prêts à faire grève, mais les prochaines négociations salariales seront difficiles », résume la direction de

### Les grèves dans les sociétés privées et publiques



Source : Ministère du travail

Contrairement à une tendance décennale, l'année 1995 risque de constituer une rupture et une remontée.

Via-GIT. « Le problème, c'est le pouvoir d'achat. Avec le retrait de l'abatement de 42 francs, l'augmentation de la TVA et le futur remboursement de la dette sociale (RDS), l'accent sera mis sur les salaires », pronostique le directeur des ressources hu-

maines de Dassault-Aviation. « Les salariés sont loin d'être euphoriques, mais ils sont prêts à se mobiliser pour l'entreprise. Encore faut-il que celle-ci fasse des efforts. Si le PDG s'amuse à faire refaire sa salle de bains par l'entreprise tout en demandant aux salariés de faire des sacrifices, l'effet boomerang est garanti », analyse un observateur patronal, qui ajoute : « Dans les semaines à venir, les revendications salariales vont être d'autant plus vives que les entreprises ont communiqué de bons résultats. »

« Finalement, les salariés sont comme les marchés financiers. Ils observent et attendent. Pour le moment ça grogne mais ça ne bascule pas dans la contestation », note le responsable des affaires sociales d'une grande entreprise de la métallurgie. Comme en écho, un responsable CFDT d'Usinor Sacilor pronostique que « les salariés en ont assez d'être toujours les premiers touchés. Dans le secteur privé, dès qu'il y aura des négociations, il y aura cristallisation de tous les mécontentements ».

Comme le dit ce dirigeant d'une entreprise chimique : « Le vrai problème, c'est que les gens ont peur et manquent d'espoir. Le calme du privé est-il vraiment plus rassurant que les soubresauts du public ?

Frédéric Lemaître

## La poursuite de la grève chez Boeing provoque d'importants retards de livraisons

### WASHINGTON

George Kourpias, responsable syndical de l'Association des machinistes et travailleurs de l'aéronautique, s'en félicite : la grève « commence à toucher vraiment Boeing », et le numéro un mondial « subit des pressions de ses clients ». Alors que les quelque 32 500 salariés qui ont arrêté le travail le 6 octobre dans les usines de Seattle (Etat de Washington), Wichita (Kansas) et Gresham (Oregon), entament leur troisième mois de grève, la direction de Boeing reconnaît que les retards de livraisons se multiplient.

Elle a d'ailleurs annoncé mardi 5 décembre la reprise des négociations avec les représentants du syndicat des ouvriers de production en grève. Les deux parties se retrouveront bientôt avec le médiateur fédéral. Outre les questions salariales, les grévistes continuent de rejeter le principe d'une participation des salariés au financement de l'assurance-maladie. Ils exigent, d'autre part, un droit de regard sur les activités de sous-traitance du groupe, qui se sont traduites par la perte d'environ 18 000 emplois ces dernières années. Le 20 novembre, les dirigeants syndicaux et la direction avaient annoncé un accord de principe, qui a été rejeté le lendemain par la « base » : 61 % des grévistes ont refusé le contrat de travail de trois ans qui leur était proposé. Ce durcissement du conflit, dont la longueur a déjà dépassé celle de la grève de 1979 (48 jours), risque d'avoir d'importantes répercussions financières pour le constructeur américain.

Boeing prévoyait de livrer 235 appareils cette année, 203 commandes seulement devraient pouvoir être honorées. A Seattle, au siège de la compagnie, on reconnaît que le rythme de livraison a diminué de moitié. Pour les compagnies, ces retards se traduisent par des annulations de vols ou par la prolongation de la durée d'exploitation de certains appareils. La compagnie américaine

United Airlines est particulièrement touchée : n'ayant reçu que 8 des 34 B-777 qu'elle avait commandés, elle a décidé d'annuler ses vols Washington-Madrid et Los Angeles-Paris, et de renoncer, dans l'immédiat, à l'ouverture d'une seconde liaison Miami-Sao Paulo. Northwest Airlines, Southwest Airlines mais aussi UPS Airlines sont également en difficulté, tandis que Japan Airlines, Singapore Airlines et British Airways sont inquiets.

### LA « BASE » RESTE DÉTERMINÉE

Boeing dispose d'un carnet de commandes bien rempli. La firme de Seattle a pris une sérieuse longueur d'avance sur son principal concurrent, Airbus, en remportant une commande historique de 77 B-777, le 14 novembre, par Singapour Airlines. D'autre part, la série des nouveaux Boeing 737-700, dont le premier vol doit avoir lieu en février 1997, connaît un vif succès : selon le Seattle Times, onze clients se sont déjà manifestés, pour un total de 214 appareils. En dépit de la grève, l'assemblage de ce nouveau modèle a commencé dans les usines Boeing.

Combien de temps ce conflit peut-il se prolonger ? Les grévistes, qui représentent 31 % des effectifs totaux de Boeing, ont manifestement été ulcérés par la distribution de quelque 6 millions de dollars (30 millions de francs) de dividendes aux cadres supérieurs. Si la « base » reste déterminée, la direction syndicale semble davantage prête au compromis. Une situation similaire à celle de Caterpillar où les 8 700 ouvriers poursuivent une grève depuis dix-sept mois : dimanche 3 décembre, ils ont de nouveau rejeté le contrat de travail de six ans que la direction veut leur imposer, mais le syndicat United Auto Workers a décidé, en tout état de cause, d'arrêter la grève. A l'origine, celle-ci avait été suivie par treize mille salariés.

Laurent Zecchini

## Plus de 50 % de surcapacités, selon le numéro un mondial

« L'INDUSTRIE » aéronautique mondiale est caractérisée par une surcapacité durable. Boeing et Airbus tournent à 50 % de leurs capacités, McDonnell Douglas et Fokker à 30 %. De passage à Paris, début décembre, Ronald B. Woodard, président de Boeing Commercial Airplane, n'est pas pour autant pessimiste. Cette année, le carnet de commandes pour l'ensemble de l'industrie atteint déjà 18 milliards de dollars (contre 7 milliards en 1994). Ils devraient continuer à se regonfler « au cours des deux ou trois prochaines années », sans atteindre les records enregistrés dans les années 80. Boeing construit actuellement moitié moins d'avions qu'en 1982.

Ces surcapacités exacerbent la concurrence et la guerre des prix fait rage lors des appels d'offres chez les avionneurs comme chez les motoristes. Du coup les constructeurs mettent d'abord en

avant les performances économiques de leurs appareils. Dans les années 80, Boeing vantait son avance technologique. Aujourd'hui l'avionneur met en avant les coûts de revient par siège de chaque appareil et les compare à ceux des avions de la même catégorie de son concurrent européen Airbus.

Selon Ronald B. Woodard, la situation est propice aux rapprochements. S'il se refuse à tout commentaire sur les rumeurs de négociations entre Boeing et McDonnell Douglas (Le Monde du 17 novembre), il ne tarit pas d'éloges sur ce dernier, « qui a toujours été capable de rebondir ».

Autre conséquence de ces surcapacités : la mise en sommeil des grands projets industriels et technologiques, coûteux en termes de développement. Ronald B. Woodard pense « ne pas voir de son vivant la réalisation d'un nouvel

avion civil supersonique » (il n'a que cinquante-deux ans) et confirme la « suspension de la coopération entre Airbus et Boeing sur le projet de très gros porteur ». Alors qu'Airbus semble vouloir poursuivre seul le programme ( baptisé A 3XX ), Boeing va très probablement se contenter de décliner une nouvelle version du célèbre 747 avec de nouvelles ailes, qui volerait plus loin (747-500) ou transporterait plus de passagers (747-600). Ce projet « que Boeing lancera probablement en 1996 », aux coûts de développement relativement modestes, devrait offrir à ses clients des coûts d'exploitation inférieurs de 15 % à ceux du 747-400. Dans le même sursis d'économies, Boeing envisage trois nouvelles versions de son petit porteur 737, l'avion le plus vendu de l'histoire de l'aéronautique.

Christophe Jakubyszyn

## Le nouveau plan social d'Alcatel CIT illustre les mutations du marché des télécommunications

L'HEURE est à nouveau aux restructurations chez Alcatel CIT. La direction de la filiale française d'Alcatel devait annoncer lors d'un comité central d'entreprise (CCE), mardi 5 décembre et mercredi 6 décembre, un peu plus de huit cents suppressions d'emplois. Ce nouveau plan social illustre, s'il le fallait, les mutations technologiques et réglementaires auxquelles sont confrontés les généralistes du secteur des équipements de télécommunications, dont ils ont parfois eu quelques difficultés à prendre la mesure, mais qui remettent en cause leurs positions, notamment dans leurs fiefs nationaux.

Ainsi, si Alcatel CIT anticipe une baisse de son chiffre d'affaires en 1996 à 9,5 milliards de francs, contre 10,7 milliards en 1995, c'est essentiellement en raison de la pression exercée à la fois sur les prix et sur le niveau global des achats par son principal client, France Télécom. Cette pression n'est pas seulement due au fait que l'exploitant téléphonique a été ébaudé par les surfacturations réalisées à ses dépens par Alcatel CIT, « affaire » qui l'a conduit à revoir ses procédures et à s'approprier un peu plus chez MET Communication, filiale de Matra et du suédois Ericsson. La pression tient plus au fait que France Télécom, comme nombre d'autres opérateurs, doit se préparer à l'ouverture à la concurrence de ses marchés, début 1998, ainsi qu'à une privatisation partielle et qu'il réduit en conséquence ses coûts et ses dépenses.

Alcatel CIT a été fortement touché. D'autant plus que le groupe a pris du retard dans la téléphonie mobile, l'un des secteurs les plus porteurs. En 1995, Alcatel CIT devrait accusé une perte de 400 millions de francs. Compte tenu de ce déficit et de la baisse d'activité attendue, l'entreprise veut ramener ses effectifs à l'équivalent de 8 200 emplois à temps plein à fin 1996, soit 829 de moins qu'aujourd'hui. « 1996 sera une année d'ajustement », commente-t-on chez Alcatel CIT. Mais l'audat d'Alcatel, engagé par son nouveau président, Serge Tchuruck, n'est pas achevé. En fonction de ses conclusions, il n'est pas dit que les suppressions d'emplois resteront en l'état. Dans l'immédiat, un accord sur le temps partiel choisi, si-

gné notamment par la CFDT, pourrait contribuer à préserver 100 à 150 emplois chez CIT. Alcatel CIT, quel qu'il en soit, a devant elle trois années difficiles. « Nous avons trois ans à attendre avant que les ventes de la nouvelle génération de centraux téléphoniques, la technologie ATM, décollent », note-t-on à la direction, où l'on table dans l'intervalle « sur les [téléphones] mobiles » et surtout sur « l'export ». Car il est clair que le marché français va devenir de plus en plus concurrentiel.

### AT&T PREND DU POIDS EN FRANCE

Déjà, à la faveur de la nouvelle configuration des commandes de France Télécom, MET Communication a effectué une petite percée. L'arrivée d'autres acteurs se profile. Profitant de la rupture techno-

logique que constitue l'ATM, Thomson-CSF, par exemple, réattaque un marché des télécommunications civiles dont il était sorti en 1983, suite à la vente de ses activités à CGE, l'ancêtre d'Alcatel Alsthom.

Plus perturbante risque d'être l'arrivée d'AT&T. Au 1<sup>er</sup> février 1996, le géant américain absorbera une bonne moitié des activités de TRT, filiale française de Philips (l'accord doit être signé le 20 décembre 1995). Et notamment les activités liées à la téléphonie publique : équipements d'infrastructure pour le téléphone mobile et centraux téléphoniques ATM. Jusqu'à présent, la présence d'AT&T sur le marché de la téléphonie publique en France était quasi nulle, le groupe ayant un poids limité dans la téléphonie privée, malgré

le rachat de Barbone. Avec l'acquisition d'une partie de TRT, dont il prendra le nom, le groupe américain se positionne pour la libéralisation de 1998. A compter de cette date, les nouveaux concurrents de France Télécom constitueront autant de marchés à démarcher, pour lesquels les positions établies ne compteront plus. Ou moins. « Si l'arrivée de nouveaux opérateurs contribue à créer des marchés et modifier le périmètre des fournisseurs, il y a souvent, dans un premier temps, un avantage donné aux fournisseurs sortants, pour des questions de compatibilité avec les réseaux en place », explique Didier Pouillot, responsable du département des analyses industrielles de l'Idate (Institut de l'audiovisuel et des télécommunications en Europe).

### Gérard Dega, PDG, est mis en examen

Jean-Marie d'Huy, le juge d'instruction chargé du dossier des surfacturations d'Alcatel CIT aux dépens de France Télécom, a signifié sa mise en examen pour escroquerie à Gérard Dega, le PDG de la filiale d'Alcatel. Il a fait de même pour Claude Tourner, membre du comité exécutif d'Alcatel Alsthom, notait, mercredi 6 décembre, la direction du groupe, confirmant les informations publiées par Libération.

En juin 1995, Gérard Dega, jusqu'alors numéro deux de CIT, a succédé à Pierre Guichet au poste de PDG. Ce dernier, après avoir été incarcéré onze jours et mis en examen, a pris sa retraite. L'affaire des surfacturations a conduit à d'autres mises en examen, celle de Jacques Imbert, ancien directeur des transmissions de CIT, mais aussi et surtout celle de Pierre Snaad, alors PDG d'Alcatel Alsthom, et celle de Françoise Sampermans, alors PDG de la Générale occidentale.

Un autre acteur pourrait modifier le paysage français : Northern Telecom. Le groupe canadien n'a pas caché que, le cas échéant, il pourrait prendre le contrôle de Matra Communication, dont il détient 50 % du capital. Il n'est pas exclu, non plus, que l'alliance industrielle entre les deux groupes s'étende au-delà de la seule téléphonie mobile. Ce qui pourrait provoquer un conflit d'intérêt avec Ericsson, l'allié dans les centraux téléphoniques. « Il y aura tôt ou tard besoin d'éclaircissement », relève Didier Pouillot, qui n'exclut pas l'hypothèse d'un éclatement de Matra Communication. Les restructurations dans l'industrie des télécommunications sont loin d'être achevées.

Philippe Le Cœur



## Les fabricants français de jouets ne sont pas à la fête

Ils sont laminés par la concurrence internationale

A UN MOIS des fêtes de fin d'année, les fabricants de jouets ne croient plus au Père Noël. « Les producteurs français sont inquiets », estime Jean-Louis Berchet, président de la FFI (Fédération française des industries du jouet). Les difficultés de Manneret, repris mardi 5 décembre par Smoby, la récente faillite de Jouef ou le malaise du groupe Idéal Loisirs apportent de l'eau au moulin des pessimistes.

Les industriels ne produisent plus qu'un jouet sur quatre achetés en France et la profession connaît une véritable bécotage. De 300 entreprises il y a une dizaine d'années, le nombre est tombé à 135 en 1994, dont seulement 40 dépassent les 20 millions de chiffre d'affaires. Implantées à 55 % en Rhône-Alpes et en Franche-Comté, elles totalisent près de 8 500 emplois directs et environ 20 000 emplois indirects.

« Nous sommes pris en tenaille entre les multinationales et les importateurs de jouets bon marché d'Asie ou d'Europe du Sud », explique Dany Breuil, PDG de Smoby. Les importations de produits bas de gamme et de contrefaçons, qui représenteraient environ un quart du marché (15,6 milliards de francs), ont contribué à faire tomber les prix. Les industriels français ont dû abandonner toute la production de jouets nécessitant une importante main-d'œuvre.

Les multinationales, dominées

### Une industrie pénalisée par les grèves

La grève des transports ne pouvait tomber à un plus mauvais moment pour l'industrie du jouet : elle réalise 70 % de son chiffre d'affaires pendant les dernières semaines de l'année. Onze jours après le début des conflits, elle commence à craindre de perdre sa saison 1995. Les ventes de jouets seraient tombées de 60 % lors de la dernière semaine de novembre par rapport à la même période de 1994. Ce manque à gagner sera difficile à rattraper, selon les producteurs. « La conséquence pourrait être une accumulation de stocks, qui pèserait sur la production de l'année prochaine, et des dégâts certains pour les PME françaises du jouet », craint Daniel Aboaf, délégué général de la Fédération française des industries du jouet. — (AFR)

par les deux géants américains, Mattel (Barbie, Fischer Price) et Hasbro (MB, Playskool), détiennent 40 à 45 % du marché français. Elles délocalisent une part importante de leur production dans les pays d'Asie du Sud-Est et adoptent une stratégie mondiale, ce qui leur permet de consacrer 20 % de leur budget à la publicité. De véritables « rouleurs commerciaux », face aux fabricants français, qui n'ont souvent pas les moyens de financer une politique de communication.

« La force des fabricants français est d'avoir développé un outil industriel important, en privilégiant la qualité et l'automatisation pour rester compétitif », explique Jean-Louis Berchet. Mais cette stratégie est onéreuse. Le coût des moules nécessaires à la production d'un jouet en plastique atteint parfois 5 millions de francs. « Pour rester dans la course, il faut, selon Jean-Louis Berchet, une taille de plus en plus élevée ». Le seuil critique serait aux environs de 250, voir 400 millions de francs de chiffre d'affaires.

Pour ne pas mourir, les fabricants français doivent grandir. Smoby, qui prévoit de réaliser 600 millions de francs de chiffre d'affaires cette année, vient d'annoncer l'acquisition de 51 % du capital de Manneret (jeux de plein air). Berchet, Clairbols, Favre et Charton ont fusionné en avril 1995, donnant naissance au holding Superjouet, dont le chiffre d'affaires dépasse les 750 millions de francs.

Les exportations, qui représentent à 2,4 milliards de francs

(40 % de la production des fabricants français), constituent l'autre vecteur de développement. « L'exportation est une des priorités d'action de notre fédération », selon Daniel Aboaf, délégué général de la FFI. « Notre but est d'arriver à un partenariat avec nos distributeurs implantés à l'étranger. »

Mais la négociation avec la grande distributrice, qui réalise la moitié des ventes de jouets en France, est complexe. En plus d'une aide à l'exportation, les fabricants de jouets souhaitent limiter les promotions sauvages de fin d'année, éviter les retours d'inventaires après Noël et partager la gestion des stocks de marchandises. Ils espèrent aussi voir les grandes surfaces augmenter la part de « linéaire » consacrée en permanence aux jouets, au lieu de les réduire à une peau de chagrin après Noël. Une telle évolution appuierait la campagne en faveur de la dessaisonnalisation, que va lancer la FFI : « Tous les jours, le monde, le jouet, le jeu. »

H. R.

## La Lyonnaise des eaux se prépare à renégocier avec la ville de Grenoble

Le groupe dirigé par Jérôme Monod affirme jouer la transparence

Un conseil municipal extraordinaire de la ville de Grenoble doit arrêter, le 7 décembre, la position de la municipalité sur le dossier sensible

de la concession de la distribution de l'eau. La Lyonnaise des eaux se dit prête à modifier le contrat signé en octobre 1989 par l'équipe mu-

nicipale dirigée alors par Alain Carignon, mais agit la menace d'indemnités à payer en cas de rupture unilatérale.

bientôt se prononcer, dans le cadre de l'affaire « Dauphiné News ». Mais le débat entre la Lyonnaise des eaux et la municipalité en place devrait porter sur l'économie générale du contrat de concession.

### DEUX RAPPORTS

Deux documents devraient alimenter le débat : un rapport du cabinet américain Boston Consulting Group et le rapport définitif de la chambre régionale des comptes, qui porte sur la « gestion de l'eau à Grenoble ». La Lyonnaise des eaux, qui affirme « vouloir jouer la transparence », entend légitimer les termes du contrat par les éléments dégagés par ces deux rapports. Schématiquement, ces analyses retiennent, du côté des gains, les contributions, redevances, droit d'entrée et reprises d'endettement versées par la Cogese à la municipalité, et, du côté des charges, le surcoût pour l'abonné en termes d'abonnement et de prix de l'eau.

La version définitive du rapport de la Cnur des comptes conclut

certes à « une perte globale pour les usagers et contribuables grenoblois des décisions prises en 1989 pour la gestion des services d'eau et d'assainissement de leur ville comprise entre 52,7 et 103,1 millions de francs (valeur 1989) pour la période 1989-2014 ». La Lyonnaise des eaux explique toutefois qu'il convient de « retrancher de ce bilan le surcoût de 85 millions de francs imputable à la surévaluation communale des opérations d'assainissement, qui ne concerne pas les contrats en cause ». Le bilan de la concession de la distribution stricto sensu ferait donc ressortir un bénéfice de 32 millions de francs ou une perte de 18 millions, selon les hypothèses. Un chiffre qui se rapproche de l'estimation apportée par le Boston Consulting Group, qui conclut à un gain de 37 millions de francs 1989 pour l'usager et le contribuable.

Il convient toutefois de souligner que ce bilan ne présume rien du bilan financier de l'opération pour la Cogese. Selon Gérard Payen, « la Cogese ne sera en mesure de retirer des bénéfices de

l'opération qu'après avoir dégagé des gains de productivité suffisants pour compenser l'excédent des flux versés à la municipalité par rapport à l'augmentation des prix pour le consommateur ».

### DROIT D'ENTRÉE

En clair, la Lyonnaise des eaux veut, à cette occasion, rappeler que les contrats de concession permettent souvent aux municipalités d'augmenter les recettes communales au détriment des usagers. Et, avant la récente intervention du législateur pour interdire cette pratique, d'exiger le versement d'un important droit d'entrée qui permettait à la commune de se désendetter mais dont la charge était répartie sur l'usager. De 1989 à 1995, le prix du mètre cube d'eau à Grenoble est ainsi passé de 4,85 à 13,04 francs. « La municipalité grenobloise a déjà perdu la moitié des 316 millions de francs de redevances et contributions spéciales prévues par le contrat », rappelle Gérard Payen.

Christophe Jakubyszyn

## La majorité municipale veut « reconquérir » son eau

### GRENOBLE

de notre correspondant  
Les différentes composantes de l'actuelle majorité municipale, PS, PC, divers gauche et écologistes, s'étaient publiquement engagées, pendant la campagne des municipales de juin 1995, à organiser le retour des services de l'eau et de l'assainissement dans le giron de la ville. Six mois plus tard, après la condamnation de l'ancien maire RPR, Alain Carignon, et la publication du rapport rendu par la chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes, les élus PS et écologistes sont divisés sur la méthode à adopter pour « reconquérir » l'eau de leur ville. Les deux parties devraient débattre publiquement de leurs divergences lors du conseil municipal qui se tiendra jeudi 7 décembre.

Le nouveau maire, Michel Destot (PS), estime que le tribunal correctionnel de Lyon établit clairement que le contrat liant la société concessionnaire (Cogese) à la ville « est entaché de corruption. La commune a donc toute légitimité pour remettre en cause ces contrats, avec deux objectifs : la baisse du prix de l'eau facturé aux usagers et le retour du service de l'eau et de l'assainissement sous le contrôle de la commune ».

### MISE EN GARDE

Les élus écologistes et leur leader, Raymond Avallier, troisième adjoint du maire de Grenoble, réunis au sein de l'Association pour la démocratie, l'écologie et la solidarité (ADES), demandent à la ville d'agir « vite et fort ». Au cours du conseil municipal ils demanderont à ce que la commune « n'accepte pas comme partenaire pour la gestion du service public une société dont les responsables sont des corrupteurs. La Cogese-Lyonnaise des eaux devra être exclue de cette gestion ».

Enfin l'ADES réclame la création d'une régie municipale pour accueillir le service de l'eau. Aussitôt après le jugement du tribunal correctionnel de Lyon, cette association avait clairement mis en garde l'équipe que dirige Michel Destot. « Les grenoblois ont été trompés par ceux qui auraient dû défendre leurs intérêts, écrivait alors l'ADES. Plus aucune décision d'importance ne doit être prise sans informations et débats contradictoires préalables. »

Claude Francillon

# JOYEUX NOÛRAUTO!



**Chez Norauto, les téléphones mobiles vont plus loin avec Itineris.**



**OFFRE D'ABONNEMENT AVEC ITINERIS**

**159 FTTC<sup>(1)</sup> par mois**

**+ 300 FTTC<sup>(2)</sup> de communications gratuites.**

**36 15 NORAUTO**

**Norauto**

**LA QUALITÉ DE VIE EN**

(1) Tarif valable 6 mois avec prépaiement automatique souscrit avant le 30/12/95.

(2) Voir conditions précisées en magasin.

Ericsson GH337  
Sa taille réduite et sa mini batterie vous donne une nouvelle force. Autonomie en veille : 18h, en communication : 100 mn.

(3) Subordonné à la souscription auprès de Norauto d'un abonnement CMC Itineris de 1 an avec prélèvement automatique, et à la perception d'avance d'une somme de 1000,99F. Pour l'achat d'un GSM sans abonnement, rajouter 2050F au prix du produit.

Avec Itineris, on peut vous joindre aux 4 coins de l'hexagone.

On va beaucoup plus loin avec **itineris**

**MONTAGE DANS TOUS NOS CENTRES**

Jusqu'au 30 décembre 95

Adresses et horaires des magasins, toutes offres, appels, services, voir, information pratiques... 0,12F l'unité et 2,27F/jan

© Norauto 12/1995 RG Linc 8470 501 545. Document non contractuel.



Alain Fiorucci, président du cabinet Soprofi

## « L'année 1996 sera le moment de vérité pour les marchés et l'union monétaire »

Président du cabinet d'analyse des marchés Soprofi, Alain Fiorucci pense que le conflit social a un impact relativement limité sur les marchés et

ne débouchera pas sur une crise financière. Il considère que la priorité absolue accordée au franc fort pèse sur la croissance et rend impos-

sible la réduction des déficits. La crise sociale démontre, selon lui, qu'on ne peut transformer la société française sans croissance.

« Les marchés financiers français se sont nettement repris en novembre. Le franc et la Bourse ont remonté et les taux d'intérêt ont baissé. Un redressement remis partiellement en cause au cours des derniers jours. S'agit-il d'un mouvement de fond ou d'un incident de parcours lié à la crise sociale ?

— Remettons en perspective les évolutions récentes. Le franc s'est nettement redressé depuis le 20 octobre. Il était alors proche des 3,54 francs pour un mark et est revenu à près de 3,42. Actuellement, il se situe autour de 3,47 pour un deutschemark, mais il ne s'agit que d'une petite correction. La reprise du franc n'a pas été un phénomène isolé : l'ensemble des monnaies dites faibles, comme le dollar, la livre et la lire, se sont redressées en novembre.

« Du côté des taux d'intérêt à long terme, l'effet social est également limité. A partir du moment où le ralentissement de la croissance est sensible, la tendance naturelle va vers une baisse des rendements. Le sens de l'évolution économique n'est pas modifié par la crise sociale. En revanche, celle-ci a un impact nettement négatif sur l'évolution de la Bourse de Paris. Elle venait de très bas en raison de l'amorce de ralentissement économique, et s'était un peu reprise. La grève des transports ne fait qu'atténuer le ralentissement dû à la diminution des revenus et à la faiblesse de la consommation. Nous serons en décroissance au quatrième trimestre de 1995. Dans un pays où les rigidités sont extrêmement fortes et où les entreprises ont des difficultés pour se restructurer, un ralentissement sérieux de la croissance a un effet immédiat et important sur les marges.

« La politique monétaire porte une part non négligeable de responsabilité dans cette situation. La Banque de France ne se préoccupe pas de la conjoncture, mais seulement de la parité franc-mark, et laisse ses taux à des niveaux bien trop élevés compte tenu de l'insensibilité sensible de l'activité.

« On ne peut pas transformer la société française quand la machine économique a tous les freins serrés »

— Compte tenu de la dégradation de la conjoncture, le gouvernement pourra-t-il atteindre l'année prochaine ses objectifs de réduction des déficits ?

— C'est le dilemme entre le faisable et le souhaitable. Il y a deux scénarios pour 1996. Dans le premier cas, l'Allemagne et les États-Unis redynamisent leur croissance. Tous les pays qui ont une position fragile — dont la France — en profitent et se redressent. Le franc et la Bourse se tiennent bien, au moins un temps. Il y aura alors une phase favorable qui améliorera le climat social dans un pays qui a connu, ces cinq dernières années, sa période économique la plus difficile — en temps de paix — depuis les années 30.

« La seconde hypothèse pour 1996 réserve à la fois le pire et le meilleur. Le pire : la croissance ne repart pas. Non seulement les critères de Maastricht ne seront pas respectés, mais on risque de s'en éloigner. Les recettes budgétaires seront bien inférieures aux prévisions et les dépenses — on le voit bien — seront presque impossibles à réduire. 1994 donne une idée de la difficulté de la tâche : la croissance y a été assez forte, en dépit d'une politique monétaire très restrictive, mais les déficits se sont très nettement accrus. Même l'Allemagne ne pourra pas, dans ce scénario, entrer dans l'ère de Maastricht. Et là, il y a un risque de dérapage violent sur les marchés si les autorités politiques et monétaires s'entêtent.

« Mais cette situation pourrait aboutir au meilleur parce qu'elle

aura le mérite de cristalliser le problème. C'est en ce sens que 1996 — et non 1997 — sera l'année de vérité pour les marchés et l'union monétaire.

Nous devrions, l'année prochaine, constater l'échec de la tentative d'union monétaire sur des bases erronées. La crise sociale est la conséquence, d'une part, des exigences en matière de déficits du traité de Maastricht et, d'autre part, de la faiblesse de l'activité qui résulte de la volonté de se mettre en conformité avec ces critères. On ne peut pas transformer la société française quand la machine économique a tous les freins serrés.

— Réussira-t-on à construire la monnaie unique, même avec du retard sur le calendrier ?

— Les traces persistantes de la récession ne permettront pas l'union monétaire. La seule possibilité pour

parvenir à la monnaie unique selon la procédure retenue, c'est d'avoir que les critères de convergence économique retenus soient contraignants. Le critère le plus handicapant est celui de la stabilité monétaire. Le maintien coûte que coûte de la parité du franc avec le mark rend impossible la réduction des déficits. Cette stabilité forcée bloque toute initiative de relance économique à partir du moment où le centre du système, l'Allemagne, ne procède pas ainsi.

« Personne ne peut nier l'intérêt de ne pas avoir trop de dettes ni trop de déficits, de bénéficier de taux à long terme le plus bas possible et d'une faible inflation. Le débat, c'est de trouver le moyen d'y parvenir sans abîmer l'économie.

« Je vais être provocateur : ce qui

vaut aujourd'hui au franc de se tenir bien, ce n'est pas le niveau des taux, mais l'impact de la politique monétaire sur la croissance économique qui préserve les équilibres extérieurs. Si, chaque fois qu'il y a une alerte sur le franc, vous remontez brutalement les taux et si vous les réduisez ensuite lentement quand la conjoncture s'améliore grâce à l'environnement extérieur, le message n'est pas très porteur pour les agents économiques. Il ne leur donne pas vraiment confiance. C'est pourquoi nous ne nous sommes pas encore remis du choc du ralentissement de 1991. Le franc était naturellement fort, sans baillies, à la fin des années 80, quand l'activité était soutenue. »

Propos recueillis par  
Eric Leser

## Suez poursuit son recentrage et se réorganise

LE PRÉSIDENT DE SUEZ, Gérard Mestrallet, a annoncé mardi 5 décembre la poursuite du recentrage des activités du groupe et la réorganisation de la holding. Au total, 3,9 milliards de francs de désinvestissements ont été réalisés depuis l'arrivée de M. Mestrallet à la tête du groupe fin juillet. M. Mestrallet a annoncé la cession des 73,37 % que Suez détenait dans Fimagest (gestion de valeurs mobilières) à la Générale de banque pour 660 millions de francs. Les effectifs de la holding seront ramenés de 185 personnes au début de 1995 à 80 en 1996. La direction générale est renforcée avec notamment l'arrivée comme conseiller du président de François Jacot, gérant de la banque Demachy-Worms et Cie. Enfin, l'ensemble de l'immobilier de la Compagnie de Suez est regroupé au sein du pôle Crédisuez.

■ **PECHINEY** : les investisseurs se sont désintéressés de la privatisation du groupe qui débutait mardi 5 décembre. Le CIP Pechiney cotait en fin de journée 205,30 francs, en repli de 0,8 %. L'évolution des résultats du groupe, liée au cours de l'aluminium, inquiète les analystes. Si Aluminium Dunkerque a besoin d'un cours du métal de 1 600 dollars la tonne pour parvenir à l'équilibre, le reste du groupe obtient 14 % de rentabilité avec un cours de l'aluminium à 1 500 dollars la tonne.

■ **AIR LIBERTÉ** : la compagnie va reprendre les lignes régulières d'Euralair ainsi qu'une centaine de salariés affectés à cette activité, ont indiqué les deux compagnies aériennes privées mardi 5 décembre. Parallèlement, Euralair deviendra actionnaire d'Air Liberté, avec 10 % du capital.

■ **BP** : l'Etat britannique a vendu ses dernières actions du groupe pétrolier britannique British Petroleum (BP). Cette participation, qui représentait 1,8 % du capital de BP, avait été conservée par le gouvernement lorsqu'il avait vendu 32 % de BP en 1987.

■ **IBERIA** : le gouvernement espagnol saisira le Tribunal international de Luxembourg si la Commission européenne n'autorise pas une augmentation de capital de 130 milliards de pesetas (plus de 5 milliards de francs) pour la compagnie aérienne.

### Privatisation

Les semaines précédentes vous ont permis de mieux connaître le groupe Pechiney. D'entrer dans ses métiers, sa stratégie, de découvrir ses ambitions. Ses forces, et les défis qu'il doit relever. Vous disposez maintenant de toutes les raisons qui vous permettent de décider de participer au développement du Groupe. Sauf une. Le prix de souscription.

# Investir. Mais à quel prix ?

### Raisons

- 56 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1994
- 65 % du chiffre d'affaires réalisé hors de France
- N°1 européen de l'aluminium et N°4 mondial
- N°2 mondial de l'aluminium pour l'aéronautique
- N°1 mondial de la boîte-boisson
- N°1 mondial des tubes souples
- Plus de 350 implantations industrielles et commerciales
- Présent dans 60 pays

• Prix de souscription  
**187 francs**

Les chiffres cités ne comprennent pas les activités cédées : Bouteille Métal et Spécialités Amérique du Nord, Boisson Verte Amérique du Nord, Composants et Systèmes, Éléments de Turbomoteurs (annonce d'un accord de cession le 13.10.1995, sous réserve de l'approbation des autorités nationales compétentes). Un document de référence enregistré avec un avertissement et une note d'opération définitive votée par la CGA sont à votre disposition auprès de votre banque, des Caisses d'Épargne, de la Poste, du Trésor Public, de votre société de bourse et de Pechiney. Pour toute information sur Pechiney, adressez-vous à votre interlocuteur privilégié ou appelez le 01 20 20 20 20 (appel gratuit) ou composez le 3010 Chiff (11,29 F la minute). Adresse Internet : <http://www.pechiney.fr>

Vous n'investirez pas sans raisons.

**PECHINEY**







CAC 4  
↑

**+0,45**  
CAC 4  
1823

[illegible]

Ende	459	457	-0.48	31.0095	UAP
Energy	381	384	-0.73	31.0195	UAP Localia
Finance	99.80	98	0.20	30.04	UAG D.A.M.I.
Inter	50.45	50.10	0.35	30.0490	UIC
	13.70	13.30	0.40	30.0490	UIC
	200.70	200.70	0.14	30.0245	UIS
	63	63	-	14.0095	Unitrab
Misc.	69.60	67.6	2.02	10.0095	Union Astor-Fal
	112.60	113.20	-1.60	15.0195	Union Astor-Fal
	316	330	-14	10.0095	Union Astor-Fal
	44	47	-3	12.1845	Vanille
	4.36	4.45	-2.06	-	Via Banque
	356.30	371	-17.6	02.0095	Woods & Cie
IP	307	295.10	0.13	10.0095	Zodiac
	100.20	100.20	0.00	10.0095	Zodiac
	264	262.70	0.55	11.0595	ZV Calson
	624	633	-0.25	06.0595	
	947	948	-0.14	03.0595	
	315	315.50	-0.50	04.0595	
	407	406.40	0.73	04.0595	
	366	365	-0.27	12.0695	
	1082	1079	-0.22	06.0595	
	364	367	-3	12.0795	
Algue	240	265	-1.97	08.0595	
	143.50	139.60	2.71	02.0795	
	137.70	140.30	1.88	04.0595	
	79	79	-	04.0595	
	103.90	103.90	-	04.0595	
	35	34.50	1.42	25.0695	
	750	777	-1.44	18.0795	ABN Amro Holding
	3500	3501	-0.42	18.0795	Adidas AG
	100	100	-	18.0795	American Express
	2660	2670	-0.93	10.0795	Anglo-American
	133	133	-	02.0795	Anglo-American
	375	375	-	02.0795	A.T.T.
	133	133	-	02.0795	Bent
	2740	2800	-2.18	02.0795	Barrett Gold
	347.90	347	-0.25	02.0795	B.A.S.F.
	25.40	24.20	1.12	24.0795	BAUER
	475	475	-	3.07	Bayerische Group
	120	120	-	03.07	Bayerische Group
	175.50	178.80	0.13	31.0795	Chase Manhattan
	352.50	354	-0.58	20.0795	Comptex
	569	569	-	1.0495	Ordian Benz
	34.65	34.610	0.31	31.0795	Ordian Benz
	165	167.80	-1.68	30.0695	Deutsche Bank
	100.10	100.70	-0.59	12.0795	Dresdner Bank
	85	85	-	1.72	Dresdner Bank
	113	113.10	-0.10	12.0795	Dresdner Bank
	1560	1559	-0.06	09.0695	Easman Kolm
	455	453	-0.49	09.0695	Easman Kolm
	83	83	-	0.35	Euro Bank
	144	144	-	1.76	Electric
	1425	1223	0.47	07.0795	Ericson
	596	592.10	0.47	07.0795	Ericson
	598	606	-1.33	06.0595	Exxon Corp.
	1744	1750	-0.48	07.0595	Exxon Corp.
	129	129	-	12.0695	Force Motor
	200	200	-	30.0795	Gencl Limited
	556	590	-6.38	07.0595	General Elect.
	488	454	1.33	27.0595	General Motors
	572	572	-	18.0695	Goldman Sachs
	175.60	179.40	-1.91	28.0795	Gold Metropolis
	283.60	286.50	-1.16	27.0595	Guinness PLC
	307	308	-2.25	06.0595	Hansen P.C.
	107.80	107.80	-	11.0895	Harpur
	304.90	389.20	-82.27	23.0795	Heurich

[illegible]

	1300	- 0,61	266,0295
	474,10	- 1,22	097,2995
35	58,85	- 0,65	097,1095
	611	- 0,52	016,0795
	278,38	- 1,51	157,1495
50	75,35	+ 2,03	—
	226,10	+ 2,53	151,2995
	313,60	- 0,51	027,9795
30	336,40	+ 0,95	124,2995
10	61,10	+ 1,66	—
	591	- 0,82	117,2095
	401,30	- 1,71	137,0995
	5480	- 0,16	066,0695
	69,50	- 0,72	306,0695
	8,61	—	246,6595
	1995	- 0,33	246,9595
	443,80	- 0,26	107,6395
40	196	- 2,15	236,9595
	134,30	- 0,40	250,9595
	429	- 0,22	157,1495
	214,50	+ 6,15	178,0995
70	35,91	- 3,66	046,0695
	260,90	- 1,27	367,1795
	645	—	267,0695
65	72,70	- 0,06	083,9795
	278	- 0,71	—
	27,90	- 2,76	158,0995
15	312,30	- 0,09	027,0995
	181	- 2,16	—
	62,10	- 0,72	027,1395
	2633	- 0,22	246,0295
	273	- 0,73	—
	103	- 0,98	—
	260	- 1,06	—
15	68,15	- 0,43	237,9795
	57,90	- 2,43	—
44	—	- 0,57	267,3995
	479,50	- 0,27	107,3995
	344	- 2,68	158,0995
	—	—	027,0695
	104,50	- 0,41	028,9595
	173	- 3,59	156,9995
	107	- 0,92	—
10	1,80	—	—

30 DAT 9.9  
DAT 88

QAT 9/8  
21720

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
BFCE 94-91-02	172,15	8,910
CEPMF 94-88-97CA	103,70	3,786
CEPMF 94-89-99 CA	108,38	2,983-6
CEPMF 94-89-99 CA	108,38	2,983-6
CFD 93-90-93 CA	115,61	3,872-5
CFD 93-92-95 CA	710,49	7,763-0
CFE 100-95-96 CA	108,70	2,645-7
CFE 98-98-97 CA	104,63	1,897
CFE 98-98-97 CA	113,54	1,897
CLF 94-98-100 CA	102,20	9,930
CLF 94-98-98 CA	116,61	7,716
CNA 95-47-02-07	-	5,434
CRH 94-92-04-03	104,53	3,897-5
CRH 94-1067-1085	-	6,206-4
CRH 94-1067-1085	-	7,765-4
EDF 93-94-94 CA	110,99	2,785
EDF 93-94-94 CA	109,99	2,785
Emt.Etaci 02,26-84-96	100,97	7,591
Emp.Etaci 06,77-93-97	100,95	2,026
Financier 94-91-664	115,14	1,365
Financier 94-97-02-28	109,96	2,923-0

QAT 9.55050000 CAW	106.85	4.350	Badermann Tm.	7	110
QAT TMB 5790 CA	99.60	1.960	BT (G&S)	1	109
QAT 8.1255 89-99	108.00	4.140	Cambridge	3	108
QAT 5.02050000 CA	—	5.990	Carbone Lorraine	1	107
QAT 85000 TRA CA	103.82	1.020	CBC	7	106
QAT 100505-00 CA	114.91	5.410	Geminaire Blanzay	300	105
QAT 89-01 TMS CA	101.15	6.238	Gespar Holding	89	104
QAT 8.55 87-00 CA	110.00	10.222	Gomesa (Ind.)	1	103
QAT 8.500 89-19	111.41	5.042	CIP Unifra-OP	3	102
QAT 8.500 89-35 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	101
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	100
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	99
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	98
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	97
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	96
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	95
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	94
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	93
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	92
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	91
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	90
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	89
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	88
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	87
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	86
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	85
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	84
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	83
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	82
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	81
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	80
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	79
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	78
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	77
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	76
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	75
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	74
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	73
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	72
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	71
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	70
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	69
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	68
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	67
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	66
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	65
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	64
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	63
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	62
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	61
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	60
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	59
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	58
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	57
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	56
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	55
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	54
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	53
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	52
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	51
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	50
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	49
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	48
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	47
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	46
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	45
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	44
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	43
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	42
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	41
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	40
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	39
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	38
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	37
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	36
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	35
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	34
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	33
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	32
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	31
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	30
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	29
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	28
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	27
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	26
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	25
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	24
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	23
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	22
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	21
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	20
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	19
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	18
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	17
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	16
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	15
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	14
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	13
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	12
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	11
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	10
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	9
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	8
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	7
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	6
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	5
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	4
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	3
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	2
QAT 8.50 87-00 CA	111.28	1.800	CLT,TRA,MB	320	1

110	General	115	716.0
100	General	1200	1360
90	G.T. (Transport)	330	320
80	Immob.	140	143.40
70	Immobilier	601	413
60	Int.Manue.Indus.	4816	4815
50	Invest.Sci. (C)	1380	1380
40	La Bourdelle	2000	2000
30	Locafinancière	410	410
20	Louvre	137	137
10	Luxia	67	65
0	Machines Bull.	323	323
	Mercator	14	14
	Metal Deploy	380	380
	Mors	19.40	19
	Navigation (NI)	61	64
	Palud-Marmont	357.0	357.0
	Par.Californ (N)	810	810
	Par.Californ	189	189
	Papier	236	227.10
	Paper Helix	1225	1225
	Paper Helix	230	230
	Porchard	200	196
	Promotes (Ch)	850	850
	PSE Industries	364	364

... (personne) (m)	667	679	Gold Fields South
... (S.I.P.H.)	156,10	160	Kahora Corp.
... (Sofal)	145	145	Mediterréen acap.
... (Sofia)	354	354	Olympus Optical
... (Sofimac Autog)	62,75	62,75	Ortomac de Finl.
... (Sofmag)	3470	3470	Robeco
... (Sofmag Autog)	1000	1000	Rodanaco N.V.
... (Sofmag Autog)	399,90	399,90	Rofinco
... (Sofmag Autog)	1680	1680	Solvay SA
... (Sofmag Autog)	251	250	Wagons Lit
... (Sofmag Autog)	166	178	
... (Sofmag Autog)	460	460	
... (Sofmag Autog)	120	120	

**ABBREVIATIONS**  
 B = Bordeaux; LI = Liège  
 Ny = Nancy; Ns = Nîmes

**SYMBOLS**  
 1 ou 2 = catégories 3; m coup  
 o = offert; d = de  
 † demande réduite;

200	
133,20	133,20
30,05	30,05
4,54	7,252 d
48	48
102,50	179,90
354,10	353,20
136,20	137
373,30	373,10
2520	2520
1405	1405

Offe: l y = Lyon; M = Marseille;  
amées.

de cotation - sans indication  
on détaché; @ droit détaché;  
e-mandé; † offre réduite;  
# contrat d'annulation.

30 Change  
Christ.D

Give for

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Nst) #	59,85	59
AFF #	363	360
AIGL #	200	200
Albert S.A (Nst)	475	475
Alban Techno. #	700	700
Motographies P.Gest.	145	140
Adifine	364,30	369,50
B.A.C.	23,70	24,50
Baque Picardie (L)	538	520
Baque Soifrice (M)	570	570
Baque Tarnaud (B.M)	199	199
Bernis	68	68
Bonetto #	347	337
B I M P #	67	62
Boiron (L) #	475	475
Botet (L) #	219,50	219,50
Boussan (L) #	234,50	226,50
Bozard (C.A.)	512	524

CHIM CAS	149,50	148	Europ Propulsion	330
Codetono	250	251	Expand SA	269
Comp.Bas-Tele-CET	24,50	243	Falcomet	20
Confiserie SA	775,50	782	Falcomet	20
CA de la Brie	339	338	Fanabul	72
CAGironde (B)	445	449,50	Finacor	100
CA Haute Normand	349	347,40	Finido	155
CA Lille & Valenc	340	339,80	Proactive 1	505
CA Paris IDF	711	707	Gautier France 29	285
CA Paris Pneu Ly	367	370	GD 2000 2	27
CA Loire Atlant	326	326	GP Industriels	383
CA Loiret & Loir	206	201	Girodet (L) y	56
CA Morbihan (Ne)	330	330	GLM SA	29
CAdu Nord (L)	430	427	Grandpierre Photo	407
CA Orléans (B)	335	335	Gre Guilin L y	164
CA Pz de Cabris	415	418	Kinety	192
CA Somme CET	257,60	258	Guebert 7	318
CA Toulouse (B)	370	365	Hermes Intercom.14	876
OFFICIN CAS parts	113,50	115,50	Herv Dubois	370
Orléans et Traine F	14,20	14,20	ICG Groupe 7 2	160
CA Midi CCIT Ly	340,20	340	ILC	60
Orléans	45	45	ILC 2	60

325	Marie Brizard	1090	1053
255,46	Maz-Luzier/Profit	364	340
572	McArdney	151,90	150,40
283,30	McGee/Levy	78,30	78,30
77,50	MG Coulter	12,70	12,70
100	Michel Thierry	645	641
465	Monneret Joutet	47,50	47,50
500	Naf-Naf	50,40	50,50
280	Norbert Oudet	540	550
65	N.S.C. Schlimm, N.	786	786
383	OCF Onet Ges.Fin.I.	950	990
56,35	Ornet	665	665
202	Pail Product	19	16
397	P.C.H. 2	19	19
192,54	Pest Bay	111,80	109
187,20	Pier Import	85,35	85,35
316,90	Pochet	821	821
399	Poujoullet As (Ns)	211,10	211,10
334,70	Radiant	492	485
140	Rafael Cadenat	147,50	147,50
140	Rhyber Indust. U.	1112	1112
65,28	Robinet	990	985

Cocapag 2	637	120
Cocapag (Pir)	637	120
Sopra 2	349	637
Cocapag, Refran	280,50	637
Cocapag	357	359
étroite France	180,50	359
TFI-1	490	482,10
Thermador Holitz	375	360
Thermador Cavin 2	61	56
TFI	311	398,50
Crédit Paris-France	400	399
L'Oréal Brinquet	121,60	176,60
Fin et Cie	102	104,80
Fin et Cie	362	365
Fin et Cie	592	559

**VALEURS**

Se levers du Monde.....

Nouvel.....

Mari.....

Général Occidentale.....

**ABRÉVIATIONS**

B = Bordeaux; L = Liège

Ny = Nancy; Ns = Nîmes

**SYMBOLES**

1 ou 2 = catégories

catégorie 3 : # or

déjàché : # •

# = demandé ; f =

reduire ; contrait d'

	précéd.	cours
●	101	161
●	138	138
●	849	849
●	41,00	41,00

Lille; L = Lyon; M = Marseille;  
 années.

de rotation - sans indication  
 ■ précédent; ■ coupon  
 ( désigné; = offert;  
 offre réduite; / demande  
 animation.

## Credit A

Cred. Mgr.  
Cred. Mgr.

VALUES	Emission Price Incl.	Ratchet net
Actinomyces D.	3621,594	3621,594
Actinomyces D.	3621,594	3621,594
Aggi Ambition (Aval)	111,332	107,990
Anglia	113,992,96	113,992,96
Amplified Monde D.	806,76	67,67
Amplified Monde D.	806,76	67,67
Arbitr. Court Terme	9244,78	9244,78
Arbitr. Prime	837,97	837,97
Arbitr. Prime	169,07	169,07
Arbitr. Prime	44,45	44,45
Associa Premiers	373,24	373,24
Associa	115,615	115,615
Associa	120,55	117,67
Associa	95,84	95,50
Associa	50,56	49,27
Associa	49,64	47,71
Associa	258,68	258,68
Associa	191,577	189,20
Ava Values PER	136,57	132,59
Cadence 1	1.060,61	1.060,99
Cadence 2	1.065,67	1.055,11
Cadence 3	1.053,69	1.042,60
Capitulation	789,77	781,91
Capitulation	817,50	806,63
Capitulation	1.67,25	1.64,51
Capitulation	119,38	115,75

[illegible]

55,95	364,54	Nord Sud-Montréal	206,65	206,65
11,95	14,74	Office Doherty	32,40	319,94
140,91	442,91	Office Rogers	118,40	109,02
10,04	11,24	Office Rogers	34,42	34,42
20,33	12,27	Office Rogers	22,63	22,61
10,36	12,27	Office Rogers	17,71	17,53
10,36	12,27	Office Rogers	52,03	53,73
10,36	12,27	Office Rogers	54,61	54,61
10,36	12,27	Office Rogers	146,54	146,54
10,36	12,27	Office Rogers	28,55	28,59
10,36	12,27	Office Rogers	37,22	37,22
10,36	12,27	Office Rogers	15,28	15,61
10,36	12,27	Office Rogers	2,90	2,90
10,36	12,27	Office Rogers	12,07	12,07
10,36	12,27	Office Rogers	12,57	12,57
10,36	12,27	Office Rogers	10,95	10,95
10,36	12,27	Office Rogers	9,54	9,54
10,36	12,27	Office Rogers	16,32	16,32
10,36	12,27	Office Rogers	50,45	51,08
10,36	12,27	Office Rogers	114,15	114,15
10,36	12,27	Office Rogers	74,38	70,78
10,36	12,27	Office Rogers	95,18	94,76
10,36	12,27	Office Rogers	218,56	218,56
10,36	12,27	Office Rogers	123,49	123,49
10,36	12,27	Office Rogers	341,11	341,11
10,36	12,27	Office Rogers	10,47	10,47
10,36	12,27	Office Rogers	13,51	13,51
10,36	12,27	Office Rogers	129,91	129,91
10,36	12,27	Office Rogers	94,92	94,92
10,36	12,27	Office Rogers	99,92	99,92

Geoffroyence C	1251,06	1226,53	Univers Acripte
Geoffroyence D	1166,42	1146,49	Univers Obligatire
Geoffroyence E	1602,74	1585,05	Viking
Geoffroyence F	1154,35	1134,17	Vitalat
Geoffroyence G	1037,48	1020,33	Winzarthur St-Henre
Geoffroyence H	2311	2309,39	
Geoffroyence I	12346,58	12307,23	
Geoffroyence J	10330,66	10301,33	
Geoffroyence K	1316,52	1264,41	
Geoffroyence L	995,14	970,07	
Geoffroyence M	1410,15	1409,19	
Geoffroyence N	1031,35	1028,35	
Geoffroyence O	601,35	629,85	
Geoffroyence P	1398,73	1394,06	
Geoffroyence Q	1448,95	1410,68	
Geoffroyence R	1004,26	1390,24	
Geoffroyence S	1106,63	1095,39	
Geoffroyence T	11379,02	11387,09	
Geoffroyence U	661,22	638,10	
Geoffroyence V	1817,18	1853,64	
Geoffroyence W	14918,35	14636,65	
Geoffroyence X	248,27	199,07	
Geoffroyence Y	9216,25	9171,11	
Geoffroyence Z	10697,32	10820,51	
Geoffroyence AA	16399,11	16299,11	
Geoffroyence AB	25230,29	25230,29	
Geoffroyence AC	222,47	515,45	

1663,13	1622,57
2149,68	2108,60
2473,21	2487,65
33849,25	33633,90
255,27	243,69

## relevés à 12 h 30

BRE

VALEURS	Cours précéd.	Derniers cours
Site locuteurs du Monde...	161	161
Noiel	138	135
Alumini	843	843
Général Occidentale	41,60	41,60

**ABRÉVIATIONS**  
B = Bordeaux; L = Lille; L = Lyon; M = Marseille;  
N = Nancy; N = Nantes.

**SYMBOLES**  
1 ou 2 = catégories de rotation - sans indication  
catégorie 3; c = cours précédent; □ coupon  
détaché; □ droit détaché; o = offert;  
d = demande; f offre réduite; d demande  
réduite; P contrat d'animation.

Uni-Associations	124,99	124,99
Uni-Fonker	1171,71	1142,45
Unifrance	573,37	559,39
Uni-Caramie C	1595,16	1545,44
Uni-Caramie D	1384,67	1358,85
Uni-Regions	1339,28	1306,61
Univar	294,37	294,37
Univers Actions	1663,13	1622,57
Univers Obligations	2149,68	2108,60
valcom	2474,71	2477,65

Vainal	33649,22	33832,90
Winkertun St-Honore	255,27	243,69

**SYMBOLES**  
 ◊ cours du jour ; ♦ cours précédent.

**TOUTE LA BOURSE EN DIRECT**  
**3615 LEMONDE**

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 36

# ONDE

\_\_\_\_\_

Publicité financière Le Monde : (1) 44 43 76 26



## AUJOURD'HUI

SPORTS

**FOOTBALL** L'Olympique lyonnais a échoué en huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA, mardi 5 décembre au stade Gerland. Vaincus (1-0) par les Anglais de Nottingham

Forest au match aller, les Lyonnais n'ont pu faire mieux que match nul (0-0). L'élimination de Lyon perpétue une longue tradition de déceptions françaises face aux équipes an-

glaises. ● LENS REÇOIT les Tchèque de Slavia de Prague, jeudi 7 décembre en huitièmes de finale de la Coupe de l'UEFA. L'entraîneur Patrice Bergues, qui joue un rôle cru-

cial dans la réussite lennoise cette saison, tentera de hisser le club pour la première fois de son histoire jusqu'à des quarts de finale européens. ● LA FIFA a décidé, mardi 5, de

maintenir au mardi 12 décembre à Paris, le tirage au sort des éliminatoires de la Coupe du monde de 1998, malgré les incertitudes créées par les conflits sociaux.

## Un pédagogue méconnu emmène Lens vers le haut niveau européen

Patrice Bergues, l'entraîneur du Racing Club de Lens, est pour beaucoup dans la réussite du club, qui doit affronter, jeudi 7 décembre, le Slavia Prague en huitièmes de finale retour de la Coupe de l'UEFA

LENS de notre envoyé spécial Il a froid comme les autres. En cette veille européenne, Patrice Bergues n'a pu que constater les trahisons de la température. Il gèle sur les terrains et la pelouse du stade Bollaert a dû être recouverte d'une toile protectrice. L'entraîneur du Racing Club de Lens s'accommodera de l'inclemence du temps. Il préfère prendre garde que ses joueurs ne soient pas gagnés par la fièvre des matches décisifs.

La rencontre avec le Slavia Prague n'est, selon lui, qu'une superbe occasion d'apprendre les ressorts du plus haut niveau, pour s'en ressourcer lors des matches de championnat de France.

Jeudi 7 décembre, les Racingmen ont pourtant bel et bien rendez-vous avec l'histoire de leur club. S'ils se qualifient, ils seront les premiers Lensois à atteindre les quarts de finale d'une Coupe européenne. Et c'est à un enfant du pays que les « Sang et Or » doivent une part de cette réussite. Bergues est devenu, il y a deux ans, le successeur inopiné d'Arnold Dos Santos, remercié par les dirigeants. Depuis, l'équipe n'a cessé de s'améliorer dans les résultats comme dans le jeu. « On peut même dire que nous avons avancé de concert, confie Jean-Guy Wallemme, le capitaine, l'entraîneur a amené une envie de progresser qui correspondait à la nôtre. »

Son parcours ressemble à une minutieuse visite du Nord laborieux.

Patrice Bergues est né dans la région parisienne par accident, il a passé sa vie à sillonner le Pas-de-Calais en un périple commencé dès l'âge de six mois à Bruay-en-Artois. C'est dans cette ville qu'il a tapé dans ses premiers ballons, qu'il s'est forgé les premiers rêves d'une vie de football.

Dans ce décor aux hivers glacés, il n'y avait pas vraiment d'autre choix. Le football était une évidence ; le rugby un héritage encombrant. Car Patrice Bergues a un père quiniste. Le docteur Bergues, formé à l'école de Santé navale, a parcouru ces contrées du Sud-Ouest où la culture sportive est ovale, éprise de rebonds capricieux. Il « exerça » en première division dans les années 40 à l'arrière du club de Périgueux, au cœur de la Dordogne du foin gras et des vieilles pierres.

## SOUCI DU DIALOGUE

Le fils n'a gardé de la passion paternelle qu'un intérêt prononcé pour les matches du Tournoi des cinq nations, qu'il avoue ne jamais manquer. Mais, en 1964, lorsqu'il avait seize ans, une enfance et un bon bout d'adolescence nordistes derrière lui, il n'a pas hésité. Il serait joueur de football professionnel. Et son chemin a croisé pour la première fois celui du Racing Club de Lens. Le gamin de Bruay a tenté sa chance au cours d'un stage de détection. Résultat positif, mais veto des parents, qui préféraient le voir poursuivre ses études.

Enragement, c'est dans cette carrière interrompue avant même d'avoir démarré que s'est construit son destin. Privé de foot, le jeune Bergues a choisi de devenir professeur d'éducation physique. Il s'est découvert une véritable vocation pédagogique, qui se retrouve au-

jourd'hui dans son habitude d'expliquer aux joueurs, de faire comprendre le jeu. « Il y a chez lui un souci permanent de dialogue », témoigne Tony Vatrrelles, le jeune attaquant, transféré cette saison de Nancy.

Le métier de professeur a eu pour deuxième conséquence de l'entraîner encore plus dans la région. Au terme de ses études à Lille, rythmées par de fréquents voyages en Belgique « pour voir jouer Anderlecht », il est retourné à Bruay, parce que, sourit-il, « nous n'avons pas de problèmes pour enseigner chez nous. Les

candidats ne sont pas légion ». On ne peut pas éteindre en un jour le feu d'une passion. Il s'est donc laissé aller à une carrière de milieu offensif dans des équipes de troisième division, Neux-les-Mines, Saint-Omer, et Béthune, où il a fini entraîneur.

Son arrivée à Lens s'est effectuée dans la discrétion. Il a d'abord eu la charge des jeunes du club, qu'il a menés à la victoire en Coupe Gambardella, puis il a dirigé le centre de formation, ce qu'il considérait comme l'aboutissement de sa carrière. Sa désignation à la tête de l'équipe première lui donne encore

parfois un sentiment de malaise à l'égard de son prédécesseur. Il a fallu le feu vert de Dos Santos pour qu'il tente enfin sa chance.

Aujourd'hui, Lens est européen et deuxième du championnat. Patrice Bergues s'installe doucement dans l'élite des entraîneurs de première division. Il sait pourtant que le fil de la confiance qui le lie aux joueurs et aux dirigeants peut à tout moment être rompu. Il n'en prend pas ombrage. L'incertitude est un ingrédient du métier.

Il se satisfait d'avoir insufflé aux Lensois ce sens de la solidarité qu'ils

montrent sur le terrain, cette aptitude à « mouiller le maillot », vertu cardinal réclamée par les supporters, qui y voient la marque déposée de leur région.

Si, d'aventure, il avait à parer, Patrice Bergues n'aurait qu'un seul souhait : ne pas trop s'éloigner d'ici. Il lui resterait alors tout le temps pour répondre à la question qu'il a traversé, dit-il, toute sa vie d'entraîneur et de formateur : « Est-ce que je suis capable d'aider des jeunes joueurs à devenir professionnels ? »

Pascal Caux

## Lyon n'a pu se délivrer du sortilège anglais

A L'IMPOSSIBLE nul n'est tenu. Depuis dix-huit ans, aucun club français n'est parvenu à éliminer une équipe anglaise des compétitions européennes. Le dernier à le faire fut Bastia, en 1977. Sur le chemin d'une épopée en Coupe de l'UEFA qui restera sans lendemain, une bande de flibustiers corses avait envoyé Newcastle par le fond.

Dix ans plus tôt, Lyon avait éliminé Tottenham Hotspur en huitièmes de finale de la Coupe des coupes. Deux duels victorieux seulement en trente-cinq ans d'histoire du football européen. Il faudra attendre une dix-neuvième confrontation franco-anglaise pour espérer voir enfin se rompre l'étrange sortilège.

Devant les quarante mille spectateurs du stade Gerland, les jeunes Lyonnais n'ont pourtant pas ménagé leurs efforts, mardi 5 décembre. Elèves modèles, ils avaient appris par cœur la leçon de leur entraîneur, Guy Stéphan, pour qui la qualification tenait en trois mots-clés : « Provoker, percuter, perfover ». Un vrai slogan de maillot ! Les petits assagissants de l'OL l'ont scandé en rythme, pendant une heure et demie. Et sur tous les tons.

Ils ont provoqué l'adversaire, sur la droite, sur la gauche, dans l'axe central. Ils ont per-

cuté, de la tête, du pied, voire du coude, ce qui valut à Florian Maurice d'être expulsé en fin de match. Mais on ne perfore pas la défense de Nottingham Forest.

Florian Maurice, Sylvain Deplace, Ludovic Giuly et Cédric Bardon ont-ils manqué de réussite sur leurs diverses tentatives ? De l'incertitude ? De maturité ? En tout cas, ils n'ont pas été pris au dépourvu. Les techniciens lyonnais, qui avaient supervisé à quatre reprises l'équipe anglaise, avaient pu apprécier la « subtilité » tactique de l'entraîneur, Frank Clark, qui consiste à aligner neuf défenseurs quand on joue à l'extérieur, contre huit seulement à domicile.

## HORS DE PORTÉE

Grâce à ce double rideau dressé en permanence devant Marc Crossley, un excellent gardien de but, Nottingham Forest était resté invaincu pendant huit mois, soit vingt-cinq matches d'affilée, jusqu'à ce surprenant revers, il y a quelques semaines, face aux Blackburn Rovers (7-0). Une déroute d'autant plus inexplicable que les hommes de Frank Clark ne s'étaient pas départis, ce jour-là, de leur attitude frileuse. Ils n'étaient pas moins de huit dans la surface de réparation à chacun des buts

marqués par Blackburn. Après ce moment d'égarment, la défense de Nottingham a retrouvé muscle, souffle et sérénité. Malgré leur toupet et leur tonalité, les lutins lyonnais n'ont pu trouver la faille. Pas davantage qu'Auxerre, au tour précédent, l'OL n'aura marqué le moindre but à cette équipe-bérison.

Certains joueurs lyonnais étaient à peine nés à l'époque de l'aventure hasardeuse. Ces jeunes sont encore tendres. Le but encaissé au match aller était le résultat d'une erreur de jeunesse. Un peu de naïveté et beaucoup d'inexpérience sont à l'origine de plusieurs occasions gâchées au retour. Guy Stéphan ne leur en tient pas rigueur : « Les joueurs ont beaucoup osé, commentera-t-il à chaud. L'espère que l'expérience de ces matches européens leur servira pour la suite du championnat de France ».

Dirigeants et joueurs lyonnais semblent en effet unanimes pour considérer que leur mauvais classement actuel est dû en grande partie à une difficulté à se concentrer sur l'objectif. Les gentils surdoués issus du centre de formation lyonnais auront-ils appris, en contact des Anglais, la recette de l'efficacité ?

Jean-Jacques Bozonnet

LE BUREAU DES ÉLÈVES DE SCIENCES-PO ET LES LETTRES PÉRICULEUSES

PRÉSENTENT LA

# 48<sup>e</sup> Journée Dédicaces de Sciences-Po

SAMEDI 9 DÉCEMBRE 1995

14 h - 15 h 30 - Débat : « Cinéma et mémoire collective » animé par Luc Rosenzweig, du journal *Le Monde* avec Marc Ferro, Alfred Grosser, Claude Lacombe, Pierre Vidal-Naquet

15 h - 18 h - Vente - Dédicaces

Plus de 60 auteurs dont :

Martine Aubry, Hector Bianciotti, Alphonse Boudard, Grand Prix du Roman de l'Académie Française 1995, Pascal Bruckner, Prix Médicis de l'essai 1993, Christian Combar, Jean-Luc Domenach, Max Gallo, Albert Jacquart, Jean Lacouture, Pierre Larrouquou, André Makine, Prix Goncourt et Prix Médicis ex aequo 1993, Philippe Meyer, Pléin, Pléin, Bertrand Poirot-Delpech de l'Académie Française, Hubert Reeves, Maurice Rheims de l'Académie Française, Didier Schaeffer, Philippe Sollers, Guy Sorman, Françoise Wemy, et l'équipe de Charlie Hebdo...

18 h 15 - Projection du film « La Sentinelle » d'Arnaud Desplechin

— ENTRÉE LIBRE —

27, rue Saint-Guillaume 75007 Paris — M<sup>o</sup> Sévres-Babylone. Rue du Bar ou Saint-Germain-des-Près

Renseignements auprès du BDE Sciences-Po, Tél : 45 49 51 96 / 45 49 51 47

## Le tirage au sort du Mondial 98 aura bien lieu le 12 décembre à Paris, assure M. Havelange

DE SON BUREAU improvisé au sommet d'un grand hôtel du quartier de Montparnasse, Joao Havelange jouit d'une vue privilégiée sur Paris et ses embarras de circulation. Mais le président de la Fédération internationale de football (FIFA) ne goûte guère la coïncidence qui veut que le coup d'envoi officiel de la Coupe du monde de 1998 - le tirage au sort de ses groupes éliminatoires prévu le mardi 12 décembre - tombe au moment où son pays-hôte s'offre un conflit social majeur. En vingt années passées à la tête du football mondial, M. Havelange en a toutefois vu d'autres. Il égrène les grandes dates de son règne comme des preuves que son sport surmonte toujours les adversités, historiques ou naturelles.

« La Coupe du monde de 1978 avait été accordée à l'Argentine, avant qu'un régime militaire n'y prenne le pouvoir, a-t-il déclaré au Monde, mardi 5 décembre. J'ai fait respecter cette décision parce que la politique doit être distincte du sport. En 1982, le Mondial avait lieu en Espagne. Beaucoup de fédérations s'étaient inquiétées du danger que représentait l'ETA. Je leur ai dit que c'était l'affaire du gouvernement, qui prendrait toutes les dispositions. La compétition s'est déroulée normalement. En 1986, un terrible tremblement de terre a eu lieu six mois avant la Coupe du monde au Mexique. On m'a demandé si j'envisageais son annulation. J'ai répondu qu'on n'impose pas deux mois à un peuple au même moment. En 1990, en Italie, et en 1994, aux États-Unis, on avait prédit le pire pour des questions de sécurité. A chaque fois, tout s'est passé à merveille. »

Fort de ces expériences, rassuré par une réunion, mardi, avec le comité français d'organisation, la Fédération française et un repré-

sentant du ministère de la jeunesse et des sports, M. Havelange a donc décidé que les grèves n'empêcheraient pas le déroulement d'un tirage au sort à grand spectacle. Celui-ci est maintenant malgré tout au mardi 12 décembre, au Carrousel du Louvre. En présence du président de la République, et des caméras de TF1 qui retransmettront l'événement en direct, les 173 pays inscrits - un nombre record - répartis par continent, apprendront quels adversaires ils devront affronter pour faire partie des trente-deux participants à la phase finale de la Coupe du monde de 1998.

Cette confirmation doit ainsi mettre fin aux rumeurs d'un report du tirage au sort aux mois de janvier ou février, auxquelles Lenart Johansson, le président de l'Union européenne de football (UEFA), avait donné consistance, lundi 4 décembre. De Stockholm, le Suédois avait demandé que la FIFA se détermine rapidement sur la tenue d'une manifestation que les perturbations des transports français pouvaient remettre en question.

Candidat déclaré à la succession de M. Havelange, en 1998, M. Johansson semblait du même coup chercher à profiter d'un concours de circonstances qui pouvait déstabiliser son rival. Le maintien du calendrier prévu fournira toutefois une nouvelle occasion de s'affronter aux deux hommes. Dès dimanche 10 décembre, à Paris, ils devront trancher leur différend sur les modalités des éliminatoires pour la Coupe du monde sur le continent européen. Le bon déroulement du tirage au sort dépendra aussi du règlement de ce conflit interne aux hautes instances du football.

Jérôme Fenoglio

## Alain Prost rejoint McLaren comme conseiller technique

L'ANCIEN QUADRUPLE CHAMPION DU MONDE de formule 1 français Alain Prost est devenu conseiller technique du « groupe de développement technique et du design » au sein de l'écurie McLaren-Mercedes, a annoncé, mardi 5 décembre, le constructeur anglais. Il y a quelques semaines encore, le champion avait pu se consacrer entièrement à la nature de sa collaboration avec l'écurie de Ron Dennis. Sa seule contrainte, malheureusement, était qu'il ne conduirait « plus en course ». David Coulthard et Mika Hakkinen seront les pilotes de l'écurie la prochaine saison. Mais, selon Ron Dennis, cela n'empêchera pas le pilote français de reprendre le volant pour mener des essais de « la nouvelle MP4/19 dans le cadre du développement de la voiture, du moteur et des systèmes associés ». « Ce poste est excitant et il constituera pour moi un grand défi », a déclaré Alain Prost. Je suis très confiant quant à ma capacité à mener à bien ce projet. »

■ OLYMPIQUE : le pourcentage des droits de télévision reversés aux villes organisatrices des Jeux olympiques a été abaissé de 60 à 49 % à compter de 2004, mardi 5 décembre à Kanazawa (Japon), par le bureau exécutif du Comité international olympique (CIO). Le directeur du marketing du CIO a expliqué que ce changement était devenu nécessaire, le pourcentage précédent ayant été fixé alors que le montant des droits était « relativement bas ». - (AFP)

■ Les Jeux olympiques d'Atlanta accueilleront un nombre record de pays participants. 195 nations ont en effet répondu à l'invitation du CIO. Le précédent record était de 169 pays représentés aux Jeux de Barcelone de 1992. Sur les 197 nations invitées à Atlanta, seule la Corée du Nord a décliné l'offre du CIO, tandis que l'Afghanistan n'a pas donné de réponse avant la date limite. - (AFP)

■ RUGBY : le tribunal correctionnel de Pau a condamné, mardi 5 décembre, pour coups et blessures volontaires l'ex-entraîneur de l'équipe de rugby de Nîmes et un joueur de Pau à quatre mois de prison avec sursis et huit mois d'interdiction de pénétrer dans toute enceinte sportive. Marc Andrieu et Thierry Baleix avaient participé à une bagarre à la fin de la rencontre de championnat de France entre leurs deux clubs en septembre 1994.

■ HANDBALL : le défenseur international français Jackson Richardson a été désigné meilleur joueur mondial 1995 par la Fédération internationale (IHF), mardi 5 décembre. Richardson, âgé de 26 ans, avait déjà été désigné meilleur joueur du Mondial 95, remporté par l'équipe de France.

## RÉSULTATS

## BASKET-BALL

## COUPE D'EUROPE DES CLUBS

## Tour des demi-finales

3<sup>e</sup> tour aller

## POULE A

Lyonnais (Fra.) - P. Belgrade (You.) 78-75

Vicenza (Esp.) - J. Kaunas (Lit.) 91-69

Hertzele (Gr.) - Ostende (Bel.) 88-76

Classement : 1. J. Kaunas, 6 pts ; 2. Umogres, 5 ; 3. Ostende, 4 ; Belgrade, 3 ; Vicenza, 2 ; Hertzele, 1.

## FOOTBALL

## COUPE DE L'UEFA

## Huitièmes de finale (retour)

Verder Brême (All.) - PSV Eindhoven (P-B) 0-0 (1-2)

O. Lyon (Fra.) - Nottingham Forest (Ang.) 0-0 (0-1)

AS Rome (Ita.) - Brondby IF (Dan.) 3-1 (1-2)

FC Barcelona (Esp.) - FC Séville (Esp.) 3-1 (1-1)

Benfica (Por.) - Bayern Munich (All.) 1-3 (1-1)

Les clubs qualifiés sont en gras.

## RUGBY

## COUPE D'EUROPE

3<sup>e</sup> journée

## POULE D

Swansea (Pac.) - Castres (Fra.) 22-10

Classement : 1. Swansea, 4 pts ; 2. Mülheim, 2 ; 3. Castres, 2.

constructeur  
voitures élec

Je cherche  
un livre

TAPEZ  
3615  
ilicite

370 000 livres à

LA BIBLIOTHÈQUE



# Les constructeurs français s'efforcent d'aligner le prix des voitures électriques sur celui des versions à essence

La faible autonomie et le coût des batteries freinent toujours la diffusion de ces véhicules

L'inauguration de la première borne de recharge dans une rue de Paris marque le véritable lancement de la voiture électrique en France.

Les constructeurs automobiles, avec l'aide de l'État et d'EDF, ont réussi à aligner les prix de vente de leurs modèles sur ceux

des versions à essence. Pour résoudre le problème des batteries, deux systèmes de location permettent aux automobilistes d'éviter

le coût d'achat, qui demeure prohibitif. Le prix du « carburant » électrique reste cependant élevé.

**AU MOMENT** où la Californie lève le pied, la France tient la corde dans la course à la voiture électrique. L'État le plus pollué des États-Unis avait lancé un véritable branle-bas de combat mondial en édictant, en 1992, une réglementation contraignant les constructeurs automobiles à introduire, dès 1998, 2 % de véhicules électriques dans leurs ventes sur son territoire (environ 20 000 voitures par an). Or, cette stimulation législative semble remise en cause, selon le *Wall Street Journal* du 4 décembre. Les constructeurs automobiles américains avaient en effet échoué. Ils estiment ne pas être prêts à produire une voiture électrique commercialement viable, « malgré tous leurs efforts », ont-ils précisé au journal américain.

Pendant ce temps, à Paris, l'automobile électrique fait son entrée officielle dans la vitrine des constructeurs français. Le 28 novembre, place Saint-Gervais dans

relève plus du militantisme écologique. Le prix de ces voitures ne dépasse pas celui de leur équivalent fonctionnant à l'essence. La 106 électrique revient à 91 500 francs taxes comprises. Elle dispose des options de la série 106 Green avec, en plus, la direction assistée, une peinture métallisée, des lève-vitres et une condamnation centralisée de portes ainsi qu'un autoradio. Avec un équipement identique, la 106 Green à essence coûte 92 370 francs. Chez Renault, on trouve le même souci de remplacer le surcoût par une prime. La Clio électrique revient à 93 230 francs, à comparer à 96 900 francs pour une Clio RT à essence, sans sac gonflable ni autoradio.

Pour parvenir à de tels tarifs, plusieurs aides s'ajoutent. EDF verse directement au constructeur 10 000 francs par voiture vendue. Et l'État offre 5 000 francs aux particuliers et aux sociétés qui ac-

quièrent une automobile électrique. Ceux-ci se retrouveront néanmoins face à l'épineux problème des batteries.

Grâce au remplacement du plomb par le couple nickel-cadmium, les accumulateurs semblent avoir atteint un niveau de performances suffisant pour covaluer les constructeurs de franchir le pas de la commercialisation. Même si le coût des 300 kilogrammes de batteries fournies par la Saft avoisine encore les 50 000 francs, ce qui représente à peu près la moitié du prix du véhicule...

L'avis des constructeurs diverge néanmoins sur leur durée de vie. A la direction financière de PSA-Peugeot-Citroën, Jean-Christophe Ginet estime qu'elle ne dépassera pas



Fin 1996, 42 places de parking sur la voie publique seront équipées d'une borne de recharge électrique. S'y ajoutent 80 places de parcs souterrains déjà en service. Les bornes utilisées sont prévues pour une recharge d'appoint. Mais pour des raisons d'économie, elles ne sont pas équipées de systèmes de recharge rapide.

80 à 100 kilomètres, la panne de courant guette. Les pionniers parisiens devront jongler avec les bornes publiques.

**Il reste à l'automobiliste écologique une dernière épreuve : la panne de courant qui guette. Les pionniers parisiens devront jongler avec les bornes publiques**

Un branchement d'une heure fournira une autonomie supplémentaire de 12 kilomètres. La recharge complète devra être effectuée sur une borne privée. Elle

durera huit heures pour obtenir une autonomie de 100 kilomètres. Le courant revient à 10 centimes par kilomètre. Pour 1 000 kilomètres par mois, le coût du « carburant » électrique, qui comprend le courant et la location de la batterie, atteint environ 75 centimes le kilomètre.

Avec de l'essence à 6 francs le litre et une consommation de 10 litres aux 100, le coût du kilomètre essence est de 60 centimes. Même avec une électricité bon marché, grâce à son origine nucléaire, le véhicule électrique revient donc encore un peu plus cher que son homologue à essence. Il suffirait d'une baisse modeste du coût des batteries pour annuler ce surcoût.

Les prochains progrès de la technologie des accumulateurs pourraient équilibrer la balance. Si l'expérience française réussit à démontrer la viabilité de la voiture électrique urbaine, les législateurs californiens pourront l'utiliser pour mettre en doute les conclusions négatives des constructeurs américains.

Michel Alberganti

## Des prototypes de bus à Montmartre et à Tours

La réalisation d'habitacles de grande capacité s'avère délicate

**LA GRÈVE** qui affecte actuellement la Régie autonome des transports parisiens (RATP) a différé la présentation officielle de ses premiers bus électriques. « Les plus gros jamais mis en service en Europe », rappelle Jean-Pierre Charrier, responsable environnement au service bus de la RATP.

Avec une longueur de 6,70 mètres, les mini-bus transportent trente personnes. Leurs batteries nickel-cadmium pèsent 1 900 kilos, soit presque autant que les passagers et le machiniste réunis. Depuis plusieurs semaines, deux prototypes prêtent main forte aux six bus à moteur Diesel qui desservent habituellement la butte Montmartre, afin de tester la propulsion électrique.

**AUTONOMIE LIMITÉE** La RATP va-t-elle étendre cette expérience ? Rien n'est moins sûr. Les minibus électriques disposent d'une autonomie limitée. Ainsi, à Montmartre, pour accomplir une douzaine de fois par jour un circuit de six kilomètres, ils ont besoin d'une recharge rapide (six minutes) à chaque arrêt au terminus et d'une recharge nocturne au dépôt. De plus, le coût de l'opération est élevé, en comparaison de celui (650 000 francs) d'un minibus ordinaire.

Les deux prototypes représentent un investissement de 4 millions de francs. Mais il faut ajouter à cette somme 1,5 million de francs apportés par EDF pour

l'implantation, en avril 1996, d'un chargeur rapide au terminus. Par ailleurs, la réalisation de bus purement électriques de grande capacité s'avère délicate. « Sur des bus de douze mètres, les batteries ne laisseraient pas de place aux passagers », explique Jean-Pierre Charrier. Ponticelli, l'industriel de Gretz-Armainvilliers (Seine-et-Marne) qui a fourni les deux minibus de Montmartre, a contourné cette difficulté pour la ville de Tours en ayant recours à « la technologie hybride ».

Dans quelques semaines, il doit livrer à cette municipalité des bords de Loire un autobus presque deux fois plus long que ceux de la butte Montmartre, mais fonctionnant avec la même quantité de batteries. Le secret de cette miniaturisation se trouve dans la recharge discontinue des accumulateurs par un diesel de 80 kilowatts installé à bord. Ce moteur pollue beaucoup moins, car il est deux fois plus petit que celui d'un autobus classique et tourne à régime constant. Enfin, il peut être coupé lors des passages dans les zones sensibles à la pollution, le bus fonctionnant alors sur ses seules batteries.

**GAINS DE PLACE** Le prototype de Tours a coûté 1 million de francs de plus qu'un bus de même capacité. Cependant, Jean-Pierre Charrier reste sceptique sur les capacités de la propulsion hybride, qui cumule les diffi-

cultés de deux technologies. Mais, pour Alfred Engel, directeur des études sur les autobus chez Renault Véhicules Industriels, la propulsion électrique offre des gains de place recherchés dans le cas des bus à plancher surbaissé. Ainsi, la propulsion électrique pourrait trouver pour sa défense d'autres arguments que ceux avancés pour la lutte contre la pollution.

Louis Bertrand

## La science en débat

Dans le cadre de l'exposition "Espace"

Conférence

Jeudi 14 décembre 1995 à 17 h

**L'homme dans des environnements extrêmes : ses limites physiologiques et psychologiques lors des vols spatiaux**

Hubert Planel, Faculté de médecine, Toulouse, Lionel Suchet, CNES, Toulouse.

Animation : Nicolas Bilhaud, cité des Sciences et de l'Industrie.

accès libre

cité des Sciences et de l'Industrie, 30, avenue Corentin Cariou 75019 Paris Métro Porte de la Villette. Informations (1) 40 05 72 99

**■ RECHERCHE** : le Centre pluridisciplinaire de microscopie électronique et de microanalyse (CP2M) a été inauguré à Marseille, lundi 4 décembre. Le CP2M, installé depuis le début de l'année sur le campus de la faculté des sciences et techniques de Saint-Jérôme, est doté d'un microscope fabriqué au Japon, le JEOL-JEM-2010F, capable de grossir jusqu'à vingt millions de fois. Ce microscope, d'un coût de 8 millions de francs, est le premier en Europe à associer imagerie à haute résolution et analyse chimique très localisée. Ses résultats peuvent être transmis immédiatement dans le monde grâce au réseau Internet. Créé en 1994, le CP2M a pour vocation de mettre ce matériel à la disposition des organismes et des chercheurs qui souhaiteraient l'utiliser. (AFP)

**■ INTERNET** : les trois plus grands opérateurs américains ont décidé d'exploiter le câble comme concurrent du fil téléphonique pour l'acheminement de données (vidéo, images, sons, textes) et la connexion au réseau Internet. Ils commandent en grande quantité des modems permettant de brancher un micro-ordinateur sur le câble. Motorola fournira 200 000 exemplaires de son modem « CiberSurf » à TCI, 100 000 à Comcast et 50 000 à Time Warner. Comcast a également commandé 150 000 exemplaires d'un modem similaire à Hewlett Packard. Ces appareils transmettent les données mille fois plus vite sur le câble que sur le fil téléphonique. Reste à vérifier la compatibilité de ce système avec l'interactivité.

**■ NUCLÉAIRE** : le démantèlement, d'ici à 2010, des onze réacteurs nucléaires suédois et leur remplacement par des énergies de substitution devraient coûter près de 370 milliards de couronnes (270 milliards de francs). Selon une étude américaine, présentée fin novembre à Stockholm, cette opération « représenterait une perte considérable en termes de revenus et de prospérité ». Une commission officielle suédoise doit publier en décembre ses propres estimations. Le sujet fait l'objet d'un vif débat en Suède, où le gouvernement social-démocrate laisse planer le doute sur ses intentions, alors que les milieux industriels et les syndicats s'opposent fermement au démantèlement. En 1990, le gouvernement avait estimé que le démantèlement anticipé de deux des réacteurs de son parc coûterait de 21 à 46 milliards de francs. (AFP)

**■ ASTRONOMIE** : la plus petite et la plus froide des « naines brunes » connues jusqu'à présent a été détectée par une équipe d'astronomes américains dirigée par T. Nakajima (Caltech et Johns Hopkins University). Située près de l'étoile Gl 229, à dix-huit années-lumière de la Terre, elle aurait une masse supérieure de vingt à cinquante fois celle de Jupiter. Trop petites pour évoluer en étoiles, trop grosses pour devenir des planètes, les naines brunes sont très difficiles à détecter. Les plus jeunes, encore brillantes, ne se différencient pas bien des étoiles « normales », et les découvertes récentes d'astres de ce type exigent encore confirmation. Les autres, très sombres, ne peuvent être repérées qu'indirectement (par déflexion des rayons de sources lumineuses situées derrière elles) ou si elles se trouvent à proximité d'une étoile « compagne » qui les éclaire. C'est le cas de la naine brune découverte par l'équipe de Nakajima. (Nature.)

"Je cherche un livre"



**Les références de 370 000 livres à portée de main** Un auteur, un titre d'ouvrage vous échappe. Vous voulez connaître les livres parus sur un sujet donné. Tapez 3615 ELECTRE sur votre Minitel. 370 000 livres disponibles en longue française sont référencés, avec un résumé, dans un service mis à jour en permanence. Le Multimédia est également sur ELECTRE avec toutes les références de 5000 CD-ROM et CD-I disponibles sur le marché.

223 F la minute  
3615 ELECTRE : LA BIBLIOTHÈQUE ÉLECTRONIQUE.



# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

## LE RENDEZ-VOUS DU NEUF

Les opportunités pour acheter, investir...

### LE MARCHÉ, LES CONSEILS DE LA FNPC



FÉDÉRATION NATIONALE DES PROMOTEURS IMMOBILIERS

#### INVESTISSEMENT IMMOBILIER LOCATIF BÉNÉFICIEZ DES DERNIERS MOIS DU QUILÈS-MÉHAIGNERIE

En fin d'année, certains épargnants s'interrogent sur les placements dont ils peuvent tirer le meilleur parti en considération de la législation fiscale applicable.

Ont-ils pensé à l'investissement immobilier locatif, qui bénéficie encore, jusqu'au 31 décembre 1997, des dispositions dites Quilès-Méhaignerie ?

Il est en effet possible, pour les particuliers qui acquièrent un logement neuf destiné à la location nue à usage résidence principale du locataire pour une période de six ans, de bénéficier d'une réduction égale à 10 % ou 15 % du prix du logement.

La réduction d'impôt est égale à 10 % du prix de revient du logement plafonné à :

• 30 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;

• 60 000 francs pour un couple marié, pour un logement locatif « normal » ;

et :

• 60 000 francs pour une personne célibataire, veuve ou divorcée ;

• 120 000 francs pour un couple marié, pour un logement d'habitat collectif, pour un logement d'habitat individuel (logements dits intermédiaires).

La réduction d'impôt est accordée au titre de l'imposition concernant les revenus de l'année d'achèvement du logement (ou de l'année d'acquisition si elle est postérieure à celle de l'achèvement).

L'acquéreur bénéficie de plus, pour un tel logement locatif, de la déduction forfaitaire à taux majoré (25 %) sur les revenus fonciers de son logement des 10 premières années.

Enfin, il n'est pas inutile d'ajouter que le logement correspondant doit être achevé au 31 décembre 1997. Il ne reste donc plus que quelques mois pour profiter de cette disposition !

### PARIS RIVE DROITE

**Le Tuilleries**  
Angle rue Saint-Honoré/  
rue du 29 Juillet.

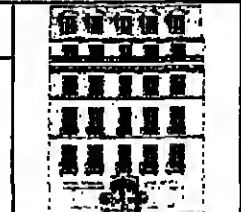


Prix sous consultation.

Entre la place Vendôme et le Palais-Royal. Un immeuble discret, de quelques appartements luxueux, aux prestations raffinées : parquet de chêne, salles de bain en marbre, domotique. Disponible immédiatement. Visite sur rendez-vous.



**Montorgueil**  
38, rue Greneta.



Du studio à 4 pièces duplex. 25.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

A 50 mètres de la rue Montorgueil. Au cœur du quartier pédestre à proximité des halles et de la place des Victoires, petit immeuble neuf qui conserve, quartier oblige, tout le caractère de la plus haute tradition parisienne. Tous les appartements bénéficient de la technologie d'aujourd'hui : isolation, sécurité, et de tout le confort : parquet.



**Villa Gambetta**  
Appartement ténua



Du studio à 4 pièces duplex. 20.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Située à 200 m de la place et de son métro et à quelques pas seulement de la rue des Pyramides, la Villa Gambetta vous propose une grande diversité d'appartements de caractère, souvent prolongés de terrasse, balcon ou jardin.



### PARIS RIVE GAUCHE

**Closerie-Montparnasse**  
Rue Froidevaux



Du studio à 5 pièces, quelques duplex. 28.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une des rues les plus cotées de Montparnasse. Quelques appartements ont une vue dégagée sur tout Paris. Livraison : 1<sup>er</sup> trimestre 1997. Renseignements et visite : tél. 45.03.78.78.



**Villa d'Allergy**  
37, rue Paul Barol



Réalisation : **SERGIM**  
1, rue Béquet  
92500 Rueil-Malmaison  
Tél. : 47.51.59.00.

**LA VRAIE VIE DE QUARTIER**  
Livraison : 2<sup>e</sup> trimestre 1997.  
Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h sauf le mercredi et dimanche.



**Villa Marmontel**  
107, rue de l'Abbé Groult.  
Un programme exceptionnel !  
Près de 50 % vendus en 2 mois.



Réalisation : **FRANCE CONSTRUCTION**  
Tél. : 46.03.22.00.  
7 jours/7, de 9 h à 19 h.

A deux pas du métro Convention. Un programme de très grand standing sur jardins intérieurs. 47 appartements et 6 maisons individuelles. Le calme au cœur d'un véritable quartier parisien.



### RÉGION PARISIENNE

**50, rue de Prony et 79, bd Voltaire**  
A 200 m du métro

**SINVM**  
44, rue J. Ibert, Levallois.  
Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17.  
Tél. : 41.05.31.31.

Livraison : immédiate. Immeuble à taille humaine. Toutes facilités à proximité. Payable habillée en pierre de taille. Gamme de nœuds, grande locative et location-vente possibles. Soumission à conditions particulières. Appartements décorés et Bureau de Vente sur place ouvert tous les jours (WE compris), sauf mardi et mercredi, de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h. Lundi ouvert de 14 h à 17 h.



**Le Panoramique**  
Rue des Fosseuses.

Réalisation : **SERGIM**  
1, rue Béquet  
92500 Rueil-Malmaison.  
Tél. : 47.51.59.00.

**VUE IMPRENABLE SUR PARIS.**  
4 km Porte de Châtillon près du lycée des Batignolles. Livraison : 2<sup>e</sup> trimestre 1997. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.



**Résidence Le Saint-Louis**  
17, rue de Surcouf.

Réalisation : **SERGIM**  
1, rue Béquet  
92500 Rueil-Malmaison.  
Tél. : 47.51.59.00.

**AU CŒUR DE GARCHES. RÉSIDENCE DE QUALITÉ.**  
A 30 m de Gare St-Leaure. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.



**Les Villas Longueil**  
Avenue de Longueil.



Du studio à 5 pièces. 19.000 F le m<sup>2</sup> moyen.

Une diversité d'appartements de qualité sur avenue aux caractéristiques bordées d'arbres on sur jardin. Une des plus belles adresses de Maisons-Laffitte à 150 m du RER, du Parc et à quelques pas de la forêt de Saint-Germain. Bureau de vente sur place : 29, avenue de Longueil, 78000 Maisons-Laffitte, ouvert tous les après-midi de 14 h à 19 h sauf le mardi et mercredi.



**Résidence Brissau de Michel**  
9, bd Franklin Roosevelt.

Réalisation : **SERGIM**  
1, rue Béquet  
92500 Rueil-Malmaison.  
Tél. : 47.51.59.00.

Livraison : immédiate. RER A : 12 m de l'Étoile. Exemples de prix parking et cave en sous-sol compris : Studio à partir de 630.000 F. 2 pièces à partir de 980.000 F. 3 pièces à partir de 1.200.000 F. 4 pièces à partir de 1.700.000 F. Bureau de vente sur place ouvert tous les jours même le dimanche de 15 h à 19 h.



**Fontaine Val d'Or**  
29, 39, rue J.-J. Rousseau.  
Touchant Saint-Cloud.  
Face à Paris.

**SINVM**  
44, rue J. Ibert, Levallois.  
Adresse postale : 75835 Paris Cedex 17.  
Tél. : 41.05.31.31.

Livraison : 2<sup>e</sup> trimestre 1996. Lisière de Saint-Cloud, face à Paris. Entouré majestueusement, fontaine dans jardin. Qualité de l'architecture et des plans à la hauteur de son caractère. Gamme de nœuds et grande locative possibles. Soumission à conditions particulières. Bureau de Vente et appartement décorés sur place, ouvert tous les jours (WE compris), sauf mardi et mercredi de 11 h à 19 h et de 14 h à 19 h.



**Les Jardins de Bois Préau**  
Rue Charles Floquet.



Face au parc, dans un environnement exceptionnel. Une petite résidence sur 3 étages autour d'un jardin paysager. 44 superbes appartements avec balcons et terrasses et quelques maisons de ville. Bureau de vente et appartement modèle sur place : ouvert lundi, jeudi et vendredi de 14 h à 19 h, samedi, dimanche et jours fériés de 10 h 30 à 12 h 30 et de 14 h à 19 h.

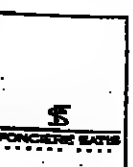


**Le Cézanne/Le Monet**  
Entre la Seine et le RER



Du studio à 5 pièces. Prix à partir de : LE MONNET : 15.000 F le m<sup>2</sup>. LE CÉZANNE : 17.000 F le m<sup>2</sup>.

Dans le quartier privilégié de Rueil-Malmaison entre la Seine et le RER (à 300 m) 2 immeubles de grande qualité bénéficiant d'une vue dégagée sur la Seine ou sur un mail. A proximité des commerces, des écoles... Disponible immédiatement. Appartement témoin et bureau de vente (proche RER) sur place : Place des Impressionnistes. Ouverture tous les après-midi de 14 h à 19 h. Tél. : 45.03.78.78 ou 47.49.22.76.



JP 11/15/95



# Le Monde IMMOBILIER

POUR ACHETER, VENDRE, LOUER

## RÉGION PARISIENNE (suite)

## 94 Charenton

**Le Churchill**  
Avenue Winston Churchill  
Réalisation :  
FRANCE  
CONSTRUCTION  
Tél: 46.83.22.80  
7 jours/7, de 9 h à 19 h



Une livraison immédiate.  
Plus que quelques appartements de 3 à 5 pièces à des conditions exceptionnelles.  
Très belles prestations intérieures et extérieures.

FRANCE  
CONSTRUCTION

## 94 Saint-Maur

**Résidence "Villa des Arts"**  
Bureau de vente sur place ouvert tous les jours (sauf jeudi matin)  
44/52, avenue Alphonse  
94160 Saint-Maur  
Tél: 43.98.36.92



Plan de pré-commercialisation.  
Résidence de 26 appartements.  
Reste 4 appartements de 99 à 150 m<sup>2</sup>.

FRANCE  
CONSTRUCTION

FRANCE  
CONSTRUCTION

## RÉGION PARISIENNE (suite)

## 94 Saint-Maur

**Résidence Les Mairies**  
68 à 74 avenue de Bercy  
32 logements  
dont 16 disponibles.  
Du studio au 5 pièces.  
À partir de 16.500 F le m<sup>2</sup>,  
box et cave en sous-sol  
compris.

Réalisation :  
SERGIM  
1, rue Biquet  
92500 Rueil-Malmaison.  
Tél: 47.51.59.00.

A PROXIMITÉ DES BORDS DE MARNE.  
RER LA VARENNE-CHARENTON.  
Livraison : 3<sup>e</sup> trimestre 1996.  
Bureau de vente sur place ouvert tous les jours de 15 h à 19 h  
sauf le lundi et mardi.  
Tél: 48.85.97.37



## 94 Vincennes

**"Le Joseph Gaillard"**  
45 à 49, av. Joseph Gaillard  
A partir de 17.950 F le m<sup>2</sup>  
hors parking.

MARIGNAN  
IMMOBILIER  
3, rue du 5 Mai 1945,  
92110 Clichy.  
Tél: 41.27.15.50.

Livraison 4<sup>e</sup> trimestre 1996. C'est dans le centre ville d'une  
des communes les plus résidentielles de l'est parisien et à 3 km  
de Paris, métro 1700 m et RER 1400 m facilement accessibles,  
que se construit cette petite résidence de 70 appartements,  
du 2 au 5 pièces avec grandes terrasses et jardins privatifs.  
Toutes les commodités à votre porte : commerces, écoles,  
collèges et lycée. Architecture sobre et prestations de grande  
qualité, une réalisation soignée. Marignan Immobilier.  
Bureau de vente ouvert sur place : lundi, jeudi, vendredi de 14 h  
à 19 h. Samedi et dimanche de 10 h à 13 h et de 14 h 30 à 19 h.  
Tél: 47.76.28.61.

FÉDÉRATION NATIONALE  
DE L'IMMOBILIER  
PARIS - ÎLE-DE-FRANCE

## DE LA RIGUEUR OUI, MAIS POUR TOUS

Tous les contributeurs sont ou vont être frappés d'impôts supplémentaires pour  
envoyer un déficit qui a pris des dimensions abyssales et dont la résorption est  
une condition sine qua non de bonne santé économique.

Les propriétaires fonciers y participeront, comme les autres contributeurs, ce qui  
est normal, et même davantage du fait de l'augmentation de l'ISF, qui frappe  
majoritairement l'immobilier, et de la dérive des taxes foncières. Chacun peut et  
doit comprendre et accepter les nouvelles pondérations fiscales.

Mais le maître mot de notre société actuelle est solidarité, alors, l'effort doit être  
réparti et supporté par tous dans des proportions plus ou moins grandes, à  
défaut, les dévies, et même la colère, ne tarderaient pas à se faire jour, ce qui se  
comprend aisément.

D'une part, la monde politique, s'il veut voter des recettes supplémentaires, sait  
beaucoup moins voter une diminution des dépenses. Et pourtant, il faudra bien  
arriver. Pour satisfaire certains lobbies, on risque la déflation.

D'autre part, ce monde politique ne devrait-il pas donner l'exemple, alors que  
les contre-exemples ne manquent pas ? En voici deux :

- augmentation des dépenses de l'Élysée, portées de 19,252 millions de francs à  
20,259 millions de francs, soit + 5,23 % ;

- augmentation des dépenses de fonctionnement de nos deux Assemblées,  
portées de 3,704 milliards de francs à 4,067 milliards de francs, soit + 9,5 % !

Dans le même temps, le niveau de l'érosion monétaire est inférieur à 2 % et la  
réévaluation des loyers d'habitation sur un an est de 0,15 % (selon la variation  
annuelle de la moyenne de l'indice du coût de la construction).

La rigueur est un médicament qui ne doit pas rester à usage externe, sinon la  
pluie aura du mal à passer...

Jacques LAPORTE  
président de la Chambre FNAIM Paris-Île-de-France

Appartements  
Ventes1<sup>er</sup> arrondissement

**PALAIS ROYAL**  
Imm. XVII<sup>e</sup> place 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

4<sup>e</sup> arrondissement

**MARLIS**  
Imm. XVII<sup>e</sup>  
belle cour intérieure,  
43 m<sup>2</sup> - 740 000 F.  
Urgent ! 43-03-48-00

5<sup>e</sup> arrondissement

**CONTRESCAIRE**, récent 51  
m<sup>2</sup>, vue dégagée 320 m<sup>2</sup>, bois,  
sud, 2 500 000 F. 43-25-32-36

14<sup>e</sup> arrondissement

**MARLIS**, 8 p., 3 CHAMBRES,  
belle vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

15<sup>e</sup> arrondissement

**ALBERT**, 6 p., 3 CHAMBRES,  
belle vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

16<sup>e</sup> arrondissement

**PROK. ETOILE**  
3/4 p., 80 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

17<sup>e</sup> arrondissement

**VERNEUIL**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

18<sup>e</sup> arrondissement

**SAINT-LAZARE**, 3 p., 70 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

19<sup>e</sup> arrondissement

**CORVISART**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

20<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

21<sup>e</sup> arrondissement

**RUE BOBILLOT**, 3 p., 45 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

22<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

23<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

24<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

25<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

26<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

27<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

28<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

Locations  
OffresRASPAIL 4 P. 90 m<sup>2</sup>

8 500 m<sup>2</sup> ch. avec parking,  
belle vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

16<sup>e</sup> arrondissement

**PROK. ETOILE**  
3/4 p., 80 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

17<sup>e</sup> arrondissement

**VERNEUIL**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

18<sup>e</sup> arrondissement

**SAINT-LAZARE**, 3 p., 70 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

19<sup>e</sup> arrondissement

**CORVISART**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

20<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

21<sup>e</sup> arrondissement

**RUE BOBILLOT**, 3 p., 45 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

22<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

23<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

24<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

25<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

26<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

27<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

28<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

29<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

30<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

31<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

32<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

33<sup>e</sup> arrondissement

**CHAMBORE**, 2 p., vue, 120 m<sup>2</sup>,  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

## appartements ventes

3<sup>e</sup> arrondissement

**RACE DES VOSGES**  
100 m<sup>2</sup>, 2 p., 34 m<sup>2</sup> env.,  
2 ét., sur gde cour, bois,  
650 000 F. 43-26-44-31

4<sup>e</sup> arrondissement

**PRÉS DE HENRI**  
2 pièces meublées, confort,  
495 000 F. 43-26-44-31

5<sup>e</sup> arrondissement

**PRÉS DES QUAI**  
TRIPLE DE CHAÎNE  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

6<sup>e</sup> arrondissement

**MONCEAU**, 2 p.,  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

7<sup>e</sup> arrondissement

**MONCEAU**, 2 p.,  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

8<sup>e</sup> arrondissement

**BUCHER**, 2 p.,  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

9<sup>e</sup> arrondissement

**EXCEPTIONNEL** 190 m<sup>2</sup>,  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

10<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

11<sup>e</sup> arrondissement

**UNE APPARE**, 100 m<sup>2</sup>,  
vue, 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

12<sup>e</sup> arrondissement

**CARRE RIVE GAUCHE**  
34 p., 120 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

13<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

14<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

15<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

16<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

17<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

18<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

19<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

20<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

21<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

22<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

23<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

24<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

25<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

26<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

27<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

28<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

29<sup>e</sup> arrondissement

**MAISON DE VILLE**  
220 m<sup>2</sup>, 10 ét.  
cuisine, volumes, jolies vues, bois.  
3 800 000 F. 43-26-44-31

## hôtel



## Bergen la lumineuse

La cité maritime du Sud-Ouest norvégien exhibe sa nature profonde au mois de mai lorsque la musique l'envahit

**BERGEN**  
de notre envoyée spéciale  
Le seul nom de Bergen fait naître une rêverie non dépourvue d'élégance. On lui prêterait volontiers un visage d'eau et de lumière, une allure légère et dédagée, une propension aux ivresses subtiles et des préoccupations plus hédonistes que laborieuses. Ouverte sur la mer, escarpée sur sept collines, Bergen joue sur la côte sud-ouest de la Norvège la partition d'une diva.

Côté alimentaire, elle assure par le commerce international du textile, les industries liées à la pêche et à la construction de bateaux, et se taille une réputation de choix pour son industrie graphique et son art de l'orfèvrerie. Cette richesse retrouvée aux premières lueurs du siècle, après une interminable éclipse - pendant laquelle le pays a subi successivement l'hégémonie allemande, suédoise, danoise, puis suédoise à nouveau -, est comme un écho aux jeunes années de la cité, fondée en 1070 par Olav Kyrre.

Aujourd'hui, Bergen revendique surtout une identité culturelle, faisant appel à la réputation internationale de ses enfants prodiges: le philosophe des Lumières Ludvig Holberg (1684-1754), fondateur du théâtre danois, que l'on comparait à Voltaire pour ses idées et à Molière pour ses comédies satiriques; Johan Sebastian Welhaven (1807-1873), écrivain et poète, chantre de la nature et de la mythologie populaire; Ole Bull (1810-1880), violoniste virtuose acclamé en Europe et dans

toute l'Amérique du Nord (il ne faut surtout pas manquer de visiter son étonnante villa rococo sur l'île de Lysoen, à 20 kilomètres au sud de Bergen). C'est lui qui créa à Bergen, en 1850, le premier théâtre permanent de Norvège. C'est Ole Bull encore qui distingua Edvard Grieg (1843-1907), autre natif de Bergen, compositeur d'une musique identitaire à la Norvège, nourrie des traditions populaires et folkloriques. Conservée en l'état, Troidhaugen, la maison d'Edvard et Nina Grieg, et la salle de concert attenante construite il y a dix ans, attirent des pèlerins mélomanes.

### BERGEAU DE LA MÉTÉO

Bergen pousse aussi sur le devant de la scène son joyau architectural, qui figure au patrimoine de l'humanité établi par l'Unesco: le quartier moyenâgeux de Bryggen, guirlandes serrées de maisons de bois aux couleurs chaudes et à haut pignon triangulaire. Cet ensemble unique n'est pourtant pas celui dont la Ligue de la Hanse fit son comptoir en 1350, au cœur de la cité, mais une reconstitution dans le style primitif, après l'incendie qui détruisit la ville de fond en comble en 1702.

Le feu a du reste régulièrement exercé ses ravages au cours des siècles; mais le dernier incendie en date, celui de 1955, permit d'exhumer un véritable trésor de quelque deux cent cinquante mille objets, dont près de six cents inscriptions runiques. C'est bien sûr à Bryggen que sévit le

commerce touristique, avec ses innombrables boutiques d'artisanat et de laines norvégiennes, mais le quartier en bordure du port n'a pas été défiguré et vaut par une magie incontestable, plus éloquente, sans doute, dans l'atmosphère pluvieuse et brumeuse dont le ciel gratifie la ville sept mois par an.

On ne s'étonnera pas qu'une telle constance des éléments ait suscité des vocations de scrutateurs célestes, ni que Bergen ait été le berceau de la science météorologique. La cité jouit d'un prestige intellectuel ancien. C'est dans l'un de ses multiples instituts de recherche que le docteur Armauer Hansenisola le bacille de la lèpre, en 1873. Son université (elle a quitté les bords de la ville ces dernières années pour s'installer dans le quartier des musées) fut aussi pionnière de la recherche en océanographie et en biologie marine.

De mai à septembre, c'est une ode à la lumière. L'heure à laquelle la ville forte de ses 222 000 habitants s'égaye dans un tourbillon de fêtes et de spectacles affrue et refuse au rythme des escapades. Aux beaux jours, on prend le bateau comme ailleurs une voiture pour filer dans l'une de ces nombreuses îles dont Bergen est couronnée.

C'est aussi l'époque de l'année à laquelle Bergen exhibe sa nature profonde, la musique. Programmée dix jours durant, de fin mai à début juin, le Festival international de musique est la pierre d'angle de cette frénésie de rythmes.

lérie Cadet



### CARNET DE ROUTE

■ **VOYAGE.** Tout au long de l'année, la compagnie 5A5 (Scandinavian Airline System). Tél.: 53-43-25-00 propose un vol quotidien Paris-Bergen via Copenhague ou Oslo. Tarif: 2585 F aller-retour.  
■ **SEJOUR.** Pour mieux découvrir la ville, The Bergen Card, vendue au Centre d'Informations touristiques permet l'entrée gratuite ou à tarif réduit pour la plupart des manifestations culturelles, l'accès aux musées, à l'Aquarium, au funiculaire de

Floyen et au téléphérique d'Ulriken; réduction également pour les transports collectifs locaux.  
■ **RENSEIGNEMENTS.** A Paris: Office national du tourisme en Norvège. 88, avenue Charles-de-Gaulle. 992523. Neully-sur-Seine Cedex. Tél.: 46-41-49-00. Fax: 46-41-49-05. Sur place, pour se loger, changer des devises (1 NOK=126 F, environ), réserver des billets... Centre d'Informations touristiques (situé au cœur du vieux quartier de Bryggen, à proximité de la place du Marché aux poissons). Tél.: 55-32-14-80.

Patrick Francès

### Chambre d'hôtes, chambre d'amis

■ **UN PALAIS** à Venise, un manoir en Irlande, une maison victorienne à Londres, un appartement à Manhattan. La formule anglosaxonne du « Bed and Breakfast », traduit « chambre d'hôte chez un particulier avec petit déjeuner », connaît un succès grandissant. Il y a deux méthodes pour dénicher le toit adéquat.

■ **LA PREMIÈRE** consiste à se procurer, auprès de l'Office de tourisme du pays choisi, la liste (par ville ou région) des particuliers ou des associations offrant des « B and B ». Nombre de ces organismes informent sur Minitel, par le 3615 suivi du nom du pays. Ainsi, le 3615 USA (2,23 francs la minute) donne les téléphones locaux et des fourchettes de prix par chambre, notamment à Boston, San Francisco, New Orleans, Chicago, etc. Précédemment à New York, Urban Ventures (tél.: 19-1-212-594-56-50) annonce des prix entre 55 et 75 dollars.

■ **AUTRE FORMULE,** les sociétés spécialisées qui, en France, regroupent les demandes. La plupart affichent leurs propositions sur Minitel, effectuent les réservations et acceptent le paiement électronique. Un service également assuré par téléphone. Plus



convivial, il permet d'ajuster préférences (situation, environnement, confort, tarif) aux disponibilités annoncées au bout du fil. Créé voilà trois ans et leader du secteur, Tourisme chez l'habitant (tél.: (1) 34-25-44-44, ou Minitel 3615 TCH, 2,19 francs, délai de réservation 48 heures, pour 2 nuits minimum, 60 francs de frais de dossier par an) dispose de quelque 30 000 chambres dans une trentaine de pays. Ses points forts: la Grande-Bretagne, les États-Unis, l'Autriche, l'Allemagne et l'Italie, particulièrement les « villes d'art », Florence, Rome, Vise, Venise.

■ **EN EUROPE,** le tarif moyen par personne (200 francs avec petit déjeuner, tarif dégressif pour des séjours de longue durée) varie selon le confort, notamment avec ou sans salle de bains privée. Depuis cet automne, des forfaits associent chambre d'hôte et billet d'avion (en général vol Air France): exemples, une semaine à Prague, Budapest ou Saint-Petersbourg, coûte de 3 150 à 3 840 francs.

■ **UNE CHARTE** dite de la « chambre d'amis » de les propriétaires membres de l'association Café couette (information et réservations, tél.: (1) 42-94-92-00). Ceux-ci s'engagent à recevoir les hôtes de passage dans leur résidence principale et selon certains critères de confort, de propreté et d'accueil. Créée en 1983, Café couette fonctionne (hormis la France) en Belgique, Hollande, Grande-Bretagne et Italie. Exemple: une chambre à Londres, dans une demeure victorienne en balcon sur la Tamise, se loue 570 francs par nuit pour deux; l'équivalent dans une vieille maison de Florence se paie 250 francs.  
■ **OUTRE-MANCHE,** les propositions abondent. Chez « B and B Grande-Bretagne » (information et réservations, tél.: 19-44-14-71-578-803), trois catégories de confort et de prix sont annoncées (de 180 à 430 francs). Enfin, Accueil d'Angleterre, Accueil d'Irlande et Accueil d'Ecosse (tél.: (1) 43-48-08-60, ou Minitel 3615 Accueil Service) affichent trois labels pour une même société. A vingt minutes du centre de Londres, le budget individuel minimum proposé se limite à 155 francs.

Florence Eviv

**Celebrity Cruises**

**VIVEZ L'EXCEPTIONNEL À BORD DE NOS PAQUEBOTS**

★ ★ ★ ★ ★

CENTURY • HORIZON • MERIDIAN • ZENITH

ANTILLES  
CÔTE PACIFIQUE USA  
CANADA - ALASKA

8 jours Antilles  
10 jours Paris/Paris à partir de **9.890 FF**

Pour recevoir la brochure Celebrity Cruises 96 écrivez votre  
Votre Agence de Voyage au Celebrity Cruises 35, rue Etienne Marcel 75001 Paris

Nom: \_\_\_\_\_ Prénom: \_\_\_\_\_

Adresse: \_\_\_\_\_

Code Postal: \_\_\_\_\_ Ville: \_\_\_\_\_

**LE COMPTOIR BLEU**

VOIS RÉGULIERS A/R, départ Paris  
New York 1750 F  
Anvers 2250 F  
Bangkok 3990 F

**5 JOURS & WEEK-ENDS**  
Jour de l'An (départ le 30 décembre)  
Paris A/R + Hôtel de 5\* (TOUT COMPLET)  
Pékin 5950 F  
Vols A/R + Hôtel de 5\* (TOUT COMPLET)  
Djerba 1870 F  
Istanbul 1390 F

Tout à partir de  
Tél.: 40.44.72.73

**DÉGRIFTOUR**

**THAILANDE / PUKHET**  
1 Semaine en Hôtel 3\* avec  
Petit-déj. Vols Réguliers A/R  
Départ de Paris 5.700 F 2.850 F

**SAN DIEGO**  
7 Nuits en Hôtel 3\*  
Vols Réguliers A/R  
Départ Paris 3.440 F 5.800 F

**LES DEUX ALPES**  
1 Semaine en Studio  
1 à 4 Personnes 1.040 F 1.820 F  
3615 DT - (1.29 F/min)

**Directours**

MARRAKECH 30/12 - 50/1: 2120 F  
vol + hôtel\*\*\* petit déjeuner

OMAN 8/1/91: 6800 F  
vol + hôtel\*\*\* + voiture location

MIAMI BEACH: 2990 F  
vol + hôtel\*\*\* 8/1/91

102, av. des Champs Elysées,  
PARIS 8e (Lc. 554 A)

Brochures sur demande: 45 52 52 52  
et 3615 DIRECTOURS (1.29 F/min)  
36 58 45 52 AUDIOTEL (1.29 F/min)

**Amplitude Internationale**

Les Français redécouvrent le monde au juste prix

**Île de Djerba**  
**SPECIAL REVEILLON**  
Du 25 Décembre 95 au 02 Janvier 96

Hôtel GUTTES\*\*\* 3790 F\*  
Pêche couverte - Tennis - Discothèque  
(Vol A/R + Pension Complète + Réveillon)

Ellet ASOU NAWAS GOLF\*\*\* 4250 F\*  
Pêche couverte - Tennis - Discothèque  
(Vol A/R + 1/2 Pension + Réveillon)

**INFORMATIONS - RESERVATIONS**  
Tél.: (1) 42.06.54.09 - Fax: (1) 42.06.28.59  
Lc. 075 65 0216

**SPECIAL NOUVEL AN VENISE**  
du 29/12 au 02/01  
Hôtel 4\* à partir de 3.170 F\*  
(prix par pers.: Vols charter A/R, travel, A/R, log 4 nts chambre dble petit déjeuner)

**SPECIAL NOUVEL AN ROME**  
du 29/12 au 01/01  
Hôtel 3\* à partir de 2.845 F\*  
(prix par pers.: Vols charter A/R, travel, A/R, log 3 nts chambre dble petit déjeuner)

\* Taxes aériennes en sus 70 F

**cit**  
World Travel Group  
Tél.: 44 51 39 27  
MINITEL 3615  
Cit Evian  
Lc. 075 95 0167

**NOEL AVANT NOEL !**  
**A MONTREUX "PERLE DE LA RIVIERA VAUDOISE"**  
en Suisse

L'arrêt du TGV DES NEIGES à Montreux vous permet de profiter de L'OFFRE EXCEPTIONNELLE DU MONTREUX PALACE, (5\* De Luxe) et de visiter le premier Marché de Noël de Suisse Romande qui aura lieu du 15 au 24 décembre 1995.

**Chambre double pour 1 ou 2 personnes à Sfr. 180.-**  
par nuit (FF 750.-) incluant le petit déjeuner continental.  
(Offre valable du 15 déc. 1995 au 7 janvier 1996)

Soirée de la Saint Sylvestre "Black & White" dans les salles d'opéra du MONTREUX PALACE à Sfr. 180.- par personne (FF 750). Tables de 10 personnes ou plus, 1 personne gratuite.

Et n'oubliez pas que seule une petite demi-heure de route sépare LE MONTREUX PALACE des pistes enneigées !

Pour vos réservations: Le Montreux Palace, Grand Rue 100, 1820 Montreux, Suisse.  
Tél.: 19.41.21.862.12.12  
Fax: 19.41.21.862.17.17  
Veuillez svp mentionner "Offre TGV DES NEIGES" lors de votre réservation.

**LE COMPTOIR BLEU**

VOIS RÉGULIERS A/R, départ Paris  
New York 1750 F  
Anvers 2250 F  
Bangkok 3990 F

**5 JOURS & WEEK-ENDS**  
Jour de l'An (départ le 30 décembre)  
Paris A/R + Hôtel de 5\* (TOUT COMPLET)  
Pékin 5950 F  
Vols A/R + Hôtel de 5\* (TOUT COMPLET)  
Djerba 1870 F  
Istanbul 1390 F

Tout à partir de  
Tél.: 40.44.72.73

**Direct**

Pour choisir chez vous vos vacances de 14 jours

**REPUBLIQUE DOMINICAINE**  
16 jours / 14 nuits

**CIRCUIT - SEJOUR**  
Sur les traces de Christophe Colomb  
Départ de Paris 1.920 F  
1 à 4 personnes 1.040 F 1.820 F  
3615 DT - (1.29 F/min)

**Comptoir DES DESERTS**

Tous les voyages possibles dans tous les déserts du monde

**40.26.19.40**

**HAUT JURA**

**SKI DE FOND / 3 H PARIS TGV**  
Yves et Liliane vous accueillent dans une belle ferme cossue du XVIIIème. Grand confort, ambiance conviviale. Table d'hôte, produits locaux et régionaux, chambre avec salle de bains, wc.

Tarif: sem/pers 3000 F + 3150 F  
séjour période, tout compris (cous. complète + vin au repas, chauffage, mas. ski incl.)  
Tél. (18) 81.38.12.51 - LE GRÉT L'AGNEAU  
25650 LA LONGEVILLE

**SAINT-VERAN** (Parc rég. du Quercy), 2040 m, site classé du XVIIIème siècle. Été-automne, plus haute corniche d'Europe.

2 hôtels - Logis de France.

Piscine, tennis, billard, salle repos. Meubles, chambres studios, chalets, 1/2 pers., pens. complète, séj. libres.

**HÔTEL LE VILLARD** \*\*\*  
Tél.: 02 46 52 06 - Fax: 02 46 52 22  
et **HÔTEL LE BEAUREGARD** \*\*  
Tél.: 02 45 52 52 - Fax: 02 45 52 10

**AVENTURE... de l'Irlande à la Mongolie**

100 voyages de rêve, à pied et 4x4 dans les îles, les montagnes et les déserts du monde...

**NOMADE**

Brochure sur demande  
Tél.: 02 46 52 06 - Fax: 02 46 52 22  
et **HÔTEL LE BEAUREGARD** \*\*  
Tél.: 02 45 52 52 - Fax: 02 45 52 10

**RENSEIGNEMENTS PUBLICITÉ "EVASION"**

Tél.: 44.43.77.36 - Fax: 44.43.77.30

**JP 1111 150**

**BOIS CROISÉS**

1 2 3 4 5 6

**ANNEMENTS**

**PROLOGIE**

**ou neige**

**le Sud-Est**

**pollution**







**CINÉMA** La « grosse machine de la semaine » est sans aucun doute la nouvelle comédie d'Etienne Chatiliez. Mais le beau film à découvrir est le beaucoup plus discret « Ballon blanc ».

● L'IRAN se confirme ainsi comme terre féconde de cinéma, tandis que l'actualité est riche de pistes prometteuses, d'un panorama consacré aux animaux aux ruses d'un réalisateur



avec les conventions de Hollywood. ● RÉVÉLATION, aussi, d'un splendide inédit d'Ingmar Bergman, « Le Dernier cri », consacré à un cinéaste méconnu qu'il tenait pour un maître.

## Pêche miraculeuse dans les ruelles de Téhéran, tout simplement

Le Ballon blanc. Le premier film de Jafar Panahi, Caméra d'or au Festival de Cannes, transforme une anecdote enfantine en conte réaliste et universel

Film iranien de Jafar Panahi, avec Aida Mohammadkhani, Mohsen Kalifi, Fereshteh Sadr Orfani, Anna Bourkowska, Mohammad Shahani, Mohammad Bahktari. (1 h 25.)

C'est l'histoire d'une petite fille qui voudrait un poisson rouge, cadeau traditionnel à l'occasion du Nouvel An, mais qui perd le billet à grand peine soutiré à maman, qui n'en a pas beaucoup, des billets. C'est un film iranien qui ressemble à un film iranien. Ou à ce qu'on a appris à connaître du cinéma iranien, surtout avec les films d'Abbas Kiarostami depuis *Où est la maison de mon ami ?* Rien d'étonnant, Jafar Panahi était l'assistant d'Abbas Kiarostami, Kiarostami a fait le scénario pour Panahi. Soit une histoire d'enfants, de grands enjeux éthiques évoqués au travers de petits incidents de la vie de chaque jour, filmée avec une simplicité qui semble d'évidence. C'est superbe.

Le *Ballon blanc* est exemplaire de la manière dont le cinéma est capable, à partir de la moindre situation, de s'ouvrir sur des horizons immenses - d'autant mieux qu'il ne recourt à aucun artifice ni ne sert aucune volonté démonstrative. Quelques plans dans la



cour de la maison où habitent la gamine et sa famille suffisent à suggérer un monde, un tissu de relations sociales ; la comédie humaine se met en mouvement,

drôle et brutale, tendre ou mesquine. La petite fille dans la rue s'arrête devant un charmeur de serpents, un monde de terreur fantastique se faufile dans la

trame quotidienne, un saltimbanque devient sorcier, un vieillard de rencontre devient magicien bienfaisant. La caméra de Panahi ne prétend pas se substi-

tuer au regard d'une gamine de sept ans (procédé mièvre et artificiel des « films pour enfants »), elle le prend en compte pour ce qu'il est, et lui rend justice de manière adulte et respectueuse.

### INSATIABLE MACHINE À MONTRER

En regardant le film de Panahi, une certaine commisération pointe pour ces scénaristes et ces réalisateurs qui s'épuisent à fabriquer des suspenses alambiqués et des séquences spectaculaires. Le danger, l'aventure, le burlesque sont à chaque détour, cachés dans les collures du montage ou dans la durée des plans, libérés par des péripéties minimes et qui cependant tiennent en haleine et mettent en joie. C'est pourtant d'honneur et de désir, de cruauté et de solidarité, de la nature de l'argent et des puissances de la volonté, du hasard et de la nécessité qu'il est question, sans arrêt. Et la situation sociale, l'organisation urbaine, les problèmes de la diversité ethnique et de l'intégration des communautés apparaissent tout naturellement, dans l'insatiable machine à montrer et à comprendre d'une mise en scène d'autant plus admirable qu'elle ne s'affiche jamais.

Une mise en scène qui ne manque pas, non plus, de mettre

en évidence ses propres illusions - le « gros poisson » désiré par l'enfant ne devait sa taille qu'à un effet d'optique, amulé dès qu'il est sorti de l'eau. Tandis que, dans toutes les échoppes, les radios égrenent le temps qui reste avant le Nouvel An donnent à l'action la tension d'un compte à rebours, la bonne volonté inopérante de ceux qui veulent aider la petite fille, l'ingéniosité des garçons pour extraire le billet de la grille du trottoir où il est tombé et où, bien en vue, il nargue tout le monde, l'intervention inquiétante puis bienveillante d'un soldat en permission et perdu, les quiproquos avec le propriétaire de la boutique, qui pourrait sauver la situation, composent une trame riche et complexe.

Jusqu'au titre du film, qui participe de cette richesse et de cette complexité sous les apparences du presque rien. Objet ordinaire et enfantin, ce ballon promu en haut de l'affiche alors qu'il semble jouer un rôle tout à fait accessoire est à la fois la cause de la cause de la cause des événements et un mistigri qui aura circulé tout au long du récit. Exemplaire, lui aussi, d'une mise en scène dont la profondeur naît de la simplicité.

Jean-Michel Frodon

Jafar Panahi, cinéaste iranien, réalisateur du « Ballon blanc »

## « Pour tourner avec un enfant, il n'y a pas de recette, il faut instaurer un climat de confiance »

« Comment avez-vous découvert le cinéma ?

— Lorsque j'étais enfant, j'allais aussi souvent que possible au cinéma, comme mon père, qui était peintre en bâtiment. Il voulait m'empêcher de voir les films que lui-même allait voir et qui, disait-il, ne me convenaient pas parce qu'ils ne m'apprendraient rien. Je pense aujourd'hui qu'il avait raison mais, à cette époque, j'avais envie de tout voir et je me cachais de lui lorsque j'allais au cinéma. Il est arrivé que nous nous retrouvions dans la même salle. Pour éviter ces rencontres, j'ai commencé à aller dans des salles où lui-même n'allait pas et j'ai découvert ainsi un autre cinéma, des films plus ambitieux. J'ai également appris à lire les génériques, à repérer le nom des réalisateurs. J'avais une dizaine d'années lorsque j'ai décidé de faire du cinéma. J'ai été un peu acteur, un peu assistant sur des films en 8 mm.

— Pendant mon service militaire, j'ai fait beaucoup de photos, avant d'apprendre à me servir d'une caméra et que l'on m'en prête une. J'ai ainsi pu réaliser un court-métrage documentaire sur la guerre.

Ensuite, j'ai travaillé pour la télévision.

— Quels réalisateurs vous ont influencé ?

— J'ai d'abord remarqué certains cinéastes iraniens, comme Bahram Beyzai et Dariush Merhizi. Quand j'étais à l'université, j'ai aimé Hitchcock, Truffaut, John Ford... Je me souviens aussi du *Voleur de bicyclette*. Et puis, il y a eu Abbas Kiarostami, bien sûr...

### « Un prétexte pour montrer différentes solitudes »

— Dans quelles conditions l'avez-vous rencontré ?

— Je me suis souvenu que, dans son livre de souvenirs, *Mon dernier soupir*, Luis Buñuel raconte qu'il avait contacté Jean Epstein pour lui demander de travailler avec lui. Je me suis dit que si un grand cinéaste comme lui avait fait cela je pouvais le faire aussi. J'ai téléphoné à Abbas. Il n'était pas là. Je lui ai laissé un message, pour lui dire que j'avais réalisé un film en hommage à son court-métrage *Le Pain et la Rue* et que je rêvais de travailler avec lui. Quelque temps après, je fus autorisé à venir sur le tournage de *Au travers des oliviers*. Trois jours plus tard, je me suis retrouvé premier assistant d'Abbas. Nous avons très vite compris qu'il existait une grande complicité entre nous, au-delà du respect que je lui porte, et j'ai suivi avec lui le film jusqu'au laboratoire.

— Comment Kiarostami a-t-il été amené à écrire le scénario du *Ballon blanc* ?

— J'avais un projet de court-métrage, écrit avec un ami et que j'ai soumis à Kiarostami, qui m'a conseillé de réaliser plutôt un long-métrage. Comme il est très difficile, pour un réalisateur débutant, de trouver une production, il m'a proposé de m'aider, notamment en écrivant le scénario. C'était une façon pour lui de se porter garant. Il a pris un risque, j'espère que je ne l'ai pas déçu. Tel que je l'avais écrit, le scénario restait centré sur l'action, sur le parcours de la fillette. Kiarostami a insisté sur les personnages secondaires. En fait, il n'a pas écrit, puisqu'il n'écrit jamais : il

parlait, je l'enregistrais, je transcrivais et il corrigeait.

— Le tournage a-t-il beaucoup modifié ce qui était prévu ?

— Chaque choix d'acteur ou de décor détermine un changement par rapport à ce qui était prévu. Le choix des acteurs est important. J'ai eu de la chance pour la petite fille, je l'ai trouvée dans la première école que j'ai visitée. En revanche, j'ai vu deux mille six cents garçons pour le rôle de son frère. Celui que j'ai choisi n'a finalement pas pu faire le film, car il est parti à l'étranger avec ses parents. J'ai alors eu beaucoup de mal à lui trouver un remplaçant ; je pensais toujours à lui.

— Comme je voulais que les personnages soient d'origines diverses, pour justifier qu'ils ne célèbrent pas la fête du Nouvel An en famille et rendent plus présent le sentiment de la solitude, j'ai parcouru le pays pour trouver les acteurs. La vieille dame est polonaise, j'ai trouvé le soldat à plus de mille kilomètres de Téhéran et le marchand de poissons vient du nord du pays : il a fait le voyage uniquement pour le film, pour trois jours de travail. Les sous-titres ne peuvent le restituer, mais l'accent des différents personnages est très important. Même les chansons que l'on entend à la radio sont chantées dans des dialectes différents.

— Comment travaille-t-on avec des acteurs non professionnels, notamment avec les enfants ?

— En général, les gens auxquels on propose de jouer dans un film ricanent et disent qu'ils ne sont pas acteurs. Quand je leur explique qu'ils auront juste à reproduire les gestes qu'ils accomplissent tous les jours, ils répondent : « Dans ce cas, ce n'est pas du cinéma. » Alors, à un moment donné, ils essayent de « jouer », ils imitent les acteurs qu'ils voient à la télévision. Quand nous les corrigeons, ils ont des doutes sur nos capacités de réalisateurs... Avec les enfants, il n'y a pas de recette. Il faut bien les connaître, analyser leur comportement et instaurer un climat de confiance.

— La petite fille est très intelligente et très sensible, j'ai dû ruser un peu avec elle. Je lui ai d'abord menti, en lui disant qu'elle ne pouvait rien faire sans mon autorisation, que ce serait la base de notre

accord. Puis, à son insu, j'ai demandé à un assistant de lui donner deux chocolats. Ensuite, j'ai fait mine de la surprendre et lui ai reproché d'avoir accepté ces chocolats. Je lui ai dit que, dans ces conditions, comme il n'y avait aucune discipline, je renoncerais au film. Elle était au bord des larmes. Alors, je lui ai dit : « Tu vois, c'est facile de faire pleurer quelqu'un. Mais je ne veux pas travailler comme cela. Voilà ce que nous allons faire : quand il faudra que tu pleures, nous nous regarderons droit dans les yeux. » Ce que nous avons fait : au bout d'un moment, je me

suis mis à pleurer, et elle aussi, de me voir pleurer. Nous avons recommencé le lendemain. Trois jours plus tard, elle m'a dit que ce-la l'ennuyait que je doive pleurer et qu'elle pleurerait sans mon aide.

— La solitude est-elle le vrai sujet de votre film ?

— La mésaventure de la fillette est un prétexte pour montrer différentes solitudes. Au montage, j'ai décidé que le film se terminerait par un plan du jeune marchand de ballons afghan, alors que j'avais filmé une autre fin : la petite fille et son frère revenaient avec l'argent chez le marchand de pois-

sons pour trouver la boutique fermée, mais le marchand avait laissé le poisson chez le voisin. Mais je revenais toujours au jeune Afghan. Alors j'ai tourné ce plan. J'ai voulu montrer également que les adultes s'intéressent aux enfants, mais qu'ils ne ressentent pas leurs problèmes avec la même intensité. Dans le film, ils se désintéressent du problème du billet s'ils croient l'avoir réglé. Ils ont oublié ce qu'ils ressentent lorsqu'ils étaient enfants.

Propos recueillis par Pascal Mérieau

## Du désir obsédant de réussir à la télévision

Prête à tout. Sur un excellent scénario, Gus Van Sant filme avec vérité et émotion l'ambition exacerbée d'une femme

**PRÊTE À TOUT**, film américain de Gus Van Sant avec Nicole Kidman, Matt Dillon, Joaquin Phoenix, Illeana Douglas. (1 h 47.)

Le rêve de Suzanne Stone, petite provinciale américaine, est de devenir journaliste vedette de la télévision. Ce projet, devenu l'unique obsession de sa vie, détermine l'ensemble de ses actes et elle ne laissera aucun obstacle contrarier son accomplissement. C'est ainsi qu'elle ira jusqu'à organiser l'assassinat de son mari, un brave garçon aux ambitions bien plus modestes, par trois adolescents qu'elle aura manipulés. Prête à tout est constitué du récit de ce fait divers par ses différents protagonistes, dont chaque témoignage est prétexte à un retour en arrière. Le film de Gus Van Sant fait ainsi mine d'utiliser des procédés télévisuels qui établissent immédiatement une distance entre lui et le spectateur. Mais sa qualité majeure est ce fait, justement, de dépasser l'aspect calculé d'une comédie caustique qui observerait ses personnages avec un regard froid, pour atteindre une vérité et une émotion authentique.

Certes, *Prête à tout* fait souvent mouche dans la satire de quelques figures de la société américaine

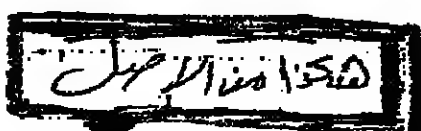
profonde (les familles petites-bourgeoises, les adolescents paumés du lumpenproletariat). Mais un véritable désespoir naît de l'alternative posée implicitement à son héroïne : choisir entre une vie sans qualité, sur des voies tracées d'avance (le mariage, les enfants, la reprise du restaurant de son beau-père) et celle promise par la télévision, royaume du vide, de la bêtise et de l'arrivisme mais seul moyen pour elle d'avoir le sentiment d'exister. Gus Van Sant fait apparaître chez ses personnages, parfois ridicules ou totalement aliénés, des éclats d'une humanité émouvante, comme le moment où le beau-père de Suzanne Stone, fou de douleur, détruit son poste de télévision à coups de batte de base-ball, ou lorsque le jeune assassin témoigne depuis le parloir de sa prison.

### CONTOURNER LES CONTRAINTES

En acceptant ce projet, l'auteur de *Drugstore Cowboy* a dû quelque peu s'assagrir et se couler dans le moule d'une production plus conformiste que ses précédents longs-métrages. Mais son film prend en compte ces contraintes. Il parvient souvent à les contourner, par l'insolence du propos ou par des trouvailles de représentation, comme ce plan sur le torse de l'adolescent amant de Suzanne, au cours d'une scène

sexuellement très explicite. Prête à tout doit aussi beaucoup à la qualité de l'interprétation, et à un scénario remarquablement écrit par Buck Henry. Sa conclusion macabre, minutieusement préparée durant tout le récit sans que l'on y accorde attention, saura faire passer Suzanne Stone de l'autre côté de l'écran... définitivement.

Jean-François Rauger





24-11-95

# La campagne gersoise à la façon Chatiliez

Le bonheur est dans le pré. Le réalisateur de « La vie est un long fleuve tranquille » persiste dans la caricature de mœurs, mais dans un registre aseptisé

**LE BONHEUR EST DANS LE PRÉ.** Film français d'Etienne Chatiliez. Avec Michel Serrault, Eddy Mitchell, Sabine Azéma, Carmen Maura, François Morel, Eric et Joël Cantona. (1 h 46.)

Tout bascule quand « le lapin » pique du nez dans les rognons de veau. Ou, si l'on préfère, quand Francis Bergeade est victime d'un malaise tandis qu'il dîne paisiblement avec son copain Gégé au restaurant du « Bon Laboureur » à Dole. A ce moment du film, on sait déjà que ce chef d'une entreprise spécialisée dans les articles de toilette est confronté au mécontentement de ses ouvriers, qui n'ont pas apprécié l'annonce d'inévitables licenciements, en butte aux tracasseries de l'administration fiscale, et nanti à son domicile de deux « emmerdeuses », en la personne de son épouse, Nicole, et de leur fille, à la veille de se marier. Qu'un prégnant, même étendu à la durée d'une séquence, contienne pareille quantité d'informations est remarquable. Il est vrai qu'Etienne Chatiliez et sa scénariste Florence Quentin ont acquis, avec *La vie est un long fleuve tranquille* et *Tatie Danielle*, une réputation méritée de spécialistes des

scènes d'ouverture. C'est après que les ennemis commencent. Il faut bien, en effet, concevoir quelques écus pour les formules appelées à servir de manifestes et de signes de reconnaissance (« Le lapin », c'est ravioli »). Il faut également qu'entre ces petites délicatesses enchaînées se profile l'esquisse d'une histoire. Cette fois-ci, la télévision est appelée à la rescousse, sous la forme d'un décalage de l'émission de TF1, « Perdu de vue », dont Chatiliez détaille interminablement le cours prévisible pour offrir à Francis Bergeade prétexte à découvrir que oui, décidément, le bonheur est dans le pré: la photo de cet homme disparu depuis vingt-huit ans et qui a femme (Carmen Maura) recherche aujourd'hui semble la sienne. C'est alors que le film commence à avancer comme un de ces canards que Carmen Maura élève dans sa ferme près de Condom, dans le Gers.

Le Bonheur est dans le pré se dandine en effet d'un sketch à l'autre. Une réplique par-ci (« Le conflit, c'est pas gras ») paraît celle promise à l'avenir le plus roboratif, un trait de caricature par-là, les frères footballeurs Cantona enfants du terroir... Tout est aisément repérable, immédiatement

identifié et assimilé, pour être ensuite régurgité sans effort, dans la stricte observance des canons de la publicité. Du cinéma prédigéré, en quelque sorte, qui ne sollicite jamais l'intelligence du spectateur.

Ainsi est-il admis d'emblée que la bourgeoisie frigide interprétée avec beaucoup d'allant et de malice par Sabine Azéma se transforme en amante sensuelle et enthousiaste sous les assauts d'un mâle dont les mauvaises manières la révolurent avant de la renverser (Eddy Mitchell s'y colle, ce qui n'est pas non plus une surprise).

## CARICATURE CONSENSUELLE

Ainsi le doute n'est-il pas permis quant au destin de l'industriel converti à la douceur de vivre gersoise, dont Michel Serrault investit le personnage en paraissant parfois surpris de ne pas y trouver la matière nécessaire à l'exercice de son art. Aux acteurs, il revient en effet de remplir les vides, tâche dont ils s'acquittent avec conscience et talent.

Quant à la caricature, elle s'inscrit en toute logique dans le registre confortable. De même que personne ne pouvait se sentir visé par le portrait de la petite-bourgeoisie brossée dans *La vie est un long fleuve tranquille* - criant de

vérité uniquement pour qui se référerait aux parents de certains de ses copains, mais surtout pas à ses propres parents -, le trait est ici trop appuyé et la cible trop large pour que la satire ne se révèle pas sans véritable objet.

Sous leurs airs de grands méchants, Chatiliez et Quentin se soucient avant tout de ne déplaire à personne et, quand ils frappent dur, choisissent soigneusement leur destinataire. Une ouvrière arabe qui doit sa compétence en matière de lutte syndicale à sa seule liaison avec « le délégué CGT de Sallier » (dont on prend soin de préciser qu'il est français), mais qui, pas folle, quittera l'usine à la première occasion pour faire carrière à la télévision, est la victime la plus remarquable de cette censure. Comme quoi la caricature consensuelle n'est pas sans risque.

Elle oblige en tout cas Chatiliez à une série de contorsions dont le spectacle devient rapidement lassant. Sans doute en juge-t-il lui-même ainsi, puisque, au terme de son exercice, il fait répondre à celui qui s'interroge sur une obscurité de l'intrigue qu'il vaut mieux ne pas s'empresser la vie avec cela. On ne saurait mieux dire.

Pascal Mériegeau

## Le Centre Pompidou présente la grande histoire d'amour des animaux et du cinéma

**ANIMALIA CINEMATOGRAFICA.** Du 6 au 11 décembre au Centre Georges-Pompidou. Séances à 15, 18 et 21 heures dans la petite salle (1<sup>er</sup> sous-sol). Séances-débats quotidiennes à 18 heures. Tél: 44-78-44-49.

Après « Planète des hommes » en 1993 et « Réalités animales » en 1994, la Bibliothèque publique d'information du Centre Georges-Pompidou propose cette année d'illustrer sa vocation documentaire par un cycle consacré au cinéma animalier, programmé par Marie-Pierre Duhamel-Müller. Avec plus de quatre-vingts films, aux formats très divers, réalisés de 1895 à nos jours pour le cinéma ou la télévision, Animalia Cinematografica reconstruit et sonde l'histoire d'un genre centenaire, dont les origines se confondent avec celles du cinéma.

Le cinéma animalier possède ses baux lieux de production, ses festivals et ses vedettes, son esthétique et ses rituels (*Le Monde*, supplément Radio-Télévision du 22 octobre). Il n'est pas étonnant que le cinéma s'y soit intéressé d'emblée, à côté d'une sortie d'usine ou d'une entrée en gare. Avant même sa naissance officielle, des scientifiques capturent déjà les mystères du galop d'un cheval ou du vol d'un oiseau. Louis Lumière, sans visée savante, multiplie dès 1895 les « vues cinématographiques positives » d'un Aquarium, d'un Bocal

aux poissons rouges et autre *Déjeuner du chat*. Pour le cinéma naissant, le mouvement est source d'émerveillement, l'animal n'étant, au même titre que l'homme, qu'un « figurant innocent », selon l'expression de Serge Daney.

A la magie de la découverte s'associe bientôt la volonté pédagogique. Le monde animal ne recèle pas moins de curiosités que l'homme des continents lointains, sillonnés par les opérateurs Lumière. Les films cinématographiques se dotent de départements scientifiques, qui produisent des séries de vulgarisation, comme celles des films Scientia chez Eclair (*La Rotonde, punaise aquatique*, 1913; *La Tortue*, 1913) ou celles de la maison Pathé (*Les Rapaces*, 1910; *La Cigale*, 1920). Si l'idéologie scientifique qui sous-tend la démarche ne concerne pas que les animaux, elle prend dès les années 20 une dimension explicitement propagandiste. Rien de moins anodin que cette *Lutte éternelle* des animaux de Luca Comerio (Italie, 1927) produite en plein fascisme, ou que cet *Etat des fourmis* (Allemagne, 1934) d'Ulrich Schulz, à l'heure où les hommes marchent, eux, au pas de Poie.

Une propagande mieux entendue se trouve chez Jean Painlevé, personnalité majeure du cinéma animalier. Né en 1902, fils du mathématicien et homme politique Paul Painlevé, ce chercheur en biologie, proche des surréalistes, ami d'Eisenstein et de Vigo, opère la

jonction du cinéma et de la science. Du premier il utilise le pouvoir émotionnel, l'embarcadé lyrique ou burlesque; de la seconde il retient une méthode qui le conduit à ne pas tricher avec le spectateur, à toujours rendre compte de l'effet de l'observation sur le phénomène observé. Il réalise quelque deux cents films, salués par les cinéastes d'avant-garde, Germaine Dulac en tête. *La Pleuvre* (1927), *Le Bernardin* (1927), *L'Hippocampe* (1934), *Le Vampyre* (1939), *Assassins d'eau douce* (1947) sont parmi les plus célèbres.

## CRUELLE POÉTIQUE

Chacune de ces vignettes, par l'art du commentaire, par le contrepoint musical (de Darius Milhaud à Duke Ellington), par la composition des images et l'information savamment distillée, est un petit bijou. Ado Kyrou y distinguait une œuvre « aussi pénétrante que certaines pages de Lautréamont », dont la cruauté poétique se retrouve notamment dans *Le Vampyre*, tourné en 1939, sonorisé en 1945, qui se réfère également à l'histoire contemporaine.

L'après-guerre inaugure une ligne de partage dans le film animalier. D'un côté, une tentation spectaculaire, incarnée par les productions Disney (*Le Lion d'Afrique*, 1950); de l'autre, la caution scientifique dont se réclament les grandes séries britanniques. On en déduirait à tort que ces dernières sont exemptes d'anthropomorphisme

et de spectaculaire. *Gorilla*, de Goetz Dieter Plage (1974), de la célèbre série « Survival », conte ainsi les aventures d'un ancien colon belge du Zaïre qui protège les gorilles. La relation privilégiée qui s'instaure entre les grands singes et ce militaire en tenue coloniale en apprend davantage sur le paternalisme de l'homme blanc que sur les mœurs des primates.

*The Most Dangerous Game* (1988), anthologie des grands moments de « Survival », témoigne non sans grandiloquence des prises de risque des réalisateurs vedettes de la série. On y voit notamment un couple capturer un cobra craqueur et le femelle servir de cible sous l'œil impassible du marf filmant le jet du venin en plein visage. Nul besoin de connaître la Bible pour juger que cette scène est cause de la chute du cinéaste. *Lions et Hyènes, un face-à-face mortel* (1992), production américaine réalisée par le couple vedette du genre, Derek et Beverly Joubert, personnalise l'entêtement à la manière d'une guerre entre bandes rivales à Los Angeles.

Le talent et le commentaire omniscient constituent deux grandes caractéristiques de l'esthétique de ce cinéma. Dans les années 70, certains réalisateurs s'efforcent pourtant de renouveler l'exercice. Ainsi François Bel et Gérard Vienne, qui, dans *Le Territoire des outres* (1971), excluent toute parole au profit d'une bande-son composée par Michel Fano. Un montage intelligent, une fausse relative familiarité, un effet d'étrangeté sublimement entretenu élèvent ce film à la puissance du conte.

Certains films récents allient la qualité de l'information, la sobriété du commentaire et la beauté plastique de l'image. Ainsi du *Peuple singe*, de Gérard Vienne (France, 1992), ou de *Bats*, de Michael Rosenberg (Grande-Bretagne, 1995), qui semblent avoir trouvé la distance idéale entre l'homme et la bête.

Il faut enfin signaler dans cette programmation des œuvres dont les attaches à la veine animalière demeurent accidentelles. Par exemple, *Bataille sur le grand fleuve*, de Jean Rouch (France, 1950), *Les Habitants*, d'Artavazd Pelechian (URSS, 1970), *Primate*, de Frederick Wiseman (Etats-Unis, 1975), *Slon Tongo*, de Chris Marker (France, 1994), soit une chasse rituelle à l'hippopotame au Niger, un poème filmé où la nature sert de matériau aux inventions du montage, l'immersion dans un laboratoire d'expérimentations africain et la danse d'un éléphant dans un zoo slovéne. Serait-ce parce qu'ils nous parlent d'abord des hommes que ces animaux-là sont inoubliables?

Catherine Humblo

Jacques Mandelbaum

## LES AUTRES NOUVEAUX FILMS

### SANS DOUTE LES ANNÉES QUI PASSENT

Film français de Dominique Déhan. Avec Françoise Bette, Jean-Claude Frissung, Henri de Lorme. (45 minutes.) L'histoire de cette femme d'âge mûr qui retourne brièvement à la campagne de son enfance se laisse suivre sans difficulté. Pourtant, c'est moins un récit qu'un poème que propose le moyen-métrage de Dominique Déhan. Le voyage de Christiane, ses retrouvailles avec un ami de jadis, l'hommage à ses parents enterrés au village qu'un lac de retenue a depuis recouvert, la récupération d'un jouet perdu autrefois, ne sont que les repères de cette narration dépourvue d'intrigue. L'essentiel réside à l'évocation d'un paysage (affectif autant que matériel), un paysage de terre et d'eau, d'humains et de souvenirs. Film et non pièce écrite, *Sans doute les années qui passent* se veut poème d'images et de sons. Il pêche parfois par des métaphores trop littérales (le village noyé), mais il s'invente de beaux rythmes, dans l'espace et dans une durée toute en lenteur douce. Et il s'éclaire de rimes riches (dans la salade, eh oui) et d'heureuses césures (la voiture qui change de couleur au gré des souvenirs). La modestie des moyens et la simplicité du thème se répondent, pour faire une petite musique de cinéma qui sonne juste et clair. J.-M. F.

### CONTE DES TROIS DIAMANTS

Film belgo-anglo-palestinien de Michel Khleifi. Avec Bushra Qarman, Mhhammad Nahhal, Hana'Ne'meh, Ghassan Abu Libda. (1 h 36.)

Pour des raisons assez évidentes, le cinéma palestinien s'est caractérisé jusqu'à aujourd'hui par une production limitée et combattante. Michel Khleifi, originaire de Nazareth et vivant en Belgique, fait donc figure d'exception. Rappelons notamment son remarquable long-métrage de fiction, *Noces en Galilée* (1987), prélude févrex et sensuel au déclenchement de l'intifada. Tourné en hiver 1994 dans une bande de Gaza promise à l'autonomie, *Conte des trois diamants* (sélectionné à la Quinzaine des réalisateurs à Cannes) peut être considéré comme un bilan symbolique de cette guerre des pierres. Le ton en est donné dès les premiers plans, où sur une plage immaculée un enfant voit approcher un cavalier arabe juché sur un cheval blanc. Image évidemment rêvée par le jeune Youssef (Joseph), et qui a sans doute valeur de présage, ne serait-ce qu'en vertu de son homonyme biblique. En attendant, la plage de Gaza est bel et bien barbelée, le père de Youssef emprisonné, et son frère dans la clandestinité. Le récit se déroulera donc sur deux versants: celui, violent et documentaire, de la réalité, et celui d'un onirisme nourri de mythologie arabe, par lequel l'enfant, figure-clé de la révolte palestinienne, renoue avec l'innocence dont on l'a dépossédé. Cette quête initiatrice, Youssef l'effectue entouré de Salah et de Aida, mais pour conquérir seul, et tragiquement, le cœur de cette dernière. Un parcours qui se révèle, à quelques belles échappées près, plutôt confus et didactique, avec ses oiseaux en cage, son prophète aveugle, et sa soldatesque israélienne meuse d'enfants. Car ni les songes ni la réalité ne se pénètrent avec un passe-partout, du moins au cinéma. J. M.

### SEARCH AND DESTROY

Film américain de David Salle. Avec Griffin Dunne, Dennis Hopper, Christopher Walken, John Turturro. (1 h 27.)

Un compte à rebours délicatement avec le fil se met dans l'idée de produire l'adaptation cinématographique d'un roman écrit par une sorte de prédateur philosophe télévisuel (Dennis Hopper) à qui il voue une admiration aveugle. La recherche de la somme nécessaire l'amènera à côtoyer des gangsters (Christopher Walken, John Turturro) avec qui il se livrera au trafic de drogue, jusqu'au prévisible échec final. *Search and Destroy* évoque par moments *After Hours* de Martin Scorsese, par ailleurs producteur du film. Le héros, également interprété par Griffin Dunne, s'y lance, de la même façon, dans une quête métaphorique (ici assez obscure) au sein d'un univers « décalé ». David Salle, qui est peintre à l'origine, tente diverses expériences chromatiques et son film cultive une certaine incongruité, accentuée par sa distribution: John Turturro cabotinant en perruque ou Christopher Walken chantant *Red River Valley* en falsant des claquettes accompagnés par des geïsbas sont des images qui restent. J.-F. R.

### TENDRE GALÈRE

Film britannique de Mike Sarne. Avec Charlie Creed Miles, Vanessa Hadaway, David Shawyer, Jess Conrad, Jacqueline Scarvellis. (1 h 36.)

Un jeune punk, David, largue les amarres après une ultime dispute avec son père, flic et philatéliste à ses heures. Fuyant une rixe ordinaire dans un pub, il se réfugie dans les coulisses d'un théâtre minable où Rachel interprète sans grande conviction la Juliette du grand Will. Elle en mettra davantage à devenir, malgré ses origines bourgeoises, celle de David. A l'image du glorieux modèle, rien ne parviendra à briser ce couple d'amants modernes, malgré une descente aux enfers qu'on a beaucoup de mal à prendre au tragique: une bande musicale ininterrompue, une moralité digne d'*Hélène et les garçons*, et un agaçant petit air branché en dénaturent irréparablement le sens. J. M.

### LES ANNÉES DU MUR

Film allemand de Margarethe von Trotta, avec Meret Becker, Corinna Harfouch, August Zinner, Otto Sander. (1 h 40.)

*Les Années du mur* appartient à la catégorie paradoxale et déprimante des « films à faire », et infaisables. Ces films-dossiers, répondant à ce répété impératif qui pèse sur le cinéma de traiter des grands dossiers, même sans qu'il existe à l'origine un désir de film, ni une idée de mise en scène. Il « fallait », évidence panurgienne, tourner la chute du mur et la réunification allemande. Margarethe von Trotta, qui a quelque expérience dans le genre (*Les Années de plomb*, *Rosa Luxemburg*) se charge de la besogne. Préalables de documents d'archives, romance impossible par-dessus la frontière de béton qui coupe Berlin, laborieux sauts dans le temps. La Stasi et les chars russes jouent leur rôle de méchants au sein d'une dramaturgie aussi simpliste que la psychologie mise en œuvre. Comme il se doit, ça se termine avec un point d'exclamation joyeux (le mur tombe!) et un point d'interrogation sérieux (que sera l'Allemagne de demain?). Sans qu'on ait appris grand-chose, et moins encore vibré. J.-M. F.

### SUPER NOËL

Film américain de John Pasquin. Avec Tim Allen, Judge Reinhold, Wendy Crewson, Eric Lloyd. (1 h 37.)

Noël approche. La bonne nouvelle ne pouvait laisser insensibles les studios Disney. Classé troisième au box-office américain 1994, *Super Noël* débarque donc sur nos écrans, porté par le tandem John Pasquin-Tim Allen, respectivement réalisateur et acteur vedette d'une série télévisée culte au pays de Colomb: *Papa bricole*. A bien des égards, le fruit de leur nouvelle collaboration demeure, sous couvert de conte moderne, un bricolage. Pour le fond, rien ne change. Un père qui a la garde de son fils la nuit de Noël reconquiert son amour en devenant le véritable Santa Claus. Mais un traineau gadgétisé comme une fusée et un Père Noël qui entre par « morphing » dans les cheminées témoignent tout au plus d'une conception technologique et usée du merveilleux. A ce titre, toute la tartufferie de ce film s'élève est de prétendre qu'il rallie le camp des enfants et de l'imagination. Mieux vaut s'en tenir au discours programmatique prononcé au début du film par le père, cadre dans une fabrique de jouets: « Nous travaillons aussi pour les familles (...). Meilleurs vœux et soyez prudents sur la route. » J. M.



## La passion révélée d'Ingmar Bergman pour Georg af Klercker cinéaste précurseur et oublié

ON NE VERRA sans doute jamais *La Chevalerie mortelle* sous le chapiteau du cirque, film suédois de 1912 dont ne subsiste qu'un fragment. Mais l'attrait exercé par la singularité du titre se double désormais de la curiosité suscitée par l'œuvre de Georg af Klercker, réalisateur de vingt-sept films en moins de trois ans (entre 1915 et 1918), qui ne redevint cinéaste qu'en 1926, le temps d'un seul film, et auquel l'intérêt porté par Ingmar Bergman vaut d'être découvert, quarante-quatre ans après sa mort, le 13 novembre 1951 à Malmö.

Plus que d'un simple intérêt, il s'agit de la part du réalisateur de *Cris et chuchotements* d'une véritable passion, nourrie par les visions répétées des films de Klercker dans sa salle privée de Farö, concrétisée par une incitation et une aide à la restauration des copies, et couronnée par l'écriture d'une pièce, *Le Dernier Cri*. Deux représentations de cette pièce en un acte ont été données, au Théâtre de Stockholm, et Bergman en a lui-même réalisé une adaptation pour la télévision. Ce film figure au programme de la rétrospective de six films consacrée à Klercker, organisée par le Centre culturel suédois et présentée dans le cadre de CinémaMalmö (*Le Monde* du 23 novembre).

*Le Dernier Cri* se déroule entièrement dans le bureau de Charles Magnusson (Ingvar Kvellson), ancien « chasseur d'images » devenu le directeur de la Svenska Bio (dont la fusion avec la Skandia, en 1919, a donné naissance à la Svensk Filmindustri) et auquel les deux maîtres suédois, Victor Sjöström et Mauritz Stiller, doivent le début de leur carrière, qui les conduira l'un comme l'autre à Hollywood. Face à lui se présente Georg af Klercker (Björn Granath), à genoux et affublé d'un nez de clown : le cinéaste est venu demander à Magnusson de le laisser réaliser un film. Demander, quémander, supplier. Ses dernières réalisations ont été des échecs, le



Georg af Klercker / Bergman

public ayant perdu le goût des mélodrames et des comédies, et Klercker n'a pas su ou pas voulu céder à la mode des lourdes adaptations littéraires. Situation tragique, que l'attitude de Klercker, alcoolique tour à tour vindicatif, ironique et suppliant, fait basculer parfois vers le burlesque. Le génie de Bergman, avec le talent des deux acteurs, est de maintenir cet équilibre à priori impossible tout au long de cette terrible scène d'humiliation. Klercker peut bien menacer, insulter, s'agenouiller devant Magnusson, il n'est jamais ni ridicule ni pitoyable.

Que Bergman ait tenu à garantir à ce point la dignité du cinéaste permet de dessiner les contours de l'intérêt qu'il porte à sa carrière et

à sa personnalité. *Musique nocturne* (1918), celui des films de Klercker que Bergman préfère, témoigne d'une science de la construction dramatique et d'une remarquable maîtrise de la narration.

### UN POTENTIEL INEXPLOITÉ

Utilisation surprenante de la profondeur de champ et effets de montage parallèle, qui placent le film très en avance sur son temps, attestent la virtuosité technique d'un cinéaste dont les thèmes sont également de nature à séduire Bergman : dans *Musique nocturne*, un riche baron amateur de poésie, lui-même rimailleur, achète à un écrivain misérable ses poèmes, qu'il fait paraître sous son nom,

puis assassine le malheureux, lorsque celui-ci refuse de lui céder la pièce qu'il tient pour son œuvre majeure.

Bergman saisit Klercker au croisement de ces deux trajectoires en le montrant à la fois consentant de ses propres limites et certain de pouvoir faire mieux que Sjöström et Stiller, dont les films sont célébrés. Klercker parle du premier (que Bergman dirigera en 1957 dans *Les Fraîches saignées*) comme d'un « petit pisse-foie qui se dresse des grands airs », du second comme d'un « petit tapette, mais véritable artiste ». Bergman laisse par ailleurs entendre qu'une liaison entre Sjöström et la femme de Klercker pourrait être à l'origine de l'arrêt brutal de la carrière du réalisateur

de *Musique nocturne*. Ce que Bergman distingue dans ses films est avant tout un potentiel dont il sait qu'il ne sera jamais exploité.

Entre le pionnier qui, au retour d'un séjour à Paris, où il a travaillé avec Louis Feuillade, propose par défi à Magnusson un projet d'adaptation de la *Justine* de Sade, et le maître suédois, qui dut attendre longtemps avant de faire œuvre personnelle, existe une vraie empathie, qui explique et justifie l'engouement de Bergman.

En insistant sur la modestie de Klercker, qui se présente comme « un artisan, pas un génie, avec beaucoup de savoir-faire et d'expérience » et souhaite seulement « faire oublier un moment aux gens la dureté de la vie », et en éclairant ainsi la personnalité d'un cinéaste qui s'affirme pourtant « capable de rivaliser » avec ceux qu'il appelle ironiquement « les génies », Bergman souligne à quel point la position du cinéaste et la possibilité pour lui d'exercer son art ont été déterminées par son aptitude à promouvoir sa personnalité et son travail propres. Ce dont Klercker était à l'évidence incapable, impuissance que Bergman saisit grâce à un long plan fixe où le cinéaste « donne » son regard à la caméra, tandis que le producteur répond à un appel téléphonique.

En offrant ainsi au pionnier de plonger son regard dans celui de spectateurs qui, pour la plupart, n'avaient seulement jamais entendu parler de lui, Bergman rend hommage aux cinéastes de tous temps, connus ou inconnus, génies ou tâcherons, et livre la preuve la plus bouleversante de la prééminence d'un art.

Pascal Mériegeau

★ Le jeudi 7 décembre à 19 heures, au Centre culturel suédois, 11, rue Payenne, Paris-3<sup>e</sup>. Tél. : 44-78-80-20. Le Centre culturel suédois présente jusqu'au 21 janvier 1996 une exposition consacrée à Georg af Klercker.

### Lettre de Russie

Numéro deux sur la liste « Notre maison la Russie » du premier ministre Viktor Tchernomyrdine, le cinéaste Nikita Mikhalkov (*notre photo*), Oscar 1995 du meilleur film étranger pour *Soleil trompeur*, est apparu sur la première chaîne télévisée dans un surprenant clip vidéo. Déguisé en cosmonaute, il flotte

dans une station spatiale, contemplant la Russie à travers son hublot, évoque la beauté des femmes de la Volga et conclut : « Chez nous, tout va bien. » En se présentant sur la liste du parti des « Nouveaux Russes » et de la réussite à l'occidentale, Mikhalkov entretient l'ambiguïté de son personnage. Longtemps proche du général nationaliste Routskoï, chef de l'insurrection

d'octobre 1993, il considère désormais qu'un changement de régime « signifierait un recul de trente ans » sans renoncer à dénoncer l'occidentalisation



LAURENT MONTAUDO

débridée et la perte des valeurs nationales. Fils de la douchinatura, le « russe barbare » (le seigneur russe) vient de créer une nouvelle poétique en retirant *Soleil trompeur* de la liste des films concourant pour les Oscars (l'équivalent russe des Oscars) qui doivent être décernés samedi 9 décembre, estimant que la récompense américaine suffisait à sa notoriété.

Manon Lotzeau

### Lettre d'Amérique

Une agression contre un employé du métro new-yorkais a donné l'occasion au leader de la majorité républicaine au Sénat, Robert Dole, de relancer sa campagne contre la dépravation des mœurs et la violence qu'engendrent, à ses yeux, les productions hollywoodiennes. L'attaque dont a été victime Harry Kaufman semble en effet copier sur une scène de *Money Train*, produit par Columbia Pictures, et récemment sorti

sur les écrans : deux individus ont lancé un liquide inflammable dans sa cabine avant d'y mettre le feu. Brûlé aux deuxième et troisième degrés sur 80 % du corps, la victime lutte contre la mort.

« Il est temps que ceux qui utilisent la pornographie et la violence pour vendre des billets de cinéma fassent leur examen de conscience », a déclaré M. Dole au Sénat, demandant au public américain de sanctionner le film en le faisant « dérailler du box-office ». Un responsable du métro de

New York a toutefois fait savoir que neuf agressions du même genre avaient eu lieu au cours des cinq dernières années.

La campagne antihollywoodienne est l'un des thèmes préférés de celui qui est le favori de la course présidentielle. Au printemps dernier, il s'était déjà élevé contre la violence des textes de certains groupes de rappeurs, au point de contraindre Time Warner à se séparer de son label spécialisé dans la musique rap.

## Le film sur le massacre de Kwangju replonge la Corée dans ses années de plomb

### KWANGJU

de notre envoyé spécial

Épaisse fumée noire et odeur acre de caoutchouc brûlé, gravats sur la chaussée, voitures retournées, blindés et militaires en treillis armés sur la hanche face à une foule qui avance brandissant drapeaux nationaux et banderoles et criant des slogans. Puis des rafales de coups de feu. Les premiers rangs tombent, les autres s'enfuient. « Vous êtes partis trop vite, il faut reprendre ! » Rite général. Les morts se relèvent et les figurants reprennent place.

Dans Kummun-ro, la rue principale de Kwangju, le début du tournage du premier film sur le martyre de cette ville a ravivé les souvenirs du 21 mai 1980, lorsque l'armée tira sur la foule de manifestants protestant contre les généraux putschistes. Pour mater l'émeute qui suivit ce premier massacre, le pouvoir fit intervenir les troupes spéciales : officiellement, il y eut deux cents morts et un millier de blessés. Le carnage s'étendit aux villages avoisinants et le nombre des morts serait deux ou trois fois supérieur.

Les autorités de Kwangju s'opposaient au tournage des scènes de manifestation sur les lieux où elles se déroulèrent. Une décision unanime des représentants de la population au cours d'un débat public eut raison de leur veto. « J'avais dix-neuf ans alors et je n'ai pas compris ce qui se passait. Je sais aujourd'hui que ce drame nous habite

et nous a donné une force », dit une jeune femme.

Le massacre de Kwangju demeure un stigmate dans la mémoire nationale coréenne. Depuis quelques semaines, les manifestations étudiantes ont repris avec une ampleur jamais vue depuis l'arrivée au pouvoir du président Kim Young-sam en 1992, pour exiger le jugement des « bourreaux de Kwangju », soustraits à la justice par la prescription : les ex-généralistes Chun Doo-hwan et Roh Tae-woo, ce dernier récemment emprisonné à la suite d'un énorme scandale de pots-de-vin. Mais la tragédie de Kwangju est aussi pour le monde intellectuel un événement charnière : le drama-

tique révélateur du prix payé à une expansion vertigineuse sous la férule de régimes musclés (« le miracle économique » carén débouchait finalement sur quoi ? le massacre d'une population civile par sa propre armée », souligne l'écrivain Cho Sebuli).

### UN ÉVÉNEMENT ABSTRAIT

Le film en cours de tournage coïncide avec un mouvement d'opinion pour faire la lumière sur ce tragique épisode, mais ce seront aussi les premières images sur le drame de Kwangju destinées à un grand public. Pour la majorité, le massacre est resté un événement abstrait. Aussi ce film est-il l'expression d'une appropriation de

leur mémoire par les Coréens dans ce qu'elle a de plus viscéral : une plaie encore ouverte quinze ans après.

Longtemps Kwangju fut accaparé par l'idéologie : la gauche dénonçant les Américains derrière les putschistes et la droite brandissant la menace communiste. Une politisation que toute la carrière (formation d'anthropologue et prédisposition pour des sujets tabous) du metteur en scène Chang Sun-woo devrait lui permettre d'éviter. Le film est d'ailleurs tiré du court roman de Ch'oe Yun, *Là-bas, sans bruit, tombe un pétale* (Actes Sud). Un événement littéraire : pour la première fois, une romancière ose donner une dimension univer-

selle à ce drame à travers le récit de l'errance d'une adolescente dont la mère a été tuée à ses côtés dans les manifestations et qui a perdu la mémoire. « Je voulais me dégarer de l'immédiateté de l'événement, montrer comment la barbarie transforme un être », nous dit Ch'oe Yun. « La petite fille sera violée par un ouvrier comme le fut la ville de Kwangju par l'armée. Toutes deux sont victimes de la même violence. » Ch'oe Yun ne fait qu'esquisser le massacre, lui conférant ainsi un caractère allégorique : la dimension universelle d'un moment de la souffrance humaine. Un printemps, Kwangju : ce pourrait être n'importe quand, n'importe où : chaque fois que des hommes sous la croûte des fusils, que tombe un pétale, telle cette enfant fauchée dans son enfance « avec ces yeux perdus et ces gestes inutiles ».

Pour le cinéaste Chang Sun-woo, « ce tournage est comme un exorcisme de chamanes pour apaiser la douleur. Les attentes des habitants sont un encouragement mais aussi une énorme responsabilité », nous dit-il. Les deux mille figurants prennent place : défilent des visages jeunes et moins jeunes, riants et insouciant. D'autres visages, évanouïs, semblent se superposer aux leurs. Deux mille : le nombre des victimes, une nuit de mai à Kwangju.

J.-M. E.

★ Sources des chiffres : *Le Film français*

Philippe Pons

### LES ENTRÉES À PARIS

■ Les grèves entraînent une baisse notable, mais pas un effondrement de la fréquentation en région parisienne. La chute est d'environ 20 % par rapport à la semaine précédente et affecte essentiellement les salles de la capitale. De ce fait, les films bien diffusés en périphérie, c'est-à-dire surtout les films « grand public », pour la plupart américains, sont moins touchés que les titres plus exigeants.

■ En continuation, c'est *Apollonia* qui se tient le mieux, avec encore 50 000 entrées en quatrième semaine, soit un total de plus de 400 000. *Crossing Guard* s'en tire aussi plutôt bien, et dépasse les 120 000 en trois semaines, alors que *Neuf mois aussi* et *Jahnnny Mnemonic* ne semblent pas devoir tenir leurs promesses. Il faut aussi constater l'échec

commercial du *Garcu*, qui en cinquième semaine n'a plus droit qu'à deux écrans, et n'atteindra pas les 100 000 entrées sur Paris-périphérie.

■ Largement en tête se trouve *Pocahontas* avec 129 000 entrées dans ses 46 salles (soit un total de 405 000 en quatre semaines). Et la petite Indienne de Disney pourrait tirer profit de la grève des écoles. Cette semaine, elle enregistre déjà plus du double des entrées de son suivant immédiat en haut du box-office, le nouveau venu *Jade*, à 54 000 dans 33 salles.

■ Parmi les autres nouveautés, *Amour et mensonges* réussit sa sortie avec 48 000 spectateurs dans 27 salles, et *Au beau milieu de l'hiver* à 29 000 sur seulement neuf écrans. En revanche, *La Fille seule* rencontre quelques difficultés avec 6 000 supporters dans 8 salles. La situation est encore plus compromise pour les huit autres sorties de cette semaine.



LECTION DU « MONDE »

RIALS

ONT FILMS

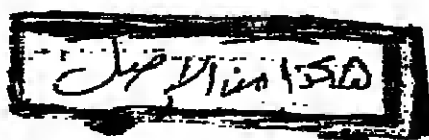
### ECHOS

■ Emir Kusturica renoncera au cinéma, selon une déclaration à *Libération* où, affirmant vouloir « changer de vie », il souhaite « informer mes amis et mes ennemis que dans ma quarante et unième année, je cesse de réaliser des films ». Deux fois lauréat de la palme d'or à Cannes, le cinéaste yougoslave avait réagi vivement aux critiques contre son dernier film, *Underground*, qui n'a pas non plus rencontré le succès public espéré.

■ Les proches Disney : alors que *Pocahontas* triomphe autour de la planète, et que le nouveau Disney, *Toy Story*, domine le box-office américain, le studio a annoncé ses projets, qui marquent un retour vers les grandes histoires du vieux monde : *Notre-Dame de Paris*, *Hercule*, *Tarzan*. De son côté, la société créée par Spielberg et l'ancien patron de Disney, Michael Eisner, a mis en chantier son premier dessin animé, inspiré par l'histoire de Moïse.

### FESTIVALS

■ Le festival Entrevue de Belfort, qui s'est déroulé du 25 novembre au 3 décembre, a décerné son grand prix à *L'Age des possibles*, de Pascale Ferran. Le prix Gérard Philipe-Coutaz a été attribué à *Sept en attente*, de Françoise Etcheberry, avec mention spéciale à *Faute de soleil*, de Christophe Blanc. *On the Beat*, de Ning Ying, a reçu le prix du film étranger. Le public a accordé ses grands prix aux *Apprentis*, de Pierre Salvadori, et au *Jardin* du Slovaque Martin Sulik.









## L'Etat tente pour la troisième fois de privatiser RMC

Le prix de vente du groupe a été nettement revu à la baisse, mais les prétendants ont changé : certains ont disparu, d'autres viennent de l'étranger

**POUR LA TROISIÈME FOIS**, l'Etat lance le processus de privatisation du groupe Radio-Montecarlo (RMC). La société financière de radiodiffusion (Sofrad) a décidé, mardi 5 décembre, de céder la participation de 83,33 % qu'elle détient dans le capital de la station. Le « prix minimum » a été fixé à 500 millions de francs par la commission de privatisation. Lors de la précédente tentative de privatisation, la valeur de RMC avait été estimée à 680 millions de francs.

Outre la maison mère, Radio-Montecarlo, le groupe RMC détient 51 % des parts du réseau FM musical Nostalgie, 100 % de la station Radio-Montmartre, et possède 100 % de Génération expertise média (GEM), régie publicitaire de l'ensemble. Comme prévu, le groupe RMC ne sera pas cédé par « appariements », mais en bloc. Mieux, il devrait aussi conserver ses trois formats radiophoniques : RMC, Radio-Montmartre et Nostalgie, comme le souhaite la principauté de Monaco, propriétaire de 16,67 % des parts (*Le Monde* du 30 juillet 1995). Les autorités monégasques restent attachées au développement du groupe RMC sur ses trois axes radiophoniques, au maintien du caractère généraliste de la radio, et à la conservation de l'essence des activités de la station à Monaco.

Pour ce pas essayer un échec, comme lors des précédentes tentatives en 1986 et en 1993, l'Etat, actionnaire du groupe RMC, via sa holding publique la Sofrad,

semble vouloir mener cette opération avec le maximum de transparence.

Outre un prix plancher, fixé par la commission de privatisation, les candidats à la reprise devront, selon la Sofrad, respecter un calendrier et déposer leur offre avant le jeudi 28 décembre. Le dossier présenté par les candidats devra comporter un « plan de développement du groupe sur trois ans et les orientations de la politique de programmes des différents supports ». Le cahier des charges est disponible au siège social de la Sofrad. La holding publique doit arrêter son choix au plus tard trente jours après la clôture de l'appel.

Dès le lancement du processus de privatisation du groupe, Jean-Noël Tassez a démissionné de la présidence de la Sofrad. Il reste cependant directeur général de RMC.

### Georges Vanderschmitt nouveau président de la Sofrad

Le conseil des ministres devait annoncer, mercredi 6 décembre, la nomination de Georges Vanderschmitt à la présidence de la Sofrad. Selon le communiqué de Matignon, le successeur de Jean-Noël Tassez « aura pour mission, d'une part, de mener à bien la privatisation de RMC et, d'autre part, de préparer l'évolution de la Sofrad ».

Diplômé d'études supérieures de droit public, Georges Vanderschmitt fut nommé auditeur à la Cour des comptes dès sa sortie de l'ENA en juin 1977. Ensuite, il a été notamment directeur du réseau européen de la délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (DATAR) et directeur général de France 2, de septembre 1992 à janvier 1994. Conseiller-maître à la Cour des comptes, il est aussi l'auteur d'un rapport sur la politique satellitaire de la France.

et de Nostalgie : deux fonctions qui devraient lui permettre de piloter la vente du groupe radiophonique.

Cette démission correspond, selon lui, à un « souci de transparence (...) pour éviter que sa double fonction, à la tête de la Sofrad, et à la direction du groupe mis en vente, ne suscite des interprétations dommageables ou bon déroulement des opérations ». Des observateurs moins charitables évoquent plutôt des divergences de vues avec l'Etat actionnaire.

#### CONVOITISES

Malgré un prix de vente élevé, le groupe RMC suscite de nombreuses convoitises. Parmi les candidats qui se sont publiquement déclarés, figurent, pour l'instant, le groupe NRJ, la Rochefortaise Communication, actionnaire de la radio d'informations économiques,

BFM, Alain Ayache, propriétaire de *Meilleur*, l'ancien Jean-Claude Decaux, Sud-Radio et TF 1.

Cependant, c'est Alcatel qui semble le mieux placé. Le groupe, présidé par Serge Tchuruk, est déjà dans la « maison » grâce à sa participation de 49 % dans le capital de Nostalgie, le joyau du groupe. Le réseau FM musical dégage, en effet, un bénéfice après impôt de 60 millions de francs. A l'inverse, Radio-Montecarlo devrait enregistrer, à elle seule, une perte de 80 millions de francs.

S'il n'a pas encore fait acte de candidature, le groupe Alcatel pourrait réaliser sa participation dans Nostalgie, évaluée à 250 millions de francs. Après la vente de la Générale occidentale, propriétaire de *L'Express* et du *Point*, au groupe Havas, un renforcement du pôle médias d'Alcatel ne semble plus toutefois à l'ordre du jour.

A côté des entrepreneurs français, des candidats étrangers se sont aussi manifestés : l'allemand Bertelsmann, troisième groupe mondial de communication, propriétaire en France de Prisma Presse, et Carlton, groupe britannique de communication.

Une solution européenne à la reprise de RMC n'est pas à exclure. En effet, la principauté de Monaco peut opposer son veto aux candidats français qui lui déplaisent. Nul ne peut d'ailleurs prétendre conquérir RMC sans l'agrément de la principauté ni celui du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA).

Véronique Cauchapè

## ABC doit lancer une chaîne d'information en continu

**CAPITAL CITIES/ABC INC.**, deuxième groupe mondial de communication depuis son rachat par Walt Disney, a annoncé, mardi 5 décembre à New York, le lancement en 1997, aux Etats-Unis, d'une chaîne d'information en continu. Cette chaîne se distinguera de CNN par l'accent mis sur les nouvelles locales. « Compte tenu de l'intensité de la compétition [entre les chaînes d'information], l'importance de la couverture locale sera déterminante dans le succès de l'opération », a expliqué le président de Capital Cities/ABC Inc., Robert Iger. CNN possède actuellement dans des métropoles américaines à des décrochages locaux de cinq à dix minutes par heure, mais sans image et avec des présentateurs lisant des dépêches.

Roger Iger a souligné que ABC avait passé des accords avec deux cents stations de télévision locales américaines. « La priorité est le marché intérieur, nous n'explorerons pas les possibilités internationales tant que nous ne réussirons pas [aux Etats-Unis] », a précisé le président d'ABC News, Roone Arledge. Les responsables d'ABC ont souligné que la force du premier réseau américain résidait dans sa rédaction, qui produit certains des programmes d'actualité les plus regardés aux Etats-Unis.

**PROGRAMMES** : France Télévision Distribution, la filiale de France Télévision chargée de la commercialisation des programmes auprès des chaînes étrangères et sur d'autres supports (vidéo notamment), va décaler pour la troisième année consécutive « un résultat bénéficiaire » sur un chiffre d'affaires de plus de 100 millions de francs en 1995. Ce succès est dû au regroupement des forces de ventes de France 2 et France 3 au sein d'une seule entité. Principaux succès commerciaux : les opérations dérivées des « Schtroumpfs », de « Bonne nuit les petits », de « L'Institut » ou encore de « La Rivière Espérance ».

**PRESSE** : le quotidien *Libération* n'a pas paru mardi 5 décembre, à la suite d'une grève du personnel (*Le Monde* du 5 décembre). Dans son numéro du 6 décembre, le personnel du journal a lancé un appel aux lecteurs intitulé « Pour l'indépendance » en contestant le plan de redressement. Ce texte a été approuvé par un vote à bulletin secret par 179 voix sur 265 votants. Les grévistes précisent : « L'ensemble des instances représentatives - conseil de surveillance, comité d'entreprise, Société des journalistes - contestent les estimations exagérées pessimistes justifiant le plan de la direction. (...) D'autres voies sont possibles. Et nous comptons les faire aboutir avec l'aide de nos partenaires et de nos lecteurs. » Des journalistes ont également en outre une grève des signatures jusqu'au 12 décembre. Serge Joly, directeur du journal, indique dans le même numéro que « personne ne semble contester la nécessité d'un plan de redressement » et annonce que « la concertation, qui est de règle dans *Libération*, devra déboucher sur un accord interne afin que le pari raisonnable sur l'avenir l'emporte ».

MERCREDI 6 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
<p>12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.30 Magazine : Femmes. 13.40 Série : Les Foux de l'amour. 14.30 Série : Mac Gyver. 15.30 Club Dorothée. 17.20 Série : Les Années fac. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 La Mirade de l'amour. 19.00 Série : Alerte à Malibu. 20.00 Journal, La Minute hippique.</p> <p>20.20 Sport : Football. En direct. 6<sup>e</sup> journée de la Ligue des champions : FC Nantes-Parissaint-Germain (G) (G) du stade de la Beauvoisine à Nantes ; 21.15, Mi-temps, Météo ; 21.30, 2<sup>e</sup> période ; 22.25, Extraits, analyses et résumés des sept autres rencontres.</p> <p>En cas de victoire, le FC Nantes occuperait la première place de sa poule et en cas de match nul, la deuxième place, qualificative elle aussi. En cas de défaite, les Nantes ne seraient plus maîtres de leur destin... et devraient compter alors avec le résultat du FC Porto au Danemark.</p> <p>0.05 Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. Révélés : La traversée mouvementée ; Espace vital ; Escalade sur un mont precocet ; L'Australie ; Les cascades d'émeraude.</p> <p>1.05 Journal, Météo.</p> <p>1.15 Programmes de nuit. Histoires nouvelles : 2.05, Histoire de la vie (6/8) ; 2.10, TF 1 nuit (et 3.15, 4.45, 5.15) ; 2.15, Histoire naturelles (et 4.00, 5.00) ; 3.35, Côté cœur ; 4.55, Musique.</p>	<p>12.15 Jeu : Les Z'amours (et 4.05). 12.55 Météo (et 13.35). 12.59 Journal. 13.45 Téléfilm : Pas une seconde à perdre. De Jean-Claude Sussfeld, avec Michel Leeb, Jean-Luc Stedje. 15.05 Tierscé. En direct d'Australie. 15.15 Couleur Maureen (et 16.10, 16.50). 15.20 Série : Mission casse-cou. 16.15 Série : Seconde 8. 17.15 Série : Quel de neuf, docteur ? 17.45 Série : Cooper et nous. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Que le meilleur gagne (et 3.00). 19.15 Bonne nuit les petits. 19.20 Studio Gabriel (et 1.30). 19.55 Loto (et 20.45). 19.59 Journal, Météo.</p> <p>20.50 Téléfilm : Une nounou pas comme les autres. O'Eric Civanry, avec Mimi Mathy.</p> <p>22.20 Magazine : Bas les masques. J'a été torturé. 23.30 Les Filles Lumière. 23.35 Le Journal, Météo. 23.50 La traversée mouvementée ; Espace vital ; Escalade sur un mont precocet ; L'Australie ; Les cascades d'émeraude.</p> <p>1.05 Programmes de nuit. Histoires courtes : Scheherazade, de Florence Malhié, texte de Marie Desplechin dir. par Agathe Chouchan ; Sang d'encre, de Laurent de Bardin ; 2.00, Émissions religieuses (rediff.) ; 3.35, 24 heures d'info ; 3.40, Jeu : Pyramide ; 4.35, Loto ; 5.00, Outremers (rediff.) ; 5.55, Dessin animé.</p>	<p>12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Série : Brigade criminelle. 14.10 Série : Magnum. 15.00 Questions au gouvernement. En direct de l'Assemblée nationale. 16.05 Dessin animé : Woolf. 16.35 Les Minikourns. 17.45 Divertissement : Je passe à la télé. Présenté par Valérie Mairesse et Georges Bellet. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. 18.55 Le 19-20 de l'information. À 19.08, journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la charité. 20.35 Tout le sport.</p> <p>20.50 La Marche du siècle. Présenté par Jean-Marie Cavada. Crébès de dentelles. Enquête de Carole Viarocroft, Jean-Philippe Desbordes, Jean-Marie Gou, Hervé Chesnerey.</p> <p>22.10 Météo, Journal.</p> <p>22.45 Un siècle d'écrivains. Présenté par Bernard Rapin. Fernando Pessoa, le voyageur irremédiable d'Isabel Calvo. Il y a soixante ans, mourait dans un hôpital de Lisbonne un écrivain qui laissait derrière lui une malle pleine de manuscrits inédits. Fernando Pessoa était certain qu'il connaîtrait à titre posthume cette notoriété dont il n'a jamais bénéficiée de son vivant.</p> <p>23.40 Documentaire : Les Quatre Dromadaires. Issala (rediff.). 0.35 Penitence : Dynastie. 1.20 Musique Graffiti.</p>	<p>12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Magazine : M 6 Kid. 5h10 à 5h30 à Bercy ; Kidnot : 13.30. Crypte Show : 14.00. Moi, Renart : 14.30. Gadgét-Boy : 15.00. Oraculo : 15.30. Creepy Crawlers : 16.00. Mighty Max. 16.30 Variétés : Hit Machine. 17.00 Fantazie (et 0.45). 17.20 Dessin animé : Tintin. (1/2) Tintin au Tibet. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark. Les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Eco 6. La Terre s'use.</p> <p>20.45 Téléfilm : Cœur Caraïbes. (1/4). De Paolo Barzman, avec Vanessa Dornier. C'est à Madryna, « l'île aux fleurs » que débute un beau matin Linda (Vanessa Dornier) de « Classe mannequin ». Top-model très en vue, elle vient d'y hériter d'un petit hôtel peuplé par un trio d'individus plutôt louche.</p> <p>22.30 Téléfilm : Le Crème dans le sang. De Richard T. Heffron, avec Robert Michum, James Spader.</p> <p>0.15 Magazine : Secrets de femmes. 1.10 Boulevard des clips (et 5.10). 2.30 Rediffusions.</p>	<p>En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Décade pas Bunny. 14.40 Sport : Les Superstars du catch. Les Survivants. 17.05 Sport : Football américain. Match de championnat de la NFL : Miami Dolphins-Atlanta Falcons. 17.25 Sport : Football. En direct. Séville-Gironde Bordeaux. Match de 8<sup>e</sup> de finale retour de la coupe de l'UEFA : 17.30, coup d'envoi. En clair jusqu'à 21.00 19.30 Nulle part ailleurs. (sous réserve de prolongation du match de football) Présenté par Philippe Gildas, Bruno Gaccio et Valérie Payet. 19.40 Le J.T. de Jules-Edouard Moustic. (sous réserve de prolongation du match de football). 19.55 Les Guignols. (sous réserve de prolongation du match de football). 20.00 Surprises. 20.30 Le Journal du cinéma. 21.00 Cinéma : Les Faussaires. Film français de Frédéric Blum (1994). 22.30 Flash d'informations. 22.35 Cinéma : L'Impasse. Film américain de Brian De Palma (1993, v.o.). 0.55 Cinéma : Le Mangeur de lune. Film français de Dal Sjö (1994). 2.10 Documentaire : Féminin masculin. De Brigitte Comand (52 min).</p>	<p>12.30 Atout savoir. La Mémoire et la Réussite. 13.00 Documentaire : L'Avenir de l'Arctique. 13.25 Le Journal du temps (et 18.57, 19.00, 19.29). 13.30 L'Esprit du sport. Avec Ami Kirschfeld. 14.30 A tous vents. Face au vent. 15.30 Qui vive ! (2/3). 15.45 Ad6 ! La Terre (2/4). 16.00 La Preuve par cinq (2/4). 16.30 Les Yeux de la découverte. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Affaires publiques. La Cour des comptes. 18.15 L'Etat de Colomb. 18.30 Le Monde des animaux.</p>
CÂBLE	RADIO	ARTE			
<p>TV 5 19.00 Paris lumière. 19.25 Météo des cinq continents (et 21.55). 19.30 Journal de la TSR. En direct. 20.00 Faut pas rêver. Invité : David Douillet, judoka. 21.00 L'Hebdo. 22.00 Journal de France 2. Edition de 20 heures. 22.40 Hain dans tous nos rêves. De Jean-Daniel Lafond. 23.35 Savoir plus. 0.30 Journal de France 3. Edition Sor. 1.00 Journal de la RTBF. En direct (30 min). PLANÈTE 19.45 Les Parchemins de la mer Morte. De Theresa Hunt. 20.35 On chante les accords, la route du valletano. De Lucette Lemorre. 21.30 Tant que le monde sera. (1/6) Les Maîtres maçons d'Agamas. De Suha Arin. 22.00 Terminé Street. De Gard Kroshe. 23.35 Les Dessous d'Ariane. De Jean-Paul Mudy et Gaspard Lamunère. 0.05 Zoo : Etat des lieux. (3/4) Zoo en péril. De Viate Broome. 0.55 Rugby : Cent ans de finales. De Jacques Alan Raynaud (5 min). PARIS PREMIÈRE 19.00 Premières loges (et 0.50). 19.35 Stars en stock. 20.00 20 h Paris Première. 21.00 Paris modes. 21.55 Aux arts et caetera. 22.25 Cherchez l'idole. Film franco-italien de Michel Boisrond (1963, 1 h 10) Paris dernière (50 min). CANAL J 17.25 Conte Mordicus. 18.00</p>	<p>FRANCE-CULTURE 20.30 Tire ta langue. Le Sommet de Cotonou (Bénin). Actualités de la langue. 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (3). 21.32 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, du Canada et de la Suisse. 22.00 Communauté des radios publiques de langue française. Ici et maintenant. 22.40 Nuits magiques. Une maison, des maisons. 2. Habiter bien - habiter mal. 0.05 Du jour au lendemain. Jean-Noël Vuarin (L'Angle-Mère). 0.50 Musique : Coda. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Donné les 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> juin à Berlin, par l'Orchestre symphonique allemand de Berlin, dir. Vladimir Ashkenazy. L'Orestie, ouverture op. 6, de Tansy. Concerto pour piano et orchestre op. 20, de Scriabine. Penthésilée, poème symphonique, de Wolf. 22.00 Soirée. Elisabeth Schwarzkopf, soprano. 22.25 Dépendance. 22.30 Musique pluriel. Ode pour Rima et piano, de Gassan, par les Membres de l'Orchestre Court-Circuit (enregistré le 23 mars 1995). Quodlibet pour six percussions, vingt-huit instruments et orchestre (extraits), de Nunes, par l'Ensemble Modern, l'Orchestre de la Fondation Gulbenkian de Lisbonne, dir. Kasper de Roo et Emilio Pomeroy. 23.07 Ainsi la nuit. Œuvres de</p>	<p>19.05 Série : L'Homme invisible (18/25) Coup double. 19.30 Les Briseurs d'os des Pyrénées. De Richard et Julia Kemp. Le gypso, un rapace qui se nourrit de crânes d'agnous. 20.20 Le Dessous des cartes. Francophonie (rediff.). 20.30 812 Journal.</p> <p>20.40 Les Mercredis de l'Histoire. Images de la Résistance, fin de guerre aux Pays-Bas, de Paul Moody. 21.45 Musique-journal. 22.20 Opéra : Didon et Enée. De Henry Purcell, livret de Nahum Tate, d'après « l'Énéide » de Virgile, mise en scène de Peter Marura. Avec Maria Ewing, Karl Daymond, Rebecca Evans et le Musicum Collegium 90, dir. Richard Hickock. 23.15 Musicarchive. Arthur Rubinstein. 23.50 Entretien. Nagisa Oshima. Europe-Japon, le cinéma et le siècle. 0.25 Série : Les Cinq Dernières Minutes. La Rose de fer, de Jean-Pierre Marchand. (rediff.). 2.05 Magazine : Stark. Spécial Tour Eiffel. Sabotage ! A bicyclette (rediff., 28 min).</p>			
<p>Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ➤ signalé dans « le Monde radio-télévision » ; □ film à éviter ; ■ on peut voir ; ■ ne pas manquer ; ■■ chef-d'œuvre ou classique.</p>					

1550



# Jean-Marc Morandini assure que « Tout est possible »

Dans ce magazine bimensuel, l'animateur de TF 1 propose un cocktail indigeste de « confidences » de stars, d'histoires incroyables-mais-vraies et de révélations pseudo-sulfureuses

« APPROCHEZ mesdames et messieurs. Ne brônez pas... Ça va commencer ! Déshabillez le regard Manuel, un homme de petite taille qui réclame que le "lancer de main" soit à nouveau autorisé. Découvrez les larmes de Stone qui raconte enfin les infidélités de Charden. Frissonnez en apprenant l'incroyable : Aurélien Le Bile avait prédit le dénouement de l'Alibis, à Alger, en décembre 1994, mais son fantasme pouvait-il se retourner contre lui... ? Voilà ce qu'un batteur pourrait débiter pour convaincre les spectateurs de regarder le magazine de TF 1 baptisé « Tout est possible ».

Deux fois par mois, la première chaîne invite les téléspectateurs à passer derrière le rideau rouge. Un jeudi sur deux, Jean-Marc Morandini est le M. Loyal d'une émission inclassable, sorte de cirque tapageur où défilent des vedettes aux yeux embués et des anonymes transformés en phénomènes de foire.

Le décor est réduit à sa plus simple expression. Ni piste aux étoiles ni salon cosy propice à la confidence : un plateau vide, décoré de quelques taches de couleurs informes et meublé d'immenses tabourets de bar sur lesquels sont priés de se jucher les invités. Au centre de cet espace, Jean-Marc Morandini est le grand confesseur, le fidèle copain à qui l'on vient raconter ses déboires. Il reçoit ses « amies » les stars et révèle qu'il s'agit d'être bûnais comme les autres. Pas méchant pour deux sous, forcément heureux puisqu'il



réalise son « rêve de gosse », l'animateur se vante de ne pas « vouloir regarder par le trou de la serrure des stars ». Il assure même leur offrir un « droit de regard » sur les séquences qu'il diffuse. Mais, tout en affichant une certaine innocence, Jean-Marc Morandini n'hésite pas à pousser assez loin sa « recherche » de la vérité. Il en est ainsi lorsqu'il interroge Mado Maurin, la mère de l'acteur Patrick Dewaere. Il tente de savoir quels sont les éléments « qui ont conduit son fils à se suicider ». « Le cinéma lui a été fatal », répond la vieille dame. Mais l'animateur veut absolument en savoir

plus : il lui faut des noms, de vrais coupables. « Il a beaucoup souffert de l'abandon d'une femme... Il a mis sept ans à en mourir. Bien sûr, ce n'est qu'une des raisons de son geste, et je ne veux pas jeter la pierre à cette petite Mado-Maurin... » Il faudrait encore citer, par ordre d'apparition à l'écran, « la horde des journalistes » qui, bien sûr, « voulaient avoir la peau de Patrick », et puis « Coluche, qui lui a offert la 22 long rifle avec laquelle il a mis fin à ses jours ». Il ne manque à ce tableau de l'horreur que l'auteur du dernier coup de téléphone qui a déclenché le drame... Mystère, mystère. Le nom de l'assassin

en puissance ne sera pas prononcé pendant l'émission. Pas de panique, pourtant, puisqu'en fin de magazine l'animateur annonce : « Vous en saurez plus en lisant le livre écrit par Mado Maurin. » Car - est-ce un doux hasard ou une beureuse coïncidence - les invités de « Tout est possible » ont (presque) toujours quelque chose à vendre...

Le plus étonnant est que Jean-Marc Morandini aime à se draper des habits de la vertu. Il se targue d'avoir fait déprogrammer un reportage consacré à Zazie, une jeune femme qui s'est inoculé le virus du sida par amour pour son compagnon, atteint de la maladie. Il se plait aussi à raconter qu'il a « de lui-même », interrompu un entretien avec un homme qui a vendu ses deux enfants pour 100 000 francs. Jean-Marc Morandini se définit volontiers comme un chevalier de la déontologie, qui fait honneur à un moyen de communication de masse.

Les résultats des calculs d'audience de son magazine semblent lui donner raison : « Tout est possible » flirte avec les 47 % de parts de marché. Cocktail d'outrages et de révélations plus ou moins étonnantes, de confidences de hall de gare et de larmes de crocodile, « Tout est possible » ferait sourire si l'on ne réprimait pas un certain haut-le-cœur.

Dorothée Trompent

\* « Tout est possible », TF 1, jeudi 7 décembre à 22 h 35.

## Rhétorique

par Luc Rosenzweig

DÉCIDÉMENT, Alain Juppé n'est pas homme à faire les choses à moitié. Quand il se tait, il se tait. Il résiste comme personne à la tentation des micros et des caméras. Mais quand il a décidé de s'exprimer, il ne regarde pas à la dépense. Deux Juppé, sinon rien ! Un Juppé pour les représentants du peuple l'après-midi au Palais-Bourbon, un Juppé pour le peuple le soir à la télévision. Personne, cependant, ne pourra accuser le premier ministre de double langage, au moins sur le fond. Dans un cas comme dans l'autre, il a clairement exprimé sa volonté de persévérer sur le chemin de ses réformes de la protection sociale. Mais il faut constater qu'il y a bel et bien double langage quelque part, sinon pourquoi parler deux fois ? Le message délivré dans l'hémicycle paraît suffisamment clair pour être transmis tel quel dans le pays, à moins que l'on ne considère que le peuple des téléspectateurs ait besoin d'une explication de texte du discours tenu devant les députés. Que les uns aient droit à la version intégrale reliée et les autres à la brochure résumée style *Sélection du Reader's Digest*. Quel génie de la communication publique a pu suggérer au premier ministre que les téléspectateurs, et notamment les grévistes, seraient insensibles à la force persuasive de l'exposé style ENA (deux parties et trois sous-parties) prononcé à la tribune ?

Le Français non-député s'est donc vu privé des fleurs de rhé-

torique réservées aux élus du suffrage universel. Ce n'est pas pour lui que l'on se met en peine de dénoncer les « déficits abyssaux » du régime d'assurance-maladie. Cette métaphore pélagique se retrouvera dans la version peuple résumée à une explication épicière qui voudrait qu'avec des recettes inférieures aux dépenses un trou se creusât inexorablement. Pas de dénonciation non plus des « illusions lyriques » qui auraient été hier celles de l'opposition d'aujourd'hui. Mais, surtout, le non-député a été privé du morceau de bravoure de l'éloquence juppéenne : ces phrases de forme interrogative qui devraient appeler une réponse, mais qui visent en fait à renforcer une affirmation. Au Palais-Bourbon, cela donnait : « Où est l'alternative ? », et le premier ministre de mettre son oreille en pavillon pour ridiculiser le silence de l'opposition. Pour lui, Alain Juppé s'est contenté d'une envolée de préau d'école : « Y a-t-il un pays où il fait meilleur vivre qu'en France ? »

Que répondre de son canapé ? On se trouve un peu dans la situation d'un couple dont l'un des partenaires demande à l'autre : « Est-ce que tu m'aimes ? » Toute réponse, même affirmative, ne peut que décevoir : pas assez ceci, pas assez cela... On ne dira jamais assez de bien de Jacques Dufranc. Il n'est pas apparu à la télé mardi soir, mais il aurait dû répondre à Juppé : « A part ça... »

JEUDI 7 DÉCEMBRE

TF 1	FRANCE 2	FRANCE 3	M 6	CANAL +	LA CINQUIÈME
12.50 Magazine : A vrai dire. 13.00 Journal, Météo. 13.38 Magazine : Femmes. 13.40 Feuilletton : Les Faux de l'amour. 14.25 Feuilletton : Dallas. 15.25 Série : Cannon. 16.15 Jeu : Une famille en or. 16.45 Club Dorothée. Saut les Musées ; Clip ; Jeux. 17.20 Série : La Philo selon Philippe. 17.55 Série : Les Nouvelles Filles d'à côté. 18.25 Série : Le Miracle de l'amour. 19.00 Série : Alerte à Malibu. 20.00 Journal, Météo, La Minute Hippique, Météo.	12.55 Loto, Journal, Météo. 13.45 Série : Derrick. 14.45 Série : Placé en garde à vue. 15.40 Tiercé. En direct de Vincennes. 15.55 Variétés : La Chance aux chansons (et 5.05). 16.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. 17.15 Série : Quoi de neuf, docteur ? 17.45 Série : Cooper et nous. 18.10 Série : Le Prince de Bel-Air. 18.40 Jeu : Que le meilleur gagne. 19.15 Bonne nuit les petits. Sur son petit nuage. 19.20 Studio Gabriel (et 2.00). 19.59 Journal. 20.15 Invité spécial. Jean-Marie Le Pen. 20.40 Météo, Point route.	12.00 Télévision régionale. 12.45 Journal. 13.05 Jeu : Tout en musique. 13.40 Si vous parliez. 15.00 Questions au gouvernement. En direct du Sénat. 16.05 Série : Brigade criminelle. 16.35 Les Minikreux. 17.45 Divertissement : Je passe à la télé. 18.20 Questions pour un champion. 18.50 Un livre, un jour. Une certaine idée de la Résistance, d'Olivier Weisbach. 18.55 Le 19-20 de l'information. A 19.08, Journal régional. 20.05 Jeu : Fa si la chanter. 20.35 Tout le sport. 20.45 Keno.	12.25 Série : La Petite Maison dans la prairie. 13.25 Téléfilm : Mannequin le jour. De Christian Duguay, avec Famke Janssen, Stephen Shellen. Une jeune femme, mannequin le jour, se transforme en justicière la nuit pour venger une de ses amies agressée dans Central Park. 15.05 Boulevard des clips (et 1.30, 5.10). 17.00 Variétés : Hit Machine. 17.30 Dessin animé : Tintin. 18.00 Série : Highlander. 19.00 Série : Lois et Clark, Les Nouvelles Aventures de Superman. 19.54 Six minutes d'informations, Météo. 20.00 Jeu : Le Grand Zap. 20.35 Magazine : Passé simple. Présenté par Mireille Fournier. 1912 : le naufrage du Titanic.	En clair jusqu'à 13.45 12.30 La Grande Famille. Présenté par Alexandre Devoise et Philippe Vecchi. 13.40 Le Journal de l'emploi. 13.45 Cinéma : Giorgino. Film français de Laurent Boutonnat (1993). 16.45 Surprises. 17.00 Documentaire : Jeunesse 95, échec à la galère. De Jean-Pierre Moscardo. 18.00 Dessin animé : Les Multichocs. 18.05 Le Dessin animé. Reboul. 18.30 Cyberflash. En clair jusqu'à 20.00 18.28 Série : Les Zinzins. 18.35 Nulle part ailleurs. Présenté par Jérôme Bonaldi. 19.30 Flash d'informations (et 22.00). 19.40 Zéronama, le contre-journal. Présenté par Karl Zéro. 19.55 Sport : Football. En direct RC Lens-Slavie Prague. Match de 8e de finale retour de la coupe de l'UEFA ; 20.00, coup d'envoi. Basket : Championnat d'Europe des clubs Pau Orthez-Real Madrid, en direct. 22.05 Court métrage : La Pucelle des zinzins. D'Alain Aude et Claude Dury.	12.30 Atout savoir. 13.00 Documentaire : Bactéries au service de l'environnement. 13.25 Le Journal du temps (et 18.57). 13.30 Les Grands Maîtres du cinéma. Stanley Donen. 14.30 Arrêt sur images. 15.30 Qui vive ! [3/2]. 15.45 Allô ! la Terre [3/4]. 16.00 La Preuve par cinq [3/4]. 16.30 Magazine : Fête des bébés I. 17.00 Cellulo. 17.30 Les Enfants de John. 18.00 Ma souris bien-aimée. 18.15 Alphabets de l'image. Benoît Jacquot pour le film La Fille seule. 18.30 Le Monde des animaux.
ARTE					
20.50 Série : Navarro. L'Enquête de Gérard Marx. Une célèbre top model slave est découverte morte par son ami. Ce décès suspect amène le commissaire à enquêter dans le milieu particulier et impitoyable des agences de mannequins... 22.35 Magazine : Tout est possible. Présenté par Jean-Marc Morandini. Invité : Nicoletta. Le prix de la beauté, l'amour jusqu'au bout ; Les risques du métier. 23.35 Série : Paire d'as. 0.50 Journal, Météo. Programmes de nuit. émissions naturelles (et 2.45, 3.40, 5.05) ; 1.45, TF 1 nuit (et 2.45, 3.25, 4.00) ; 1.55, Histoire de la vie [7/8] ; 3.15, Côte cœur ; 4.30, Intrigues ; 4.55, Musées.	20.55 Magazine : Envoyé spécial. Profession : démineur. de Jean-Pierre Méthé et Philippe Turpaud ; Au nom du Père et des Indiens, de Jean-Michel Deslang et Sébastien Sili ; Jours de grève, de Jacques Carrière, Nathalie Gallet, Pascal Doucill-Bon et Philippe Deslandes. 22.50 Expression directe. UDF. 23.00 Cinéma : La Poison. Film français de Sacha Guitry (1951). Avec Michel Simon. 0.25 Les Frères Lumière. 0.30 Journal, Météo. 0.45 Le Cercle de minuit. Invités : Claude Allègre, Paul Ricœur, André Comte-Sponville ; Actualité du cinéma ; Musique : Michel Portal. 2.30 Programmes de nuit.	20.50 Cinéma : La Jument verte. Film français de Claude Autant-Lara (1959). Avec Bouvill. 22.25 Météo, Journal. 22.55 Magazine : Ah ! Quels titres ! Présenté par Philippe Tesson. L'Etat en question. Invité : Alain Madelin (Quand les autriches relèveront la tête) ; Michel Rocard (Le Cœur à l'ouvrage). 23.55 Espace francophone. Le Sonnet de Cotonou au Bénin. 0.25 Série : Dynastie. 1.10 Musique Graffiti. Berceuse op. 16 de Fauré, Mouvement perpétuel de Poulenc-Helfetz, La Fille aux cheveux de lin de Debussy, Bardo and Riddle de Kroll, par Jean-Jacques Kantorow, violon, Jacques Rouvier, piano (20 min).	20.45 Cinéma : Gold. Film britannique de Peter Hunt (1974). Avec Roger Moore. 23.00 Téléfilm : Liaison maléfique. De Deryn Warren, avec Mark Hamill, Amanda Wyss. 0.35 Magazine : Fréquentstar. Vanessa Demouy (rediff.). 2.30 Rediffusions. Culture pub : 2.55, Jazz 6 ; 3.50, Fanzone ; 4.15, Saga de la chanson française (Georges Brassens).	20.45 Les Nuits de France-Musique Programme Hector. FRANCE-CULTURE 20.00 Musique : Le Rythme et la Raison. Chantier-parler : Musique ancienne et poésie contemporaine. 4. Le chantier-parler dans tous ses états. Œuvres de Schoenberg, Guilbert, Couperin, Lebeque, Walton, de Selma 20.30 Jeux de mémoire. Le corps des Ports et Chaussées (2). 21.28 Poésie sur parole. Valéry Larbaud (4). 21.32 Les Poétiques. Enregistré au Théâtre du Rond-Point le 16 novembre. Franck Venaille. 22.40 Nuits magréquines. Une maison, des maisons. 3. Entre sans frapper. 0.05 Du jour au lendemain. Gérard de Cropper (L'Ange de mer). 0.50 Musique : Corda. Polyphonie : Musiques pour la nuit d'une Pologne de mémoire. 4. Recorda cosa ti hanno fatto in Auschwitz, de Nono ; Latcho Drom, de Mandelstam. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.). FRANCE-MUSIQUE 20.00 Concert. Saison internationale des opéras de l'UER. Donné en direct de la Scala de Milan, par le Chœur et l'Orchestre de la Scala de Milan, dir. Riccardo Muti. La Flûte enchantée, opéra en deux actes à 620, livret d'Emmanuel Schikaneder, de Mozart. 22.25 Décaphe-notes. 23.07 Anel la nuit. Œuvres de Tchikovsky, Debussy. 0.00 Taping noc-	20.40 Soirée thématique : Drôle de climat. Proposée par Suzanne Drexel. 20.41 La nature se venge. Documentaire de Bernd Dörs. 20.55 De Rio à Berlin. Documentaire de Suzanne Drexel. 21.05 Les Mystères du COP. Documentaire de Margit Lenzan. 21.45 Les Glaciers en danger. Documentaire de Hans Letzel. 22.05 Glacière-chaudière. Documentaire de Suzanne Drexel. 22.50 L'Atome, un espoir pour la planète ? Documentaire de Felix Hendinger.

NOCTURNE  
tous les  
JEUDIS  
22 heures.

Jusqu'au 23 décembre.

-25%  
sur TOUTES  
les nouveautés  
CD et K7.

SAMARITAINE



## Le progrès en partage

par Pierre Georges

C'EST PUR HASARD. Mais il fait drôlement les choses. L'Association pour la promotion de la presse magazine vient d'attribuer son grand prix de la communication publicitaire à la SNCF pour sa campagne récente : « SNCF, le progrès ne va pas que par les rails ». Bleu beau slogan en effet ! Irréfutable comme une évidence.

Alors, usagers du progrès sans mode d'emploi, où en sommes-nous ? Au point mort toujours ou déjà en amorce de mouvement ? Pas de réponse précise. La grève dure et perdure. Le gouvernement signe et persiste. Les discours sont d'autant plus fermes que les inquiétudes sont plus manifestes. Les ouvertures sur négociation ressemblent à de simples lucarnes. Les usagers fatiguent. L'économie tousse. Le commerce s'époumonne. Il fait froid. Noël approche. Et les exclus le restent. Quand on a mis tout cela dans un grand sac politique et social et que l'on agit, rien n'est sûr.

Le bras de fer, du même métal qu'un rail givré, continue. Pour combien de jours ? L'avenir tranchera. Mais au-delà, comment ne pas être frappé par ce qui s'exprime ces jours-ci. Et donc s'écrit ou se montre dans la presse, la télévision, ces « mentes ».

Les grévistes le disent et le redissent avec une véhémence verbale qui mérite écoute et réflexion : le progrès, si c'est cela le progrès, a son avenir derrière lui. Et nous avec. C'est peut-être pas une réalité. Mais c'est une conviction, violemment exprimée et souvent partagée. De crise en grève, des chômeurs aux banlieues, des étudiants aux fonctionnaires, les déclarations en cas-

cadés sur ce thème finissent par faire un torrent. Il peut se perdre, cette fois-ci encore, reprendre son chemin sinueux. Il ressurgira sans nul doute, tant la conviction semble ancrée dans des franges entières de la population : le progrès ne va pas que par les rails.

Alain Juppé le dit et le répète, lui aussi avec véhémence : la réforme ou le déclin. Autrement dit, le progrès ou l'abandon. C'est là sa conviction, sa politique, sa certitude et, dit-il, son devoir. Et, au point où il en est, sa combinaison de survie de premier ministre. Il ne le dit de façon brutale à l'Assemblée, voyant dans tout contradictoire un « menteur » politique. Ou l'affirmer de façon benoîte à la veille des chaumières télévisuelles, prenant le citoyen par la raison nationale. Il tient ainsi, au commissariat France, le double rôle du méchant et du bon flic de la réforme.

C'est la règle du jeu. Au risque d'un lapsus calamiteux sur les fonctionnaires grévistes assimilés aux « chômeurs ». Changer les choses sans briser les hommes. S'y prend-il bien, mal ? Remarquons simplement qu'il y a quelque ambiguïté à plaider la réforme et à l'imposer à la hussarde. Remarquons aussi que le RPR, dans son expression la plus outrancière, la plus figée, d'aide pas toujours le premier ministre. Ce parti à quelques auto-réformes à faire. Ne serait-ce, pour s'inscrire dans la société du temps, qu'à abandonner ses lubes. Un jour, la tentation comités d'usagers. L'autre la déconcentration de la télé-CGT par Michel Péricard, un expert en télévision aux ordres. Manifestement, là aussi, le progrès ne va pas toujours par les rails.

## La grève reste forte dans le secteur public

Elle devrait s'étendre dans l'éducation à partir de jeudi

LE MERCREDI 7 décembre devait ressembler aux jours précédents : embouteillages et paralysie. Une fois encore, aucun train ne roulait mercredi matin. Des services d'autocars de plus en plus nombreux sont mis en place pour relier les grandes villes de province et Paris, et en remplacement des trains express régionaux. Dans le secteur privé, les appels à la grève et à de nombreux débrayages, relativement peu suivis mardi, sont relancés pour jeudi.

● **SNCF** : mercredi matin, le trafic était quasiment nul, au troisième jour de la grève des cheminots, à l'exception des liaisons internationales, a annoncé la SNCF. La SNCF a mis à la disposition des usagers des numéros de téléphone (45-82-50-50 et 40-45-42-87) et un service minitel (3615 code SNCF).

● **TRANSPORTS URBAINS** : en Ile-de-France, aucun métro, aucun RER d'étaient au départ mercredi matin à 8 heures, a indiqué la RATP. 4 % des autobus circulaient, selon la Régie parisienne. Les usagers peuvent se renseigner au : 05-15-11-11, ou 36-68-77-14 ou sur minitel : 3615 code RATP. A Caen et Cherbourg, d'importantes perturbations dans les transports ont communément été enregistrées mercredi, tandis qu'à Limoges, les transports publics devaient se joindre au mouvement. Lille, jusqu'à présent épargnée, devrait connaître sa première grève jeudi : on n'y prévoit ni métro, ni tramway, ni autobus. A Marseille, la direction de la Régie s'attend à des perturbations jeudi.

● **TRANSPORT AÉRIEN** : Air Inter assurera les trois quarts de

ses vols le jeudi 7 décembre, malgré un appel à la grève lancé par huit syndicats (USPNT, SPIT, SNPNAC, SNPNC, CGT, UGICT, CFCT, SNPTT) à l'adresse, mardi, la direction de cette entreprise. Celle-ci conseille à ses clients de confirmer leur vol auprès de leur centre de réservation, ou sur Minitel 3615 ou 3616 Air Inter, ou encore par le serveur vocal 36-68-34-24 infolocal. Cette journée d'action grève au sein de la compagnie Air France. La direction a néanmoins affirmé être en mesure d'assurer jeudi la quasi totalité de ses vols.

Les grèves dans ces deux compa-

gnies sont motivées par des revendications spécifiques.

● **FRANCE TÉLÉCOM** : 40 % des personnels étaient en grève mardi contre 19 % la veille. La province s'est mobilisée plus fortement que Paris, où il y avait moins de 33 % de grévistes selon la CFDT. Cette dernière estimait, mercredi matin, que « le mouvement va retomber » mais la CGT ne relevait pas « de signes de fléchissement ».

● **ÉDUCATION** : les arrêts de travail, qui ont commencé lundi, devaient se poursuivre à l'appel de l'ensemble des syndicats enseignants. Ils ont été relativement peu suivis mardi. Selon le ministère de l'Éducation nationale, le pourcentage de grévistes était de 10 %.

La mobilisation est plus importante dans les écoles à Paris (23 % de grévistes). Mais c'est jeudi que les mouvements de grève devaient se développer, en particulier dans la région parisienne (lire également page 10).

● **LA POSTE** : l'appel à la grève

a été plus fortement suivi mardi que les jours précédents (19 % de grévistes contre 5 % lundi). La très grande majorité des centres de tri était en grève. Selon la CGT, il n'y avait pas, mercredi matin, de signes de fléchissement, de « nouveaux services entrant ou contraindre dans le mouvement ».

● **FONCTION PUBLIQUE** : 14,5 % des agents étaient en grève mardi contre 2,2 % lundi, selon le ministère de la fonction publique. Le mouvement s'étend dans la fonction publique territoriale à Lyon, Saint-Étienne, Lens, Bordeaux.

● **HÔPITAUX** : la fédération santé de la CFDT, majoritaire dans le secteur public de la santé, devait décider, mercredi dans la matinée, de lever son appel à la grève après l'intervention télévisée du premier ministre. Les revendications de la centrale syndicale ne portaient en effet que sur les retraites et non sur l'ensemble du plan Juppé. Selon la CGT, 63 hôpitaux publics avaient voté la grève à travers le pays mardi 5 au matin, et dans le privé, une demi-douzaine d'établissements avaient entamé des mouvements revendicatifs.

● **EDF** : 48 % du personnel d'EDF-GDF était en grève mardi 5 décembre, selon la direction de l'entreprise publique. La fourniture d'électricité sur l'ensemble du réseau français a été assurée, mais des coupures locales ont eu lieu près d'Avignon et à Saint-Gaudens. La baisse de la production a atteint 18 000 mégawatt mais elle n'a pas affecté l'équilibre du réseau. Un piquet de grève a été installé, mardi, à la centrale nucléaire de Cattenom, en Moselle.

## Les marchés anticipent une issue rapide de la crise sociale

ALORS qu'ils avaient connu un lundi noir, les marchés financiers français se sont brutalement repris, mardi 5 décembre. La devise française a progressé de deux centimes et demi face à la monnaie allemande. La Bourse de Paris a terminé la séance en hausse de 2,25 %, regagnant l'essentiel du terrain abandonné la veille. Enfin, les taux d'intérêt se sont fortement détendus. Les échéances à trois mois ont reditué de 6,60 % à 6 %. Mercredi matin, les cours étaient stables.

Plusieurs facteurs permettent d'expliquer ce brusque renversement de tendance. Dès le milieu de la matinée, les opérateurs avaient bien réagi aux propos du secrétaire général de Force ouvrière, Marc Blondel, se déclarant prêt à renouer le dialogue avec le gouvernement, Alain Lamassourie, n'excluant pas d'adapter la réforme des régimes spéciaux des retraites. Ces deux déclarations avaient été interprétées comme le signe d'un déblocage de la situation.

Les investisseurs rassurés. Le rebond du franc et des valeurs françaises s'est confirmé tout au long de la journée, au fur et à mesure que les investisseurs ont appris que les mouvements de grèves ne s'étendaient pas au secteur privé. Le discours du premier ministre, Alain Juppé, à l'Assemblée nationale et sa détermination à maintenir le projet de réforme de la Sécurité sociale les ont également rassurés. Les investisseurs jugent cette réforme nécessaire à l'assainissement des finances publiques françaises.

Plusieurs grands fonds spéculatifs anglo-saxons ont également pris conscience du risque qui existe, aujourd'hui, à « jouer » une baisse des valeurs françaises. Par peur d'être pris à contrepied, ils ont préféré solder les positions vendues qu'ils avaient prises il y a une semaine et adopter une position neutre vis-à-vis du marché français. Ces investisseurs estiment qu'un dénouement rapide du conflit et une « victoire » du gouvernement peuvent se traduire par une très brutale remontée des cours, grâce à une reprise de la détente monétaire. Celle-ci pourrait être d'autant plus importante que le gouvernement se retrouverait en position de force pour imposer de nouvelles réformes de structure de l'économie française.

Adrien Favreau

P-A.D.

## La France s'en tiendra à six essais nucléaires

LA FRANCE s'en tiendra à six essais nucléaires en Polynésie et elle achèvera sa campagne de tirs souterrains plus tôt que prévu. Cette décision devait être annoncée, mercredi 6 décembre, dans l'après-midi, par le ministre de la Défense, Charles Millon, qui présente au Sénat son projet de budget militaire pour 1996, déjà approuvé par l'Assemblée. Après les quatre expérimentations effectuées depuis la première, baptisée « Thésée », le 5 septembre, la France devrait donc procéder à une cinquième explosion avant Noël et à la sixième en janvier 1996. De sorte que les atolls de Mururoa et de Fangataufa verront leurs activités réduites au début de février prochain, au lieu du 31 mars, comme l'avait annoncé, le 13 juin dernier, Jacques Chirac en reprenant les essais.

■ **ATTENTATS** : dix-neuf personnes proches des milieux islamistes ont été placées en garde à vue, mardi 5 décembre, à l'issue d'une opération policière menée à Paris, dans la banlieue parisienne et dans les régions de Lyon, Toulouse et Tours sur commission rogatoire délivrée par le juge d'instruction antiterroriste Laurence Le Vert. Ces interpellations prolongent l'enquête consacrée aux réseaux illois et lyonnais, démantelés dans le cadre des enquêtes sur les attentats commis en France entre juillet et octobre. Les enquêteurs recherchent les complices de ces réseaux, coordonnés, selon eux, par Boualem Bensaid, un étudiant algérien arrêté le 2 novembre à Paris.

■ **JUSTICE** : Christian Dufour, 59 ans, ancien préfet de Haute-Loire a été placé en garde à vue à Versailles. Placé hors cadre, mercredi 22 novembre, par le conseil des ministres, il a été interpellé, mercredi 6 décembre à 8 heures à son domicile de Marly-le-Roi (Yvelines), où une perquisition a été menée par les policiers de la PJ de Versailles, et placé en garde à vue. Directeur des services du conseil général des Yvelines de 1982 à 1994, son audition, dans le cadre de l'enquête sur le système de corruption qui se serait installé au sein de l'Assemblée départementale depuis 1985, devrait être déterminante. Seize personnes ont déjà été mises en examen dans cette affaire, dont Claude Dumond (UDF-FD), vice-président du conseil général, qui est écroué à Fleury-Mérogis (Essonne) depuis le 15 novembre. — (Corresp.)

■ **EMPLOI** : l'emploi salarié n'a progressé que de 0,1 % au troisième trimestre 1995 (plus 15 000), selon les chiffres trimestriels définitifs publiés, mercredi 6 décembre, par le ministère du travail et l'Insee. Cette estimation est plus optimiste que celle de l'assurance-chômage, qui note une quasi-stagnation (plus 3 100 salariés). Après avoir progressé depuis le début de l'année, le rythme des créations d'emplois s'est ralenti au troisième trimestre. De septembre 1994 à septembre 1995, l'accroissement a été de près de 180 000 emplois (+1,3 %) selon l'Insee, et de 157 000 (+1,2 %) selon l'Unedc.

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT

3615 LE MONDE

Cours relevés le mercredi 6 décembre, à 10 h 15 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES				OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES			
				Cours au 0512	Var. en %	Var. en % fin 94	
Tokyo Nikkei	1879,50	-0,09	-4,27				
Hong Kong Index	—	—	+21,55				
Tokyo. Nikkei sur 3 mois							
1995							
1994							
1993							
1992							
1991							
1990							
1989							
1988							
1987							
1986							
1985							
1984							
1983							
1982							
1981							
1980							
1979							
1978							
1977							
1976							
1975							
1974							
1973							
1972							
1971							
1970							
1969							
1968							
1967							
1966							
1965							
1964							
1963							
1962							
1961							
1960							
1959							
1958							
1957							
1956							
1955							
1954							
1953							
1952							
1951							
1950							
1949							
1948							
1947							
1946							
1945							
1944							
1943							
1942							
1941							
1940							
1939							
1938							
1937							
1936							
1935							
1934							
1933							
1932							
1931							
1930							
1929							
1928							
1927							
1926							
1925							
1924							
1923							
1922							
1921							
1920							
1919							
1918							
1917							
1916							
1915							
1914							
1913							
1912							
1911							
1910							
1909							
1908							
1907							
1906							
1905							
1904							
1903							
1902							
1901							
1900							
1899							
1898							
1897							
1896							
1895							
1894							
1893							

Tirage du Monde daté mercredi 6 décembre 1995 : 521 257 exemplaires 1 - 3

## Des casseurs dans la nuit nantaise

NANTES

de notre correspondant

Alors que vingt-cinq mille personnes avaient défilé pacifiquement mardi matin 5 décembre, un dernier carré de manifestants s'est heurté quatre heures du soir, de 16 heures à 22 heures, aux quatre cents CRS mobilisés pour tenter de protéger le centre-ville. Moins déterminés dans les faces-à-face avec les forces de l'ordre que lors de la manifestation du jeudi 30 novembre, les casseurs se sont comportés en commandos très mobiles, difficiles à repérer parmi les badauds et tout aussi violents que les fois précédentes, à en juger par les résultats : une trentaine de vitrines de magasins, cafés et restaurants, brisées, plusieurs feux de poubelles sur la chaussée et surtout l'incendie de la gare routière et d'un autocar, quai Baco, victimes de cocktails Molotov.

Cinq manifestants ont été interpellés et, selon la préfecture, sept policiers ont été blessés, dont un sérieusement après avoir reçu un pavé dans le ster-

num. Transporté au CHR, il en est toutefois ressorti dans la soirée. L'essentiel des violences s'est, en fait, produit entre 20 heures et 21 heures avec l'incendie de la gare routière, suivi de l'attaque d'une vingtaine de magasins de la rue de Strasbourg, où une voiture était renversée et incendiée, et de la rue de Verdun. Et puis, comme ils étaient venus, les casseurs ont disparu dans la nuit nantaise.

La ronde des engins de nettoyage, la pose de plaques de contreplaqué en guise de protection provisoire sur les vitrines cassées, la remise en ordre, sous surveillance policière, et la ville tentait déjà d'oublier ces quelques heures irrationnelles, mêlant l'anecdote à la violence plus désespérée. Avec cette question sur toutes les lèvres : qui sont vraiment ces casseurs apparemment inorganisés, compagnons de détresse et de violence d'un soir, lycéens, étudiants, chômeurs, salariés ou SDF ?

## Une commission de l'ONU suggère de retarder l'Union monétaire

LE DERNIER RAPPORT semestriel de la commission économique des Nations unies pour l'Europe, publié mardi 5 décembre à Genève, constate un « ralentissement associé » des économies en Europe occidentale. En raison des incertitudes sur la croissance, les auteurs suggèrent de reporter la mise en place de l'Union monétaire prévue au 1<sup>er</sup> janvier 1999, afin d'éviter de compromettre la reprise écono-

mique et d'accroître le chômage. Selon les rapporteurs, le resserment général des politiques budgétaires décidé par les gouvernements pour se conformer aux objectifs du traité de Maastricht exerce un effet négatif sur la demande et freine la reprise.

La commission met aussi en garde contre les risques d'explosion sociale que comporte l'exigence de trop grands sacrifices. — (Corresp.)

**ORDINATEURS MACINTOSH**  
Recevez gratuitement le magazine et le CD GuideMAC

**ONE BOX 630**  
8 mo de mémoire, clavier, écran couleur 14", disque dur interne de 500 mo, lecteur de CD-ROM, imprimante, 18 logiciels et 3 CD-Rom  
9790Fht 11800Fht

**ONE BOX 6200**  
Même offre que la précédente mais en version Macintosh Performa 6200 de technologie Power PC  
10890Fht 13130Fht

**COMPUTER BENCH**  
12, c. A. Crutet, 94014 Vallet (Seine)  
TEL: (1) 49 58 11 00  
FAX: (1) 46 78 19 11

## Actionnaires:

soyez en avance, prévoyez l'évolution des cours

Consultez en direct

**WALL STREET**  
SUR  
**3617 MONEY**  
ainsi que  
**RECO**

Chaque jour un conseil argumenté.

**ANAT**

Prévoyez l'évolution du marché

avec notre analyse technique

56A 537 francs/line

Vous pouvez aussi vous adresser à

la grande librairie de la rue de la Harpe

Renseignements : (1) 44 62 35 45